

LE
DÉPARTEMENT EXÉCUTIF
DES ÉTATS
CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE

(1861-1865)

THÈSE PRINCIPALE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

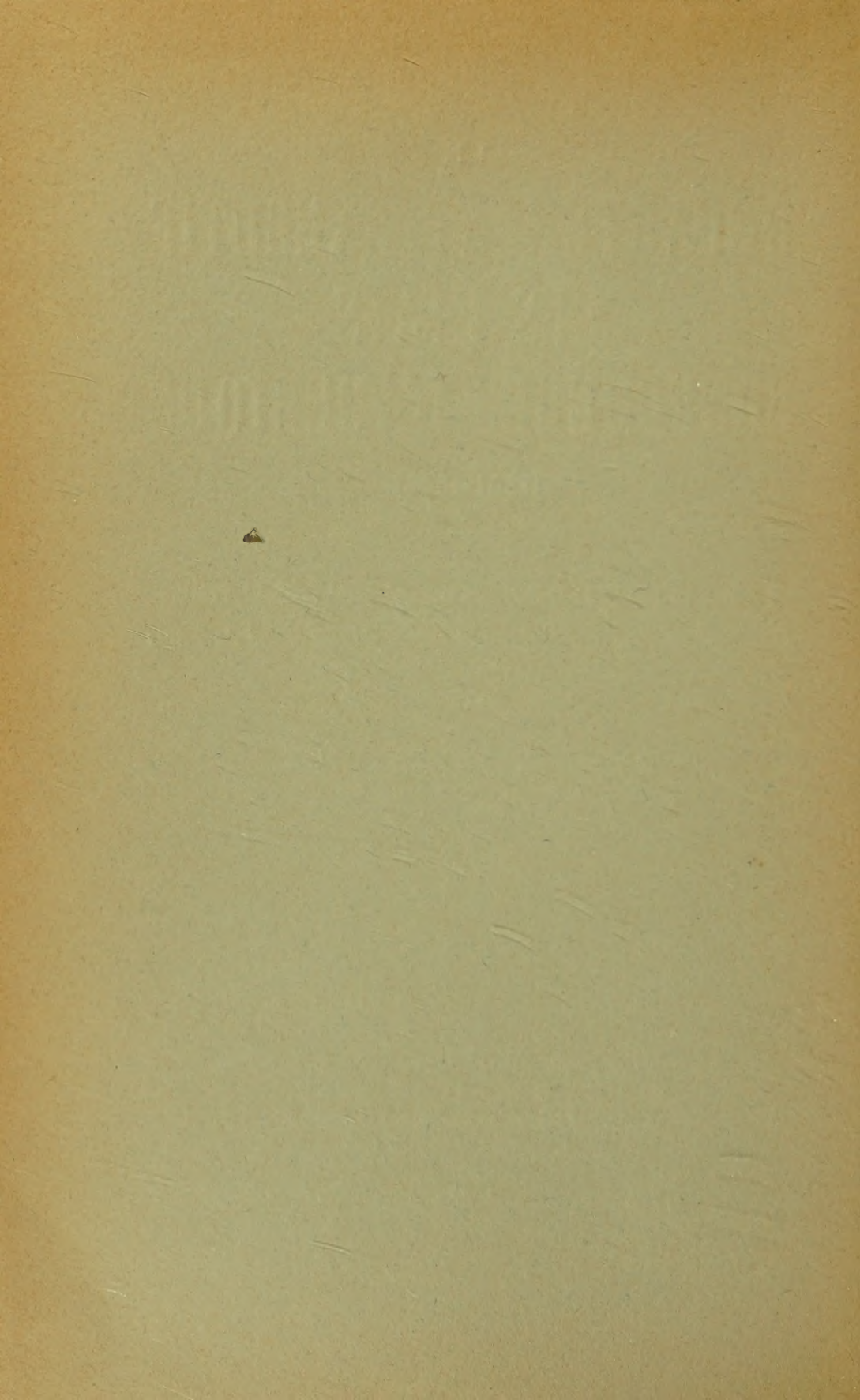
EMMETT KILPATRICK

A. B. MARYVILLE COLLEGE
A. M. JOHNS HOPKINS UNIVERSITY

PARIS
E. DE BOCCARD, ÉDITEUR
(Anciennes Librairies Thorin et Fontemoing)
1, RUE DE MÉDICIS, 1

—
1924

Thèse
Paris
1924.



LE
DÉPARTEMENT EXÉCUTIF
DES ÉTATS
CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE

(1861-1865)

LE
DÉPARTEMENT EXÉCUTIF
DES ÉTATS
CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE

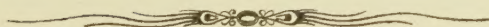
(1861-1865)

THÈSE PRINCIPALE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

EMMETT KILPATRICK

A. B. MARYVILLE COLLEGE
A. M. JOHNS HOPKINS UNIVERSITY



PARIS

E. DE BOCCARD, ÉDITEUR

(Anciennes Librairies Thorin et Fontemoing)

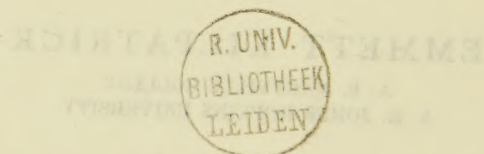
1, RUE DE MÉDICIS, 1

1924

LE
DÉPARTEMENT EXÉCUTIF
DES ÉTATS
CONFÉDÉRÉS D'AMÉRIQUE

(1861-1865)

TRÈS PRÉCIEUX POUR LE DÉPARTEMENT DES LETTRES
Présenté à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris



PARIS
M. DE BOCCARD, ÉDITEUR
(Anciennes Librairies Thémis et Fontaine)
1, rue de la Harpe, 1

1865

CHAPTER I

Introduction

A

MADAME PATRICIA PITTS YARBROUGH



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE I

Introduction.

Depuis l'origine des colonies anglaises en Amérique, une certaine opposition entre celles du Nord et celles du Sud avait toujours existé. A mesure que se développait la nation américaine, libre et indépendante depuis 1787, cette opposition n'avait fait que croître entre les intérêts économiques du Nord et du Sud de l'Union.

L'industrie diversifiée, caractéristique du Nord, n'existait pas dans le Sud. Les Etats cotonniers, n'ayant pas d'usines, ne voulaient pas d'un tarif protecteur et le considéraient comme inconstitutionnel. Ils ne cherchaient pas de débouchés à l'Ouest, et leur commerce avec les Etats voisins était peu important. C'est pourquoi ils considéraient l'exécution par le gouvernement central d'améliorations intérieures telles que bonnes routes, canaux ou aménagement de cours d'eau comme l'exercice d'un pouvoir non accordé par la Constitution. Les Etats du Sud importaient de

nombreux produits britanniques ; ils avaient donc intérêt à ce que le tarif fût maintenu aussi bas que possible. C'est sur ces trois questions : tarif, améliorations intérieures et protection des industries du Nord que les intérêts du Sud étaient en opposition directe avec ceux des Etats manufacturiers ¹.

Dans le Sud, on était généralement d'avis que toutes les taxes imposées dans un but autre que la couverture des dépenses étaient inconstitutionnelles, que dans cette catégorie rentraient les tarifs votés en 1824, 1828 et 1832, qu'ils constituaient par conséquent une grave infraction à la Constitution. Il est vrai que les défenseurs des tarifs fondaient leur droit sur l'article de la Constitution qui autorisait le Congrès à lever et à percevoir des impôts. Mais ces taxes n'étaient appelées qu'à assurer les recettes et leur conversion en un instrument destiné à développer l'industrie d'une partie du pays au détriment de l'autre était considérée comme une violation délibérée du sens et des intentions de la Constitution. Il est évident que le tarif n'opprimait pas le Nord puisque la population de cette région en demandait l'élévation. Par contre, il opprimait visiblement le Sud puisque ce dernier exportait en vue d'importer. Les principaux produits du Sud étaient le coton, le riz et le tabac, dont les pays d'Europe avaient

1. John Bach Mac Master, *A History of the People of the United States from the Revolution to the Civil War*, Vol. V, p. 170.

besoin et qui menaient à un échange de marchandises très favorable au Sud. Le différend entre les deux régions avait tellement augmenté à cause des tarifs protectionnistes qu'il sembla que le Gouvernement allait se scinder lorsqu'en 1833 la Caroline du Sud publia son décret annulant les lois du Gouvernement général. La question fut néanmoins réglée d'une manière pacifique, mais l'animosité profonde du Sud envers un tarif qu'on tenait pour abominable, était désormais soulevée.

La grande question, menaçant sérieusement le régime économique du Sud, était celle de l'esclavage. Au moment de la Déclaration d'Indépendance l'esclavage existait dans toutes les colonies. Pour des raisons économiques il disparut graduellement du Nord et devint ce qu'on considérait comme une condition « sine qua non » du développement agricole et économique du Sud. Pour des motifs politiques et moraux cette institution causa bientôt de violentes dissensions intérieures. L'esclavage prit pour la première fois le caractère d'une question capitale au Congrès de 1820, lorsque fut proposée l'admission du Missouri à titre d'Etat esclavagiste. Finalement le Missouri fut admis comme Etat esclavagiste, mais sa frontière Nord (36° 30') devait dans la suite être considérée comme la ligne séparant les pays d'esclavage et de liberté dans le reste du territoire de la Louisiane. Au nord de cette ligne, l'esclavage devait être

prohibé de façon définitive. Le mouvement d'opinion contre l'esclavage ne cessa de s'étendre dans le Nord et le désir de protéger cette institution de se développer dans le Sud. En 1854 lorsque le projet de loi du Kansas-Nebraska fut déposé et rouvrit la vieille question de la révocation du compromis au sujet du Missouri, le Nord et le Sud se montrèrent l'un et l'autre si désireux de gagner à leur cause le Kansas qu'ils envoyèrent des détachements armés pour mettre de force la main sur cet Etat ; dès cette époque, six ans avant la sécession des Etats du Sud, une guerre civile menaçait l'Union. Les attaques d'un ton très sévère contre la propriété des esclaves au Congrès, dans la presse et dans la littérature rendirent le Sud extrêmement susceptible, et chaque année l'appréhension d'une législation nuisible s'accrût et élargit le fossé entre les deux parties du pays. On estimait la propriété en esclaves à 3.000.000.000 de dollars, qui constituaient la fortune tangible du Sud quand la guerre civile éclata, et la décision qui fut prise de protéger cette propriété permit au Sud de mettre en œuvre tous les moyens de défense dont il disposait.

En proclamant son droit à se séparer de l'Union, le Sud justifia son attitude par des arguments historiques et constitutionnels. Les treize colonies britanniques qui, par l'union de leurs efforts, conquièrent leur indépendance, étaient séparées et distinctes à l'époque coloniale. Leurs assemblées

législatives, aussi bien que leurs assemblées judiciaires, jouissaient d'une autonomie très large. Ces organisations devinrent, selon les termes de la Déclaration d'Indépendance, « des Etats libres et indépendants » et s'arrogèrent pleins pouvoirs de faire « tous actes et choses que des Etats indépendants peuvent faire de droit ». Cette déclaration, qui mettait fin à l'autorité suprême de la Grande-Bretagne, fut ratifiée par un acte spécial de chaque colonie.

Par le Traité de 1782, la Grande-Bretagne reconnut l'indépendance, l'état de séparation et la souveraineté des Etats, comme il avait été fait précédemment dans le cas de traités avec la France et les Pays-Bas, et postérieurement avec la Suède¹.

Ces Etats envoyèrent leurs députés à la Convention qui se réunit à Philadelphie, dans le but de former une Union plus parfaite que celle qui était basée sur les articles de la Confédération. Il en résulta la Constitution des Etats-Unis qui fut adoptée par les députés, votant par Etat, et fut ratifiée plus tard par chaque Etat, créant ainsi l'Union des Etats-Unis d'Amérique. Dès la formation du gouvernement il se produisit un conflit

1. *Traité d'alliance avec la France, 1778.*

Traité d'amitié et de commerce avec les Pays-Bas, 1782 ; avec la Suède, 1783.

J. Bancroft Davis, *Treaties and Conventions between the United States of America and the Powers since July, 4, 1776.*

de vues et d'idées politiques et des divergences dans l'interprétation de la Constitution.

L'opinion politique du Sud soutenait que les peuples des divers Etats étaient unis comme les parties signataires d'un pacte constitutionnel auquel la population de chaque Etat avait adhéré en tant que communauté distincte et souveraine, chacune se liant par sa propre ratification. L'Union était considérée comme une ligue des Etats engagés par leur ratification. Il était admis que le peuple déléguaît au gouvernement fédéral certains pouvoirs définis, mais que chaque Etat se réservait néanmoins tous les pouvoirs qui n'avaient pas été expressément conférés au gouvernement général. Quand ce dernier s'arrogeait des pouvoirs que le pacte ne lui reconnaissait pas, ses actes restaient sans effet. On soutenait aussi que le gouvernement général n'était pas juge en dernier ressort des pouvoirs qui lui étaient conférés, sans quoi la détermination de ces pouvoirs serait laissée à sa discrétion et non à la Constitution. De plus, ce n'était pas au gouvernement général, mais à leurs Etats respectifs que les citoyens devaient obéissance. L'opinion politique du Sud reconnaissait d'une manière définie la souveraineté aux Etats et l'Union passait pour une fédération d'Etats indépendants, dont n'importe quel membre pouvait se retirer à volonté.

A l'époque de la rédaction de la Constitution et dans les années qui suivirent, l'opinion générale

dans tous les Etats jouissait du droit de faire sécession ; mais, pendant la période de 30 ans qui précéda la guerre civile, une forte centralisation s'était développée dans le Nord. L'opinion qui prévalut sur ce point estimait que la Constitution des Etats-Unis n'était pas une ligue ou un pacte entre les peuples des divers Etats dans leur capacité souveraine, mais qu'elle représentait un gouvernement en elle-même. Le Nord soutenait qu'aucun Etat n'avait le droit ou le pouvoir de rompre ces relations, que d'ailleurs rien, sinon la révolution, ne pouvait dissoudre l'Union. Il soutenait de plus qu'aucun Etat n'avait le droit d'abroger ou d'annuler une loi du Congrès sous le prétexte que cette loi serait inconstitutionnelle. En règle générale, on était d'avis dans le Nord que les Etats-Unis constituaient un gouvernement fédéral dont aucun Etat n'avait le droit de se séparer¹.

Après de longues années de lutte et d'inimitié croissantes entre les deux régions, l'élection de M. Lincoln amena une crise. L'hostilité du Sud en fut encore stimulée. Il était bien connu dans le Sud que M. Lincoln était hostile à l'esclavage et que son élection tiendrait à contrarier à l'avenir l'extension de cette institution, pour laquelle elle constituerait un grave danger. Cependant la sécession ne semblait pas opportune du point de vue poli-

1. French Ensor Chadwick *Causes of the Civil War*, p. 44-46 ; *Débats du Congrès*, IX, p. 191.

tique, car l'élection du Président Lincoln ne donnait pas la majorité aux républicains dans le Congrès. Les démocrates disposaient de la majorité au Sénat comme à la Chambre des Représentants et les juges de la Cour Suprême, à l'exception d'un seul, penchaient eux-mêmes pour les opinions du Sud.

Rien pourtant ne pouvait arrêter la sécession dans les principaux Etats cotonniers. Six semaines après l'élection du Président Lincoln, la Caroline du Sud se sépara de l'Union. Les 9, 10 et 11 janvier 1861, le Mississippi, la Floride et l'Alabama firent sécession. La Géorgie et la Louisiane les imitèrent au cours du même mois et le Texas se sépara le 1^{er} février. La Virginie, l'Arkansas et le Tennessee se réservèrent jusqu'à une date ultérieure.

Avant de se séparer, la Convention de l'Alabama pria les peuples des 14 autres Etats esclavagistes d'envoyer des délégués à une Convention qui devait se réunir à Montgomery, en février, pour étudier les meilleurs moyens d'assurer l'unité d'action utile à garantir la paix et la sécurité commune. Tous les Etats qui devaient former la future Confédération furent représentés à la Convention de Montgomery, excepté la Virginie, l'Arkansas et le Tennessee.

L'Acte de Sécession du Sud ne fut cependant pas aussi facilement réalisé qu'on avait pu s'y attendre. On se trouva en face d'un sérieux parti

d'opposition, qui n'eut pas le courage d'agir avant qu'il fût trop tard pour le faire effectivement. En Géorgie, se manifesta une vive opposition à la sécession, menée par Alexander H. Stevens, tandis que dans tous les Etats limitrophes ce mouvement se heurta à une forte résistance. Le gouverneur de Virginie, bien qu'il ne fut l'ami ni de l'Union ni du Nord, s'opposa à la convocation de la Convention qui se réunit à Richmond en février. Dans la Caroline du Nord, le peuple fut sollicité de choisir des délégués à une Convention d'Etat et en même temps de voter sur la question suivante : « La Convention doit-elle se réunir ? » Les délégués furent élus, mais il y eut une petite majorité contre la réunion de la Convention. Dans le Tennessee, la majorité contre la Convention fut de près de 12.000 voix. Dans l'Arkansas, le peuple vota en faveur de la Convention, mais il y eut une majorité pour l'Union.

Les Etats du Nord, sous l'influence de Lincoln, déclarèrent que l'Union ne pouvait être détruite et résolurent d'argir par la force contre les Etats sécessionnistes. Cette décision détermina les Etats de Virginie, du Tennessee, de la Caroline du Nord et de l'Arkansas à faire sécession, à de fortes majorités¹, et à associer leur fortune à celle des Etats

1. L'ordonnance de Sécession fut adoptée dans la Caroline du Nord à l'unanimité et dans l'Arkansas avec une seule voix d'opposition. En Virginie le vote donna 103 voix contre 46. Enfin, dans le Tennessee, il ne fut pas voté d'ordonnance de sé-

sécessionnistes. Ainsi se trouva constitué le Gouvernement Confédéré, formé par la réunion de onze Etats du Sud.

Les droits historiques et constitutionnels, au nom desquels s'opéra la sécession, apparaissaient évidents et naturels à tous les habitants du Sud où il n'était besoin de les soutenir par aucun argument ni par aucune justification. Le sentiment national, qui s'était développé dans le Nord, n'avait jamais supplanté, dans le Sud, la théorie constitutionnelle primitive. Dans le Sud, on regardait la Constitution comme l'instrument d'une Confédération et non pas comme l'instrument d'une union nationale. Quand le Gouvernement central se réserva des pouvoirs plus étendus et que la question de l'esclavage prit une importance politique capitale, le mécontentement s'accrût dans le Sud. La Sécession fut le résultat final de cette longue controverse qui avait une origine à la fois économique et historique.

cession ; mais pendant le mois de Mai, la législature de cet Etat soumit à un vote du peuple la question de la formation d'une ligue militaire avec les Etats Confédérés et de l'entrée dans leur groupe ; le vote eut lieu le 8 juin ; à une majorité de 53.000 voix, le Tennessee se prononça en faveur de sa séparation de l'Union et de son entrée dans la Confédération du Sud.

CHAPITRE II

La formation du nouveau gouvernement.

En consommant leur séparation, les divers Etats agirent isolément, en appliquant leur ancienne interprétation de la Constitution des Etats-Unis pour défendre leur droit d'agir ainsi. On revint aux méthodes politiques de 1787. En adoptant le nouveau gouvernement, tout le pays avait alors agi au moyen des conventions, corps souverains. La Constitution n'avait pas été soumise au vote de la nation, mais à la délibération des différentes conventions élues qui assumaient des droits souverains. Comme chaque Etat avait agi jadis, ainsi agirent les Etats du Sud au cours de l'hiver 1860-61. Les nouvelles conventions rapportèrent les lois des anciennes par lesquelles les Etats étaient rentrés dans l'Union ¹.

Alors que les divers Etats avaient agi séparément en se retirant de l'Union, le désir ardent de for-

1. Woodrow Wilson : *Division and Reunion*, p. 240.

mer une confédération du Sud se manifestait néanmoins. Ce désir était fondé sur de solides raisons économiques autant que sur des raisons politiques. Des commissaires furent désignés pour inviter les divers Etats du Sud à coopérer, et des députés furent choisis pour se joindre à ceux des autres Etats qui pourraient faire scission dans le but de former à une époque prochaine un gouvernement provisoire et de proposer une constitution et un projet de gouvernement permanent ¹.

Le 11 janvier 1861, l'Alabama, par l'intermédiaire de sa convention élue, se retira de l'Union, se déclarant Etat souverain et indépendant. Par son décret de sécession, les peuples des Etats du Sud étaient invités à envoyer des délégués à la convention de Montgomery le 6 février 1861 en vue de « délibérer du mode le plus efficace d'assurer une action concertée et harmonieuse dans toutes les mesures qui pourraient être estimées très désirables pour la paix et la sécurité communes » ².

En conséquence, une convention des députés de six Etats se réunit à Montgomery le 4 février 1861. Ces députés étaient pour la plupart des gens bien connus dans les conseils fédéraux et d'Etat, et ils agirent en tant que représentants accrédités d'Etats souverains ³. Howell Cobb, délégué de Géorgie fut

1. J. L. M. Curry : *Civil History of the Government of the Confederate States*, p. 36-7.

2. Curry, p. 37.

3. Curry. p. 42-3 ; *Morris schaff : Jefferson Davis*, p. 120.

élu président de la Convention et déclara en acceptant son siège que la séparation était « parfaite, complète et perpétuelle » et qu'un gouvernement devait être constitué pour la sécurité et la protection futures des Etats du Sud. Il proposa de plus que des relations amicales, tant politiques qu'économiques, fussent maintenues avec les anciens confédérés des Etats du Nord ¹. L'unanimité d'opinion entre les divers représentants fut telle que le nouveau gouvernement jaillit comme par miracle et que la communauté d'intérêts fit d'un gouvernement *pro hac vice* une évidente nécessité.

Une constitution provisoire fut adoptée le 9 février, et l'élection d'un Président fut décidée pour une durée d'un an, jusqu'à ce que le nouveau gouvernement pût être remplacé par un autre plus permanent et plus stable. Pour le choix du nouveau Président, il n'y eut guère de campagne électorale ; pas de marchandages ni de promesses politiques. La considération des méthodes et des plans applicables au nouveau gouvernement avait été si sérieuse que le trafic politique avait cédé le pas aux discussions constitutionnelles. Il y avait beaucoup de candidats qui, vu leur ancien rôle de chef de parti, pouvaient assumer le rôle de président. Les noms de Davis, de Cobb, de Toombs, de Stevens et de Rhett furent pris en considération, et Davis fut choisi à l'unanimité ².

1. Curry. p 47.

2. Varina Jefferson Davis : *Jefferson Davis, Ex-President of the*

Jefferson Davis fut investi de la Présidence des Etats confédérés d'Amérique le 18 février 1861 à Montgomery, Alabama. Dans son discours inaugural, il esquissa sa politique. Il commença par exprimer l'espoir que le nouveau gouvernement ne serait pas entravé par une opposition hostile à la jouissance de l'existence autonome et de l'indépendance qu'il avait proclamées. Son idée fondamentale et sa défense de la séparation étaient dérivées de la Déclaration d'Indépendance, à savoir que les gouvernements reposent sur le consentement des gouvernés et que le peuple a le droit de changer ou d'abolir les gouvernements chaque fois qu'ils deviennent nuisibles au but en vue duquel ils ont été constitués. La défense économique qu'il présentait était basée sur le fait que le Sud était un pays agricole et, comme tel, exigeait le libre-échange et une politique favorisant le plus possible la circulation des produits. Quant à la situation militaire, il comptait sur la milice, mais estimait que le statu quo actuel nécessitait une armée et une marine bien instruites et bien disciplinées. Pour ce qui était de la constitution des Etats confédérés, il jugeait qu'elle ne pouvait être que la « Constitution forgée par nos pères »¹.

Confederate States of America, p. 42-3 ; E. A. Pollard ; *Life of Jefferson Davis*, p. 98-9 ; James F. Rhodes : *History of the United States*, vol. III, p. 292-3 ; Curry, p. 52.

1. Inaugural Address, 18 février 1861 ; James D. Richardson : *Messages and Papers of the Confederacy*, p. 32-6 ; V. J. Davis, p. 23-32.

Le premier acte législatif, après l'adoption de Constitution provisoire, fut le maintien, sauf modification ou annulation, de toutes les lois des Etats-Unis non incompatibles avec les lois des Etats confédérés¹. D'aucune façon la séparation n'avait pris l'aspect d'une grande révolution, les changements étaient peu nombreux, et le cours de l'administration et des affaires était prévu comme devant suivre dans presque tous ses détails celui auquel le peuple avait été habitué. Les manifestations, les actes et les lois du nouveau gouvernement montraient tous l'intention et le désir d'une autonomie pacifique et d'une existence basée sur l'égalité et l'amitié².

Le jour de l'élection du Président, une commission fut nommée dans le but d'établir une constitution pour un gouvernement permanent. Cette commission était composée de deux membres de chaque Etat, avec R. Barnwell Rhett de la Caroline du Sud comme président. Elle siégea en permanence et déposa son rapport le 26 février. Le 11 mars, un vote unanime d'adoption fut émis par le Congrès provisoire, et la nouvelle Constitution fut rapidement ratifiée par les Etats sécessionnistes³.

En principe ce n'est pas de la Constitution même des Etats-Unis que les Etats sécessionnistes étaient mécontents, mais de son application. Leur but po-

1. Curry, p. 55.

2. *Ibid.* p. 56.

3. *Ibid.* p. 63 5.

litique manifeste était de restaurer son intégrité et de lui assurer pour l'avenir une interprétation fidèle selon les vues de leur choix. La Constitution permanente fut établie en accord avec la doctrine des droits des Etats et devait puiser dans la majorité du Congrès une autorité illimitée.

L'Assemblée Constituante ne rencontra pas de questions plus embarrassantes que celle de l'élection aux fonctions de président et celle de leur durée. De même que les membres de l'Assemblée Constituante de 1787 avaient été obsédés par la crainte d'une monarchie et par beaucoup d'autres obstacles apparemment insurmontables, de même l'Assemblée Constituante des Etats confédérés se trouva en face d'accords et de restrictions sur lesquels il était difficile de s'entendre. La Constitution primitive avait institué un collège d'électeurs que chaque Etat nommait en nombre égal à celui de ses représentants au Congrès. Le but évident de ce système consistait à faire des électeurs une réalité indépendante, jugeant, sans prévention dans son choix, de l'homme le meilleur pour le bien public. Mais, avec l'augmentation des partis politiques, les électeurs intermédiaires n'eurent plus d'opinions indépendantes et devinrent des agents à gages chargés de voter pour un candidat déterminé sur telle plate-forme prescrite. Ainsi l'autorité des partis était devenue despotique aux Etats-Unis. Les partis étaient dirigés surtout par des « bosses » (chefs politiques qui jouissaient d'une influence

suffisante pour imposer leur volonté au peuple). Un fonds de plusieurs millions de dollars était réuni pour la campagne par voie de souscriptions volontaires ou de taxations remboursables par des postes, des adjudications, des subventions ou des distinctions législatives¹. D'autre part, quand le chef du pouvoir exécutif aux Etats-Unis est candidat pour une deuxième période, il a des pouvoirs politiques presque illimités à sa discrétion. La Convention Constituante s'efforça de corriger ces maux et de remédier à une situation qu'elle considérait comme essentiellement viciée².

Ses délibérations aboutirent à fixer la durée du mandat présidentiel à six ans et à supprimer la rééligibilité du chef du pouvoir exécutif³. C'est à lui qu'était dévolue, en grande partie, la responsabilité d'estimer et de demander des subventions en vue d'une politique économique et d'une meilleure gestion du Trésor⁴. Sauf dans le cas d'une demande justifiée des chefs des Départements ministériels, présentée par le Président, le Congrès ne pouvait accorder de subventions que sur un vote, par oui ou par non, donnant une majorité des deux tiers dans les deux Chambres. Toutefois cette restriction ne s'appliquait pas à ses propres dépenses ni à certaines revendications déterminées judiciairement.

1. Curry. p. 70-2.

2. *ibid.* p. 75.

3. *Confederate Constitution*, art. II, sec. I.

4. *Confederate Constitution*, art. I, sec. IX.

Pour mieux assurer la nation contre les dépenses exagérées et illégitimes, le Président était autorisé à opposer son veto à certaines clauses d'une loi de finances et à en approuver d'autres ¹.

On accrut de plus les pouvoirs financiers du Président en lui octroyant l'initiative pour la dépense des revenus. Avec ses conseillers officiels, il constitua une sorte de commission législative, comme à la Chambre des Communes. Il devait surveiller les recettes et les dépenses et faire de larges propositions en vue de se procurer le revenu nécessaire ou de réduire les impôts. Une loi ne pouvait se rapporter qu'à une question qui devait être exprimée dans le titre ².

Les pouvoirs de nominations du Président des Etats-Unis étaient très étendus. Il avait autorité sur plusieurs milliers de charges, et son droit de révoquer augmentait son influence politique à tel point que le gouvernement confédéré pensa qu'il devait être contrôlé. Ainsi, tandis que l'influence du chef du pouvoir exécutif était accrue dans certaines branches, elle était réduite sur ce point. Les fonctionnaires du cabinet et ceux du service diplomatique pouvaient être révoqués à sa guise par le chef du pouvoir Exécutif, mais dans tous les autres cas, la révocation d'une charge ne pouvait être prononcée que pour des motifs déterminés qui de-

1. *Ibid.* art. I, sec. VII.

2. *Confederate Constitution*, art. I, sec. IX.

vaient être exposés devant le Sénat. De plus, aucune personne exclue par le Sénat ne pouvait être nommée à nouveau au même poste durant les vacances du Congrès¹. Cette disposition avait pour but de mettre fin à certaines corruptions politiques dont l'existence avait été constatée dans le régime constitutionnel des Etats-Unis.

Le Congrès recevait le droit d'entrer en contact plus étroit avec le Président en accordant aux chefs des départements exécutifs l'autorisation de siéger, ainsi que le privilège de participer aux débats. Ceci constituait sous une forme modifiée l'introduction d'une des caractéristiques essentielles de la Constitution britannique, qui autorise le chef du gouvernement à être entendu à la tribune des deux assemblées par la voix de ses conseillers constitutionnels. Comme un membre du cabinet ne pouvait être membre du Congrès, la Constitution lui assurait un siège dans l'une ou l'autre des deux assemblée avec le privilège de discuter toute question se rapportant à son Département².

La Constitution de la Confédération suivait celle des Etats-Unis dans sa forme et dans ses moindres détails, à quelques exceptions près. Néanmoins l'idée nationale ne s'était pas suffisamment développée dans le Sud pour supprimer la théorie primitive de la Constitution. Il était explicitement

1. *Ibid.*, art. II, sec. II.

2. *Confederati constitution*, Art. I, sec. IV.

proclamé que chaque Etat agissait « dans son caractère souverain et indépendant ¹ ». Les tarifs protectionnistes, abhorrés depuis longtemps par les intérêts sudistes, étaient spécifiquement prohibés, de même que toute amélioration intérieure à la charge du gouvernement central ². Le principe de la reconnaissance et de la protection de l'esclavage dans tout le territoire du nouveau gouvernement était incorporé dans la Constitution ³, mais l'importation des nègres de race africaine provenant de tous pays étrangers autres que les Etats esclavagistes et le territoire des Etats-Unis était expressément interdite. Le Congrès avait également le pouvoir d'interdire l'introduction d'esclaves de tout Etat non membre des Etats confédérés ou de tout territoire ne leur appartenant pas ⁴.

La constitution augmentait l'importance de chaque Etat en décidant que lors de la discussion devant le Sénat de l'admission d'un nouvel Etat, le vote devrait être émis non individuellement, mais par Etat ; et de plus que la « législature » (parlement local) de chaque Etat avait le droit de mettre en accusation les fonctionnaires de la Confédération dont les fonctions étaient limitées à son propre territoire ⁵. La requête de trois Etats était suffisante pour justifier la réunion d'une conven-

1. *Préambule de la Constitution Confédérée.*

2. *Constitution Confédérée*, art. I, sec. VIII.

3. *Ibid.*, art. IV, sec. III.

4. *Ibid.*, art. I, sec. IX.

5. *Ibid.*, art. I, sec. II ; art. II, sec. II ; *Wilson*, p. 242-3.

tion en vue d'amender la Constitution ¹; les Etats cependant ne pouvaient accorder l'électorat à des individus qui, d'après les lois générales de naturalisation, n'étaient pas citoyens ².

Lorsque la Convention de Montgomery eut façonné une constitution et désigné des fonctionnaires temporaires pour le nouveau gouvernement, les conventions des Etats ratifièrent ses actes. Rien ne fut soumis à l'approbation de la nation jusqu'à ce que la période d'une année, fixée pour le Gouvernement provisoire de la Confédération, eût expiré. Puis le peuple élut ses représentants au nouveau Congrès et désigna des électeurs qui confirmèrent le choix provisoire de Davis et de Stephens ³.

La Constitution provisoire avait prescrit que des démarches immédiates fussent faites pour trancher toutes les questions pendantes entre les Etats formant le nouveau gouvernement et leurs anciens confédérés de l'Union quant à la propriété et à la dette publique au moment de la séparation; elle avait déclaré que c'était le vœu et le désir le plus vif des Etats confédérés de régler tout ce qui se rapportait à la propriété, aux responsabilités et aux obligations communes selon les principes du droit, de la justice, de l'équité et de la bonne foi ⁴.

1. *Constitution Confédérée*, art. V, sec. I.

2. *Ibid.*, art. I, sec. II.

3. *Wilson*, p. 240.

4. *Curry*, p. 118.

Le Congrès approuva aussi une résolution exprimant le vœu qu'une commission de trois membres fût nommée par le Président et envoyée à Washington dans le but de négocier des relations amicales et de régler les questions en suspens ¹.

Le Président proclama ses sentiments pacifiques en déclarant : « Si une juste conception de la neutralité doit nous permettre de poursuivre en paix notre carrière politique autonome, mon vœu le plus cher aura été exaucé ». Sur le terrain de la défense, il déclara : « Nous désirons la paix au prix de n'importe quel sacrifice, sauf celui de l'honneur et de l'indépendance ; nous ne cherchons pas de conquêtes, pas d'extensions, pas de concessions d'aucune sorte de la part des Etats auxquels nous étions précédemment unis ; tout ce que nous demandons, c'est qu'on nous laisse tranquilles, que ceux qui n'ont jamais eu de pouvoir sur nous n'essaient pas de nous réduire par les armes ; à ceci, nous voulons, nous devons résister jusqu'à la dernière extrémité ² ».

En accord avec la résolution du Congrès, le Président nomma Martin J. Crawford (Géorgie), John Forsyth (Alabama) et A. B. Roman (Louisiane) délégués à Washington. Le Congrès confirma leur nomination le même jour ³. Ces trois commissaires représentaient trois nuances diffé-

1. *Ibid.*, p. 118-9.

2. *Ibid.*, p. 119.

3. *Ibid.*, p. 119-20.

rentes d'opinion politique aux Etats-Unis. L'un avait été un whig, l'autre un démocrate, le troisième un partisan zélé de Douglas. Ils ne reçurent pas d'instructions secrètes. Leurs propres convictions devaient leur servir de guide pour négocier une séparation pacifique ¹.

Huit jours après la prise de pouvoir de M. Lincoln, les commissaires annoncèrent leur présence et l'objet de leur visite. Un récit de leur mission se trouve dans le message adressé par le Président des Etats confédérés au Congrès le 29 avril 1861. Il déclare que les commissaires avaient retardé leur démarche auprès du Président des Etats-Unis afin de lui laisser le temps de s'acquitter d'autres devoirs officiels. Par conséquent, la note ne lui fut pas adressée avant le 12 mars. Aucune réponse officielle à cette note ne fut reçue jusqu'au 8 avril. Pendant ce temps, toutefois, les commissaires avaient été en relations officieuses avec un intermédiaire, le juge John A. Campbell, par lequel ils avaient reçu l'assurance des intentions pacifiques du gouvernement des Etats-Unis et de son projet d'évacuer Fort Sumpter; de plus, aucune mesure ne serait prise qui, en changeant le statu quo, pourrait être préjudiciable aux Etats confédérés. Tandis que les commissaires obtenaient ces informations les 5, 6 et 7 avril; des transports et des navires de guerre chargés de troupes, de munitions

1. V. J. Davis, vol. II, p. 49; Schaff, p. 130.

et d'approvisionnements militaires quittaient les ports du Nord à destination du Sud. Les commissaires demandèrent une réponse à leur communication officielle du 12 mars et reçurent une note datée du 15 du mois précédent, par laquelle le Président et le Secrétaire d'Etat décidaient de ne pas entrer en rapports avec eux. Une telle diplomatie fut dénoncée par le Président de la Confédération ; elle symbolisait à l'avance la guerre terrible qui n'allait pas tarder à suivre ¹.

Le peuple était décidé à régler la question les armes à la main. Alors que Lincoln avait déclaré dans son discours inaugural qu'il n'était pas dans son but ni dans ses intentions de s'opposer à l'esclavage dans les Etats où il existait, que d'ailleurs la Constitution ne lui en donnait pas le droit, il proclamait aussi que « l'Union de ces Etats était perpétuelle... Le pouvoir qui m'est confié servira à garder, à occuper et à conserver les biens et les territoires appartenant au Gouvernement ² ». Ceci ne pouvait être interprété que comme un défi du gouvernement qui venait d'entrer en fonctions, et le mouvement en faveur de la guerre en acquit une force que rien ne pouvait retenir.

L'avènement du nouveau gouvernement fut salué par les gens du Sud comme un signe d'indépendance pour lequel aucun sacrifice n'était trop grand ; et, comme les efforts militaires des Etats-

1. Message présidentiel du 29 avril 1861 ; V. J. Davis, p. 56-60

2. Inaugural Address, 4 mars 1861.

Unis augmentaient, ils se heurtèrent à une détermination correspondante de la part du Sud de maintenir sa position à n'importe quel prix ¹.

Plusieurs lois furent votées à la première session du Congrès provisoire pour former une armée confédérée par l'appel de cent mille volontaires qui serviraient un an sauf libération anticipée. Dès le 6 mars 1861, la durée fut étendue à trois ans au moins et cinq ans au plus, et l'organisation d'une flotte fut prévue ².

Le gouvernement confédéré avait été rapidement constitué, le cabinet formé, et dans l'espace de quelques semaines le mécanisme général fonctionna avec une précision parfaite. Dans tous les milieux la Constitution avait été acceptée avec joie, et, sans l'imminent danger de guerre, on se serait à peine aperçu du changement de gouvernement. Le nouveau gouvernement devait rester en fonctions pendant quatre ans. Il n'eut pas l'occasion de faire ses preuves en temps de paix, mais la rude épreuve de la guerre le trouva à la hauteur de sa tâche, si nous considérons les moyens mis à sa disposition. La dignité du gouvernement se soutint jusqu'au bout, mais, quatre ans après, nous assistons à un effondrement aussi brusque que l'avait été l'ascension vers le pouvoir.

1. Jefferson Davis, *The Rise and Fall of the Confederate States*, vol. II, p. 4.

2. Acts of Congress : 28 fév. ; 6, 11, 14, 16 mars 1861.

CHAPITRE III

La Politique Militaire.

Jefferson Davis, Président des Etats Confédérés, était un homme particulièrement apte à exercer les fonctions de commandant en chef des forces confédérées. Il possédait une grande expérience militaire et politique et avait remporté des succès importants dans ces deux domaines. Secrétaire à la guerre dans le Cabinet du Président Pierce, il connaissait la valeur des forces militaires des Etats-Unis. Jamais, même au début de la guerre, il ne fut victime d'aucune illusion, sur la puissance des forces militaires des Etats-Unis ni sur leur valeur combative ou leur ardeur ¹. Pendant toute la durée de la guerre, il dirigea les opérations militaires avec une inflexible détermination et un dévouement inlassable.

L'histoire militaire des Etats confédérés témoigne que toutes les ressources militaires du Sud

1. Chestnut, *A Diary from Dixie*.

ont été en fait concentrées entre les mains des Autorités Exécutives. Les plus grands leaders politiques du Sud sont partis bientôt vers les champs de bataille et le Congrès, pendant les trois premières années de la guerre, était à ce point entré dans les vues du Département Exécutif qu'il ne semblait être qu'un reflet de celui-ci.

Davis a tiré le meilleur parti possible de l'autorité qu'il tenait de la Constitution en qualité de commandant en chef des forces confédérées. Sa longue expérience militaire lui avait appris qu'une bonne armée ne pouvait être qu'une armée centralisée. Avant qu'ait été livrée la première bataille, il avait combiné le plan de son organisation militaire. Il avait obtenu du Congrès le pouvoir de grouper les compagnies en régiments, sans égard pour les droits de certains Etats, et de désigner, pour les commander, des officiers des Etats confédérés¹. Il était naturel que les gouverneurs du Sud regardassent d'un assez mauvais œil une telle façon de procéder. Mais ce mécontentement céda en partie devant la preuve de l'efficacité de la centralisation. Le Pouvoir exécutif manifesta également son habileté dans l'encadrement des troupes, donnant le pas aux considérations militaires sur les préférences politiques, pour le plus grand avantage de la cause.

Alors que la Confédération du Sud était théori-

1. Nicholai and Hay, vol. IV, 263-5; V. G. Davis, vol. II, 73.

quement un gouvernement composé de plusieurs Etats souverains, le chef du pouvoir exécutif considérait cependant que l'organisation centrale était une nécessité ; c'est ainsi qu'il demanda au Congrès que les armes et les munitions gardées par les différents Etats fussent placées sous le contrôle du gouvernement central. Il considérait que l'utilité générale exigeait le contrôle du pouvoir exécutif aussi bien sur les moyens que sur les travaux de défense. Il était difficile de pourvoir de l'extérieur aux besoins militaires et le Sud ne disposait pas des moyens de fabriquer des armes ¹.

Alors que le Gouvernement confédéré était en voie de formation et faisait des efforts en vue d'une solution pacifique de ses difficultés politiques, il restait un motif de grief qui était susceptible de précipiter la guerre : c'était l'occupation des forts Sumpter et Pickens par les forces des Etats-Unis. Au cours du mouvement de sécession, les forts, arsenaux et bâtiments du Gouvernement fédéral situés dans les limites des Etats dissidents, avaient été pris et transférés au Gouvernement confédéré, à tel point qu'au 4 mars le Gouvernement de Lincoln ne contrôlait plus que 4 postes militaires, dont le plus important était le fort Sumpter, à Charleston. Cette occupation était la source de graves préoccupations pour le Congrès confédéré, qui in-

1. Message au Congrès du 26 février 1861, Richardson, vol. I, p. 56.

vita le Président à entreprendre immédiatement des démarches en vue de se faire livrer ces forts, au moyen de négociations ou par la force ¹. Cette résolution, votée le 21 février, fut suivie le lendemain d'un acte du Président; il envoya à Charleston, dans la Caroline du Sud, le major W. H. C. Whiting pour opérer une reconnaissance du port et de ses approches. Le major avait reçu pour instructions d'inspecter les différents travaux se trouvant dans la possession des Etats Confédérés et de se renseigner aussi complètement que les circonstances le permettraient sur le fort Sumpter. En inspectant ces travaux, il avait pour mission de ne pas perdre de vue le double intérêt qu'ils pouvaient présenter tant au point de vue offensif que défensif. D'une façon générale le Président désirait recevoir toutes les informations qui pouvaient être nécessaires en vue d'opérations actives ².

Le Secrétaire d'Etat Toombs reçut au même moment des Commissaires du Département qui étaient alors à Washington, des informations relatives à la situation politique. Les rapports qui lui furent adressés étaient pressants. Les Commissaires l'informaient que le parti de la guerre à Washington était en train de gagner le Président Lincoln à ses idées et qu'un important mouvement se préparait

1. *O. R.* ser. I, vol. I, p. 258.

2. *O. R.* ser. I, vol. I, p. 258.

qui exigeait des forces militaires et navales formidables ¹.

Le Président de la Confédération tardait à prendre la décision de mettre la main sur le fort Sumpter, quoiqu'il eût reçu depuis six semaines du Congrès l'autorisation d'agir. Deux considérations le retenaient : d'une part, le fait que les Commissaires de Washington pouvaient réussir dans leurs négociations et, d'autre part, son désir que le premier coup porté fût décisif. Une lettre du ministre de la Guerre au Gouverneur de la Caroline du Sud révèle le point de vue du Président ; elle dit : que le chef du pouvoir exécutif partageait l'opinion du gouverneur et estimait que le fort Sumpter devait être entre les mains des Autorités confédérées, mais que ce sentiment devait plier devant la nécessité. Il estimait que l'on devait faire tous les préparatifs nécessaires avant de tenter l'attaque ; car le premier coup devait être un succès, en raison de ses conséquences à la fois morales et matérielles. Un échec démoraliserait, à son avis, la population du Sud et lui donnerait dans l'opinion mondiale une réputation injustifiée de témérité et de précipitation ².

La décision « de garder, d'occuper et de se ren-

1. O. R. ser. I, vol. I, lettres des 2 avril 1861 et 5 avril 1861, p.p. 284, 286.

2. O. R. ser. I, vol. I, pp. 259-260. Lettre du Secrétaire d'Etat à la guerre au Gouverneur d'Etat de la Caroline du Sud ; 1^{er} mars, 1861.

dre maître des propriétés et des places appartenant aux Etats-Unis », que Lincoln proclamait dans son adresse inaugurale, prit une forme concrète lorsqu'il décida d'envoyer des renforts au fort Sumpter. Il informa en conséquence de son intention le Gouverneur de la Caroline du Sud. Cette information fut télégraphiée par le Général Beauregard, commandant des troupes confédérées à Charleston, au ministre de la Guerre à Montgomery. Deux jours après, l'ordre arriva du Ministère de la Guerre de demander l'évacuation de Sumpter et, si cette évacuation était refusée, de se rendre maître de la place ¹.

Le Général Beauregard présenta la demande conformément à ces instructions; le commandant des forces fédérales, le Major Anderson, répondit par un refus, mais il fit remarquer aux officiers confédérés qui lui avaient apporté la demande que, même si les forces confédérées ne mettaient pas en pièces le fort, sa garnison se trouverait au bout de quelques jours réduite à la famine. Le Général Beauregard transmit cette information au Ministre de la Guerre et reçut la réponse suivante : « Ne vous croyez pas obligé de bombarder sans utilité le Fort Sumpter. Si le Major Anderson fixe le moment où... il évacuera Sumpter... vous êtes autorisé à éviter l'effusion du sang ». Beauregard pensa que la flotte des Etats-Unis, qui était alors

1. Rhodes, *History of the Civil War 1861-1865*, p. 44.

rangée à l'entrée du port, marquait l'intention de fournir des renforts à Sumpter. Charleston était un port important, et le général considérait que la Caroline du Sud devait être protégée¹. Aussi l'évacuation fut-elle de nouveau demandée le 11 avril et, sur le refus qui fut opposé, les forces confédérées ouvrirent le feu dans la matinée du 12 avril. Ce coup de canon retentit profondément dans tout le pays et marqua le commencement d'une grande guerre qui devait durer quatre ans².

Le Président Lincoln fit immédiatement appel à 75.000 volontaires, afin « de reprendre les forts, les places et les propriétés qui avaient été arrachés à l'« Union » et de s'opposer aux combinaisons des sept Etats cotonniers qui échappaient « à la compétence des juridictions régulières »³.

La population des Etats du Sud vit, dans la proclamation de Lincoln, une déclaration de guerre, qui impliquait une politique d'invasion et une intention de s'attaquer à leurs maisons et à leurs propriétés. Il relevèrent donc le défi et la coopération des gouverneurs et du peuple avec le pouvoir exécutif de la Confédération, en vue de la poursuite de la guerre, en reçut une puissante impulsion⁴.

La Virginie et la Caroline du Nord ne s'étaient

1. Rhodes, p. 12.

2. O. R. vol. I, 13, 301, 31, 406, 307.

3. Rhodes, p. 16-17.

4. *Ibid.*, 23.

pas séparées de l'Union avant que Lincoln eût fait appel à des volontaires en vue de forcer les Etats du Sud à se joindre à l'Union ; mais, par cet acte, le Président fournit l'occasion qui devait montrer de quel côté se trouvait, en définitive, l'intérêt de ces Etats. Le Gouverneur de la Caroline du Nord répondit au Ministre de la Guerre que les enrôlements de troupes faits par l'administration, en vue de mettre sous le joug les Etats du Sud, constituaient une violation de la Constitution et un large abus de pouvoir. Il déclara qu'il ne pourrait participer à une guerre qui portait atteinte aux droits d'un peuple libre et que la Caroline du Nord ne fournirait pas de troupes ¹. Le même esprit se fit jour dans l'Arkansas et dans le Tennessee ².

La décision prise par la Virginie présentait une extrême importance pour les Etats confédérés, à la fois pour des raisons militaires et pour des raisons politiques. Après l'envoi de son décret de sécession, le 17 avril, le Gouverneur télégraphia à Montgomery le désir unanime de son Etat d'unir sa fortune à celle de la Confédération. Davis répondit immédiatement : « Reçu résolution d'alliance. Proposition cordialement acceptée. Commissaire sera envoyé par prochain train » ³. En conséquence, le Vice-Président Alexander H. Stevens se rendit à Richmond en qualité de commis-

1. O. R. ser. III, vol. I, p. 72.

2. O. R. ser. III, vol. I, p. 81.

3. O. R. L. Pt. 2, p. 18.

saire et réussit à négocier une alliance militaire entre les Etats confédérés et la Virginie. Aux termes de cette alliance, le Président Davis se voyait reconnaître le contrôle et la direction des forces militaires de cet Etat ¹. Le 7 mai, le Congrès confédéré admettait la Virginie dans la Confédération ².

Une résolution avait été prise par le Congrès qui autorisait le Président à transférer à Richmond plusieurs Départements exécutifs avec leurs archives. Dans son message au Congrès, le Président donnait, comme motif de ce changement, le fait que l'attitude agressive du Nord exigeait une action prompte et énergique; que le groupement des forces de l'Union sur le Potomac indiquait suffisamment que les premiers efforts militaires seraient dirigés contre la Virginie et que les contre-mesures nécessaires ne pourraient être nulle part envisagées dans de meilleures conditions que dans la capitale même de cet Etat. Pour des raisons militaires et politiques, la capitale fut donc transférée de Montgomery à Richmond ³.

A la suite de la proclamation de Lincoln, Davis publia une proclamation invitant tous ceux qui désiraient aider le gouvernement fédéral dans sa résistance contre les agressions du Nord, en servant sur des navires privés armés, à demander

1. *O. R.* ser. 4, vol. I, p. 242 et sq. III, p. 379.

2. III, p. 396; ser. IV, vol. I, p. 255.

3. Davis, vol. II, p. 3.

des commissions ou des lettres de marque et de représailles, établies sous le sceau des Etats Confédérés. C'était là une initiative d'une portée excessive et qui fut, dans la suite, grosse de conséquences pour les Etats Confédérés. Dans la même proclamation, Davis exhortait la population du Sud à s'employer elle-même au maintien de l'ordre, de l'autorité et au respect des lois ¹.

En ce qui concernait l'organisation militaire des Etats, il recommandait de prévoir des généraux-brigadiers et majors et aussi d'accorder un rang supérieur aux généraux de l'armée confédérée.

L'état d'esprit qui régnait dans le pays apparut dans le fait que les appels de troupes furent satisfaits avec un empressement tel que les offres pour le service dépassèrent toujours les demandes ².

Pour mieux comprendre la situation militaire, il est nécessaire de fournir un tableau comparatif des forces des deux adversaires. 23 Etats du Nord marchaient contre 11 Etats du Sud. Les deux partis étaient apparemment animés de la même ardeur et du même désir de se battre. Le Nord avait une population de 22 millions d'habitants et le Sud une population de 9 millions. Ce dernier chiffre comprenait 3 millions 1/2 d'esclaves; ce qui donnait, en définitive, 22 millions contre 5 1/2. Cependant, les nègres ont représenté un facteur

1. Proclamation du 17 avril 1864, Richardson, vol. I, p. 60-62.

2. Message au Congrès 29 avril 1864, Richardson, vol. I, p. 63-82.

important par le travail qu'ils ont fourni, qui a permis de libérer presque totalement les forces combattantes du Sud ¹.

La Confédération du Sud avait l'avantage naturel de combattre pour la défense de son sol, sur des lignes situées à l'intérieur de son territoire. Mais, contre cet avantage dont elle jouissait en Virginie, elle avait, à l'Ouest, une vaste étendue peu peuplée et le Mississipi, qui laissait une voie ouverte aux canonnières fédérales. Le Nord disposait d'avantage réels et décisifs. La richesse du Sud consistait essentiellement en terres et en esclaves; c'était un pays agricole, au sens le plus large du mot. Les mines et les manufactures n'y existaient presque pas. Les articles de première nécessité étaient importés du Nord. Les communications dans le Sud étaient très en retard par rapport à celles du Nord. Les villes, à l'exception de la Nouvelle-Orléans et de Charleston, avaient relativement peu d'importance, comme centres commerciaux. La défaite finale du Sud a été la conséquence de la supériorité des ressources financières et industrielles du Nord, plutôt que de la supériorité de ses effectifs.

Le Chef du Pouvoir Exécutif des Etats Confédérés, dut, tout d'abord, faire face à une sérieuse pénurie d'armes. Le Sud s'était reposé sur le Nord de la fabrication des poudres et des munitions.

1. Rhodes, 26-7.

Trois jours après sa nomination, Davis envoya en Europe le Major Huse pour acheter des armes. Celui-ci ne trouva que quelques armes utilisables sur le marché, mais passa des contrats importants. Cependant le blocus commença bientôt et les importations donnèrent lieu à de sérieuses difficultés. Avant le commencement des hostilités, le Président avait également envoyé le Capitaine Semmes dans le Nord pour acheter des canons et toutes les armes disponibles sur le marché et pour se procurer un outillage et des ouvriers pour les arsenaux et les magasins du Gouvernement. La lettre contenant les instructions données à Semmes fut écrite par Davis de sa propre main. Il venait d'être nommé Président et ne disposait d'aucun attaché de Cabinet ni d'aucun secrétaire particulier. La lettre était abondante, précise et détaillée et révélait une connaissance approfondie de l'administration, des ressources du Nord et des hommes susceptibles de fournir les secours nécessaires ¹. Cependant, l'idée de la guerre s'étant répandue très rapidement, les autorités civiles s'opposèrent aux livraisons d'armes et de munitions. Semmes avait également reçu pour instructions d'acheter des navires en vue d'une guerre offensive et défensive. Mais, dans le temps très court dont il disposait, il n'en trouva aucun. C'est ainsi que, dès le début des opérations, le Dépar-

1. J. T. Scharf, *History of the Confederate States' Navy*, p. 28.

tement de la Guerre se heurta aux lacunes qui l'accablèrent jusqu'à la fin des hostilités. On commença cependant à fabriquer des armes et de la poudre par tous les moyens dont on disposait ¹.

Une grande partie des premières réserves financières de la Confédération, résultant de l'emprunt de 15 millions de dollars, fut envoyée à l'étranger pour payer les achats de fournitures militaires indispensables. Quand ces fonds furent épuisés, le Gouvernement s'efforça de maintenir ses agents à l'étranger; il leur fournit les fonds nécessaires en effectuant des transports de coton, et particulièrement en hypothéquant les cotons possédés et détenus par le Gouvernement, et en émettant à l'étranger des titres, notamment des titres de la Confédération. Au cours des années 1861 et 1862, le major Huse acheta et embarqua pour une valeur de 4 millions de dollars de fournitures, dont la moitié consistait en fusils. Il avait encore à sa disposition pour plus d'un million de dollars de matériel ². Mais l'extension prise par la guerre exigeait plus d'armes qu'il n'était possible d'en faire passer à travers le blocus ou par les côtes du Texas; aussi prit-on des dispositions pour armer quelques régiments uniquement de piques ³.

1. V. J. Davis, vol. II, p. 67; Scharf, p. 28.

2. Conférence d'arbitrage de Genève, cas des Etats-Unis, p. 90-41; O. R. ser. IV, vol. I, p. 220, 343; vol. II, p. 283-4, 645, 658; Rapport du Secrétaire du Trésor du 10 janvier 1863; Jones Diary, vol II, p. 47; Rhodes, p. 14, 377 et sq.; Schwab, p. 29.

3. Woodrow Wilson, pp. 246-6.

Les autorités confédérées s'inquiétaient au premier chef de se procurer des réserves suffisantes de poudre. Au commencement des hostilités, le Ministre de la Guerre annonça que l'on ne connaissait pas l'existence d'une seule poudrerie à l'intérieur des Etats Confédérés. Des efforts acharnés furent tentés, et pendant l'été de 1861, quelques fabriques entrèrent en activité dans la Caroline du Sud, l'Alabama, le Mississipi et le Tennessee; à l'automne de la même année, de nombreuses fabriques de poudre étaient installées dans ces Etats et dans d'autres ¹; des mines de salpêtre, abandonnées ou négligées, furent remises en exploitation. Au printemps de 1862, le Gouvernement fit de grands efforts pour accroître ses disponibilités de ce produit. Il offrit un haut prix et proposa d'avancer la moitié du capital nécessaire à l'installation d'usines de nitrate ou à l'extension des établissements déjà existants ². On considéra comme insuffisant de se reposer sur les usines privées et un bureau gouvernemental spécial fut créé pour approvisionner les armées en poudre. Ce bureau entreprit immédiatement la recherche de mines et, en quelques mois, il eut près de 408 ouvriers au travail dans 16 cavernes ³. Les principa-

1. *O. R. ser. 4*, vol. I, pp. 292-4, 555-6.

2. Richmond Dispatch, 6 mars 1862; Acte du Congrès Confédéral du 17 avril 1862.

3. Actes du Congrès Confédéral des 11, 19 avril 1862; *O. R. ser. 4*, vol. II, pp. 36-30, 222-3, 664, 957.

les poudreries de gouvernement étaient à Augusta et à San Antonio; la première représentait la ressource essentielle du Gouvernement; pendant l'année qui s'est terminée au mois de juillet 1863, elle a fourni 1 million de livres de poudre. Le chef du pouvoir exécutif employa toute son énergie à établir des manufactures de fusils. Il n'en existait aucune à la déclaration de guerre, mais, à l'automne et à l'hiver 1861, un certain nombre d'usines avait été monté sous les auspices et sous le contrôle du Gouvernement. En septembre 1862, le chef de l'artillerie signalait que plus de 40.000 fusils avaient été fabriqués et que les armureries publiques pouvaient produire 2.000 fusils par mois ¹.

De l'artillerie fut fabriquée sur une plus large échelle dans le Sud. Les fonderies et les autres usines métallurgiques essayèrent de produire des canons; celles d'Augusta et de Colomb étaient déjà en activité en 1863 ². Les usines d'artillerie de Tredegar à Richmond furent mises à la disposition du Gouvernement et agrandies en 1861. On y produisit des plaques de blindage et des obus ³. Les cloches de bronze de toutes sortes et de toutes tailles furent réquisitionnées et utilisées à la fabrication de canons ⁴.

1. O. R. ser. 4, vol. I, p. 425, 467, 556, 662 et *passim*; vol. II, p. 299; Schwab, 269.

2. *Les Etats Confédérés*, p. 56.

3. O. R. ser. I, vol. XLVI, pt. II, p. 1287-8; ser. 4; vol. II, p. 956; Jones Diary, vol. I, p. 324.

4. Wilson, pp. 246-7.

La situation militaire dépendait aussi dans une large mesure des chemins de fer. Leur développement dans le Sud était resté très en retard sur ce qu'il était dans le Nord. Les chemins de fer de la Confédération formaient un réseau réduit; il n'y avait pas de lignes principales et les lignes qui existaient avaient uniquement le caractère de lignes locales, assurant le trafic en provenance et à destination des villes importantes de la côte et de la ligne de Richmond et de Petersburg. Sur l'étendue totale des chemins de fer du pays, les Etats du Sud possédaient une proportion inférieure à 30 %; cette proportion fut bientôt, par l'invasion, à 20 % environ ¹. Le rendement des chemins de fer fut poussé à son maximum pour faire face aux besoins militaires de la Confédération. L'achèvement des lignes directes fut considéré comme une nécessité militaire et donna lieu à l'octroi par le Congrès de crédit s'élevant à plus de 5 millions de dollars en Bons de la Confédération, en faveur de différentes lignes de chemin de fer ². Les chemins de fer cependant subirent de sérieuses détériorations pendant la guerre. L'impossibilité où l'on se trouvait de réparer les wagons et les locomotives et d'en fabriquer de nouveaux plaça le système ferroviaire dans une situation précaire.

1. Poor H. V, *Manual for 1863-9*, p. 24; O. R. ser. IV, vol. II, p. 512.

2. Actes du Congrès Confédéral, 40 février, 19 avril, 2 octobre 1862; O. R. ser. IV, vol. II, p. 445-6.

La caractéristique la plus frappante du Département Exécutif, pendant les premières semaines et les premiers mois de son existence, fut l'énergie qu'il consacra aux préparatifs militaires. Des armées furent recrutées et approvisionnées et l'on déploya les efforts les plus héroïques pour remédier à l'infériorité du Sud dans le domaine de la fabrication des armes ¹.

Après que Jefferson Davis eut lancé une proclamation invitant à la demande de lettres de marque et de représailles contre la marine marchande des Etats-Unis, Lincoln, en réponse, publia une proclamation déclarant le blocus des ports du Sud, de la Caroline du Sud au Texas inclus, et annonçant que les corsaires agissant « sous la prétendue autorité » des Etats Confédérés seraient traités comme des pirates ². Cette proclamation eut pour effet d'accroître plus que jamais dans les Etats du Sud le désir de posséder une marine de guerre.

La Constitution des Etats Confédérés autorisait le Congrès à constituer et à entretenir une marine de guerre et donnait au Président le commandement en chef de celle-ci. L'importance d'une marine de guerre avait été de très bonne heure recon-

1. N. W. Stephenson, *The Day of the Confederacy*, p. 33 ; Message du Président au Congrès du 26 février 1861, Richardson Vol. I, p. 56 ; Communication du Secrétaire d'Etat à la Guerre au Congrès du 15 mars 1861, Richardson, Vol. I, p. 58 ; Message du Président au Congrès du 29 avril 1861, Richardson Vol. I, p. 63-82.

2. Rhodes, p. 20.

nue par le Congrès et avant que les Départements du Cabinet eussent été constitués par une loi, une résolution avait été votée qui autorisait le Comité des affaires navales à s'assurer le concours, à Montgomery, de toutes les personnes versées dans les questions navales qu'il pourrait lui sembler utile de consulter ¹.

Le Président nomma Stephen Russel Mallory, de Floride, Secrétaire d'Etat à la Marine. Il devait avoir la charge de toutes les questions relatives à la marine, préparer et publier des règlements pour la direction de la flotte; toutes les lois des Etats-Unis qui n'étaient pas incompatibles avec la constitution des Etats Confédérés devaient être employées. Mallory n'était pas étranger aux questions navales, puisqu'il avait été président du Comité de la Marine au Sénat ².

En fait, la tâche qui s'imposait à lui était énorme. Il entrait en fonctions comme Secrétaire d'Etat à la Marine sans un navire, sans rien de ce qui est essentiel pour constituer une marine. Le bois pour les navires était dans les forêts, le fer dans les mines, et l'on ne possédait ni hauts-fourneaux ni ateliers. Deux principes pouvaient être appliqués : l'un consistait à se procurer des navires à l'étranger et l'autre à les construire dans le pays même ; chacune de ces deux méthodes présentait des diffi-

1. Scharf, p. 27.

2. Scharf, p. 28.

cultés égales. Mallory jugea que la plus expéditive était d'acheter des navires à l'étranger ; c'est ainsi qu'il obtint le vote d'un Acte secret du Congrès, du 10 mai 1861, qui autorisait l'envoi de James D. Bullok comme agent naval à Londres, le 19 mai ; un ingénieur fut également envoyé à New-York, à Philadelphie et à Baltimore pour se procurer des vaisseaux utilisables pour la marine de guerre. On ne trouva dans le Nord qu'un vaisseau propre à cet usage, le « Caroline » de Philadelphie. Des agents envoyés au Canada signalèrent le 5 juin que le Gouvernement des Etats-Unis s'était assuré tous les vaisseaux utilisables se trouvant dans les eaux canadiennes ¹.

Le Président annonça au Congrès le 29 avril que, les opérations du Département de la Marine restant limitées, on n'avait encore acheté que deux vaisseaux, le « Sumpter » et le « Mc Rae » et qu'ils avaient été mis en état de prendre la mer avec toute la diligence possible.

Dans une lettre du 8 mai au Comité de la Marine, Mr. Mallory dit qu'il considère comme une question de première nécessité la possession d'un navire cuirassé. C'était là une innovation dans la guerre navale et le Secrétaire d'Etat pensait qu'un tel navire pourrait longer sur toute la longueur les côtes des Etats-Unis, interdire tous les blocus et s'attaquer avec la presque certitude du succès à

1. Scharf, p. 43.

toute la flotte fédérale. Il déclara que les Etats-Confédérés, avec quelques navires d'une qualité supérieure, pourraient attaquer la flotte nombreuse des Etats-Unis, composée de navires en bois. Si le Comité de la Marine jugeait utile de commencer sur le champ la construction d'un navire de ce modèle, le Secrétaire déclarait qu'il n'y avait pas un moment à perdre. Un agent de son Département était prêt à partir sans délai pour l'Angleterre afin d'acheter des navires conformes à ses projets. Le Congrès donna immédiatement la consécration d'une loi à la mesure recommandée dans le Message du Secrétaire d'Etat ¹. Le Lieutenant James H. North fut envoyé à l'étranger en mai pour se procurer des navires cuirassés, s'il lui était possible d'en trouver ; dans le cas contraire, le Département de la Marine devait entreprendre dans le Sud la construction de navires de ce modèle ².

Le Secrétaire d'Etat à la Marine poursuivit l'exécution de son plan de cuirassés et le 18 juillet il annonça que la frégate « Merrimac » avait été renflouée. Il décida de la garnir de plaques de fer de 3 pouces, de l'achever dans le délai le plus bref, de l'armer de grosse artillerie et de l'envoyer immédiatement contre la flotte de l'Union. Son intention était de chasser la flotte fédérale de Hampton Roads et des ports de la Virginie. Les frais de

1. *Ibid.*, p. 43.

2. Scharf, p. 44.

ce travail étaient estimés par lui à 172.123 dollars. Il était si confiant dans l'approbation du Congrès qu'il commença le travail et ne demanda qu'ensuite les crédits nécessaires ¹.

Entre le 28 juin et le 1^{er} décembre 1861, le Secrétaire d'Etat à la Marine conclut 32 contrats, en vue de la construction de 40 canonnières, batteries flottantes et navires de guerre, avec des fournisseurs établis dans différentes villes, de Norfolk à la Nouvelle-Orléans et à Memphis. En outre, le Département avait des navires en construction sous la surveillance de ses propres fonctionnaires et aussi des navires en construction dans les pays étrangers ². Les projets étaient cependant supérieurs aux résultats qui les suivirent ³. On souffrit de l'insuffisance du matériel et de l'absence d'ouvriers expérimentés, et, dans certains cas, les Fédéraux se rendirent maîtres des pays où étaient établis les chantiers avant l'achèvement du travail. Mais, malgré ces sérieuses difficultés, le Département avait à flot, en Novembre 1861, 23 navires ; un navire avait été capturé et un autre détruit ⁴.

1. *Ibid.*, p. 43.

2. *Ibid.*, p. 44.

3. Malgré toutes sortes de difficultés, le département naval fit preuve de beaucoup d'initiative. Il fit construire des navires dans le Sud et s'en procura d'autres à l'étranger. Ainsi, les Sudistes eurent un navire cuirassé (Le « Merrimac ») avant le Nord, lancèrent, le premier sous-marin utilisable (le « Hunley ») et détruisirent le premier navire coulé par un torpilleur. Eckenrode, 349; Americana Encyclopaedia.

4. Scharf, pp. 44-47.

Une académie navale fut créée à Richmond par le Secrétaire d'Etat ; elle instruisit et entraîna un grand nombre d'officiers. Cette école fut maintenue pendant toute la guerre et, lorsque la chute de Richmond apparut imminente, le Secrétaire envoya un officier dans la Caroline du Nord, dans la Caroline du Sud et en Géorgie pour examiner les localités convenables pour l'installation de l'Académie. L'officier rendit compte d'ailleurs que les mouvements de l'ennemi empêchaient de trouver aucun emplacement convenable ¹.

Le but du chef du Pouvoir Exécutif des Etats Confédérés était de fondre en une unité toute la puissance militaire de la Confédération. Il condamnait la politique des engagements de courte durée, disant qu'elle permettrait à des patriotes qui avaient l'intention de se rengager de rentrer chez eux pour s'occuper de leurs affaires en un moment critique et que l'armée s'en trouverait très affaiblie ². Les troupes reçues, levées par des organisations indépendantes ou formées de volontaires autorisés par leur Etat, étaient offertes pour 12 mois, quand elles n'étaient pas libérées avant ce terme. Une forte opposition se faisait jour contre la fixation d'un terme plus long. Les armes et les munitions situées dans les limites des Etats étaient la propriété de ceux-ci et étaient fournies avec les

1. *Ibid.*, pp. 776.

2. Stephenson, pp. 32-37.

organisations de chaque Etat. Le 16 mars 1861, les Etats, conformément aux vues du Président, furent invités à céder au Gouvernement Confédéral les ports, magasins, armements et arsenaux maritimes, ainsi que les autres établissements publics et le 6 mai 1861 l'armée des Etats Confédérés était légalement organisée, succédant à l'armée provisoire. Le droit était reconnu aux Etats de conférer le grade de Colonel et le grade supérieur pouvait être accordé au choix ¹.

Lorsqu'il délivra leurs commissions à ses généraux en chef, le Président plaça Albert Sidney Johnston et Robert E. Lee au-dessus de Joseph E. Johnston, qui avait occupé le rang le plus élevé au service de l'Union. Johnston, adressa une réclamation au Secrétaire à la Guerre et reçut en réponse une censure du Président ². Johnston ne sembla pas se résigner à cet incident et ses relations avec le Président manquèrent de la cordialité qui apparut si nettement entre le Chef du pouvoir exécutif et ses autres commandants en chef.

A partir de la déclaration de guerre, les préparatifs furent des deux côtés poussés avec diligence. La Virginie semblait de toute évidence devoir être le principal champ de bataille. Au début de juin, le Général Beauregard et le Général Lee eurent une conférence avec le Président Davis à Richmond et

1. V. J. Davis, Vol, II, p. 65.

2. James Schouler, *History of the United States of America*, p. 88.

ils se mirent fréquemment en communication, par des courriers, avec Joseph E. Johnston qui commandait alors à Harpers Ferry. Le résultat de ces conversations fut que l'on décida une campagne militaire comprenant des opérations défensives dans la Virginie du Nord et la vallée du Shenandoah et la concentration d'une armée, sous le Général Beauregard, à l'embranchement du chemin de fer de Manassas Gap, dans la localité immédiatement voisine. La position choisie par le Général Beauregard était extrêmement forte et il est probable que dans tout l'Etat de Virginie, l'on n'en pouvait trouver aucune qui convînt mieux à des opérations défensives ¹.

La conséquence de ce plan et de l'action qu'il prévoyait fut la bataille de Bull Run ou de Manassas. Le Département de la Guerre avait télégraphié à Johnston de rejoindre Beauregard si la chose était possible. Johnston parvint à échapper aux forces placées en face de lui et se mit en marche le 18 juillet pour Bull Run. Deux jours plus tard, il arrivait au Quartier Général du Général Beauregard et le jour suivant leurs forces réunies remportaient une victoire décisive sur les Fédéraux ².

Lorsque Johnston eut reçu l'ordre de rejoindre Beauregard, il télégraphia au Département de la Guerre, demandant à être renseigné par le Prési-

1. E. A. Pollard, *The Lost Cause*, p. 144.

2. V. J. Davis, Vol. II, p. 91-101 ; Rhodes p. 38-40.

dent sur le rang qu'il occupait vis-à-vis du Général Beauregard. Davis répondit par un télégramme rédigé en termes prudents, donnant à Johnston l'autorité supérieure et célébrant l'ardeur des deux chefs ¹. Le Chef du pouvoir exécutif de la Confédération se trouvait dans une situation assez difficile, car Beauregard commandait l'armée la plus importante et était considéré par le peuple comme un héros depuis la prise du Fort Sumpter ; de plus, au moment de la bataille, il tenait la clé de la situation. D'autre part, Johnston avait reçu l'ordre de joindre ses forces à celles de Beauregard et, lorsqu'il s'agit de fixer qui commanderait dans la bataille actuelle, on se trouva en présence d'une situation plutôt délicate. La date de la commission de Johnston, pourtant, lui donnait la prééminence, mais, pour éviter une mésentente entre ces deux généraux et pour assister au premier grand événement militaire de l'histoire de la Confédération, le Président décida de se rendre en personne aux armées ².

Après avoir lu au Congrès son Message du 20 Juillet, le Président partit le lendemain pour Manassas, qui devait être le théâtre de la bataille. Lorsqu'il approcha de l'embranchement, le bruit de la fusillade devint si distinct que l'on ne pouvait douter qu'un engagement général fût déjà en-

1. V. J. Davis, Vol. II, p. 90.

2. V. J. Davis, Vol. II, p. 91.

tamé. Bien que le Président considérât la bataille comme très prochaine, il avait espéré et désiré qu'elle ne s'engageât pas si tôt, car il ne savait pas si les troupes venant de la vallée étaient déjà arrivées.

En parvenant à l'embranchement du chemin de fer, il trouva un grand nombre d'hommes présentant toute l'apparence de soldats qui fuyaient le champ de bataille sous l'effet de la panique. Ils racontaient des histoires effrayantes sur la défaite de l'Armée Confédérée. Le chef de train annonça sa décision de ne pas faire avancer le train plus loin. Le Président cherchait autour de lui un homme dont l'attitude calme permit d'attendre une réponse précise et ses yeux tombèrent sur un vieillard, dont la barbe grise et la figure calme lui inspiraient la plus grande confiance. Le vieillard cependant dit que la ligne était rompue, que le bouleversement était général, que l'armée était en déroute et la bataille perdue. Alors le Président demanda où l'on pouvait trouver Johnston et Beauregard; on lui dit qu'ils étaient sur le champ de bataille. Il se tourna vers le chef de train et lui déclara qu'il devait avancer. Le chef de train, détacha la locomotive et conduisit le Président au quartier Général de l'Armée, où Davis et son aide de camp trouvèrent des chevaux; ils galopèrent jusqu'au point où le Général Johnston avait établi son poste de commandement. Dès que le Président trouva le Général Johnston ins-

tallé sur une colline d'où l'on avait une vue d'ensemble de la situation, il lui demanda où en étaient les affaires et Johnston répondit que la bataille était gagnée ¹. Elle représentait une victoire décisive pour le Sud et les forces de l'Union s'enfuyaient en désordre dans la direction de Washington. L'absence d'une cavalerie empêcha les forces confédérées d'exploiter leur victoire; c'est un fait notoire, en effet, qu'une infanterie battant en retraite peut échapper à la poursuite de l'infanterie ennemie en abandonnant ses équipements et en fuyant. La victoire ne procurait aux Confédérés que de faibles avantages, car elle inspirait à la masse de la population une confiance excessive. Elle éveillait, d'autre part, chez les populations du Nord une inflexible résolution de vaincre. Le jour même où Washington était envahi par les fuyards de l'armée battue, le Congrès des Etats-Unis résolut dans le plus grand calme « qu'il importait de maintenir la Constitution, de consolider l'Union et de renforcer le pouvoir des lois... Nous nous engageons, devant le monde, à employer toutes les ressources en hommes et en matériel dont nous disposons pour vaincre, désorganiser et punir les rebelles armés ² ».

Le fait que l'on n'eût pas poursuivi l'ennemi après la bataille de Manassas donna lieu à des cri-

1. J. Davis, Vol. II, pp. 94-97; Rhodes, pp. 40-41.

2. Pollard, pp. 153-4.

tiques générales et le Chef du Pouvoir Exécutif, qui était sur le terrain au moment de la bataille, fut considéré comme responsable. Pourtant, le soir de la bataille, il avait donné l'ordre d'entamer la poursuite dès le lendemain matin. Cet ordre ne fut pas convenablement exécuté à cause de l'éparpillement des forces, de la pluie et de la démoralisation qui se manifeste habituellement dans des troupes neuves après la première bataille ¹.

Après la bataille de Manassas, une correspondance fut échangée entre le Général Johnston et le Chef du Pouvoir Exécutif. Le premier était toujours jaloux de sa position personnelle et susceptible à l'excès en ce qui touchait toutes les questions d'autorité. L'esprit de sa correspondance avec le Président et le Secrétaire à la Guerre pourrait éveiller l'impression que son amour-propre et le souci jaloux de la place qu'il occupait dans le commandement étaient plus profondément ancrés en lui que son patriotisme. Johnston semble ne pas avoir douté de la capacité militaire ni du jugement du Président, et ce dernier, lorsqu'il ressentait de l'irritation devant les petits actes d'insubordination de Johnston, n'éprouvait ce sentiment que de façon passagère et semble avoir fait tous ses efforts pour réaliser une cordiale entente avec le Général. Ces deux grands personnages s'éloignaient cependant beaucoup par les principes qu'ils appliquaient à

1. V. J. Davis, Vol. II, pp. 402, 449 ; 420-437.

la conduite de la guerre. L'objectif du Président était toujours de frapper et de risquer le combat, tandis que Johnston était sans cesse disposé à attendre de nouveaux renforts et à se replier sur une position plus avantageuse.

A l'approche de la fin de l'année 1861, les Etats Confédérés avaient amélioré leur organisation dans les domaines de la production. Le Gouvernement avait déployé une grande énergie pour se procurer le matériel militaire nécessaire, mais il lui était encore impossible de satisfaire à toutes les demandes. La question des transports, jamais résolue de manière satisfaisante, fit l'objet du Message du Président du 18 novembre 1861. Il réclamait avec insistance l'amélioration des transports, afin que les mouvements de troupes n'interrompissent pas le trafic commercial et ne créassent pas ainsi un obstacle au fonctionnement des énergies productrices du pays : entre autres, l'achèvement d'une petite ligne d'environ 40 milles entre Damer-ville (Virginie) et Greensboro (Caroline du Nord), qui créerait une communication directe avec l'intérieur des Etats Confédérés et donnerait accès aux fournitures militaires dont on était alors dépourvu. Le Président faisait valoir que la construction de la ligne qu'il projetait était indispensable si l'on voulait poursuivre la guerre avec les plus grandes chances de succès et annonçait que le Gouvernement ne se laisserait arrêter par aucune objection constitutionnelle, élevée contre un tel travail pour

des raisons commerciales¹. La Constitution Permanente Confédérale Art. I, Sect. 8, défendait en effet au Congrès d'affecter des crédits à un travail d'amélioration intérieure destiné à faciliter le commerce. Le Président, faisait valoir que la construction de la ligne projetée pourrait être interprétée comme une nécessité d'ordre militaire et qu'ainsi l'objection constitutionnelle se trouverait écartée.

Si la guerre s'était développée favorablement dans l'Est, il n'en allait pas de même dans l'Ouest. De ce côté advinrent des désastres qui devaient avoir de funestes conséquences et qui marquèrent en fait le début de la ruine de la Confédération. Davis avait placé à la tête des forces opérant dans l'Ouest celui de ses généraux qui lui inspirait la plus grande confiance. Le Chef du Pouvoir Exécutif était personnellement en contact étroit avec les armées de Virginie, et il avait une grande confiance dans ses propres qualités militaires ; c'est la seule raison qui puisse expliquer qu'il ait placé Albert Sidney Johnston à la tête des forces de l'Ouest, plutôt que de le garder en Virginie. Le secours que l'on attendait de l'Etat limitrophe du Kentucky, n'arriva jamais et l'organisation militaire du Missouri était sans valeur ; aussi les forces fédérales traversèrent-elles ces Etats avec plus de facilité qu'on ne l'escomptait. En février 1862, les Fédéraux prirent les Forts Henry et Donelson

1. Message du Président du 18 novembre 1861, Richardson, Vol. I, pp. 136-144.

dans le Tennessee. Le Gouverneur lança une proclamation déclarant que les troupes devaient évacuer Nashville et transféra la Législature à Memphis. Une démoralisation générale s'empara de la population du Tennessee et Albert Sidney Johnston écrivit à Davis que le coup était désastreux et presque sans remède ¹.

La tristesse ressentie à Richmond reflète les proportions réelles du désastre. Le 22 février, juste six jours après la chute de Donelson, le Gouvernement provisoire fit place au Gouvernement Permanent et Davis fut nommé Président pour une période de six ans. La cérémonie fut empreinte d'une grande tristesse. Le Président, pâli et émacié par la maladie et le chagrin, parla en plein air, sous une violente averse. Une foule énorme s'efforçait de saisir quelques mots d'espoir ou d'encouragement dans cette adresse prononcée au moment de son angoisse la plus aigüe. Le Président parla ouvertement et franchement. Il reconnut qu'au moment présent la tournure des événements était défavorable à la Confédération, mais affirma que le succès final n'était pas douteux. Il avoua que l'armée avait récemment subi des désastres sérieux dans l'Ouest, mais déclara que « dans le cœur d'un peuple résolu à demeurer libre, ces désastres contribuent seulement à accroître la résistance ». Il trouva

1. Rhodes p. 92 ; O. R. VII, 259 ; 427-32 ; Wyeth, Forrest p. 73 ; John Woolridge, Nashville, p. 493 ; J. Davis, Vol. II, pp. 36-48.

une raison d'espérer dans le fait que la grande bataille avait éveillé dans le peuple les émotions et les vertus les plus élevées de l'âme humaine, l'esprit [de patriotisme, le courage et le dévouement généreux à la cause de la Confédération. Il déclara que de tels sentiments pénétraient le pays. Il n'avait pas d'innovation à proposer, mais il se reposait sur l'esprit et sur la détermination du peuple ¹.

Cette adresse fut suivie d'un énergique message au Congrès, dans lequel le Président maintenait que la politique d'enrôlements à court terme, contre laquelle il s'était fermement prononcé depuis le commencement de la guerre, avait contribué dans une large mesure aux récents désastres ².

Les dernières défaites accrurent l'ardeur belliqueuse et, six jours après l'installation du Président, le Congrès vota en session secrète un acte octroyant au Président le pouvoir de proclamer la loi martiale dans la ville de Richmond et dans le pays avoisinant à 10 milles à la ronde et il vota la suspension dans le même territoire du principe de l'Habeas corpus ³. Les autorités militaires eurent à Richmond le pas sur les autorités civiles, excep-

1. Adresse inaugurale du 22 février 1862, Richardson, Vol. I, pp. 183-188.

2. Message au Congrès du 25 février 1862, Richardson, Vol. I, pp. 189-92.

3. Habeas Corpus : Mandat d'amener un prisonnier détenu en prison pour témoigner devant une Cour de Juridiction Compétente.

tion faite pour le Maire¹. Bientôt après, des proclamations analogues furent publiées dans les comtés exposés et troublés de la Virginie et dans d'autres régions². Le 16 avril, en réponse à la recommandation de l'Exécutif, un ordre de conscription rigoureux fut voté³.

Après la chute des Forts Henry et Donelson, il fallait que quelqu'un portât le poids des critiques ; c'est ainsi que les critiques adressées au Général Albert Sidney Johnston devinrent violentes. Il écrivit au Président le 18 mars 1862 : « La marque du mérite, dans une profession, est, aux yeux du public, le succès. C'est une loi rigoureuse, mais je la crois juste⁴ ». Le Président répondit : « La confiance que j'ai en vous n'a jamais chancelé et j'espère que le public ajoutera bientôt foi à mes jugements, au lieu de continuer à me reprocher mon obstination⁵ ».

Une délégation composée de sénateurs et de tous les représentants du Tennessee, à l'exception d'un seul, se présenta chez le Président. Les délégués dirent qu'ils venaient, dans l'intérêt du peuple du Tennessee, demander le rappel du Général

1. O. R. Ser I, Vol. LI, pt 2 p. 482 ; Pollard, Davis, p. 216 ; Jones Diary Vol. I, p. 113.

2. O. R. Ser I, Vol. LI, pp. 493, 502, 517.

3. Acte Cong. Conf. 16 avril, 1862 ; Rhodes pp. 94-5 ; Eckenrode p. 177. Ce fut la première conscription générale dans l'histoire Américaine. Elle s'opéra au mépris du principe des droits des Etats.

4. V. J. Davis, Vol. II, p. 222

5. O. R. X pt. 2, 365 ; J. Davis, Vol. II, p. 47.

A. S. Johnston et la nomination à son poste d'un général compétent, capable d'assurer la défense de leurs maisons et de leur peuple. Ils déclarèrent de plus qu'ils reconnaissaient que le Président était plus capable qu'eux de choisir l'officier qui convenait. Davis se trouvait placé en face d'un dilemme difficile à résoudre ; il avait la plus extrême confiance dans le Général Johnston et considérait que les récents désastres avaient été causés par des circonstances qui échappaient au contrôle du Général. Il comprenait également fort bien que la confiance du public était nécessaire pour le succès de la cause ; aussi, tiraillé entre ces opinions contradictoires, répondit-il à la délégation : « Si Sidney Johnston n'est pas un général, la Confédération n'a personne à vous donner !¹ ».

Albert Sidney Johnston s'affligeait du désastre de Donelson, mais se voyant toujours soutenu par les encouragements du Président, il déploya une ferme énergie. Avec l'aide du Général Beauregard, il rassembla à Corinth (Mississippi) une armée de 40.000 hommes. « Ce qu'il faut au peuple », dit-il, « c'est une bataille et une victoire ». Il espérait écraser Grant avant que Buell ait pu se joindre à lui et joua sa partie dans la bataille de Shiloh, au commencement de la matinée du 6 avril 1862. Le combat dura plus de douze heures et fut une victoire pour la Confédération ; les troupes de l'Union

1. Davis, Vol. II, p. 38 ; John Fiske, *The Mississippi Valley in the Civil War*, p. 70.

furent refoulés de un mille et demi à 2 milles et perdirent l'église de Shiloh, qui était la clé de la position tenue par les Fédéraux ¹. Albert Sidney Johnston tomba mortellement blessé au cours de l'après-midi ; il doit s'être rendu compte que son espoir de capturer l'armée de la chasser par quelque moyen du champ de bataille, en complète déroute, était en bonne voie de réalisation. Le Général Beauregard prit le commandement, mais commit la faute de ne pas exploiter la victoire jusqu'au bout et les renforts qui arrivèrent pendant la nuit, donnèrent aux Fédéraux la supériorité numérique sur les Confédérés. La bataille fut reprise le lendemain et, après huit heures de combat, Beauregard fut chassé du terrain ².

Davis était si convaincu de la capacité du Général Albert Sidney Johnston que, bien des années après la guerre, après avoir réfléchi sur les opérations militaires qui auraient été possibles, il écrivait : « Je crois qu'une fois de plus, dans l'histoire de la guerre, le sort d'une armée a dépendu d'un seul homme ; bien plus, que la fortune d'un pays a tenu au seul fil de l'existence qui s'éteignit sur le champ de bataille de Shiloh. Si grande était la confiance que j'avais dans ses qualités d'organisateur et d'administrateur, que je compris, lorsqu'il fut placé à la tête de l'armée de l'Ouest, que la force alors peu développée de ce pays allait devenir

1. U. S. Grand, *Mémoires*, 338.

2. Rhodes p. 106 ; V. J. Davis, Vol. II p. 229.

capable non seulement d'assurer sa propre sécurité mais même de prêter secours en cas de nécessité à l'Est plus sérieusement menacé¹. »

Un second coup sérieux fut porté à la cause de la Confédération le 25 avril 1862, lorsque la Nouvelle-Orléans tomba entre les mains des Fédéraux. C'était le grand port commercial des Etats Confédérés et sa perte était un désastre écrasant, autant pour des raisons politiques que pour des raisons militaires. La ville fut prise par la flotte Fédérale et le public surexcité demanda de nouveau une victime. Le Secrétaire à la Marine et les constructeurs du cuirassé « Mississipi », dont on avait attendu tant de merveilles, furent exposés à de vives attaques. Les constructeurs du « Mississipi », MM. Tift, avaient espéré tirer tant de gloire de la construction de ce navire qu'ils avaient accepté de consacrer leurs soins assidus et leur attention vigilante à ce travail sans compensation autre que le remboursement de leurs dépenses courantes. On serait donc mal fondé à les soupçonner d'avoir retardé l'achèvement du navire ou de l'avoir détruit inconsidérément à l'approche de l'ennemi. La Nouvelle-Orléans n'a jamais été un port spécialisé dans les constructions maritimes et, quand les agents du Gouvernement entreprirent de construire un vapeur de ce modèle, ils durent installer un chantier, se procurer du bois à une certaine dis-

1. Davis, Vol. II, p. 69.

tance ; ils utilisèrent les fonderies et les laminoirs se prêtant à ce genre de travail qui existaient dans la ville ou en firent construire ailleurs. Mais le grand public avait attendu un résultat supérieur à celui qui fut atteint et lorsque, à la prise de la ville, le navire dut être détruit, le Secrétaire et les constructeurs furent tenus pour responsables par l'opinion publique ¹. »

Quelques mois après, une commission d'enquête constituée en commun par les deux Chambres du Congrès fut chargée d'examiner l'administration du Département de la Marine. La Commission était également chargée d'examiner la chute de Norfolk et la prise des chantiers navals de Gosport, ainsi que la chute de la Nouvelle-Orléans. On avait aussi détruit le navire cuirassé « Virginia », pour l'empêcher de tomber entre les mains des Fédéraux. Le Département de la Marine avait été de ce fait accusé d'incompétence dans sa gestion et de gaspillage de fonds publics, etc. La Commission fut plus équitable dans son examen de la situation que le grand public. Le Secrétaire à la Marine fut mis hors de cause par la Commission qui déclara à sa décharge, qu'il avait passé des contrats pour la constructions de canonnières en tous lieux où ces bateaux pouvaient être construits dans le délai le plus bref et employés dans les conditions les plus avantageuses ; que les contrats passés par lui

1. J. Davis, Vol. II, p. 225.

étaient judicieux et semblaient avoir été exécutés de façon convenable. En ce qui concerne la destruction du « Mississippi » à la Nouvelle-Orléans, les commissaires déclarèrent que MM. Tift avaient travaillé avec ardeur et diligence et que, ni eux-mêmes ni le Secrétaire n'étaient responsables de la position insuffisante où ils se trouvèrent placés lorsque les Fédéraux atteignirent la Nouvelle-Orléans. La Commission énumérait ensuite les résultats obtenus par le Département de la Marine. Celui-ci avait monté une poudrière qui fournissait toutes les poudres nécessaires à la Marine Confédérée, deux ateliers pour les chaudières et les machines, cinq ateliers d'artillerie, dix-huit chantiers pour la construction des navires de guerre et une corderie fabriquant tous les cordages. Le Département avait acheté ou s'était procuré par d'autres moyens douze navires non cuirassés et avait en partie construit et détruit, pour les sauver des mains de l'ennemi, dix de ces navires. Il avait achevé et maintenait en service douze navires cuirassés, il avait en outre 23 navires en cours de construction¹. »

Le Chef du Pouvoir Exécutif s'appliquant à poursuivre vigoureusement la guerre, s'efforça de réaliser une plus complète centralisation et une meilleure organisation des forces militaires ; dans un Message au Congrès du 28 mars 1862, il deman-

1. Scharf pp. 46-47.

daît qu'on appliquât un système simple et général à l'exercice du droit de conscription, dont le Congrès était investi par la Constitution. Le Président déclarait qu'il n'était pas besoin de stimuler davantage le moral et la résolution du peuple, mais que ces facteurs demandaient seulement à être organisés et réglementés. Les jeunes gens au-dessous de 18 ans avaient besoin d'une instruction complémentaire et les hommes d'une expérience mûrie étaient nécessaires pour assurer le maintien de l'ordre et la bonne marche des affaires à l'intérieur du pays et pour surveiller les préparatifs qui devaient permettre une action efficace des armées en campagne. Ces deux catégories devaient, à l'avis du Président, constituer la réserve spécialement affectée à la défense du pays, prête à être appelée au dehors uniquement dans les circonstances critiques et ne devant être gardée sur le front que pendant la durée de ces périodes critiques. Il recommandait en conséquence le vote d'une loi astreignant au service militaire pour le compte des Etats Confédérés tous les hommes de 18 à 35 ans résidant sur le territoire de la Confédération ¹. »

Le Congrès donna son appui au Président. L'âge de la conscription fut fixé comme Davis l'avait conseillé et la durée du service portée à trois ans; les hommes qui étaient déjà au service devaient être gardés jusqu'à l'expiration d'un dé-

1. Message du Président du 28 mars 1862, Richardson, Vol. I, pp. 205-6.

lai de trois ans à partir de la date de leur incorporation. Cette loi, appliquée avec rigueur, remplaça le système des engagements volontaires et aboutit à un nouveau renforcement de l'autorité du pouvoir exécutif sur les forces militaires ¹. Ce fut là le résultat le plus considérable de la politique de centralisation de l'organisation militaire, dans laquelle le Président s'était engagé en opposant son veto à un projet de loi « tendant à autoriser le Secrétaire à la Guerre à accepter au service des Etats Confédérés, un régiment de volontaires chargé de la protection de la frontière du Texas ». Aux termes de cet acte, le régiment aurait été placé sous le contrôle du Gouvernement du Texas. En opposant son veto à ce projet de loi, le Président exprima son regret d'observer un symptôme aussi net du dessein de diviser le pouvoir des Etats en divisant les moyens à employer, un effort tendant à favoriser la conduite d'opérations séparées. « L'unité et la coopération des troupes de tous les Etats sont indispensables au succès ». En refusant ainsi d'admettre une division de l'autorité militaire, Davis posa un principe qu'il maintint dans le domaine militaire jusqu'à la fin de la guerre en qualité de chef militaire du pouvoir exécutif ².

Le Président était hostile à toute intervention

1. Statuts de la Confédération au 1^{er} Congrès, 1^{re} session, 29 mars, 16 avril 1862.

2. Message du Président du 22 janvier 1862, Richardson, vol. II, p. 60.

du Congrès dans le règlement des affaires concernant l'armée et ne manquait pas d'user du veto, qu'il accompagnait de conclusions positives. Le Congrès trouva de nombreuses occasions de légiférer sur les questions militaires. Il vota un « Acte réglementant les congés et libérations dans certains cas particuliers ». Aux termes de cet Acte, tout soldat malade ou invalide, qu'il fût ou non à l'hôpital, devait avoir droit au congé ou à la libération pour cause d'incapacité physique sur présentation d'un certificat établi par n'importe quel chirurgien des Etats Confédérés, qu'il s'agît ou non d'un chirurgien militaire. Le Président s'opposa à cet Acte, affirmant que seul un chirurgien militaire devait décider dans de tels cas. En réponse à un « Acte tendant à assurer l'octroi des congés dans certains cas particuliers » le président entreprit d'exposer au Congrès quelques-unes des restrictions que la Constitution apportait à ses pouvoirs. Il fit valoir que, par la nature même des choses, il était impossible d'administrer par des lois une armée en campagne. Le Président estimait que le Général Commandant en chef devait être investi d'un pouvoir discrétionnaire en ce qui concernait l'octroi des congés ¹. Une autre mesure importante arrêtée par le veto fut l'« Acte tendant à autoriser la nomination d'un aide-chi-

1. Message du Président du 1^{er} février 1862, Richardson, vol. I, 462-5.

rurgien supplémentaire dans chaque régiment de l'Armée des Etats Confédérés ». Cet acte fut arrêté par le veto pour des raisons budgétaires ¹. Un autre projet de loi, interdit par l'exercice du droit de veto, tendait à encourager la fabrication des fusils, du salpêtre et de la poudre dans la Confédération. Les objections du Président furent fondées sur cet argument qu'une telle loi dépouillait le chef du Pouvoir Exécutif de son pouvoir discrétionnaire en ce qui concernait la protection du gouvernement contre des contrats inutiles et imprudents. Les poudreries alors existantes dépassaient de loin, par leur capacité de production, les possibilités d'approvisionnement en matières premières dont disposait le Gouvernement ².

Davis sauvegarda davantage encore son pouvoir constitutionnel en opposant son veto du projet de loi intitulé : « Acte tendant à la création d'un emploi de Général Commandant des armées Confédérées ». Cet acte se proposait de créer un emploi qui devait être maintenu au gré du Président ; mais la durée des fonctions du Général ne comportait pas d'autre limitation que la durée de l'emploi lui-même ; l'officier ainsi nommé était autorisé à se mettre en campagne à son propre gré et à prendre le commandement de toute armée ou

1. Message du Président du 22 août 1861, Richardson, vol. 1, pp. 130-1.

2. Message du Président du 22 janvier 1862, Richardson p. 158-9.

groupe d'armées qu'il lui plairait de choisir. Aux termes de l'acte, une telle décision pouvait être prise même contre la volonté du Président qui, d'après l'Acte, ne pouvait s'opposer à une telle attitude qu'en supprimant l'emploi. Le Chef du Pouvoir Exécutif ne pouvait être désigné à juste titre comme le Commandant en chef des armées s'il n'avait pas le pouvoir de contrôler les décisions du Général créé par cet Acte. C'est de la sorte que le Président put fonder son veto sur des arguments constitutionnels ¹.

Après la bataille de Manassas, un conseiller de Mr. Davis attira son attention sur le double caractère de son emploi et le pressa de s'arroger plus nettement une attitude d'Imperator, disant que c'était la manière la plus efficace et la plus rapide de réaliser la concentration des forces confédérées en vue d'une action décisive; mais le Président, observant de justes égards pour les pouvoirs du Congrès, refusa d'agir ainsi. Pourtant un plan avait été élaboré par quelques hommes politiques notoires de la Confédération, dont l'objet était la division du pouvoir exécutif entre un gouverneur civil, qui devait mettre à exécution les desseins du Congrès et veiller au maintien de la Constitution, et un chef militaire ou Imperator, qui devait être chargé de la conduite de la guerre et s'adressait au Congrès et au chef civil du pouvoir exécutif

1. Message du Président du 14 mars 1862, Richardson, vol. 1, p. 215-216.

pour s'assurer les moyens d'exécuter ses plans. Le projet était le suivant; le Général Robt. E. Lee devait être commandant en chef et prendre l'armée du Potomac, Johnston devait être chargé des opérations dans l'Est, dans la vallée du Mississipi; Price dans le Missouri; Kirby Smith dans la Louisiane et le Texas; Bragg dans le Sud; Beauregard dans le Sud-Est; tandis que Jackson, Longstreet, Hill, Whiting et d'autres officiers devaient être leurs agents d'exécution. Les Commandants de divisions cités plus haut devaient former un Comité de conseillers placé à la disposition du Congrès et chacun d'eux devait être investi de pouvoirs discrétionnaires dans son propre district¹.

Tandis que des combats animés et décisifs se poursuivaient dans l'Ouest, la région de l'Est, et notamment la Virginie, continuait à être le théâtre de luttes incessantes et désespérées. C'est de ce côté que l'on pouvait trouver l'élite des armées du Nord et du Sud. L'objectif des Fédéraux était Richmond. Pendant la première partie de la guerre, Johnston commandait les forces confédérées et Mc Clellan les forces fédérales. A la bataille de Seven Pines, le 31 mai 1862, Johnston reçut une grave blessure et fut emmené du champ de bataille sans connaissance. Davis plaça immédiatement Robert E. Lee à la tête des armées de la Virginie du Nord; il dirigea ses forces avec un tel succès et

1. Pollard, pp. 282-3.

un sens si extraordinaire de la stratégie qu'il attira sur lui l'attention du monde entier. Johnston a été un chef habile dans tout ce qui touche à l'organisation de l'armée et à la discipline; mais lui et le Président étaient, sur beaucoup de points, d'opinion absolument différente et leur correspondance a été fertile en controverses.

Non seulement Davis donna à Lee le commandement supérieur des troupes en campagne devant Richmond, mais il le désigna pour l'emploi honorifique de général en chef, l'ordre prévoyant qu'il devait « agir sous la direction du Président ¹ ». Davis connaissait la capacité et le caractère de Lee et lui avait même donné de l'avancement au moment où il était compromis et condamné par la presse et par le public, en raison de son échec dans la Virginie Occidentale ². Ce fut la nomination la plus sensationnelle que fit Davis pendant toute la durée de sa présidence et les succès remportés par la Confédération firent disparaître pendant un certain temps de l'esprit du public toute hostilité contre l'autocratie militaire du Président ³.

Lee s'accorda avec tout le monde et une harmonie parfaite régna entre lui-même, Jefferson Davis et Jackson. Il avait un talent d'organisateur et de stratège que tous les historiens ont vanté. Ses ordres, ses dépêches et le contact personnel qu'il

1. Pollard, p. 283.

2. Isaac R. Pennypacker, *American Mercury*, janvier 1924, p. 3.

3. Pollard, p. 283.

eut avec tous insufflèrent une nouvelle énergie à la conduite des affaires militaires. Il est impossible d'entreprendre ici de discuter les résultats militaires obtenus par Lee, mais il suffira de dire qu'il l'emporta de loin sur tous les chefs qui lui furent opposés et qu'il empêcha jusqu'à la fin de la guerre, avec des forces constamment inférieures, la capitale de la Confédération de tomber entre les mains de l'ennemi. Il déjoua toutes les combinaisons du Gouvernement de Lincoln qui, après chaque échec, choisissait un nouveau général; pendant longtemps d'ailleurs, les chefs désignés se montrèrent plus mauvais les uns que les autres ¹. Ce n'est que dans la quatrième année de la guerre que le Général Grant prit le commandement de l'armée opposée à Lee et réussit à venir à bout de ses forces par l'usure.

Le grand succès militaire de Lee pendant l'été 1862 contribua fortement à améliorer le moral de l'armée et du pays et fit naître dans le gouvernement l'espoir de pouvoir exécuter une offensive. En août 1862, le Président et ses conseillers établirent le grand projet d'une triple offensive : Lee devait envahir le Maryland, Bragg le Kentucky et Van Dorn devait briser la résistance des Fédéraux dans le Sud-Ouest. Cette manœuvre marqua l'apogée de la carrière de Davis ².

1. Isaac R. Pennypacker, *American Mercury*, janvier 1924, p. 3.

2. Stephenson, p. 44.

Le Président, dans son Adresse au Congrès du 18 août 1862, annonça que les forces qui avaient menacé Richmond avaient été battues et chassées de leurs lignes d'investissement. Mais il se représentait encore le caractère de gravité de la position des troupes du Sud et, en prévision des opérations à venir, il conseilla prudemment des mesures susceptibles d'accroître les effectifs de l'armée au cas de dangers imprévus. Il souhaitait qu'on pût lui donner les moyens d'appeler au front de nouvelles forces, dans un cas d'urgence, sans avoir à observer le délai nécessaire pour convoquer le Congrès, et il désignait, comme une de ces mesures, l'extension de la loi de conscription aux hommes âgés de 35 à 45 ans. Il insistait en outre sur la nécessité pressante d'une réglementation légale du contrôle des transports militaires et d'une amélioration de la situation défectueuse où les moyens de communication se trouvaient alors ¹.

Le 3 septembre, Lee commença sa marche vers le Nord dans le Maryland. Il franchit le Potomac à l'Est de Blue Bridge, menaçant Washington et Baltimore et amenant ainsi les Fédéraux à évacuer la rive sud du Potomac, où sa présence mettait en péril leurs communications. Ayant accompli cette manœuvre, il se proposait de faire avancer son armée dans le Maryland Occidental, d'établir

1. Message du Président du 18 août 1862, Richardson, vol. I, pp. 232-38.

ses communications avec Richmond par la vallée de Shenandoah et, en menaçant la Pensylvanie, d'amener les Fédéraux à se replier pour assurer la protection de leur propre territoire ¹. Lee attendait du Maryland une aide qu'il n'obtint pas ; au lieu d'un accueil chaleureux, il observa dans la population une attitude apathique. Il rencontra d'autres difficultés dans la question des approvisionnements ; il proposa de payer ceux-ci en monnaie de la Confédération ou en certificats de réquisition. La population refusa de les accepter ². Après la bataille d'Antietam, Lee retourna en Virginie.

L'offensive dans l'Ouest, conduite par le Général Bragg, obtint quelque succès. Bragg se mit en marche de Chattanooga le 5 septembre, entra avec ses forces dans le Kentucky, ne rencontrant qu'une faible résistance, et suivit la route de l'est qui passait vers l'arrière garde du Général Buell dans le Moyen Tennessee. Le général Buell conçut des inquiétudes pour ses communications entre Nashville et Louisville, rassembla toutes ses forces et se replia rapidement sur Louisville. Par cette manœuvre stratégique, le Général Bragg contraignit les forces fédérales d'abandonner un vaste et important territoire : l'Alabama du Nord et le Moyen Tennessee furent libérés des Fédéraux sans

1. J. Davis, vol. II, pp. 329-30.

2. Rhodes, pp. 465-6.

qu'on eut à livrer bataille ¹. Bragg cependant se replia dans le Tennessee.

Les mouvements combinés de Lee dans le Maryland et de Bragg dans le Tennessee soulevèrent la consternation dans le Nord. Lee avait menacé Washington, Baltimore, Harrisburg et Philadelphie, cependant que Bragg menaçait Louisville et Cincinnati. Si les forces confédérées étaient exagérées dans l'imagination des populations du Nord, leur puissance comme armée d'invasion était cependant considérable, si l'on tient compte de leur mobilité et de l'habileté de leurs chefs. L'armée de vétérans, conduite par Lee, Jackson et Longstreet, étaient considérée dans le Nord comme possédant une valeur énorme ².

La triple offensive aboutissait à un échec aux yeux des habitants du Sud; elle eut cependant dans le Nord une conséquence politique. Elle amena la guerre aux portes de l'Union et fut importante en ce sens que le parti démocrate, qui était en fait le parti de la paix, réalisa des gains importants aux élections de l'automne. L'échec de l'expédition, cependant, détermina dans la Confédération une réaction contre l'Administration. Les lois de conscription du printemps 1862 furent considérées comme anticonstitutionnelles et, le Président tenu pour responsable de cette illégalité. Comme le Con-

1. J. Davis, vol. II, pp. 383.

2. Rhodes, pp. 467-8; Warden, 466.

grès avait réglé secrètement beaucoup d'affaires, le Président fut accusé de manifester une répugnance à se confier au peuple. Les arrestations résultant de la suspension de l'« habeas corpus » étaient impopulaires. Le Général Van Dorn avait menacé de suspendre tout journal publiant des articles susceptibles d'ébranler la confiance dans un officier chargé d'un commandement et le Général Bragg avait pris vis-à-vis de la presse une attitude analogue. Yancey, alors Sénateur de L'Alabama, réclamait l'abolition des séances secrètes et demandait que la population fût tenue au courant des événements ¹. Le Secrétaire de la Guerre avait refusé d'acquiescer à une requête du Congrès demandant la communication de certaines informations militaires; il avait déclaré qu'on ne pouvait le faire sans révéler la force des armées confédérées à des personnes de situation inférieure, sur la discrétion desquelles on ne pouvait compter. A titre d'indication sur les raisons qui l'empêchaient de fournir de telles informations, il cita l'argument fourni par un rapport du Congrès des Etats-Unis, répondant à une requête analogue, communiqué en séance secrète et versé aux archives de la Confédération ².

Une attaque, lancée en février 1863 par le « Charleston Mercury », montre, à quel point, le pays

1. Stephenson, pp. 53-60.

2. *Ibid.*, p. 60.

était tenu dans l'ignorance. La Confédération y était accusée d'une impardonnable indolence dans l'envoi d'agents en Europe en vue des achats de munitions, alors qu'en réalité le Gouvernement Confédéré avait montré plus de promptitude dans l'envoi de ses agents à l'étranger que le gouvernement de l'Union, mais n'avait pas divulgué ce fait pour des raisons qui sautent aux yeux. La réponse du « Charleston Courier » (feuille officieuse) ne discutait pas le fait, mais déclarait que « le fait d'ébranler la confiance en Jefferson Davis est susceptible de ruiner effroyablement, de réduire en cendres nos espoirs et nos intérêts les plus chers »¹. Le Président, à ce qu'il semble, ne fut pas troublé dans son action par les critiques qui lui étaient adressées, et se préoccupa très vivement d'encourager le peuple et le Congrès à de nouveaux efforts².

La plus grave difficulté qu'ait rencontrée le Département de la Guerre depuis le début des hostilités fut peut-être la pénurie d'armes et la dispersion des forces. Les Etats-Unis, grâce à la supériorité de leurs forces militaires et navales, pouvaient attaquer en plusieurs points le vaste front du territoire de la Confédération. Les côtes étaient toujours exposées et les nombreuses attaques, menées à la fois par terre et par mer, placèrent constamment le Département de la Guerre

1. Stephenson, p. 61.

2. Message du Président du 12 janvier 1863, Richardson, vol. I, pp. 276, 297.

dans une situation plus ou moins confuse. Il était aussi fortement gêné par l'organisation politique des Etats du Sud. Chaque Etat constituait en théorie une unité indépendante et les gouverneurs de plusieurs Etats semblent s'être fait une conception imparfaite de la centralisation du commandement militaire. A mesure que chaque Etat subissait à son tour une attaque, on note des appels désespérés à l'assistance du Département de la Guerre.

De l'Arkansas au Secrétaire à la Guerre, un message parvint annonçant que la frontière du Nord-Ouest était menacée : « Nous manquons d'armes » ¹. Du Gouverneur de la Floride : « Nous avons besoin de troupes et de munitions de guerre ; si le pays n'était pas secouru comme il convient, il serait perdu pour la Confédération. Les citoyens ont presque désespéré de la protection du Gouvernement Confédéré et sont sur le point de perdre toute confiance en lui » ². Du Gouverneur de la Caroline du Nord : « En dehors des armes envoyées à la Virginie entre les mains de nos propres volontaires, nous avons expédié à cet Etat 13.500 fusils ; actuellement nous sommes à bout, notre sol est envahi et vous repoussez notre demande quand nous vous prions de nous renvoyer pour nous défendre quelques-uns de nos propres régiments avec leurs armes » ³. Le Gou-

1. O. R. I, vol. III, p. 710-11.

2. O. R. ser. I, vol. III, p. 584.

3. O. R. ser. I, vol. IV, pp. 659-60.

verneur de la Caroline du Nord écrivait plus tard au Secrétaire à la Guerre : « Nous voyons juste en face de nous, en Virginie, deux ou trois régiments de la Caroline du Nord, bien armés et bien entraînés, qui ne sont pas autorisés à venir défendre leurs maisons, et deux de ces régiments sont placés loin de tout point d'attaque ¹ ». A de tels télégrammes, le Secrétaire à la Guerre répondait que le Gouvernement Confédéré allait déployer tous ses efforts pour défendre la Caroline du Nord, que le salut de tous les points de la Confédération était pour le Gouvernement l'objet d'une égale préoccupation ². Le Gouverneur de Géorgie adressait le télégramme suivant : « Savannah est menacé par l'ennemi et la Géorgie a besoin de ses troupes pour la défense de son Etat ³ ». La politique de l'Administration fut clairement exprimée dans un télégramme du Secrétaire au Gouverneur de la Géorgie : « Il y a des raisons de politique générale qui font que ce serait un suicide de se rendre à votre requête, demandant que l'on retire en ce moment du front des troupes de Géorgie. Le Gouvernement doit s'appliquer avec le maximum d'efficacité à repousser l'ennemi sur tous les points et ne peut fragmenter son armée en détachements isolés à la requête de tous les gouverneurs qui éprouvent des inquiétudes pour le salut de leur

1. *O. R. ser. I, vol. IV. p. 690.*

2. *Ibid.*, p. 697.

3. *O. R. ser. I, vol. VI, p. 315.*

peuple »... « Soyez sûrs qu'aucun effort ne sera épargné pour vous secourir et soyez assez bons pour communiquer à votre peuple la confiance que doit vous inspirer cette assurance ; vous éviterez par là une panique inutile ¹ ».

Apprenant que 10.000 fusils avaient été reçus de l'étranger, par le département de la Guerre, le Gouverneur de Géorgie en demanda immédiatement 3.000. Le Secrétaire à la Guerre lui rappela que dix autres Gouverneurs présentaient la même demande pour des régions exposées ². A une demande d'armes, présentée par le Gouverneur de L'Alabama, le Secrétaire répondit qu'il avait, entre les mains, des demandes émanant de tous les coins de la Confédération et qu'il était totalement hors d'état de les satisfaire ; que ce n'était pas dans de telles mesures que résidait le salut, mais dans une concentration des forces sur les points d'une importance vitale ³. En réponse à une lettre des Gouverneurs du Texas, du Missouri, de la Louisiane et de l'Arkansas, demandant au Gouvernement Confédéré de nouveaux secours, Davis répliqua que la capitale de la Confédération était menacée par l'armée la plus importante, la mieux équipée et la mieux commandée des Etats-Unis et qu'il lui était impossible de leur fournir l'assistance qu'ils demandaient. « Sur tous les

1. O. R. ser. I, vol. VI, p. 348.

2. O. R. ser. I, vol. X, p. 349.

3. O. R. ser. I, vol. X, pt. 2, p. 334.

points indiqués dans votre lettre », répondit-il, j'avais prévenu vos souhaits avant de les avoir reçus ¹.

La Caroline du Sud suggéra que deux de ses régiments, alors sous le commandement du Général Bragg, pourraient peut-être être envoyés pour défendre Charleston ². Une lettre du Gouverneur du Tennessee réclama quelques-unes des troupes de cet Etat, alors en Virginie ³. L'Administration reçut aussi une demande des Gouverneurs des Etats intéressés tendant à la création d'un nouveau département militaire dans la région de la Géorgie, de la Floride et de l'Alabama ⁴. Le Maire d'Augusta demanda également la nomination dans cette ville d'un Commandant militaire ⁵. Telles sont les difficultés que rencontra le Département Exécutif pendant toute la durée de la guerre, résultant de l'incompréhension manifeste des Gouverneurs de quelques Etats à l'égard de la nécessité impérieuse d'une centralisation des opérations militaires.

Du début de la guerre jusqu'à la fin, le patriotisme ne subit jamais aucun fléchissement. Les Gouverneurs de tous les Etats avaient offert, sans réserve, leurs services et avaient spontanément

1. *O. R. ser. I*, vol. XIII, pp. 879-880.

2. *O. R. ser. I*, vol. XIV, p. 666.

3. *O. R. ser. I*, vol. XIV, pt. 2, pp. 739-40.

4. *O. R. ser. I*, vol. XIV, pp. 717-19.

5. *Ibid.*, p. 478.

fourni des hommes et des munitions ; mais, au bout de quelques mois, les Fédéraux commencèrent des attaques de grande envergure, dirigées sur plusieurs points. Comme différents Etats étaient envahis, les Gouverneurs ou bien espéraient jouir d'une priorité dans l'assistance du Gouvernement Confédéré ou bien réclamaient le retour de leurs régiments. Il y avait là pour l'Administration un sujet de difficultés constantes qui causa un affaiblissement du moral du peuple et des troupes et un grand nombre de désertions.

Comme on l'a noté plus haut, la circonstance la plus heureuse fut l'harmonie des vues, empreinte d'une grande cordialité, qui régna entre Davis et Lee. Le premier était conscient de sa compétence dans les questions militaires, et avait une grande confiance en Lee. Ce dernier reconnaissait en Davis un chef constitutionnel et accordait une grande foi à son jugement. Dans une lettre du 25 novembre 1862, le Général Lee écrivait : « Je n'ai pas besoin de dire combien je serais heureux si les circonstances vous permettaient de visiter l'armée, afin que je puisse bénéficier de vos avis et de vos conseils ¹ ». Lee tenait constamment Davis et le Département de la Guerre au courant de ses plans et de ses besoins. Il écrivait des lettres presque quotidiennes à Davis pour l'informer minutieusement de tout ce qui concernait

1. O. R. ser. I, vol. XXII, p. 1029.

l'armée ¹. A ce point de vue, il était l'opposé de Joseph E. Johnston, qui informait le Département de la Guerre avec une parcimonie qui était la source d'une gêne constante pour le chef du Pouvoir Exécutif ².

Au printemps 1863, les Fédéraux s'occupaient à organiser et à préparer une nouvelle marche contre Richmond, qui était toujours considéré comme l'objectif militaire et politique capital de la guerre. Presque toutes les forces militaires du Sud avaient été mobilisées, c'est à peine si l'on pouvait compter sur un petit renforcement de l'armée de la Virginie du Nord. Dans ces conditions, attendre une avance des Fédéraux, c'était s'exposer à souffrir d'une grande inégalité numérique, aussi bien que de la possibilité dont disposaient les Fédéraux d'envoyer à leurs troupes des renforts. Aussi le Président et le Général Lee décidèrent-ils de transporter les hostilités sur la rive nord du Potomac, en franchissant la rivière et en avançant dans le Maryland et la Pensylvanie. Cette manœuvre devait être considérée comme un succès si elle avait ce seul avantage de forcer les Fédéraux à évacuer la Virginie. La campagne commença le 3 Juin 1863. Lee entra par le Maryland en Pensylvanie et c'est là que se livra la bataille de Gettysburg. Ce fut une des journées

1. *O. R.* ser. I, vol. XIX, pp. 290, 91, 93, 94, 98 ; — vol. XXXI, pt 3, pp. 779, 785, 792.

2. *O. R.* ser. I, vol. XXVII, pt. 3, p. 1030.

décisives de la guerre. La bataille, durement disputée par les deux partis, aboutit à un échec des armées de la Confédération et Lee, peu de temps après, repassa le Potomac avec son armée et rentra en Virginie ¹.

Pendant que la Confédération subissait ce revers dans l'Est, des malheurs encore plus graves la frappaient dans l'Ouest. Le Général Joseph E. Johnston était à la tête des armées dans ce secteur, ayant le commandement sur le Général Bragg dans le Tennessee et sur Pemberton à Vicksburg, comme sur les forces de Port-Hudson, de Mobile et du Tennessee Oriental ². Le Gouvernement de Richmond se préoccupait vivement du salut de la région du Mississippi et, après avoir nommé Johnston à ce commandement, Davis partit pour le Mississippi et visita les ouvrages de Vicksburg. Il prononça un grand nombre de discours, excitant ses compatriotes tout le long de la route, et insista sur l'importance que présentait le maintien du contrôle sur le Mississippi « cette grande artère du pays ». Il inspecta personnellement les ouvrages entourant les hauteurs de Vicksburg et indiqua les moyens de les renforcer encore ³.

Dans cette campagne, Johnston suivit une politique qui était, comme d'habitude, contraire aux

1. Davis, vol. II, 449.

2. O. R. ser. I, vol. XXIV, pt. 1, p. 202-7.

3. Schouler, vol. VI, p. 374.

idées militaires du chef du pouvoir exécutif, dont la politique visait à attaquer les Fédéraux le plus vite possible. Il existe un grand nombre de télégrammes du Secrétaire à la Guerre pressant Johnston de ne pas apporter de retard à son attaque. Le 28 Mai 1863, le Président télégraphiait : « Nous n'avons rien négligé de ce qui était pratiquement réalisable. Nous ne pouvons espérer l'égalité numérique et il est probable que le temps accroîtra encore l'inégalité des forces » ¹. Johnston pourtant ne pouvait jamais amener son armée à un point tel qu'il jugeât prudent de prendre l'offensive. L'armée du Général Grant investit Vicksburg, qui était commandé par le Général Pemberton, et, Johnston n'envoya aucun secours à la garnison assiégée ; celle-ci se rendit le 4 juillet 1863 aux Fédéraux qui firent 29.491 prisonniers, s'emparèrent de 470 canons et de 50.000 armes portatives, et qui s'assurèrent en fait, du même coup, la maîtrise absolue sur le Mississippi ².

En réponse à une dépêche de Johnston du 7 Juillet annonçant l'issue désastreuse du siège de Vicksburg, le Président télégraphie : « Profondément anxieux du résultat, je suis resté sans aucune information venant de vous sur les projets envisagés ou tentés pour amener l'ennemi à lever le siège... Je dois vous demander les in-

1. O. R. ser. I, vol. XXIV, pt 1, p. 493.

2. Rhodes, p. 257.

formations... que le Gouvernement a le droit d'attendre d'un de ses généraux exerçant un commandement en campagne ¹. »

Pour s'excuser de n'avoir pas dégagé Vicksburg, Johnston répondit qu'il ne se considérait pas comme placé à la tête du Département du Tennessee, d'où il aurait pu tirer des troupes. Davis répliqua à cette affirmation en montrant, d'après une correspondance officielle, que le commandement de Johnston n'avait subi aucune restriction. La question avait été soulevée par une demande de troupes supplémentaires, présentée par Johnston le 4 Juin, à laquelle le Président répondit qu'il avait fait appel à toutes les ressources, jusqu'à mettre en danger quelques points, mais qu'il avait laissé à Johnston la liberté de tirer des renforts de l'armée du Général Bragg dans le Tennessee. Le 8 Juin, le Secrétaire à la Guerre avait télégraphié à Johnston : « Vous avez, en qualité de commandant du Département (du Général Bragg), le pouvoir de donner un tel ordre, (d'envoyer des renforts), si vous le jugez nécessaire après un examen d'ensemble de la situation ². Johnston fut incapable de fournir aucune justification satisfaisante de son attitude ³.

Après la bataille de Gettysburg et le retour de Lee en Virginie, se manifesta dans le public un

1. O. R. ser. I, vol. XXIV, pt. 1, p. 499.

2. O. R. ser. I, vol. XXIV, pt. 1, pp. 202-7.

3. O. R. ser. I, vol. XXIV, pt. 1, pp. 209-13.

mécontentement général et Lee offrit sa démission au Président. Cette offre fut présentée dans une lettre très digne, non pas comme la marque du dépit éprouvé par le Général Lee, mais, ainsi qu'il le disait, comme la marque « de mon désir de servir mon pays et de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour assurer le succès de sa juste cause. » En ce qui concernait ses relations avec le Président, il déclarait. « Je dois à votre Excellence une reconnaissance particulière pour la bienveillance et la considération qu'elle m'a constamment témoignées. Vous avez fait tout ce qui était en votre pouvoir pour m'aider dans la tâche confiée à mes soins, sans rien oublier de ce qui pouvait améliorer le bien-être général » ¹.

Davis répondit immédiatement par une lettre des plus cordiales, refusant d'accepter sa démission et disant : « Où pourrais-je trouver un meilleur chef, possédant les qualités supérieures que vous croyez nécessaires ; je ne doute pas que vous soyez disposé à céder la place à celui qui pourrait accomplir tout ce que vous avez voulu faire... ma vue n'est pas assez pénétrante pour distinguer un mérite caché, s'il existe... Me demander de vous remplacer par un homme plus capable à mes yeux d'exercer le commandement ou susceptible de posséder la confiance de l'armée

1. Lettre du Général Lee du 8 août 1863, V. J. Davis, vol. II, pp. 393-396.

ou des esprits raisonnables du pays, c'est me demander une chose impossible »¹.

Dans son adresse au Congrès du 7 décembre 1863, le Président reconnut les revers de l'été précédent, mais il affirma encore davantage sa résolution et donna toutes les raisons d'encouragement qu'autorisait la situation. Le recrutement de l'armée était le souci qui rendait sa position difficile. Le seul moyen applicable, était de réintégrer dans l'armée tous ceux qui en étaient absents à tort et de terminer la substitution² qui modifiait les lois d'exception; elle consistait à faire rentrer dans le rang les hommes bien constitués, alors employés comme voituriers, infirmiers ou cuisiniers, et à les remplacer par des nègres.

Sous le régime de la loi d'exemption, on considérait qu'un grand nombre d'hommes, spécialistes dans différentes professions, étaient plus utiles au pays en continuant leur métier qu'en prenant place dans les rangs de l'armée. Il est évident que ce principe permit à un grand nombre de citoyens, qui était effectivement d'une telle utilité au pays, d'échapper au service militaire; le Président défendit à l'aide de cet argument sa politique visant à incorporer tous les hommes appartenant à cette

1. Lettre de Davis à Lee du 11 août 1863, V. J. Davis, pp. 396-99; O. R. XXIV, pt. 2, p. 639.

2. L'Acte du 16 avril 1862 prévoyait que les hommes qui n'étaient pas astreints au service pourraient être utilisés pour ceux qui y étaient tenus, d'après les dispositions qui pourraient être prescrites par le Secrétaire à la Guerre.

catégorie et à constituer des détachements comprenant strictement le nombre d'hommes nécessaires pour satisfaire aux besoins du pays en ce qui concernait la bonne marche de ces professions. Un nouvel effort en vue d'accroître la capacité combative de l'armée tendit à faire assurer les services, tels que la garde des postes, des chemins de fer et des ponts, la fonction d'ordonnances, d'intendants et de sergents-majors, par des hommes ayant dépassé l'âge de 45 ans, permettant ainsi aux hommes plus jeunes de partir pour le front¹.

L'année 1864 devait fixer de façon définitive la situation militaire des belligérants. Le Sud avait appliqué à la campagne toutes ses forces et toutes ses ressources et des deux côtés les autorités espéraient une décision. Le Général Lee avait obtenu de brillants résultats en Virginie et avait déjoué les tentatives dirigées par les Fédéraux sur la capitale de la Confédération. Pourtant il n'y avait pas dans l'Ouest de général confédéré possédant ses qualités. Bien que le Président ne fût jamais en plein accord avec les projets et les méthodes militaires de Johnston, ce dernier était encore le meilleur que l'on pût trouver dans l'Ouest. Johnston occupait une place élevée dans la faveur populaire; il était aimé et respecté de son armée. Aussi le 16 décembre 1863 le Président lui donna-t-

1. Message du Président du 7 décembre 1863, Richardson vol. I, p.p. 345-382.

il l'ordre de prendre le commandement de l'armée du Tennessee à Dalton (Georgie). L'Administration redoutait l'inactivité à laquelle le Général était porté, aussi le Secrétaire à la Guerre lui télégraphia-t-il : « L'inactivité, à mon avis, peut entraîner un retour du découragement et un accroissement du nombre des trainards et des déserteurs. Si l'ennemi se risquait à diviser son armée ou à détacher des forces pour d'autres missions, on espère que vous pourrez réussir à l'attaquer efficacement... On laisse à votre propre expérience et à votre jugement le soin de fixer les modalités de l'exécution de vos propres plans d'opérations militaires ; vous rencontrerez de la part du Département la plus complète volonté de soutenir et de coopérer à ces plans... Vous êtes invité à communiquer librement avec le Département, à lui exposer vos façons de voir sur la situation militaire et à lui indiquer de quelle manière peut vous être accordée la coopération la plus efficace ¹ ». Ce télégramme fut suivi d'une autre dépêche, envoyée cinq jours après par le Président, qui demandait au général de communiquer librement et complètement avec lui-même au sujet de ses plans d'action : « Toute assistance, toute coopération vous sera fournie dans les conditions les plus avantageuses, autant qu'il sera dans le pouvoir du Gouvernement de le faire ² ».

1. *O. R. ser. I, vol. XXXI, pt. 3, p.p. 842-3.*

2. *O. R. ser. I, vol. XXXI, pt. 3, p.p. 856-7.*

Le Président désirait que des mesures promptes et vigoureuses fussent prises pour mettre les troupes en mesure d'opérer dans le plus bref délai possible contre les Fédéraux ; la reprise du territoire de Tennessee et du Kentucky, dans des buts de ravitaillement, rendait nécessaire un mouvement offensif. Le Président croyait que, par une rapide concentration de troupes au milieu des forces dispersées de l'ennemi, sans qu'on tentât d'enlever ses positions organisées, on pourrait le contraindre à accepter le combat en rase campagne et que, s'il était impossible de le chasser de ses retranchements, les forces confédérées pourraient du moins menacer ses lignes de communication. Les forces fédérales de Knoxville, pour leur ravitaillement dépendaient des communications avec Chattanooga et ces deux centres avaient besoin des communications constantes avec Nashville. Le plan de Davis consistait à interposer les forces confédérées, à séparer ainsi les deux masses de l'armée fédérale et à couper leurs communications de Nashville à Chattanooga en détruisant les chemins de fer ¹.

Le 24 avril 1864, le Président adressa au Général Johnston une série d'instructions qui constituaient en substance un appel à l'activité. Il laissait naturellement à la discrétion du Général le choix des moyens et des méthodes à employer. Johnston, à

1. Davis, vol. II, p.p. 547-8.

ce qu'il semble, approuva le projet d'un mouvement offensif et informa le Président de son intention d'opérer un mouvement de ce genre aussitôt que cela serait possible. Cependant le moment ne vint jamais de cette possibilité et le général continua à se replier plus avant dans l'intérieur de la Confédération. Bien que la retraite fût exécutée magistralement et n'occasionnât pratiquement aucune perte de matériel, elle produisit cependant sur les troupes l'effet naturel de démoralisation que provoque toujours une retraite. La retraite mécontentait grandement le Président qui avait décidé depuis longtemps que la Confédération ne pouvait être sauvée que si l'on combattait. Pendant toute la durée de la manœuvre, une correspondance fut échangée entre le Président et le Général Johnston. Le Président conçut des craintes pour le sort d'Atlanta et tenta de savoir jusqu'à quel point le Général comptait se replier. Les réponses de Johnston furent toujours évasives. Finalement le Président lui demanda catégoriquement : « Allez-vous livrer Atlanta sans combat ? » ayant encore reçu une réponse évasive, le Président décida de destituer Johnston¹. Le 17 juillet 1864, le Président destitua Johnston, lui disant : « Vous avez

1. Lettre de Benjamin H. Hill du 12 octobre 1878, Davis vol. II, p.p. 557-561.

Eckenrode 303; Freeman, *Lee's Dispatches*, 282, 284 : Avant de destituer Johnston, Davis demanda l'avis du Général Lee. Ce dernier ayant répondu d'une manière vague, ce fut le Président qui assumait la responsabilité.

commis la faute de ne pas arrêter l'avance de l'ennemi dans le voisinage d'Atlanta... et vous n'exprimez pas votre confiance de pouvoir le battre ou le repousser ¹ ».

Le renvoi de Johnston fut un geste d'une rigueur excessive et n'eut pas de bons résultats, faute d'un homme à mettre à sa place. Le Président donna le commandement à Hood, homme dont le Président savait qu'il se battrait et se battit en effet. L'armée, cependant, s'était tant repliée que son moral était affaibli et Hood n'était pas à la hauteur de la tâche difficile qui consistait à ranimer les esprits à ce moment suprême. La retraite de Johnston fut fatale à la Confédération et a contribué, plus qu'aucune autre cause peut-être, à faire disparaître toutes les chances qu'avaient les Américains des Etats du Sud d'assurer leur indépendance. La chute d'Atlanta fut, pour la Confédération, une affaire politique autant qu'une catastrophe militaire en ce qu'elle aida à la réélection du Président Lincoln.

Après le renvoi de Johnston, le Président visita l'armée et trouva la situation grave, mais il fit montre de son optimisme habituel et se prononça encore pour une action énergique. Après avoir inspecté l'armée de Tennessee avec Hood, il partit pour Augusta afin de conférer avec le Général Beauregard. Le Président et ses généraux se mi-

1. Johnston, p. 349

rent d'accord sur un nouveau plan de campagne qui était esquissé de façon très précise ; il visait à la destruction des lignes de communications de l'ennemi, prévoyait qu'on livrerait bataille dans l'endroit qui pourrait paraître avantageux. Les forces confédérées, cependant, ne furent jamais capables de porter une sérieuse atteinte à la nombreuse armée du Général Sherman.

Tandis que Johnston reculait sur Atlanta, Lee s'opposait énergiquement aux coups répétés dirigés par Grant contre Richmond. Grant poussait de l'avant avec une grande ténacité et Lee se défendait avec une adresse sans égale, prenant même l'initiative de l'attaque dans toutes les occasions qui se présentaient. Du 4 mai au 12 juin, dans la campagne entre le Rapidan et le James, Grant perdit 54.926 hommes, nombre presque égal à l'effectif total de l'armée de Lee au début de la campagne ¹. Cette guerre d'usure rongait cependant l'armée Confédérée et tout espoir était perdu de pouvoir la reconstituer. Le 18 juillet, Lincoln publia une proclamation appelant sous les armes 500.000 hommes, en vertu de l'Acte du Congrès du 4 juillet, et ordonna en outre à un détachement de prendre immédiatement, à partir du 5 septembre, la place de tout contingent manquant. Cet Acte avait été commandé par les pertes terribles subies par l'armée de Grant dans les batailles de

1. Rhodes, p. 312.

Wilderness, de Spottsylvania et de Cold Harbor ¹. Alors que les Fédéraux marquaient un grand avantage du fait de l'avance de l'armée de Sherman jusqu'au cœur des Etats du Sud, on ressentait toujours dans le Nord avec une grande tristesse que Grant n'eût pas, à ce qu'il semblait, réussi à endommager l'armée de Lee. Le 11 juillet, lorsque le Général Confédéré Earley était devant Washington, l'or valait 285, prix le plus élevé qui ait été atteint pendant la guerre ². Pendant les mois de juillet et août une pression fut exercée sur le Gouvernement pour qu'il rappelât Grant et donnât le commandement à Mc Clelland ³. En août, pourtant, Farragut s'empara des forts et de l'entrée de la baie de Mobile; le 3 septembre, Sherman prit Atlanta, et le moral du Nord remonta fortement; la popularité de l'Administration s'accrut et Lincoln fut réélu.

Le Président de la Confédération observa comme toujours une attitude intrépide et pleine d'espoir. Dans son adresse au Congrès du 7 novembre, son ton exprima une exaltation presque religieuse : « Lorsque nous nous reportons à la condition de notre pays au début des opérations de cette année ; à l'ampleur de la préparation de notre ennemi, aux chiffres de ses forces, à l'accumulation de ses fournitures de guerre et à la prodigalité avec la-

1. *Ibid.*, p. 329.

2. *Ibid.*, p. 330.

3. Rhodes, 328.

quelle ses vastes ressources ont été dépensées pour tenter d'assurer le succès; lorsque nous mettons en regard les effectifs et les moyens dont nous disposons pour résister et que nous contemplons les résultats d'une lutte en apparence si inégale, nous ne pouvons manquer, tout en décernant à nos Généraux et à nos soldats le juste tribut de louanges qu'ils méritent, de sentir qu'une puissance plus élevée que l'homme a voulu notre délivrance et de reconnaître avec gratitude la protection d'une Providence compatissante, qui nous a rendus capables de résister aux efforts les plus grands déployés par notre ennemi pour nous subjuguier ». Le Président montra la plus ferme résolution de combattre et déclara que, quand bien même la capitale de la Confédération devrait subir le sort d'Atlanta, rien ne pourrait changer les desseins du Gouvernement, la valeur indomptable des troupes ni le moral inflexible du peuple. « Il n'y a pas de facteurs vitaux dont la préservation soit nécessaire pour assurer l'existence de la Confédération. Ce ne sont pas les succès militaires de l'ennemi qui peuvent accomplir sa destruction. Ce n'est pas la chute simultanée de Richmond, de Wilmington, de Charleston, de Savannah, et de Mobile qui peut épargner à l'ennemi une dépense constante et épuisante de sang et d'argent; son effort devra se poursuivre jusqu'à ce qu'il se soit rendu compte que la paix ne peut être obtenue que sur la base de la reconnaissance de nos droits indéfectibles ».

Si le Gouvernement devait abandonner Richmond, le Président déclarait qu'il faudrait chercher quelque autre résidence loin de laquelle l'ennemi pourrait contempler les résultats de ses manœuvres et méditer sur « la tâche gigantesque qu'est la conquête d'un peuple libre ¹ ».

Le Président essaya encore d'utiliser les derniers restes de forces dont disposait le pays, au moyen d'une loi plus sévère visant à réduire encore les exemptions. « La défense de la maison, de la famille et du pays est universellement reconnue comme le devoir politique suprême de chaque membre de la société et, dans une forme de Gouvernement comme le nôtre, dans laquelle chaque citoyen jouit de l'égalité des droits et des privilèges, rien ne peut être plus odieux qu'une répartition inégale des devoirs et des obligations ». Le Président estimait qu'aucun emploi, qu'aucune position ne pouvait exempter un homme capable d'assurer un service actif de l'enrôlement dans les cadres de l'armée, à moins que ses fonctions ou ses services fussent plus utiles à la défense du pays dans une autre sphère ; or il était manifeste que ce ne pouvait être le cas pour une classe entière. Il voulait que les autorités militaires pussent avoir le droit discrétionnaire d'autoriser un nombre essentiel de spécialistes à poursuivre l'exercice de

1. Message du Président du 7 novembre 1864, Richardson vol. I, p.p. 482-498.

leurs emplois ou de leurs professions en vue du bien-être public, mais que le reste fût astreint au service militaire¹.

Un acte du 24 février 1864 prévoyait la réquisition d'un nombre d'esclaves ne devant pas dépasser 20.000. Cette loi proposait la prise en location des esclaves. Le Président constata cependant que le résultat atteint avait été inférieur à ce qu'on attendait et proposa une modification du principe de la loi, suggérant qu'un nombre de 40.000 esclaves devrait être acheté et que ces esclaves, après avoir accompli leur service avec fidélité, devraient être affranchis. Le Président n'était pas de l'avis de ceux qui proposaient d'opérer une levée générale des esclaves, de les armer et de les employer comme soldats. « Mais, si l'on devait jamais avoir à choisir entre l'écrasement ou l'emploi des esclaves comme soldats, il n'y a, semble-t-il, aucun doute sur la décision que nous devrions prendre² ».

A l'automne 1864 l'Administration devint impopulaire. Les revers subis par la Confédération étaient écrasants et la démoralisation apparaissait dans beaucoup de régions. La législature de Virginie vota une résolution déclarant que la nomination du Général Lee au commandement suprême

1. Un certain nombre de ces exemptions s'appliquait aux opérateurs du télégraphe, aux mineurs, aux professeurs, aux instituteurs, aux cordonniers, aux tanneurs, aux forgerons, aux meuniers, aux médecins, etc...

2. Message du 7 novembre 1864, Richardson, vol. I. p.p. 482, 498.

des armées « ranimerait le moral des armées aussi bien que celui de la population ¹ ». Le 26 janvier 1863, le Président signa un projet de loi créant l'emploi de Général en chef et octroyant ce poste au Général Lee ². En acceptant cet emploi Lee ignora le Congrès, disant : « Je suis uniquement redevable à la bienveillance de votre Excellence de ma nomination à cet emploi élevé et difficile ³ ». Un vif mouvement d'opinion se manifestait en faveur de l'attribution au Général Johnston d'un nouveau commandement, mais le Président abandonna cette question au Général Lee ⁴.

En répondant à la Législature de Virginie au sujet de la nomination du Général Lee au commandement suprême, le Président observa que cette mesure rencontrait son plein assentiment et que, « lorsque le Général Lee a pris le commandement de l'Armée de la Virginie du Nord, il se trouvait placé par ma lettre de nomination à la tête de toutes les armées des Etats Confédérés. Il a continué d'exercer ce commandement général, en même temps que le commandement immédiat de l'Armée de la Virginie du Nord, aussi longtemps que j'ai pu lutter contre son propre avis ; il estimait en effet qu'il était nécessaire pour lui d'être déchargé de l'un de ces devoirs. Prêt, comme

1. Stephenson, p. 156.

2. *O. R.* XLVI pt. 2, p.p. 1084, 1091.

3. Stephenson, p.p. 163-4.

4. *Ibid.*, p. 164.

il l'a toujours prouvé, à rendre tous les services que je désirais lui voir rendre au pays, il me laissa le choix entre deux décisions : ou bien lui enlever le commandement d'une armée en campagne, ou bien le décharger du commandement général de toutes les armées des Etats Confédérés. Ce n'est que sous l'empire de la nécessité que je finis par le relever de son commandement général, estimant que le salut de la capitale et le succès de notre cause dépendait dans une large mesure de son maintien au front à la tête de l'Armée de la Virginie du Nord... Le désir exprimé par moi d'étendre le ressort de l'activité si profitable du Général Lee avait provoqué un nouvel examen de la question et le Général a toujours proclamé qu'il ne pouvait prendre le commandement d'autres armées que celles qui lui étaient alors confiées, à moins qu'on le relevât du commandement immédiat sur le front de l'armée qui était alors opposé au Général Grant ¹ ».

Le Sud était épuisé. Le [^]marCHE de Sherman à travers la Géorgie et la défaite de Hood à Nashville provoquèrent un abattement général. L'armée de Lee représentait le seul espoir qui restât à la Confédération et, pendant plusieurs mois, il était resté à court de ravitaillement ².

L'Administration avait perdu de sa puissance

1. Lettre de Davis à la Législature de Virginie, Pollard, p.p. 654-5.

2. O. R. XLVI, pt. 2, pp. 4035, 4214, 4143.

et de son influence. En ce qui concerne l'administration de l'armée, le Congrès n'avait soutenu qu'à demi le Président dans les mesures qu'il avait désiré prendre. Il avait demandé le contrôle général des exemptions, qui ne lui avait pas été accordé¹. Certains employés civils des Etats Confédérés étaient exemptés, comme ceux dont les Gouverneurs des Etats pouvaient certifier « qu'ils étaient nécessaires à l'administration particulière du Gouvernement de l'Etat », et le Président était autorisé à détacher dans des emplois non militaires quelques hommes appartenant aux forces des Etats Confédérés, « si, suivant son appréciation, la justice, l'égalité et la nécessité réclamaient de telles mesures² ». Le Congrès abusa des délibérations en cette période critique. Beaucoup des mesures recommandées par le Président dans son message de Novembre furent ajournées au point de perdre leur intérêt urgent, d'autres ne furent même pas soumises à un examen³.

Le Sud se désagrégeait. De tous les côtés des appels à l'aide parvenaient au Département Exécutif. Le Gouverneur de la Caroline du Sud présenta des demandes officielles en vue du renvoi dans leur Etat de quelques troupes de la Caroline du Sud, en ligne sur le front de Virginie. Davis répondit d'abord évasivement, puis il repoussa la

1. Stephenson, pp. 122-3.

2. *Ibid.* p. 123.

3. Richardson, vol. I, p. 445.

requête. Lee l'avait informé que, retirer du front du Nord quelques forces que ce fût, signifierait l'évacuation de Richmond ¹. La Caroline du Sud décida alors d'assurer elle-même son salut. En Décembre 1864, le Gouverneur imposa le vote d'un acte de conscription de l'Etat, mettant à la disposition des autorités de l'Etat tous les hommes de 16 à 60 ans pour la défense de la Caroline du Sud ².

En Janvier 1865, Lee se plaignit que les régiments de la Caroline du Sud, qui se trouvaient fortement réduits par un service très dur, ne fournissaient pas un recrutement en rapport avec leur propre force, parce que des mesures avaient été adoptées qui tendaient à retenir les conscrits dans l'Etat. A la même époque, le « Charleston Mercury » accusait l'Administration de ne pas défendre la Caroline du Sud contre l'avance du Général Sherman ³.

Dans son dernier message au Congrès du 13 Mars 1865, le Président se haussa au ton de la plus grande éloquence et de la plus ferme détermination : « Notre pays est maintenant environné de périls que notre devoir nous commande d'envisager avec calme... En vous déclarant que notre pays est en danger, je désire aussi exprimer ma conviction raisonnée qu'il est en notre pouvoir de détourner les calamités qui nous menacent et

1. Stephenson, p. 150.

2. *Ibid.*, p. 150-1.

3. *Ibid.*, p. 152.

d'assurer le triomphe de la cause sacrée, pour laquelle tant de sacrifices ont été consentis... Ce résultat peut être atteint par la fermeté et le courage,.. par le sacrifice prompt et résolu de toutes les ressources en hommes et en argent de la Confédération. » Pour continuer la guerre avec succès, il fallait à la fois des hommes et des subsides ; or le Président estimait que la Confédération possédait des uns et des autres en quantité suffisante. L'abolition de toutes les exemptions s'appliquant à des groupes de citoyens, recommandée par lui, n'avait jamais rencontré l'approbation du Congrès ; aussi présenta-t-il de nouveau une « loi en quelques lignes » abrogeant les exemptions de toutes sortes. Le Congrès n'avait jamais été en plein accord avec le Président au sujet de la suspension du principe de l' « habeas corpus ». Le Président fit retomber sur le Congrès le blâme soulevé par cette inaction et déclara que, si le moment présent n'était pas favorable à l'exercice de ce droit constitutionnel, il était incapable d'imaginer aucune contingence où il pût être nécessaire de l'exercer.

Davis en était arrivé à ce point où nécessité fait loi et donna son approbation aux projets de loi qui furent présentés aux deux Chambres du Congrès, le 10 Février 1865, en vue de l'armement des esclaves ¹.

1. Stephenson p. 192.

Le Congrès avait cependant procédé avec tant de lenteur, il s'y était manifesté tant d'opposition de vues que les Actes n'étaient pas encore parvenus au Président le 10 Mars. La proposition d'armer les nègres fut présentée en Novembre 1864 et fut approuvée par le Général Lee. La proposition fut discutée jusqu'en Mars 1865 et un acte de faible portée fut voté qui autorisait le Président à accepter de leurs maîtres les esclaves dont ceux-ci pourraient faire choix pour les consacrer au service militaire ¹.

Au cours de l'été 1864. Grant avait mis le siège devant Richmond et Pétersbourg et, dès le milieu de Février, Lee envisageait l'éventualité d'une évacuation des deux villes. Il résolut de résister à l'ennemi aussi longtemps que cela serait possible et ses dépêches exprimèrent une énergie et une résolution inaltérables. Le Département de la Guerre rencontrait des difficultés presque insurmontables pour l'approvisionner. Le 1^{er} Avril, le Président écrivit à Lee pour lui exposer la difficulté que l'on éprouvait à trouver du fer pour maintenir en activité les usines Tredegar à Richmond, mais il pensait pouvoir surmonter cette difficulté en faisant appel à quelques-unes des réserves de la Marine ².

Lee semble n'avoir jamais songé à se rendre,

1. Pollard. p. 660.

2. Lettre du Président du 1^{er} Aril 1865, V. J. Davis, vol. II, p. 579.

mais il se proposa en dernier ressort de se replier sur les montages de Virginie, où il pensait pouvoir continuer la guerre pendant vingt ans¹.

Dans la matinée du 2 Avril, Davis reçut un télégramme de Lee lui annonçant son départ de Petersburg et la nécessité d'évacuer Richmond. Le Président se prépara immédiatement à partir pour Danville (Virginie)². Il s'y procura des locaux et les différents Départements du Gouvernement reprirent leur service normal³. Le 4 Avril, le Président publia une adresse au peuple des Etats Confédérés, dans laquelle il reconnaissait l'important dommage moral et matériel résultant de l'occupation de Richmond par les Fédéraux, mais ajoutait : « Je vous annonce, à vous mes compatriotes, que mon objectif est de soutenir votre cause de tout mon cœur et de toute mon âme ; que je ne consentirai jamais à abandonner à l'ennemi un pouce du sol d'aucun des Etats de la Confédération. Si, sous le poids du nombre, nous nous voyons jamais forcés à une retraite temporaire... nous remonterons petit à petit jusqu'à ce que... l'ennemi se voie forcé de désespérer de sa tâche interminable et impossible⁴ ».

Danville, la nouvelle capitale, fut menacée à son tour et le Président transféra le siège du Gouver-

1. V. J. Davis, vol. II, p. 656.

2. Davis vol. II, pp. 582-3.

3. *Ibid.*, vol. II, p. 576.

4. Richardson, vol. I, pp. 568-9.

nement à Greensboro, dans la Caroline du Nord. C'est là que le Président reçut la nouvelle de la capitulation du Général Lee. Son armée, faible et mal équipée, comprenant 28.231 hommes, se rendait au Général Grant, dont les forces s'élevaient à 162.239 hommes ¹.

Pourtant, de si grands désastres ne déterminèrent pas le Président à abandonner tout espoir. Il écrivit de Greensboro au Général Johnston, demandant des informations et espérant effectuer une nouvelle concentration des forces ². Au cours d'une entrevue avec le Général Johnston, Davis démêla que ce dernier cherchait à entrer en correspondance avec le Général Sherman, afin de savoir s'il donnerait son accord à une suspension d'armes, destinée à permettre aux autorités civiles de conclure les arrangements nécessaires pour mettre fin à la guerre actuelle. Le Président comprit que cette manœuvre équivalait à une soumission et exercerait une action démoralisatrice à la fois sur les troupes et sur la population. Depuis le début de la guerre, le peuple était résolu à ne pas accepter une paix qui ne reconnût pas son indépendance à l'égard du Gouvernement Fédéral. Le Président, en conséquence, s'opposa au plan du Général Johnston. Tous deux discutèrent ensuite le projet d'une retraite vers le Sud-Ouest et, comme d'habi-

1. Rhodes, p. 435; V. J. Davis, vol. II, p. 595.

2. Lettre de J. Davis à Johnston du 14 Avril 1865, Davis, II, p. 679.

tude, le Président fit des concessions aux préférences du Général et ordonna de préparer des dépôts de vivres pour l'armée sur la route que le Général avait choisie¹. Le Président partit ensuite avec son Cabinet et son état-major pour Charlotte (Caroline du Nord). Le 26 Avril, Johnston se rendit au Général Sherman.

Mr. Davis se dirigea au Sud vers Washington (Géorgie) ; les membres de son Cabinet s'éloignèrent de lui les uns après les autres. M. Benjamin, son fidèle ministre, incapable de voyager à cheval, partit par une route différente, il se proposait de rejoindre le Président dans le Département du trans-Mississipi, où l'on projetait de tenter de nouveaux efforts pour restaurer la Confédération. Alors qu'il s'efforçait d'atteindre la région du trans-Mississipi, le Président fut capturé et emprisonné pendant deux ans à la Forteresse Monroë. Jamais ses opinions ne varièrent ; il soutint toujours que la cause pour laquelle il luttait était juste, prononçant les mots suivants avant que les portes de la prison se fermassent sur lui : « Le principe pour lequel nous avons lutté doit fatalement s'affirmer de nouveau, bien que ce puisse être à un autre moment et sous une autre forme² ».

M. Davis eut cinq secrétaires à la Guerre, Wal-

1. Davis pp. 680-1 ; *Southern, Hist. Soc. Papers*, vol. VIII, pp. 103-7.

2. Pollard p. 749 ; Davis, vol. II, pp. 696, 697.

ker, Benjamin, Randolph, Seddon¹ et Breckinridge. Aucun de ces hommes ne s'éleva jamais à une haute situation individuelle comme secrétaire; ils reflétaient simplement la volonté et la politique du Président. Aucun d'entre eux ne fut populaire, non à cause de leurs systèmes, mais parce qu'ils n'en avaient aucun. Benjamin manquait de discrétion dans ses relations avec quelques-uns des principaux généraux confédérés; il fut la cause de maints désaccords fâcheux avec Johnston, Jackson et Beauregard et causa au Président quelques désagréments en le défendant². C'était cependant un homme réellement capable et un conseiller de valeur pour le Président.

Le Président ne fit aucune tentative pour rejeter sur ses secrétaires la faute où la responsabilité des affaires militaires, mais les défendit ouvertement contre toute critique. Lorsqu'une délégation des membres du Congrès de Virginie rendit visite à Mr. Davis et lui exprima son manque de confiance dans son Cabinet, le Président demeura ferme dans son opposition à toute action contre son Cabinet. Le Secrétaire à la Guerre Sedon, reconnaissant que le blâme le visait en particulier, offrit sa démission; Mr. Davis profita de cette occasion pour déclarer que la démission éventuelle de Mr. Seddon

1. De tous les Secrétaires à la guerre, Seddon fut le plus capable et exerça le plus d'influence sur le Président.

2. *O. R. Ser. I*, vol. IV, p. 378; *Ser. I. vol. V*, pp. 4062; 4071-2; 4085-7; 4089; 4090; 4053; 4075.

ne changerait pas la politique ni l'attitude de l'Administration ¹.

La politique militaire de l'Administration était claire dans ses tendances ; son exécution fut poussée avec beaucoup d'énergie. Le Président resta attaché à la Constitution dans les plus petits détails et organisa une machine militaire aussi puissante qu'un chef constitutionnel, s'appuyant sur un corps législatif, pouvait espérer en organiser une.

1. Pollard, pp. 653-4

CHAPITRE IV

La Politique Intérieure.

Le mouvement sécessionniste trouva un grand parti au pouvoir dans le Sud : le parti démocrate. Celui-ci toutefois était divisé par deux tendances politiques : sécessionniste et conservatrice. La première réclamait la sécession sans conditions, tandis que l'autre penchait pour une action commune des Etats esclavagistes dans le sein de l'Union, en vue de maintenir leurs droits par l'unité du parti dans les limites de la Constitution ¹. Les sécessionnistes fondaient leur action sur la conviction solidement ancrée que la direction du gouvernement était tombée dans les mains d'une majorité locale décidée à user de son pouvoir pour détruire les droits de la population du Sud ². Dans le district montagneux du Tennessee oriental, de l'ouest de la Caroline du Nord et de l'Alabama on

1. Hodgson : *The Cradle of the Confederacy*, p. 486 ; Walter L. Fleming : *The Civil War and Reconstruction in Alabama*, p. 28.

2. Discours de Yancey à la Convention sécessionniste [d'Alabama, Hodgson, p. 516-524.

trouvait un petit parti unioniste. Ce parti était composé par une population non-esclavagiste ; il ne jouit jamais d'une influence politique réelle, mais il était opposé au gouvernement confédéré et lui créa certains ennuis pendant la guerre ¹.

Les chefs qui arrivèrent au pouvoir avec le nouveau gouvernement appartenaient à diverses nuances d'opinion politique. Le Président n'était pas sécessionniste et quitta l'Union à contre-cœur ², mais il était partisan résolu des Droits des Etats ³, et, comme leader au Sénat, il avait pris la défense des droits sudistes. Il avait été élevé à West Point et avait eu une brillante carrière, tant militaire que politique. Il avait servi dans les guerres contre les Indiens et s'était distingué au cours de la guerre du Mexique. Il avait été sénateur du Mississippi et le Secrétaire à la Guerre. Quand son Etat se fut retiré de l'Union, il fut nommé commandant en chef de ses forces, et c'est dans ces fonctions qu'il apprit son élection à la présidence des Etats confédérés ⁴. Le vice-président Alexander H. Ste-

1. Fleming, p. 114 ; *O. R. Ser. I*, vol. XVIII, p. 578 ; *Ser. I* vol. IV, p. 240-1 ; *ibid.*, p. 389.

2. Schaff, p. 106, 110, 114, 115.

3. Le parti des Droits des Etats est le nom donné au groupe de penseurs politiques qui estimaient que les Etats individuels jouissaient d'une souveraineté complète et qu'en formant le gouvernement général les divers Etats n'avaient renoncé ni à leur souveraineté ni à leur droit politique de se retirer de la Confédération à volonté.

4. V. J. Davis, vol. II, p. 18 ; Curry, p. 52-3 ; discours de Davis sur la question d'Oregon, Richardson, vol. I, p. 18.

vens, démocrate et partisan des Droits des Etats, était, lui aussi, violemment opposé à la sécession et se sépara de l'Union avec répugnance. Le 14 novembre 1860 il fit un discours en faveur de l'Union qui attira l'attention de tout le pays. Il fut élu à la convention de Géorgie en 1861 et chercha à retarder le décret de sécession ¹. Il était opposé à ce qu'on précipitât la séparation, mais reconnaissait le droit de son Etat à faire scission. Aussitôt que la Géorgie se retira de l'Union, il épousa la cause du Sud et fut désigné comme délégué au Congrès provisoire qui se réunit à Montgomery ².

Le Président ne fut pas choisi par un parti politique ; il n'eut pas non plus pendant la durée de son mandat l'appui de ce qu'on pourrait appeler un parti politique, il fut nommé par des hommes représentant toutes les nuances d'opinion et plaça dans son cabinet et à d'autres postes importants des hommes de toutes les couleurs politiques. Parmi eux se trouvaient de ses anciens rivaux et de ses adversaires de la sécession ³. Dans la constitution de son cabinet il jugea politique de s'assurer le concours de membres de différents Etats et de prendre en considération les vœux de différentes délégations. Il n'était lié par aucune promesse po-

1. Stephenson, p. 7 ; Schaff, p. 121.

2. Richardson, vol. I, p. 174.

3. William E. Dodd. *Expansion and Conflict*, p. 271 ; Nathaniel W. Stephenson, p. 71.

litique et n'avait pas d'amis à récompenser ni d'ennemis à punir. Il désirait nommer Robert Barnwell Rhett de la Caroline du Sud au poste de Secrétaire d'Etat, mais comme la délégation de cet Etat demandait pour M. Memminger le Secrétariat aux Finances, il acquiesça et nomma Robert Toombs de Géorgie Secrétaire d'Etat. Judah P. Benjamin fut nommé attorney général, Reagin ministre des Postes, Mallory Secrétaire à la Marine et Leroy P. Walker, soutenu par la délégation de l'Alabama, fut désigné comme Secrétaire à la Guerre ¹. Le cabinet ainsi formé ne joua jamais un rôle politique bien important dans le gouvernement Davis ². En face des exigences de la situation, le Président jugea convenable d'assumer les pleins pouvoirs plutôt que de dépendre des délibérations du cabinet.

Le gouvernement confédéré naquit au milieu de la guerre, et tout son édifice politique est empreint de l'influence des événements militaires qui se déroulèrent pendant ses quatre années d'existence. La sécession fut accomplie au nom de la théorie des Droits des Etats, et c'est cette question qui dominait les tendances politiques qui se présentèrent

1. V. J. Davis, p. 37-39.

2. Ceci ne signifie pas que Davis n'ait pas consulté son cabinet pour les questions vitales. Par exemple avant de décider si une offensive devait être faite au-delà du Potomac quand les troupes confédérées étaient pressées de près à Vicksburg, le Président exposa son plan au cabinet et obtint son assentiment moins une voix (Reagin, *Mémoires*).

au gouvernement. Chaque Etat avait conscience de sa souveraineté individuelle. Les conflits entre les autorités exécutives et les gouverneurs et représentants des divers Etats constituaient à ce moment la question capitale. Il ne fut pas formé de partis à proprement dire, mais, si nous pouvons les appeler de ce nom, nous dirons qu'il y en avait deux : les forces qui soutenaient le gouvernement et la poursuite centralisée de la guerre et les forces qui s'en tenaient à une action individuelle des divers Etats dans la conduite de la guerre et au maintien de leur égalité politique. En plus de ces deux partis il existait dans certains districts une faction de la paix, de moindre importance toutefois.

Le Congrès provisoire donna à M. Davis son appui sans restrictions. Dans le premier Congrès permanent qui soutint en général le Président, une fraction organisée se montra en partie hostile au gouvernement. Enfin au dernier Congrès un groupe solidement organisé s'opposa à l'action gouvernementale. Le Président ne fit pas preuve dans ses rapports avec le Congrès d'une grande connaissance de la vie politique : il se contenta de se montrer d'une franchise absolue. L'idée qu'il se faisait du pouvoir était une affaire de méthodes et de mesures plutôt que d'hommes et de passions. Alors même que sa popularité n'était pas universelle, c'était pourtant sa main qui menait les affaires de la Confédération. Dans les questions diplomatiques et financières, dans la désignation

des chefs de l'armée, dans les décisions visant la situation militaire, il s'arrogea plus de pouvoir qu'il ne plaisait à des groupes importants dans les divers Etats¹.

Au début on ne se plaignit pas de cette prise de pouvoir parce qu'alors la situation militaire était favorable à l'armée confédérée. Un sentiment de sécurité avait suivi la première bataille de Manassas. On se réjouissait de la reconnaissance par l'étranger comme d'un fait certain, et les hommes politiques du Sud se mirent à chercher de futurs fonctionnaires pour la Confédération. Dans certains milieux on parlait du Général Beauregard comme successeur éventuel de M. Davis. Il répondit à ce mouvement en sa faveur par une lettre au « Richmond Whig » disant qu'il ne fallait pas s'attendre à le voir jamais candidat à un poste qui lui serait offert par la nation ou par le pouvoir exécutif². Robert Toombs s'était retiré du cabinet et fut nommé général de brigade (« brigadier general »). Il était mécontent de son portefeuille de Secrétaire d'Etat sous les ordres de M. Davis et déclarait que le Président réduisait sa situation à celle d'un simple employé³.

Le gouvernement central du Nord et celui du

1. V. J. Davis, p. 159-164; James Kendall, *The Appeal to Arms*, p. 250-1; Pollard, p. 655-6, 653-4; Stephenson, p. 195, 173, 40.

2. V. J. Davis, p. 165-167.

3. Stephenson, p. 61.

Sud avaient tous deux l'espoir d'obtenir le concours des Etats frontières du Maryland, du Kentucky et du Missouri. Tout en étant esclavagistes ces Etats n'avaient pas d'intérêt suffisant à s'allier avec le Sud. Le Maryland était particulièrement nécessaire au Nord à cause de la situation de la capitale fédérale et au point de vue des voies de communication. Lorsque Lincoln demanda des troupes, le gouverneur du Kentucky télégraphia que son Etat ne fournirait pas d'hommes dans « le but criminel de réduire ses Etats-sœurs du Sud » ¹. Le gouverneur ne put toutefois amener son Etat à faire scission, et au mois d'août 1861, dans le parlement régional nouvellement élu, la majorité favorable à l'Union atteint près de trois quarts des membres dans chaque Chambre ². Le gouverneur du Missouri était également partisan de la sécession, mais la rapidité des mouvements militaires effectués par le Nord et la division de l'opinion politique maintinrent aussi cet Etat dans l'Union. Le gouverneur du Maryland désirait rester neutre. La nature du gouvernement confédéré interdisait d'employer la force pour amener les Etats frontières à s'unir au gouvernement central. Puisqu'il était établi que chaque Etat était souverain et indépendant, on ne pouvait s'assurer le concours des Etats frontières que par invitation. Le gouvernement fédéral considéra ces derniers comme faisant

1. O. R. Ser. III, vol. I, p. 70.

2. Rhodes, p. 26.

partie des Etats-Unis ainsi qu'il l'avait fait pour les Etats du Sud et ignora par conséquent toute tendance à la neutralité.

Le Kentucky étant la clef des opérations militaires dans l'Ouest, Davis chercha à l'entraîner dans la Confédération. Aussi, quand les forces nordistes pénétrèrent dans cet Etat, les troupes confédérées en firent-elles autant, et Davis donna ordre au général en chef de publier une proclamation déclarant que l'armée confédérée n'entrait en Kentucky qu'à cause du but précis des Etats-Unis d'envahir le Sud par ce côté-là. Il affirma de plus que les troupes sudistes s'avançaient sans intentions hostiles envers les peuples qui ne s'étaient pas encore prononcés pour les fédéraux ou pour les confédérés. « Si, comme il ne serait pas déraisonnable de le supposer, ces peuples désirent unir leur sort à celui des Etats confédérés auxquels ils sont déjà attachés par tant de liens d'intérêt, alors l'apparition et l'assistance des troupes confédérées les aideront à saisir l'occasion d'exprimer librement et sans biais leur volonté à ce sujet. Mais s'il s'avère, à l'encontre des présomptions, que la majorité de ces peuples désire adhérer aux Etats-Unis et prendre part à la guerre, alors personne ne pourra douter du droit de l'autre belligérant à faire face à cette guerre où et quand bon lui semble ». La proclamation déclarait que l'armée quitterait le territoire du Kentucky aussitôt que seraient prouvées l'existence et l'exé-

cution d'une intention semblable de la part des Etats-Unis ¹.

Le général commandant les forces confédérées en Kentucky informa le Président en septembre 1861 que la « législature » demandait le prompt retrait des troupes sudistes de son sol et que le gouverneur avait publié une proclamation à cet effet. Le général annonçait que la situation militaire ne permettrait pas le retrait, mais déclarait que « tout ordre de Son Excellence serait exécuté promptement et que toute suggestion qu'Elle voudrait faire serait accueillie avec plaisir ² ».

Le gouvernement de Kentucky se plaignit aux gouvernements adverses de la violation de la neutralité de son Etat ³. Le Président de la Confédération fit remarquer que le gouvernement des Etats-Unis avait violé la neutralité du Maryland et du Missouri à la fois et que le gouvernement confédéré respecterait la neutralité du Kentucky aussi longtemps que ses habitants l'observeraient eux-mêmes, mais que la neutralité, pour être en droit d'être respectée, doit être strictement observée par les deux partis ⁴. Néanmoins Davis pria les autorités militaires de traiter le Kentucky avec le plus d'égards possible ⁵.

1. *O. R. Ser. I*, vol. IV, p. 420-4.

2. *Ibid.*, p. 493-4.

3. *Ibid.*, p. 378.

4. *Ibid.*, p. 396-7.

5. *Ibid.*, p. 489.

Une tentative pour s'assurer le concours du Maryland échoua également. Il y avait dans cet Etat un fort sentiment sudiste, mais les forces politiques adoptèrent une attitude neutre qui permit au gouvernement fédéral d'entrer peu à peu en possession de cet Etat. En septembre 1862 le général Lee publia, d'ordre du Président, une proclamation au peuple du Maryland, destinée à exposer le but et les motifs de sa présence dans cette région à la tête d'une armée d'invasion. La proclamation déclarait que l'armée était venue pour aider le peuple dans son choix de ses destinées politiques. « C'est à vous de choisir votre sort librement et sans contrainte. Mon armée respectera votre choix quel qu'il soit ; et alors que c'est avec joie que les peuples du Sud vous verront prendre votre place naturelle auprès d'eux, ils ne vous souhaiteront la bienvenue que si vous venez à eux de votre plein gré ». La proclamation ne provoqua aucune assistance matérielle, et le Maryland fut définitivement perdu à la cause sudiste ¹.

Le gouvernement central des Etats confédérés comprit vite que la guerre durerait longtemps, et l'échec des tentatives auprès des Etats frontières avait fortement augmenté les chances de succès du Nord. Plus le Président s'attribuait de pouvoir, plus l'opposition des divers Etats du Sud se manifestait. Le pouvoir présidentiel ne fut guère atta-

1. V. J. Davis, p. 333-334 ; Rhodes, p. 465-6,

qué pendant la première année de la guerre, mais après les revers militaires du mois de février 1862 (chute des forts Henry et Donelson) la situation changea. La guerre devint dure, opprimante, et un mécontentement général fut causé par la suspension de la loi de l'habeas corpus, par la conscription, les réquisitions et les taxations en nature.

Le 27 février 1862 le Congrès passa une loi autorisant le Président à suspendre les ordonnances de l'habeas corpus et à proclamer la loi martiale dans les régions qu'il croyait en danger d'être attaquées par l'ennemi. Cette loi étendait au Président le pouvoir en question « pour la durée de l'invasion actuelle ». Cependant cette durée fut limitée par une loi du 19 avril qui reconnaissait ce pouvoir au Président seulement jusqu'au trentième jour après la prochaine séance du Congrès et le réduisait aux arrestations exécutées par les autorités centrales pour offense envers les Etats confédérés. Le Président se mit en devoir d'user immédiatement de l'autorité qui lui était ainsi dévolue ¹.

On ne se plaignit pas tout de suite de ce nouveau pouvoir attribué au Président, mais la jalousie des partisans des Droits des Etats commença à s'affirmer. Le vice-président, qui représentait son propre Etat dans une plus large mesure que les intérêts

1. O. R. Ser. I, vol. LI, pt. 2, p. 482, 493, 502; Jones Diary vol. I, p. 113.

des Etats confédérés, se plaignit de ce que l'autorité militaire fût subordonnée à l'autorité civile ¹. Néanmoins le 13 octobre 1862 le Congrès renouvela ce privilège aux mains du Président. Entre temps une tentative infructueuse avait été faite pendant l'été dans le but de réduire la faculté de proclamer la loi martiale ².

Au printemps de 1863 une agitation se produisit pour et contre la suspension du droit de l'habeas corpus, et durant l'hiver de la même année plusieurs lois rigoureuses furent votées pour remédier à la situation désespérée des Etats confédérés. La suspension du droit de l'habeas corpus fut prolongée jusqu'à trois mois après la prochaine session du Congrès, qui devait se réunir le 1^{er} août 1864. Elle fut toutefois limitée aux cas de trahison, de conspiration, de désertion, d'intelligence avec l'ennemi et de commerce illicite avec lui ³.

Mais cette dernière loi, ayant provoqué une opposition résolue, en particulier dans la Caroline du Nord, ne fut pas prorogée par le Congrès à son expiration. En mai la commission sénatoriale de la Justice s'était nettement prononcée contre la prorogation ⁴, et une résolution de la « législature »

1. Moore: *Rebellion Record*, Supplément 1, p. 676 ; Jones Diary, I, p. 163.

2. Jones Diary, I, p. 150, 157-8, 166, 169.

3. Loi du 15 février 1864.

4. *Richmond Examiner*, 1^{er} juin 1864.

de la Caroline du Nord protestant contre la dite mesure avait été présentée au Sénat ¹.

En Géorgie aussi l'animosité contre la suspension des libertés civiles était grande. L'Assemblée Générale entra en conflit avec le Congrès National en faisant passer une loi décidant que la juridiction de tout tribunal qui refuserait d'accorder une ordonnance d'habeas corpus à une partie lésée, devrait payer 2.500 dollars ². Le vice-président Stevens mit le gouvernement dans l'embarras en déclarant dans un discours à la « législature » de Géorgie en mars 1864 que la politique du gouvernement était peu sage, anti-constitutionnelle et dangereuse pour la liberté publique ³. Il pria la « législature » de sommer le Congrès d'abroger la loi et entre temps d'attendre les décisions des tribunaux quant à sa constitutionnalité. En conséquence de quoi la « législature » vota le 19 mars une résolution condamnant la loi de suspension et déclarant qu'elle constituait une atteinte aux libertés populaires et une usurpation de pouvoir ⁴.

Le Congrès comprit qu'il était inutile d'essayer d'imposer cette mesure au peuple en face d'une opposition aussi résolue menée par des hommes tels que le vice-président, les gouverneurs de Géorgie

1. *Ibid.* 9 juin 1864.

2. *Ibid.* 3 février 1864.

3. Cleveland, *Stevens*, p. 61.

4. *O. R.* 4 Ser. III, p. 279.

et du Mississipi et par l'opinion publique en général ¹.

La question se poursuivit sur la question de l'habeas corpus à la dernière session du Congrès, qui commença le 7 novembre 1864. Le gouverneur de Géorgie protesta vigoureusement contre un accroissement de pouvoir donné au Président ², et le Sénat de Virginie jugea recommandable de protéger les citoyens de ses Etats contre les empiètements faits sur leurs droits par des lois envisagées par le Congrès. Le Sénat confédéré vota un bill autorisant le Président à révoquer les autorités civiles, mais le bill échoua devant la Chambre ³. Celle-ci toutefois changea d'avis pendant les derniers jours du gouvernement confédéré et vota une loi suspendant les ordonnances de l'habeas corpus, mais ce fut alors le Sénat qui ne suivit pas ⁴.

Dans le Nord, le Président Lincoln, par un ordre au général Scott, commandant en chef de l'armée, l'autorisa à suspendre personnellement ou par délégation, si besoin s'en faisait sentir, pour la sécurité publique, le droit de l'habeas corpus en n'importe quel point de la zone des armées, entre Philadelphie et Washington ⁵. Le Président des

1. *O. R. I Ser. LII*, pt. 2, p. 648 ; résolution du Mississipi 5 avril 1864 ; *Richmond Examiner*, 9 février 1864.

2. *Richmond Examiner*, 9 février 1864.

3. *Ibid.* 14 décembre 1864.

4. *Ibid.* 6, 17, 19, 21, 23 décembre 1864.

5. *Jones Diary*, II, p. 450 ; Campbell, *Reminiscences*, p. 50, 54.

6. *Rhodes*, p. 48.

Etats confédérés ne s'arrogea jamais semblable pouvoir, car le Congrès sudiste déclarait que le pouvoir de suspendre le droit n'était dévolu qu'au Congrès, juge exclusif de la nécessité d'une pareille suspension¹. Les pouvoirs militaires du Président confédéré étaient presque absolus ; cependant, il ne pouvait courir le risque d'assumer autant de pouvoir civil que Lincoln, à cause de l'attachement extrêmement solide du Sud aux Droits des Etats.

Au début, Davis ne désirait pas suspendre les libertés civiles. Il consacrait son temps sans restriction aux affaires militaires. Toutes ses paroles prononcées en public avaient été pour affirmer que le peuple luttait pour ses libertés constitutionnelles. Son optimisme était indéfectible, et, sur beaucoup de points secondaires, il s'en tenait à la théorie des Droits des Etats, mais il s'occupa de l'organisation militaire avec une détermination farouche souvent en opposition avec l'idéal des divers Etats. Dans son second discours inaugural, il fit allusion à la suspension des libertés civiles décrétée par le Président des Etats-Unis et déclara : « Nous pouvons nous réjouir d'avoir pour toujours rompu nos relations avec un gouvernement qui piétine ainsi les principes de la liberté constitutionnelle². »

1. Loi du 15 février 1864.

2. Discours inaugural, 22 février 1862, Richardson, p. 483-488 ; Message 20 juillet 1861, *Ibid.*, p. 117-124.

La situation militaire devenant de plus en plus désespérée, le gouvernement se trouva obligé d'insister sur la suspension des libertés civiles qui fut toujours impopulaire dans le Sud et mena à des conflits plus âpres à mesure que la guerre se poursuivait.

Les tendances anti-gouvernementales étaient aussi fortes dans la Caroline du Nord qu'en Géorgie. La centralisation du pouvoir était violemment attaquée. Les griefs comprenaient : la suspension du droit de l'habeas corpus, la conscription, les réquisitions de matériel pour l'armée et l'imposition. Le gouverneur de la Caroline du Nord déclara dans une adresse à l'Assemblée Générale, en automne 1862, que la suspension des autorités civiles donnait au Président trop de pouvoir ¹.

Puis, plus tard, un conflit éclata entre les autorités confédérées et les tribunaux de la Caroline du Nord. La Cour décréta qu'elle pouvait accorder des ordonnances de l'habeas corpus et assurer la libération de personnes arrêtées et détenues par les autorités confédérées ². La situation paraissait grave, le gouvernement confédéré persistant à ignorer la décision de la Cour suprême de la Caroline, un grand ressentiment se manifesta au parlement de cet Etat ³. Le Secrétaire à la Guerre résolut la dif-

1. *Raleigh Progress*, 17 et 27 novembre 1862.

2. *North Carolina Standard*, 16, 26 juin, 14 juillet 1864.

3. *N. C. Standard*, 16 juin 1863.

ficulté en réprouvant toute atteinte aux droits des autorités des Etats ¹.

L'Assemblée Générale protesta à maintes reprises et condamna la politique de subordination des libertés civiles à l'autorité militaire à cause du caractère inconstitutionnel des tentatives en vue de renverser la souveraineté des Etats ². Une loi régionale fut votée le 28 mai 1864 pour assurer l'exécution des ordonnances de l'habeas corpus. Le sentiment unanime et l'état d'esprit de l'Assemblée Générale furent exprimés par un de ses membres qui dit : « Au lieu d'une confédération d'Etats libres et indépendants, nous avons établi un despotisme militaire consolidé par une énorme puissance » ³. Le gouverneur jugea difficile de rester champion de la cause du Sud et, en même temps, partisan irréductible des Droits des Etats. C'est ce dernier rôle qu'il se décida à assumer, mais lorsque le parti pacifiste crut dans son Etat, il fut amené à prendre parti pour les autorités confédérées.

La forte animosité contre la suspension des libertés civiles qui se rencontrait dans toutes les parties du Sud était reflétée par les représentants au Congrès. Ce dernier corps se trouvait en face d'une situation difficile. Le Président expliqua

1. *Ibid.* 10, 17 novembre 1863.

2. *Raleigh Progress*, 26, 27 mai, 10, 12, 13 décembre 1864 ; 17 janvier 1865 ; résolution de la Caroline du Nord, 6 février 1865,

3. *N. C. Standard*, 10 juin 1864.

l'urgente nécessité d'une suprématie militaire en face de l'ennemi tandis que le peuple s'en tenait à ses anciens droits de liberté civile. A la session du Congrès au printemps de 1863, une loi fut présentée en vue d'investir le Président du pouvoir de suspendre le droit de l'habeas corpus. Après un violent débat, un ordre du jour fut voté qui condamnait la loi martiale par quarante cinq voix contre vingt-sept¹. Deux semaines plus tard le « Charleston Mercury » déclarait : « La mesure est morte quant au présent, mais le pouvoir est toujours rétif et enclin à accumuler le pouvoir ; et si la guerre continue, il n'y a pas de doute que d'autres efforts seront tentés pour faire du Président un dictateur. Que le peuple conserve les yeux sans cesse fixés sur ses représentants en ce qui concerne cette question vitale ; et si l'on devait s'efforcer à nouveau de suspendre le droit de l'habeas corpus, qu'il demande qu'un vote nominatif fasse connaître ceux qui veulent abattre ses libertés². »

A peine moins impopulaire que la suspension des libertés civiles, était la conscription. Les armées confédérées avaient été constituées au début par des volontaires. L'esprit guerrier était si répandu que les gouverneurs des divers Etats et le gouvernement de la Confédération trouvèrent plus

1. Stephenson, p. 82-85.

2. *Ibid.*, p. 85-86.

de volontaires qu'ils n'en pouvaient équiper ; le Président déclara qu'il était inutile de créer plus d'enthousiasme, mais qu'il fallait organiser les forces mises à la disposition du gouvernement. Cependant par la suite on eut besoin d'employer toute la capacité du Sud en hommes. En avril 1862, une loi sévère de recrutement fut votée. Cette loi autorisait le Président à appeler sous les drapeaux tous les blancs, de dix-huit à trente-cinq ans, pour une période de trois ans de service obligatoire et obligeait ceux qui s'étaient déjà engagés volontairement à servir pendant trois ans à partir de la date de leur engagement. Le 27 septembre de la même année on rendit la loi encore plus rigoureuse en autorisant le Président à appeler tous les hommes de 18 à 45 ans, et le 17 février 1864 la loi fut étendue à tous les blancs du sexe masculin de 17 à 50 ans. Il y avait cependant certaines exemptions pour des emplois spécialisés ; elles étaient nécessaires au bien-être du pays. Toutefois Davis était partisan du service militaire de tous les hommes, sans distinction, et de la mobilisation, sous la direction des autorités gouvernementales. Il s'opposa aux sursis des rédacteurs de journaux, et ceci lui nuisit en lui attirant l'inimitié de cette classe¹.

Les pouvoirs attribués au chef du Pouvoir Exécutif par le Congrès se heurtèrent aux sentiments, si profondément ancrés dans le Sud, en faveur des

1. Stephenson, p. 160.

Droits des Etats. La difficulté de mettre une autorité militaire, fortement centralisée, d'accord avec une fédération relâchée d'Etats représentait un gros problème politique.

George Davis, attorney général, chercha à vaincre la difficulté constitutionnelle en soutenant la loi de recrutement du 16 avril 1862 par une opinion émise peu après le vote de cette loi. Il se prononçait en faveur d'un pouvoir central de guerre puissant tout en admettant les Droits des Etats¹. La situation fut aplanie par les Cours des divers Etats qui soutinrent la constitutionnalité de la loi de recrutement en tant qu'inévitable mesure de guerre².

La Cour de Géorgie soutint elle aussi le caractère constitutionnel de la loi, mais le gouverneur de cet Etat la déclara inconstitutionnelle et se refusa à la laisser appliquer dans son Etat, défiant ainsi les autorités confédérées³. La majorité de l'Assemblée Générale se rangea à l'avis du gouverneur, en déclarant que le Congrès n'avait pas le pouvoir de lever des hommes pour le service militaire sans l'approbation simultanée des Etats. La minorité approuva l'action entreprise par le Congrès.

L'attitude de la Caroline du Nord était encore

1. L'attorney général G. Davis au Président J. Davis, 16 mai 1862; Opinions des attorneys gén.

2. O. R. 4, Ser. II, p. 477.

3. Stephenson, p. 56; O. R., Ser. I, vol. IV, p. 4416-20, 4428-29; 4433, 4454-6; II, p. 2, 40 et ss., p. 428 et ss.

plus opposée à la politique de conscription du Président¹. Dans cet Etat, le ressentiment général contre l'oppression du gouvernement central était très violent, et l'Assemblée Générale l'exprima en protestant formellement contre la politique de conscription et, plus tard, en faisant passer une loi en contradiction directe avec celle du Congrès et qui exemptait les meuniers, les forgerons et d'autres du service militaire².

Le gouverneur Vance se joignit au mouvement populaire contre l'empiètement des autorités militaires et adressa, en diverses occasions, des protestations au Département de la Guerre. Dans un discours à la « législature » il disait : « Il est mortifiant de voir des brigades entières de soldats de la Caroline du Nord commandés par des étrangers ; et, dans bien des cas, nos propres colonels aguerris doivent céder leur place à des colonels d'Etats lointains³ ». Il s'indignait que le Département de la Guerre eût déclaré que son Etat était tiède dans son attachement à la cause du Sud. Il adjura le Département de la Guerre de suspendre le recrutement dans les régions montagneuses de l'ouest de la Caroline du Nord où l'opinion était rebelle aux autorités confédérées. Le Département s'y refusa toutefois⁴.

1. Dodd, p. 312.

2. *Richmond Examiner*, 9 juin 1864 ; Jones Diary, II, p. 439.

3. Stephenson, p. 76-77.

4. O. R. IV, Ser. II, p. 80, 87, 446-7, 375, 787 ; Jones Diary, I, p. 292, 340, II, p. 162-3, 190.

La Caroline du Nord avait tardé à faire scission et n'avait pris cette décision que lorsque Lincoln lui eût demandé des troupes pour obliger les Etats du Sud à rentrer dans l'Union ; mais l'ayant prise, elle fit preuve du plus grand patriotisme en fournissant des troupes à la cause des Etats confédérés. Le 1^{er} mai 1861, le gouverneur avait télégraphié au Président des Etats confédérés qu'une résolution de l'Assemblée Générale l'avait autorisé, sans restriction, à envoyer des troupes en Virginie et que l'esprit de guerre était si grand que plus d'hommes s'offraient que le gouvernement de son Etat n'en pouvait équiper¹. Cependant le gouverneur avait informé le Secrétaire à la Guerre qu'il désirait que ses troupes fussent considérés comme troupes d'un Etat, espérant maintenir ainsi la cohésion de ses forces².

Les lois de réquisition constituaient une autre cause de mécontentement. L'armée ne pouvait compter pour ses approvisionnements sur une vente volontaire de produits de la part des fermiers et des marchands. Le Congrès se convainquit que le gouvernement pourrait éviter de payer les prix exorbitants demandés et vota une loi instituant des bureaux d'évaluation qui devaient déterminer la valeur des marchandises réquisitionnées au cas où les propriétaires et les autori-

1. O. R. Ser. I, vol. I, p. 489.

2. O. R. Ser. I, vol. I, p. 487.

tés militaires ne tomberaient pas d'accord sur le prix ¹. Le Président et les divers gouverneurs coopérèrent à la nomination de semblables commissions, chargées de publier périodiquement des tarifs officiels que les préposés aux réquisitions appliquaient à leurs marchés pour approvisionner l'armée. Le but de cette politique était d'encourager une augmentation dans la production des céréales et dans l'élevage du bétail, ainsi que la vente au gouvernement des produits en excédent ².

Bien que militairement nécessaire, cette politique produisit une réaction au détriment du gouvernement confédéré. Elle eut pour résultat que personne ne voulut vendre au gouvernement, du moment qu'on pouvait retirer des produits deux fois plus en les vendant au voisin ³. Ce procédé risquait de troubler les conditions de l'offre et de la demande et diminuait effectivement la quantité disponible des produits.

Les lois de réquisition donnaient à l'autorité militaire un pouvoir arbitraire étendu dont elle semblait abuser dans certains districts. Des soldats sans grade et d'autres agents irresponsables du gouvernement se montraient durs en traitant avec les particuliers ⁴. En automne 1863, le gou-

1. Loi du Congrès confédéré du 26 mars 1863.

2. Message présidentiel au peuple, *Richmond Examiner*, 16 avril 1863.

3. Joseph E. Johnston, *Narrative*, p. 423; O. R. ser. IV, vol. III, pp. 594-7; *Richmond Examiner*, 14, mars 1863.

4. O. R. I, ser. vol. XXXI, pt. 3, p. 677, 710-11; LI, pt. 2, p. 696.

verneur de la Géorgie déposa un projet de loi prévoyant des punitions sévères en cas de réquisition par des personnes non autorisées. La « législature » vota la loi, mais elle semble être restée sans effet, puisqu'un an après le gouverneur publia une proclamation mettant les citoyens en garde contre des bandes de cavaliers confédérés qui infestaient certaines parties de l'Etat, déroband et pillant, sous le prétexte de réquisitionner des approvisionnements pour l'armée ¹.

On rencontrait la même animosité contre les réquisitions dans la Caroline du Nord. En décembre 1863, l'Assemblée Générale protesta par résolution contre les réquisitions illégales et, au printemps suivant, le gouverneur Vance réitéra ses plaintes contre les bandes de soldats pillards ². En Alabama et en Virginie, les « législatures » prirent des mesures contre ces violences illégales, et vers la même époque, une proposition de loi fut déposée au Sénat confédéré dans le même but. Le mécontentement relatif aux lois de réquisition se manifestait dans tout le Sud.

Ces lois semblaient aggraver le fardeau de la guerre car elles décourageaient les gens qui amenaient les denrées aux marchés. La difficulté principale pour l'obtention de provisions alimentaires résidait dans le manque de moyens de

1. Message, 5 nov. 1863 ; loi de la législature de Georgie du 14 déc. 1863 ; *O. R.* 4 ser. vol. II, p. 493.

2. *O. R.* 4 ser. vol. II, p. 1066.

transport, et tout ce qui poussait les fermiers à garder leurs denrées chez eux, nuisait à la cause confédérée.

L'exercice de cette autorité arbitraire par le gouvernement central amena un conflit général avec les gouvernements des Etats et permit au parti des Droits des Etats de faire entendre sa voix. En Géorgie, le gouverneur s'opposa à la politique gouvernementale dans ses lettres au Département de la Guerre et se vit soutenu par la Cour suprême, qui était d'avis que les autorités confédérées eussent à payer le sucre réquisitionné suivant une honnête évaluation et non pas à un prix arbitrairement fixé, et que, au surplus, la loi de réquisition était inconstitutionnelle. Un choc menaçait de se produire entre les deux gouvernements, mais il fut détourné, notamment par des amendements à la loi, en date des 16 et 17 février 1864 qui tendaient à systématiser les méthodes de réquisition ¹. Les autorités de la Caroline du Nord continuèrent à s'opposer aux tendances centralisatrices qui livraient leur autonomie à l'organe toujours plus puissant de centralisation militaire de Richmond. Des chefs comme le vice-président et le sénateur Toombs penchaient pour l'Etat plutôt que pour le gouvernement central ². Le vice-président exprima sa

1. Jones, *Diary*, II, p. 99.

2. *Ibid.* II, p. 193-94.

conviction que le chef du Pouvoir exécutif cherchait des pouvoirs dictatoriaux et avait délaissé ses anciennes vues favorables aux Droits des Etats¹. Le sénateur Toombs alla jusqu'à dire : « J'ai ouï dire que nous ne devons pas sacrifier la liberté à l'indépendance... les deux sont inséparables... si nous perdons notre liberté, nous perdrons notre indépendance... J'aimerais mieux voir tout le pays transformé en cimetière de la liberté qu'en demeure d'esclaves »².

E. A. Pollard, directeur du « Richmond Examiner », était un adversaire acharné du gouvernement ; il attaquait, sans relâche, le Président pour ses tendances dictatoriales et dénigrait constamment les travaux du Congrès³.

En Virginie, les amis de J.B. Floyd qui avait été sommairement cassé de son grade dans l'armée, pour sa capitulation précipitée dans le fort Donelson en février 1862, faisaient de leur mieux pour entraver le Pouvoir exécutif confédéré. Yancey lui-même employait son adresse à attaquer le nouveau gouvernement⁴. Cette attitude antigouvernementale se traduisit, au Congrès par l'envoi d'une délégation, auprès du Président, pour le prier de dissoudre son cabinet et de ne

1. *O. R.* ser. 4, vol. III, p. 279-80 ; Lettre de A. H. Stevens à H. V. Johnson.

2. Stephensen, p. 90-91.

3. Alfriend, *Davis*, p. 328 ; Pollard, *Davis*, p. 460, 462-3, 446 ; Jones, *Diary*, II, p. 449, 454.

4. Dodd, p. 342.

garder que le Secrétaire Trenholm. A la suite de quoi, Seddon, Secrétaire à la Guerre, démissionna. Mais le Président ne voulut pas que les autres membres de son cabinet fussent révoqués ¹.

Le « Richmond Examiner » était tellement irrité de la politique militaire de Davis qu'il déclara que la chute de la Nouvelle-Orléans et la prise de Vicksburg étaient une bénédiction déguisée en ce qu'elles mettaient fin au régime de favoritisme qui présidait à la nomination des généraux et en ce qu'elles arrêtaient l'immixtion officielle, dans l'armée et dans la conduite des opérations sur le front occidental. Il ajoutait que, du moment où il devenait impossible au gouvernement central d'envoyer des ordres télégraphiques aux officiers commandant les troupes, la chance tournerait en faveur du Sud sur les champs de bataille ².

Une autre attaque fut dirigée contre le pouvoir du Président par le dépôt, sur le bureau du Congrès, d'un projet de loi stipulant que le poste de chaque membre du cabinet changeât de titulaire tous les deux ans. Cette loi visait directement les Secréétaires Benjamin et Memminger ; elle fut approuvée par la commission de législation judiciaire du Sénat, mais ne passa pas ³.

1. Jones, *Diary*, II, p. 415, 421, 422; *Raleigh Progress*, 4 et 20 février 1865.

2. *Richmond Examiner*, 5 oct. 1864.

3. Jones, *Diary*, II, p. 162, 132.

Les pouvoirs, prétendus despotiques, du Président furent encore blâmés quand il appela les milices des Etats, méconnaissant ainsi les droits de chaque Etat. Le gouverneur de Géorgie figura parmi les chefs de ce mouvement et entretint une correspondance mordante avec le Secrétaire à la Guerre. Son inconséquence éclata dans ses reproches au Département de la Guerre de n'avoir pas empêché l'avance du général Sherman en automne 1864, d'une part et, d'autre part, dans son refus de « satisfaire les ambitions du Président et... de sacrifier le dernier vestige de souveraineté de son Etat en plaçant les restes de sa milice sous les ordres du Président ». Le Département tenta de calmer le gouverneur mais sans compromettre les intérêts du gouvernement confédéré. De telles difficultés étaient inévitables, quand on considère les solides convictions du Sud en faveur des Droits des Etats devant la nécessité d'une autorité militaire fortement centralisée pour poursuivre une grande guerre ¹.

Au début de la guerre, le gouverneur de l'Arkansas avait protesté avec modération, mais non sans raison, contre l'autorité militaire. La contestation avait pris naissance à la suite d'une proclamation du général Mc Cullock réclamant des hommes des Etats d'Arkansas, de Louisiane et

1. Jones, *Diary*, II, p. 292, 348, 341; O. R. ser. I, LII, pt. 2, p. 727, 736, 754, 760, 764, 778, 796, 803.

du Texas. Les autorités civiles de l'Arkansas n'avaient pas été consultées sur cet appel. Le gouverneur protesta contre ce manque de bien-séance auprès du chef du Pouvoir exécutif et ajouta qu'il continuerait à se plier aux demandes des autorités confédérées comme à un devoir constitutionnel; mais il réprouvait l'attitude adoptée par l'officier confédéré en publiant semblable proclamation. Le gouverneur déclarait qu'il n'était pas sans savoir qu'une loi du Congrès provisoire autorisait le Président à recevoir au service du gouvernement confédéré les forces, alors au service des Etats, qui seraient offertes ou s'offriraient volontairement avec le consentement de leur Etat, mais qu'il n'avait pas connaissance que le pouvoir législatif eût empiété sur les prérogatives des Etats au point d'autoriser une levée de troupes par des autorités autres que celles des Etats et que, si telle était la loi, il ne se soumettrait qu'à contre-cœur à une innovation aussi grave pour les Droits des Etats ¹.

Plus tard, en réponse à une lettre du gouverneur de l'Arkansas, le Président exposa la politique qu'il ne cessa de suivre pendant toute la guerre. La tâche difficile du Président était d'expliquer le but de ses mouvements militaires sans en révéler le secret. « Il est vrai sans aucun doute que certains hommes dans l'armée sont profondé-

1. O. R. ser. I, vol. III, p. 740-41.

ment affectés de savoir que leurs foyers sont aux mains de l'ennemi et que des hommes restés chez eux dans de telles conditions sont par là-même empêchés de prendre du service. C'est pourquoi, ainsi que pour d'autres raisons plus puissantes, notre politique a toujours tendu à ne pas céder un are du territoire confédéré. Mais le pouvoir n'a pas toujours égalé la volonté. Nos désastres récents ne feront, j'espère, qu'encourager les vrais citoyens de la Confédération à de plus grands efforts... et si tout homme en état de porter les armes, qu'il soit ou non soumis à la conscription, voulait se rallier à l'étendard de son pays, je possède la certitude inébranlable que nos succès seraient porportionnés... à la justice de notre cause... Aucun effort ne doit être épargné pour protéger les défenses du territoire situé au-delà du Mississipi et développer ses ressources de manière à satisfaire aux exigences de la lutte... L'officier nommé au commandement de cette zone est un homme qui, j'en suis certain, gagnera votre confiance et votre estime... Il est de son devoir de défendre dans les limites de son pouvoir toute partie du territoire placé sous ses ordres ; mais il faut qu'avec des vues larges il abandonne des points sans importance pour pouvoir rester sur d'autres points importants quand tous ne peuvent être couverts ; et si à un certain moment vous n'étiez pas à même de comprendre dans quel but une certaine distribution des troupes a été faite

et s'il était nécessaire de garder à ce moment le secret sur les opérations, j'espère que vous sauriez attendre le développement des événements... L'avenir des Etats du Trans-Mississipi ne dépend pas que de la sagacité militaire. Il faut que la fusion politique soit réalisée avec l'élément militaire dans le problème qui se pose devant nous, ainsi que le succès du général dépendant de la coopération des gouverneurs des Etats. Je ne doute pas qu'il suffise qu'il y ait intelligence entre nous pour que l'uniformité de nos conclusions s'ensuive ». Le Président pria de plus le gouverneur d'insuffler la confiance au peuple et de prôner l'union sans laquelle la cause deviendrait désespérée ¹.

Lorsque les forces fédérales vinrent à inquiéter sérieusement la Caroline du Nord, un sentiment d'amertume se manifesta contre les autorités centrales de Richmond. La convention de l'Etat invita le Président à renvoyer les troupes de la Caroline du Nord pour défendre leur propre province, et le gouverneur de l'Etat annonça son intention de constituer des corps indépendants pour la défense de son Etat ². Le gouvernement avait cependant aussi ses soutiens : un journal déclarait qu'il serait assez tôt pour distraire de leur tâche les assemblées consultatives, sous prétexte de viola-

1. O. R. ser. I, vol. XXII, pt. 2, p. 931-33.

2. O. R. ser. I, vol. LI, pt. 2, p. 471; Jones, *Diary*, I, p. 498-9.

tion imaginaire des lois constitutionnelles, quand l'indépendance serait un fait accompli, et qu'alors seulement la souveraineté des Etats serait une réalité ¹.

La Chambre de la Caroline du Nord vota une loi pour le recrutement séparé d'hommes, en vue de défendre cet Etat, mais le Sénat la rejeta donnant ainsi satisfaction aux autorités confédérées. Les partisans des Droits des Etats déclarèrent leur dévotion aux Etats confédérés et à la cause du Sud, mais affirmèrent que leur premier devoir allait à leur propre Etat, dont la défense immédiate devait être leur préoccupation majeure ².

Les Etats étaient jaloux de leurs prérogatives, et la nomination par le gouvernement confédéré de personnes ne résidant pas dans l'Etat, à des postes civils ou militaires, causa du ressentiment. Le peuple de Géorgie était froissé que des fonctionnaires ne résidant pas dans leur Etat réquisitionnassent leurs biens au profit de l'armée ³. En automne 1862 le gouverneur de la Caroline du Nord s'éleva violemment contre le gouvernement central qui avait nommé des étrangers au commandement des troupes de son Etat ⁴. Il se plaignit aussi que les lois de recrutement et les lois

1. *Petersburg Express*, 19 déc. 1862.

2. *Raleigh Progress*, 27 déc. 1862 ; 3, 14, 27, 30 janv. ; 2, 3 février 1864.

3. Jones, *Diary*, II, p. 92.

4. Message du gouverneur Vance, 17 nov. 1862 ; *Raleigh Progress*.

fiscales fussent appliquées dans son Etat par des hommes originaires d'autres Etats ¹. En automne 1863, il menaça de rappeler des autres Etats les troupes de la Caroline du Nord ².

Dans l'Etat d'Alabama le « Montgomery Mail » disait : « Les tendances de notre époque vont à la monarchie... Toutes les décisions que nous avons prises durant les quatre dernières années mènent au despotisme militaire ³ ». Les relations étaient moins tendues entre le gouvernement confédéré et la Virginie. Une grande partie de la guerre se passa dans cet Etat, et c'est par des troupes de tous les Etats que la Virginie était protégée. Aussi trouva-t-elle naturellement moins à se plaindre des autorités centrales.

Le 24 juillet 1863 le Président écrivit au gouverneur de la Caroline du Nord une lettre confidentielle demandant des renseignements sur Holden qui était à la tête d'un parti de résistance ouverte au gouvernement confédéré, dans cet Etat. Le Président affirmait que la question lui paraissait assez grave pour le décider à s'en entretenir avec le gouverneur. Le gouverneur reconnut la gravité de la question et conseilla à Davis de tenter d'entamer des négociations avec l'ennemi. Le Président répondit par une longue lettre, disant ceci : « Je ne peux pour le moment me souvenir

1. O. R. I., ser. vol. LI, pt. 2, p. 818, 824, 830, 844.

2. *Ibid.*, p. 764-5.

3. Stephenson, p. 162.

d'une seule occasion où j'aurais manqué d'affirmer que notre seul désir est la paix, et la seule condition « sine qua non » était précisément celle que vous proposez, à savoir qu'on nous laisse tranquilles... Pour parvenir à obtenir la seule condition que vous et moi puissions accepter, il faut que la lutte continue jusqu'à ce que l'ennemi chasse de son esprit sa vaine confiance en notre soumission ¹ ».

Parmi les citoyens de la Caroline du Nord, nombreux étaient ceux dont l'attachement à la cause sudiste était faible. De fréquentes réunions publiques eurent lieu dans les régions ouest de cet Etat après le milieu de l'année 1863. Beaucoup de motions furent votées en faveur d'une paix honorable et de la « Constitution telle qu'elle est, de l'Union telle qu'elle était ² ». Des tendances pacifistes se manifestèrent aussi parmi les Missisipiens ³. D'accord avec Brown, son gouverneur, la Géorgie était prête à accepter en janvier 1865 n'importe quelles conditions de paix ⁴.

La population non-esclavagiste de la Caroline du Nord ne cessait de témoigner son mécontentement; elle se plaignait de supporter le fardeau d'une guerre dont les sacrifices, disait-elle, étaient consentis surtout au profit des esclavagistes pour

1. V. J. Davis, p. 452-464; O. R. ser. I, vol. LI, pt. 2. p. 807-8.

2. N. C. Stoddard, juillet 1863, août 1864.

3. O. R. ser. I, vol. XXXII, pt. 3, p. 625-7.

4. Raleigh Progress, 5 janv. 1865.

lesquels la guerre était menée et dont la plupart habitaient d'autres Etats. Elle reprochait aux Etats cotonniers d'avoir rompu l'Union sans bonnes raisons et de se montrer incompetents dans la direction des affaires du nouveau gouvernement¹. W. W. Holden, chef du parti de la paix, avait provoqué, dès avant 1860, de l'agitation en faveur de l'imposition des esclaves par une taxe ad valorem². En été 1863, il organisa un parti qui causa aux autorités de Richmond quelques ennuis, bien que le gouverneur réduisît d'abord son importance au minimum³. Le « Raleigh Progress » soutenait que l'Etat restait loyaliste⁴. Vers le mois de septembre 1863, toutefois, les réunions publiques dans les districts occidentaux protestant contre le despotisme militaire et contre la charge des impôts et réclamant la paix, étaient devenues tellement nombreuses qu'elles ne laissaient plus de doute sur la force du mouvement populaire de résistance aux autorités confédérées. Ceci provoqua un changement dans l'attitude du gouverneur Vance qui publia le 7 septembre une proclamation adjurant le peuple de ne pas chercher à parer aux maux d'une révolution en se jetant dans une autre⁵.

Lorsqu'en 1864 l'époque de la campagne pour

1. *N. C. Standard*, 16 oct. 1863.

2. Moore, *History of North Carolina*, p. 137.

3. V. J. Davis, II, p. 452-4; *O. R.* ser. I, vol. LI, pt. 2, p. 739-40.

4. *Raleigh Progress*, 7, 9, 26 sept. 1863.

5. *O. R.* ser. IV, vol. II, p. 794.

l'élection du gouverneur approcha dans la Caroline du Nord, les idées du gouverneur Vance vinrent à évoluer. Comme sa réélection était proche, il préféra sans doute se présenter plutôt comme soutien du gouvernement confédéré que comme représentant du parti pacifiste. Ce parti avait perfectionné son organisation au cours des nombreuses réunions tenues après le milieu de 1863 pour protester contre le fardeau de la guerre, et s'était fortifié politiquement grâce à l'attitude prise par le vice-président Stephens, le gouverneur Brown et d'autres chefs politiques. Le parti réclamait la conclusion immédiate de la paix sur la base de l'indépendance ou sinon sur la meilleure base possible. Un de ses principaux organes écrivait : « Si le peuple de la Caroline du Nord est partisan du recrutement, des réquisitions et des saisies perpétuelles pour poursuivre une guerre perpétuelle, dévastatrice et épuisante, qu'il vote pour le gouverneur Vance, car il est d'avis de lutter jusqu'au bout ; mais, si le peuple croit, d'après les expériences pénibles des trois dernières années, que ce n'est pas par l'épée que nous pourrions terminer la guerre, et penche pour que des démarches soient entreprises par les Etats en vue d'amener le gouvernement général à entamer des négociations pour une paix honorable et rapide, alors qu'il vote pour M. Holden ¹ ». Bien que partisan

1. *Raleigh Progress*, 7 juin 1864.

de la paix, Holden déclara nettement qu'il ne voulait pas que les Etats se séparassent de la Confédération, ajoutant toutefois que, même s'il avait de semblables convictions, il ne serait pas plus traître que ne l'avait été la majorité en 1860-61 ¹. D'autre part, le gouverneur Vance, impatient et désireux de défendre l'Etat contre les empiètements du gouvernement central, avait néanmoins déclaré que la poursuite de la guerre était nécessaire. Il s'opposa fermement à la réunion d'une convention de son Etat dans le but d'amener des négociations de paix et pria le gouverneur de Géorgie d'empêcher une convention dans cet Etat-là ². Le gouverneur Vance fut réélu en août 1864 à une majorité écrasante, bénéficiant de 50.070 voix contre 14.491 à Holden ³. Ce fut un triomphe pour le parti de la guerre et pour la politique d'organisation poursuivie par le chef du Pouvoir exécutif. Le Président n'avait pas davantage pris part à cette campagne politique qu'il ne prit part à d'autres, se bornant à s'adresser publiquement à tout le pays pour défendre sa propre politique et à inspirer une attitude patriotique et résolue en vue de poursuivre la guerre jusqu'à une conclusion heureuse.

Les Etats étaient aussi irrités contre le gouverne-

1. *N. C. Standard*, 4 juin 1864.

2. Jones, *Diary*, II, p. 290; *O. R.* I, ser. vol. XLVI, pt. 2, p. 4093-5; *Raleigh Progress*, 20 avril, 19 mai, 5 juil., 2 déc. 1864.

3. Moore, II, p. 264; *Raleigh Progress*, 6 oct. 1864.

ment central à cause des restrictions qu'il voulait apporter à la spéculation commerciale, consistant à fréter des navires pour exporter le coton et importer des approvisionnements pour le compte des Etats. Quatre législatures locales se plaignirent au Congrès en avril 1864 et déclarèrent que le gouvernement central n'avait pas le droit de restreindre ainsi le commerce ¹. En Géorgie, une loi fut discutée à l'Assemblée Générale interdisant l'ingérence du gouvernement confédéré ², et, plus tard, le gouverneur recommanda l'achat de vaisseaux à l'étranger pour éviter cette intervention gouvernementale ³. Un conflit semblable s'éleva entre le Texas et le gouvernement central ⁴. La Caroline du Nord tenta de profiter des fissures du blocus. Ceci allait à l'encontre des efforts du gouvernement central dans le même sens et donna lieu à une correspondance volumineuse entre les deux autorités ⁵.

Une autre cause de différend entre les Etats et le gouvernement central jaillit de la taxation par ce dernier des obligations d'emprunts des Etats. La Cour de la Caroline du Sud se prononça contre l'imposition par les autorités confédérées de l'ar-

1. Moore, *Rebellion Record*, VIII, p. 596.

2. *Richmond Examiner*, 3 juin 1864.

3. Message du gouverneur, *Augusta Chronicle et Sentinel*, 2 déc. 1864.

4. O. R. I, ser. vol. XXXIV, pt. 3, p. 730-3, 734.

5. O. R. I, ser. vol. XXXIII, p. 1223; LI, pt. 2, p. 828, 837, 841; Message du gouverneur Vance, *Raleigh Progress*, 19 mai 1864.

gent placé en fonds d'Etat. Pour cette raison, l'impôt de guerre du 19 août 1861 ne fut pas perçu sur les placements en fonds de la Caroline du Sud. Le Secrétaire aux Finances en fut évidemment dépité, mais ne put proposer de remède, car les décisions des Cours des Etats ne pouvaient être renversées, et la Cour Suprême des Etats confédérés n'avait pas encore été constituée à ce moment.

Le Congrès confédéré s'était dès longtemps occupé de l'établissement des tribunaux confédérés. La Cour suprême devait se réunir en session annuelle au siège du Gouvernement ; sa juridiction souveraine et d'appel était définie en termes semblables à ceux s'appliquant à la Cour suprême fédérale ¹. Des tribunaux locaux furent établis dans chaque Etat par la même loi et constitués aussitôt ².

L'organisation de la Cour suprême fut cependant retardée. La loi qui la créait fut amendée de manière à empêcher qu'elle se réunît avant d'y être autorisée par le Congrès ³. L'action d'un tel tribunal aurait eu pour effet naturel de centraliser l'autorité gouvernementale. Or le gouvernement central avait déjà plus de pouvoir qu'il ne plaisait aux tendances particularistes des divers Etats. Ceux-ci se tenaient toujours soigneusement sur leurs gardes lorsqu'il s'agissait d'intensifier la

1. Loi du Congrès confédéré du 16 mars 1861.

2. Schwab, p. 219.

3. Loi du Congrès confédéré du 31 juillet 1861.

centralisation. Aussi les différentes tentatives pour rendre effective la loi qui créait une Cour suprême restèrent-elles infructueuses. On avançait que les Etats refuseraient de se soumettre à pareille juridiction parce qu'elle serait contraire à leur souveraineté ¹. Les partisans des Droits des Etats dans la Caroline du Nord défendirent leur point de vue en déclarant que les gouvernements des Etats pouvaient fixer d'eux-mêmes l'étendue des pouvoirs du gouvernement central ². De toutes manières il semble que le Congrès évitait de pourvoir à la Cour suprême à cause de la division de l'opinion sur la question des Droits des Etats ³.

Lors de l'élaboration de la Constitution confédérée, la théorie des Droits des Etats avait prévalu. Les préambules des deux Constitutions (provisoire et permanente) insistaient sur le fait que les divers Etats agissaient « en qualité de corps souverains et indépendants » en formant la Confédération ; et la constitution permanente allait jusqu'à donner aux « législatures » des Etats le pouvoir de mettre en accusation tout fonctionnaire confédéré résidant ou remplissant ses fonctions sur leur territoire ⁴.

Mais les nécessités de la guerre avaient tellement accentué les pouvoirs de l'Exécutif que peu

1. *Richmond Examiner*, 17 déc. 1863.

2. *N. C. Standard*, 28 oct. 1863.

3. *Southern Historical Association*, publ. IV, p. 83-93, mars 1900.

4. Constitution confédérée permanente, I, 2, 5.

de satisfaction était donnée aux libéraux qui avaient espéré échapper au joug de l'autorité fédérale par la sécession. Les partisans des Droits des Etats qui « combattaient pour se libérer de la tyrannie de Lincoln », se rendirent bientôt compte qu'ils étaient les sujets d'un monarque créé par eux-mêmes ¹.

De même que le droit de sécession avait été invoqué auprès de l'Union en 1861, de même le droit de chaque Etat de se retirer de la Confédération était un fait implicite. En décembre 1863 le gouverneur Vance menaça d'appeler la milice de son Etat pour le défendre contre les corps de troupes confédérées qui l'infestaient ². Quelque temps auparavant, on avait craint que l'Assemblée ne projetât de faire sortir l'Etat de la Confédération ³. Des réunions publiques, tenues dans l'Etat, avaient voté des motions déclarant la Caroline du Nord aussi indépendante que quand elle était entrée dans la Confédération ⁴. Ceux qui se dressaient contre le despotisme militaire et réclamaient la paix firent un large usage des arguments invoqués pour la sécession en 1860-61.

Bien que les Etats proclamassent leur droit de se retirer de la Confédération, aucun véritable parti ne fut jamais formé dans le but d'accomplir

1. *Raleigh Progress*, 13 fév. 1863.

2. Jones, *Diary*, II, p. 119.

3. *Raleigh Progress*, 15 juin 1863; Jones, *Diary*, I, p. 340.

4. *N. C. Standard*, 4 sept. 1863.

un tel geste. Les tentatives n'allèrent pas au-delà des protestations, et la cause réelle des difficultés résidait plutôt dans la différence des moyens et des méthodes que dans une diversité de vues politiques. En 1864, la nouvelle loi suspendant le droit de l'habeas corpus provoqua une violente colère en Georgie: le vice-président Stevens devint le porte-paroles de l'opposition¹. Dans un discours à l'Assemblée Générale, il condamna cette loi, en même temps que la nouvelle loi de recrutement².

Une loi de sursis, votée par l'Assemblée Générale de la Caroline du Sud, énonçait une longue liste de personnes auxquelles ne devait pas être appliquée la loi de conscription votée par le Congrès. Une autre loi réglementa la réquisition d'esclaves pour travailler aux fortifications de manière à permettre aux autorités de l'Etat de tenir le gouvernement confédéré en échec. Le général Preston écrivait dans une lettre au Secrétaire à la Guerre: « Cette loi est une déclaration explicite que cet Etat n'a pas l'intention de fournir un soldat ou un esclave de plus pour la défense publique sauf dans les conditions que pourraient lui dicter ses propres autorités. L'exemple sera bientôt suivi par la Caroline du Nord et la Géorgie, car les gouvernants de ces Etats ont déjà pris parti³ ».

Nulle part on n'aurait pu trouver ce qu'on pour-

1. Stephenson, p. 172.

2. *Ibid.*, p. 151.

rait appeler l'esprit de soumission. Presque aucun des antigouvernementaux de la Caroline du Sud ne fit la moindre proposition en vue d'abandonner la lutte. Combattre jusqu'au bout, mais en même temps contrôler le gouvernement central, telle était la déclaration du gouverneur de la Caroline du Sud dans son discours inaugural de décembre 1864¹. C'était l'avis de la majorité dans tout le Sud.

Même en automne 1864, la presse de Richmond ne parut pas désespérer de l'issue de la guerre. Le *Richmond Whig* déclarait que le présent état de choses, comparé à celui de n'importe quelle saison depuis 1863, était très favorable à la Confédération. Il exprimait sa confiance que le général Lee pourrait maintenir à jamais Grant loin de Richmond². *L'Examiner* estimait que la lutte finale pour Richmond et la Virginie touchait à sa fin et que la guerre serait bientôt terminée. Il pensait que le Nord ne lancerait plus jamais « une autre armée immense dans l'abîme où tant d'hommes reposaient ». Le 7 octobre, il déclarait : « Encore un mois de courage et d'énergie, et la campagne sera finie et la guerre sera gagnée³ ».

Les tendances de désagrégation dans la Confédération peuvent se ramener à deux causes : l'une est la différence d'opinion sur la manière de poursuivre la guerre qui existait entre le gouvernement

1. *Ibid.*, p. 152.

2. *Richmond Whig*, 5 oct. 1864.

3. *Richmond Examiner*, 24 sep., 7 oct. 1864.

central et les divers gouvernements des Etats; l'autre est la désagrégation naturelle qui résulte de la défaite et des appels épuisants aux ressources de la nation que le Gouvernement central avait été forcé de faire.

Dans l'Etat d'Alabama, de nombreux conflits s'élevèrent entre le Gouvernement de l'Etat et les autorités centrales. La question des Droits des Etats et d'une administration locale avait toujours sérieusement préoccupé l'esprit de la population à laquelle beaucoup de lois confédérées étaient nuisibles. La « législature » eut bientôt à se plaindre des actes arbitraires des officiers recruteurs et vota une loi décidant que les fonctionnaires de la conscription qui auraient contraint au service ceux que le gouvernement de l'Etat avait exemptés, pourraient être mis en accusation; et, s'ils étaient reconnus coupables, passibles d'une amende allant de mille à six mille dollars et de six mois à deux ans de prison ¹. La « législature » de l'Alabama prit même la mesure violente d'annuler les lois du Congrès, en déclarant que les fonctionnaires, tant civils que militaires, de cet Etat, étaient exempts de conscription par les autorités confédérées ².

En 1864, le gouverneur de l'Alabama écrivait à Seddon, alors Secrétaire à la Guerre, qu'il ne fallait pas oublier qu'il restait encore quelques droits aux Etats et qu'il était décidé à faire respecter ceux

1. Loi de la « législature » d'Alabama du 12 déc. 1864.

2. *Ibid.* 13 déc. 1864.

de l'Alabama. Le différend avait été causé par l'intervention des fonctionnaires confédérés auprès de certaines compagnies de volontaires. Le Secrétaire céda au gouverneur sur ce point ¹. Pour certaines querelles, il abandonna la décision aux tribunaux de l'Alabama, ce qui constituait naturellement une reconnaissance de la suprématie de l'Etat sur la Confédération ².

Le gouverneur reçut autorité sur la milice sans le pouvoir toutefois de l'appeler hors du district auquel elle appartenait ³. Le Département de la guerre prétendait que tout milicien était soumis aux ordres supérieurs des autorités confédérées mais qu'un Etat pouvait entretenir des troupes de guerre pour sa propre protection sur lesquelles le gouvernement central ne pouvait excercer aucun droit. Une autre preuve de mésentente est donnée par le fait que la « législature » de l'Etat interdit aux officiers confédérés de commander les réserves de l'Etat ⁴.

L'enrôlement dans l'armée de tous les hommes de l'Etat, les taxations en nature pour subvenir aux besoins de l'armée, les droits spécifiques votés par le Congrès, l'impôt pour l'entretien du gouvernement de l'Etat et le remboursement des obligations étaient les principales charges motivant des

1. O. R. Ser. IV, vol. III, p. 463-4.

2. Fleming, p. 104.

3. Loi de la « législature » d'Alabama du 29 août 1863.

4. *Ibid.*, du 7 oct. 1864 ; Fleming, p. 91.

plaintes ¹. Cependant à aucun moment le désir de la paix ne se manifesta, sinon de la part d'une minorité vivant dans les régions montagneuses de l'Etat. L'Assemblée Générale, lorsqu'elle vit la dépression causée par la défaite, déclara que jamais l'Alabama ne se soumettrait à la volonté des fédéraux et réclama du peuple les plus grands sacrifices ². Le gouverneur de l'Etat soutint la poursuite de la guerre jusqu'au bout ³.

En 1864, les chefs de la Confédération virent le moral de la nation décliner. Davis, Stevens et d'autres hommes influents prononcèrent des discours en faveur d'une résistance opiniâtre. Les sentiments exprimés dans les débats des « législatures » des divers Etats avaient causé un certain ennui au gouvernement ⁴.

Le Président recommanda la revision des lois de sursis. « Des plaintes graves, déclara-t-il, me sont parvenues au sujet de l'inégalité de leur application de la part de citoyens éminents et patriotes dont l'opinion mérite beaucoup de considération, et je suis sûr qu'on trouvera un moyen de laisser à l'intérieur une police locale suffisante sans faire entre les différentes classes de citoyens de ces distinctions déplorables qui sont toujours matière à discussion. Notre gouvernement, né de l'es-

1. Taylor, p. 82.

2. *Acts, of called session and 3rd. regular session 1863.*

3. Fleming, p. 135.

4. *Confeder. Mil. Hist.* vol. I, p. 505, 537, 534

prit de liberté, d'égalité et d'indépendance des Etats, n'aurait pu survivre à une tendance égoïste et jalouse rendant chacun préoccupé de son seul intérêt ou de sa seule sécurité. Le sort de la Confédération... dépend de l'entente, de l'énergie et de l'union des Etats. C'est principalement à vous, leurs représentants, qu'il appartient de corriger les abus, de redresser les erreurs, de cultiver la fraternité et d'entretenir dans le peuple une confiance justifiée dans le gouvernement de son choix, ceci dans la mesure du possible », Le Président proclamait que la confiance accordée jusqu'à ce jour avait assuré les succès marqués dans la lutte inégale ¹.

La question des exemptions avait provoqué beaucoup de discussions néfastes. Le Président chercha à faire placer le système sur une base plus uniforme. Il considérait que le but véritable des lois d'exemption n'était pas de conférer des privilèges mais d'exonérer du service militaire des hommes habiles dans les divers emplois et professions et qui se rendraient plus utiles au gouvernement en continuant à exercer leur métier qu'en servant dans l'armée. Il favorisa la mobilisation de tous les hommes dans ce cas et fit dresser des états détaillés du nombre d'entre eux nécessaire aux besoins du pays ².

Le Président exposa franchement au Congrès la situation, qu'il jugeait grave. Il admettait que le

1. Message du 12 janv. 1863, Richardson, p. 276-297.

2. Message du 7 déc. 1863, Richardson, p. 345-383.

zèle avec lequel la Confédération avait pris les armes s'était affaibli par suite de la durée et de l'importance de la lutte. Alors que, brigade après brigade, les soldats du Sud avaient prouvé leur patriotisme en entrant en lice et en contractant des engagements volontaires, la défection et la déloyauté se manifestaient dans certains milieux parmi ceux qui étaient restés à l'arrière. Le Président exposa que dans certaines réunions publiques « des desseins félons étaient masqués derrière des protestations de dévouement à la souveraineté des Etats, étaient ouvertement avoués dans d'autres ». Des conventions avaient été réunies sous le prétexte de redresser des torts. Le Président estimait que, si ces torts existaient, ils pouvaient être tout aussi bien redressés par les lois faites dans ce but. On avait lieu de soupçonner que des ligues et associations secrètes se formaient. « Dans certaines localités des hommes qui ne jouissent pas d'une situation médiocre, n'hésitent pas à avouer leur déloyauté, leur hostilité à notre cause, leur désir d'une paix basée sur la soumission et sur l'abolition de l'esclavage ». La politique du Président n'était pas une politique de conciliation envers l'ennemi ou envers ceux qui, las de la guerre, réclamaient la paix. Dans des districts envahis par l'ennemi ou sujets à ses empiètements, des citoyens déloyaux avaient eu de fréquents rapports avec lui et lui avaient communiqué des renseignements de valeur au détriment de la cause confédérée. Le

Président demandait : « et maintenant doit-on, à la faveur d'égards trop stricts pour les détails de la loi, les laisser en liberté jusqu'à ce qu'ils aient perpétré leur trahison par l'accomplissement d'un geste patent ? » Maintes fois on avait arrêté de tels individus, mais les autorités civiles les avaient acquittés parce que le gouvernement ne pouvait fournir des témoignages pour des faits qui s'étaient passés dans les lignes ennemies. Le Président exposa fermement la nécessité de suspendre le droit de l'habeas corpus en déclarant qu'il n'était arrivé à cette conclusion que lentement et pressé par les exigences du moment. Davis estimait qu'à une époque aussi critique il valait mieux écraser les dissidences par la force des armes que par celle des arguments. Il reconnaissait que « le remède était brutal mais nécessaire » et nettement envisagé par la Constitution confédérée. « Il pourra occasionner quelques clameurs, mais elles viendront surtout d'hommes qui n'ont été que trop longtemps les agents actifs du mal. Les bons citoyens ne s'apercevront pas du danger, et il faut que les mauvais apprennent à le craindre. L'existence seule des pouvoirs extraordinaires rend souvent leur exercice superflu. Céder à la déloyauté ne fait qu'accélérer sa marche vers la trahison ». C'est par de pareils arguments que le Président demanda la suspension du droit de l'habeas corpus¹.

1. Message du 3 fév. 1864, Richardson, p. 395-400.

Le Congrès hésitait à prendre semblable décision. Le 14 mai 1864, une motion fut votée qui priait le Président de faire savoir au Parlement si les motifs invoqués dans son message spécial pour obtenir la suspension existaient toujours. Davis répondit que ces motifs n'avaient pas diminué de force et vanta à nouveau les avantages de la loi militaire en face de l'ennemi. Il fut touché de la sensibilité témoignée dans différentes parties du pays et indicatrice de l'amour de la liberté qui devait être entretenu en tant que seule garantie protectrice de la Constitution ; mais en même temps il était sûr que le peuple ne manifesterait aucun mécontentement s'il connaissait les nouvelles militaires qui rendaient impérieux le besoin d'une semblable mesure¹. A une époque antérieure, le Président avait requis du Congrès un moyen d'établir la coopération nécessaire entre les gouvernements des Etats et celui de la Confédération en affirmant : « Si une mesure législative quelconque vous semblait propre à concilier les divergences d'opinion, j'aurais le plaisir et le devoir de collaborer à toute mesure que vous jugeriez désirable pour mettre d'accord un juste souci de la protection publique et la déférence due aux susceptibilités des Etats². » Toutefois la situation exigeait une centralisation aussi complète que le permettait la

1. Message du 20 mai 1864. Richardson, p. 452-3.

2. Message du 18 août 1862, Richardson, p. 232-238.

Constitution, et le Président exerça toute l'autorité que le le Congrès voulut bien lui accorder.

Davis ne laissa jamais vraiment de côté les affaires militaires au profit des questions importantes du gouvernement civil ; il ne chercha pas non plus à imposer sa politique par des appels personnels à l'imagination populaire. Il avait une foi inébranlable dans la volonté et le courage de la nation et s'occupait de l'organisation militaire plutôt que d'intrigues politiques¹. Le grand nombre des séances secrètes du Congrès provoqua un certain ressentiment contre le gouvernement central. On les jugeait suspectes. Même le Congrès suivait le gouvernement avec méfiance parce que le Président refusait de révéler les secrets militaires que ce corps désirait connaître².

Le Présent reconnut que le conflit entre les gouvernements des Etats et celui de la Confédération lui avait causé des ennuis ; et il requit du Congrès des lois plus simples et plus uniformes. Il assura à l'assemblée que c'était l'harmonie de vues existant entre lui-même et les gouverneurs des Etats qui avait permis de maintenir en ligne des forces suffisantes. Il chercha à obtenir des attributions plus puissantes en vue de mettre les forces militaires sous les ordres et le contrôle du pouvoir excécutif central³.

1. Stephenson, p. 96.

2. Message du 31 août 1861, Richardson, p. 129.

3. Message du 28 mars 1862, Richardson, p. 205-6, vol. I.

L'assemblée des démocrates réunie à Chicago suscita un vif intérêt dans tout le Sud et fit naître des espoirs de la paix prochaine. Depuis que le bureau du parti montrait des tendances à la paix, on poussait Davis à répondre aux ouvertures des démocrates dans le cas où ils l'emporteraient aux élections de novembre ¹. Mais Lincoln fut réélu, et aucun doute ne pouvait subsister dans l'esprit des chefs sudistes quant à son intention de ramener les Etats par la force dans l'Union.

Le Président Lincoln avait déclaré dans son discours inaugural qu'il proposait de maintenir l'Union. Il affirma que la Constitution ne lui donnait pas le droit d'intervenir contre l'esclavage dans les Etats où il existait et qu'il avait l'intention ferme de n'en rien faire. Lors de sa publication la proclamation d'émancipation n'était conçue que comme une mesure de guerre propre à forcer les Etats sécessionnistes à réintégrer l'Union. Alexandre H. Stevens observait en 1863 que les masses dans le Nord comme dans le sud restaient en grande majorité fidèles à la cause de leurs partis respectifs. Des deux côtés les gens étaient las de la guerre et désiraient la paix, mais de même que le Sud ne voulait pas de la paix sans l'indépendance, le Nord n'en voulait pas sans l'Union ². Davis avait toujours penché pour la paix, mais seulement basée sur l'indépendance du Sud.

1. Jones, *Diary*. II, p. 275 ; Schwab, p. 226.

2. Stevens, p. 453 ; Schouler, vol. VI, p. 476.

Plusieurs tentatives furent faites par le Département Exécutif, en vue de communiquer avec les autorités de Washington au sujet de la paix, mais ces efforts restèrent infructueux ¹. Déjà avant que les hostilités n'eussent commencé, des commissaires avaient été dépêchés, et le gouvernement des Etats-Unis avait refusé de les recevoir. Cette fois, Davis envoya un officier avec un message pour Lincoln, qui s'abstint de répondre. Plus tard le Président envoya Alexandre H. Stevens qui, pensait-on, ne manquerait pas d'être reçu. Les fédéraux refusèrent de lui laisser passer les lignes ou d'avoir un entretien quelconque avec lui ². Une autre démarche eut lieu en juillet 1864 quand deux citoyens du Nord : le Col. James F. Jacques et James R. Gilmore vinrent à Richmond et sollicitèrent une entrevue avec le Président Davis. Ils venaient imprégnés de l'idée que le gouvernement confédéré accepterait une paix basée sur la reconstitution de l'Union, l'abolition de l'esclavage et l'octroi, au Sud, d'une amnistie. En vue de régler la question de l'abolition de l'esclavage ils proposèrent qu'un vote de tous les peuples des deux fédérations eût lieu et que l'opinion de la majorité tranchât ainsi toutes les questions en litige. Les commissaires déclarèrent que telles étaient les vues de M. Lincoln. M. Davis, après

1. Davis, p. 609.

2. *ibid.*, p. 609.

avoir écouté leurs propositions, répondit que, puisqu'elles avaient été précédées de la remarque que le Nord constituait une majorité, elles n'étaient en réalité qu'une invite faite aux Etats confédérés de capituler sans conditions, d'admettre qu'ils avaient eu tort dès le début de la lutte et d'avouer qu'ils avaient besoin de faire pardonner leurs crimes ; dans ces conditions l'extermination était préférable à un pareil déshonneur¹.

Comme l'existence d'un parti de la paix assez fort se manifestait avec évidence dans le Nord, les autorités confédérées jugèrent que l'ouverture de la campagne de printemps serait une occasion favorable d'user des ressources de la diplomatie. On avait reconnu qu'il ne pouvait être question d'approcher le gouvernement des Etats-Unis directement, mais puisque l'année de l'élection présidentielle était venue et que celle-ci semblait devoir se faire sur la question de la poursuite ou de la cessation de la guerre, le Président des Etats confédérés décida d'envoyer trois commissaires au Canada pour négocier avec les personnes du Nord sur l'aide desquelles on pouvait compter en vue d'obtenir la paix. Les commissaires entamèrent une correspondance avec des politiciens nordistes et reçurent finalement un sauf-conduit pour Washington. Mais leur mission n'amena pas de résultat favorable car le gouvernement de Lincoln

1. *ibid.*, p. 611.

était bien organisé pour la continuation de la guerre ¹.

Une autre tentative indirecte de paix fut faite, cette fois, par les autorités nordistes. Par l'entremise de Francis P. Blair, M. Lincoln fit savoir aux chefs confédérés qu'il recevrait tout agent envoyé par Davis « en vue d'assurer la paix au peuple de notre pays commun ». En conséquence le Président nomma commissaires MM. Alex. H. Stevens, R. M. T. Hunter et John A. Campbell. Ils furent priés de se rendre à Washington pour discuter, en privé, avec Lincoln, les issues possibles de la guerre actuelle et pour assurer la paix « aux deux pays ». La conférence eut lieu à Hampton Roads, à bord d'un navire où le Président Lincoln et M. Seward, son secrétaire d'Etat, rencontrèrent les commissaires confédérés. L'entretien dura plusieurs heures ; il embrassa explicitement toutes les questions. Les confédérés réclamèrent l'indépendance, les fédéraux la restauration complète de l'autorité des Etats-Unis sur tout le territoire compris dans la Confédération ². On aurait pu prévoir les difficultés insurmontables rien qu'en lisant les notes respectives des deux présidents, l'une se terminant par les mots « notre pays commun » l'autre par « nos deux pays ». ³

En rapportant les résultats de la conférence dans

1. *ibid.*, p. 611-12.

2. Rapport des commissaires, Richardson, vol. I, p. 520.

3. Davis, p. 616-20.

un message au Congrès le 13 mars, M. Davis dit : « Nous n'avons ainsi plus d'autre choix que de poursuivre la lutte jusqu'au bout, car c'est bien mal connaître le peuple de la Confédération que de supposer qu'il puisse jamais consentir à acheter, au prix de la dégradation et de l'esclavage, la permission de vivre dans un pays défendu par ses propres nègres et gouverné par des fonctionnaires envoyés par les vainqueurs pour régner sur lui¹. »

Les propositions de paix avaient été bien accueillies par les partisans des Droits des Etats en Géorgie et dans la Caroline du Nord². En automne 1864, le vice-président pencha même vers une tentative en vue de négocier une paix qui viserait à une reconstitution des Etats basée sur les Droits des Etats et sur la garantie du droit de propriété sur les esclaves. La position qu'il adopta en même temps que le gouverneur de Géorgie les fit violemment attaquer par les journaux gouvernementaux³.

Le projet de constitution d'une Commission de la Paix, représentant toute la Confédération, fut exploité par les plus ardents des défenseurs des Droits des Etats qui demandèrent que les démarches fussent entreprises indépendamment par les

1. Message du 13 mars 1864, Richardson, p. 544-554.

2. Jones, *Diary*, I, p. 200 ; Moore, *Rebellion Record*, VII, p. 500 ; Greely, *American Conflict*, II, p. 664.

3. Cleveland, *Stevens*, p. 696, 832, 694.

divers Etats agissant dans leur souveraineté. Le gouverneur Brown défendit cette manière de procéder dans un message à l'Assemblée Générale ¹. De fréquentes réunions publiques dans la Caroline du Nord réclamèrent une convention de l'Etat en vue de faire aboutir la paix. On disait que les relations des Etats avec le gouvernement confédéré étaient différentes de celles qu'ils avaient eues avec l'Union fédérale ².

La Géorgie s'éloigna davantage encore des autorités confédérées lors de la retraite du général Johnston sur Atlanta. Celle-ci permit à une forte armée fédérale sous les ordres du général Sherman de pénétrer au cœur de cet Etat. Le gouvernement de Richmond se trouvait dans l'impossibilité de retirer une force de quelque importance du front Nord pour l'envoyer au secours de la Géorgie. L'appui donné à la Géorgie se traduisit dans l'ordre général et extraordinaire donné par le gouvernement central, ordre qui appelait sous les drapeaux tous les soldats en permission ou dans les hôpitaux, sauf « ceux qui ne pouvaient pas voyager », et supprimait d'autre part tous les sursis accordés aux planteurs et aux ouvriers, sauf à ceux qui étaient employés à la fabrication des munitions et plaçait enfin un cinquième du bureau des subsis-

1. Message de Brown, fév. 1864 dans le *Raleigh Progress*, du 4 mars 1895 ; Jones, *Diary*, II, p. 436.

2. *N. C. Standard*, juillet 1863, août 1864, 19 janv. 1864 ; *Raleigh Progress*, 13 déc. 1864, 21 janv. 1865.

tances et de celui des mines dans les unités combattantes¹.

Le gouverneur de Géorgie, incapable de comprendre pourquoi le Président confédéré ne pouvait expédier des forces plus nombreuses à son Etat, adressa une lettre amère au Secrétaire à la Guerre au moment même où Sherman brûlait Atlanta avant de poursuivre sa marche vers la mer. Il affirmait qu'il était décidé à combattre le Sud et le Nord à la fois s'ils ne cessaient pas d'empiéter sur ses droits. Mais les Géorgiens étaient mieux disposés que leur gouverneur. Sous l'influence du Président, leurs délégués au Congrès adressèrent un appel vibrant à la population de l'Etat, l'assurant que le gouvernement central faisait pour elle tout ce qui était en son pouvoir. « Que tous les hommes courent aux armes ; mettez vos nègres, vos chevaux, votre bétail, vos provisions hors de la portée de l'armée Sherman et brûlez ce que vous ne pouvez pas emporter, incendiez tous les ponts et obstruez les routes où l'envahisseur doit passer. Harcelez-le nuit et jour, de face, par le flanc, à revers. Ne lui laissez aucun repos² ».

Les dissentiments avec le gouverneur de Géorgie provoquèrent des difficultés continuelles. Il y avait 10.000 miliciens de Géorgie dans l'armée

1. Stephenson, p. 149.

2. *Idid.*, p. 149.

Hood. Le gouverneur notifia à Hood qu'ils n'avaient été appelés que pour la défense d'Atlanta et devaient être autorisés maintenant « à rentrer dans leurs foyers pour s'occuper d'affaires importantes » et que pour ce motif il « retirait lesdites organisations » à Hood, leur chef temporaire. Par une proclamation il mit la milice en congé pour trente jours. Avant la publication de cette proclamation, Seddon, Secrétaire à la Guerre, avait écrit à Brown pour réquisitionner ses dix mille miliciens comme renfort dans la campagne actuelle contre Sherman. Deux jours après sa proclamation, Brown écrivit à Seddon pour demander des renforts immédiats, d'ordre du Président, et menaça s'ils n'étaient pas envoyés, de retirer les troupes géorgiennes de l'armée de Lee et d'ordonner de plus « à tous les fils de Géorgie de rentrer dans leur propre Etat et à l'intérieur de leurs propres frontières pour se rallier autour de leur glorieux drapeau ¹ ». Brown semble n'avoir jamais saisi la valeur de la Confédération en tant que lien entre les Etats, et il s'opposa constamment à la centralisation du pouvoir militaire. Son seul désir était d'assurer la protection et la défense de son propre Etat, et, s'il n'y pouvait réussir, de conclure pour lui la meilleure paix possible.

Le Président partit faire une tournée de discours en Géorgie et dans la Caroline du Sud. Il s'efforça

1. *Ibid.*, p. 447-8.

de présenter au peuple le but et le plan du gouvernement au point de vue militaire. Sa politique visait à conserver aux forces des Etats Confédérés un caractère d'unité et à combattre l'ennemi sous la direction d'une autorité militaire centrale, sans laquelle aucun succès des armes confédérées ne pouvait être escompté. Mais, même à cette époque critique, les tendances particularistes et l'opposition à une organisation militaire centrale s'affirmèrent. Dans l'un de ses discours, le Président présenta le général Beauregard, qu'il avait récemment placé à la tête de la Géorgie et de la Caroline du Sud, comme un homme qui saurait faire ce qu'ordonnerait le chef du Pouvoir exécutif. Le « Charleston Mercury » s'empara de ce passage pour comparer le Président à l'empereur de Russie. Même les pires revers militaires ne purent étouffer la haine latente contre une autorité militaire centralisée ¹. Le Président rendit visite aux armées, alors commandées par le général Hood. La longue retraite sous les ordres du général Johnston avait provoqué une démoralisation partielle et la révocation de Johnston avait encore nui à la popularité du Président ². Ce dernier inspecta l'armée et jugea la situation grave. Il tint conférence avec plusieurs Géorgiens éminents et se rendit à Augusta avec les généraux Hardee et Cobb et avec d'autres

1. *Ibid.*, p. 448-9.

2. J. B. Hood, *Advance and Retreat*, p. 253.

officiers de grade élevé pour s'entretenir avec le général Beauregard et lui faire part de ses opinions quant aux exigences des circonstances et quant à la manière d'y satisfaire le plus avantageusement possible ¹.

L'un des buts essentiels du Président était d'amener le gouverneur et les autres fonctionnaires de l'Etat à collaborer avec le gouvernement confédéré dans toutes les mesures qui seraient jugées nécessaires pour donner à l'action projetée des chances raisonnables de succès. Le Président jugeait nécessaire en particulier de boucher les trous existant dans les rangs de l'armée et d'y faire rentrer les absents et les déserteurs. Le gouverneur de Géorgie présentait néanmoins des objections aux lois du Congrès qui visaient à lever des hommes par la conscription, et ne cessait de s'opposer à la nomination par le pouvoir exécutif de la Confédération des généraux et autres cadres des corps de volontaires fournis par les Etats pour former l'armée provisoire de la Confédération. Il entravait fréquemment les fonctionnaires du gouvernement dans l'accomplissement de leur devoir. Le Président s'efforça en vain de supprimer les sursis accordés en tant que fonctionnaires de l'Etat à des hommes entre 18 et 45 ans dont le nombre était estimé en novembre 1864 à quinze mille. Il déclara que si la majorité des hommes ainsi exemp-

1. Davis, II, p. 566.

tés et restés chez eux pour que l'armée put être nourrie, avaient véritablement l'intention de rendre cet important service, l'on pourrait dire que la fin justifiait les moyens, mais il recommanda que le nombre des exemptés fût réduit au minimum et exposa que peut-être ceux qui étaient inaptes au service militaire pourraient faire le travail qu'exécutaient les hommes bien portants ¹. Le Président n'obtint pourtant aucune concession du gouverneur, qui estimait que ses chances politiques étaient liées à son Etat plutôt qu'au gouvernement confédéré.

Le gouverneur de la Caroline du Nord déclara que la crise requérait plutôt l'adresse d'un homme politique que celle d'un grand général et proposa la réintégration du général Johnston et la nomination de Lee « au commandement complet et absolu de toutes les forces des Etats confédérés ». En même temps le « Charleston Mercury » élevait la voix pour que Lee prît le pouvoir et sauvât la Confédération. Cobb écrivit à Davis d'une manière très amicale qu'il avait peu d'amis en Géorgie et qu'une réaction en faveur de Johnston méritait considération ². Le Président ne voulut pas compromettre sa position en remplaçant Johnston à son poste, mais laissa la décision au général Lee qui le réintégra vers la fin de la guerre ³.

1. *Ibid.*, p. 565-6.

2. Stephenson, p. 454-5.

3. *Ibid.*, p. 464.

La « législature » de Virginie vota une résolution déclarant que « la nomination du général Robert E. Lee au commandement de toutes les armées des Etats confédérés redresserait leur énergie, ranimerait puissamment le moral de l'armée aussi bien que celui des peuples des divers Etats, et inspirerait une confiance accrue dans le succès final de notre cause ¹ ». Bien que ceci constituât jusqu'à un certain point une ingérence dans les pouvoirs de l'autorité exécutive, les relations entre le Président et le général Lee étaient tellement cordiales que le Président acquiesça rapidement et nomma Lee au poste suprême. Lee, pourvu de son commandement, resta en Virginie et ne tenta en aucune façon de s'immiscer dans les plans du chef du Pouvoir exécutif ².

Le Président s'efforça de maintenir le pouvoir et la dignité du gouvernement jusqu'à la fin. Il ne subit aucune attaque de la part du Congrès quant à ses pouvoirs exécutifs jusqu'en janvier 1865. Lorsque le Congrès demanda le droit de nommer les aspirants de la marine, Davis fit remarquer que c'était là une prérogative du pouvoir exécutif et opposa en conséquence son veto à la loi ³.

Dans son dernier message au Congrès le Président demanda la suspension du droit de l'habeas

1. Pollard, p. 654.

2. *Ibid.*, 654.

3. Message du 2 janv. 1865, Rrcharrison, p. 553-6.

corpus. « Il est de mon devoir de dire que le temps est venu où la suspension du droit n'est plus seulement recommandable et avantageuse, mais presque indispensable à la poursuite fructueuse de la guerre. C'est sur le Congrès que doit reposer la responsabilité de décliner l'exercice d'un pouvoir conféré par la Constitution... Si les circonstances présentes ne sont pas celles qu'on avait en vue quand le pouvoir fut conféré, j'avoue ne pas réussir à imaginer une contingence quelconque dans laquelle cette clause de la Constitution ne resterait pas lettre morte ». Avant toute chose le Président insista sur la collaboration la plus intime entre tous les services, des gouvernements des Etats et du gouvernement de la Confédération, et tous les citoyens éminents du pays. « C'est de vous surtout, sénateurs et députés, que la population attend les encouragements et les conseils. C'est sur votre action, non seulement dans les corps législatifs, mais encore dans vos foyers, que leurs yeux sont fixés pour y trouver l'exemple de ce qui sied aux hommes... Vous partagerez ma conviction que vos devoirs civiques ne seront pas terminés quand vous aurez épuisé les travaux législatifs de la session, mais qu'on entendra votre voix encourager le peuple et l'animer par la manifestation de cette confiance sereine qui, dans les moments de danger public, est la caractéristique distinctive du patriote qui puise son courage dans son dévouement aux destinées de la patrie et se trouve ainsi à même

d'inspirer une énergie semblable aux autres ¹ ».

L'édifice politique de la Confédération s'était délabré peu à peu. Les premières « législatures » des Etats avaient été composées d'hommes forts et décidés à poursuivre la guerre, mais par la suite ces hommes allèrent rejoindre l'armée. Les « législatures » suivantes, sans être pacifistes, montrèrent moins de résolution militaire. Il en fut de même pour le premier Congrès, composé d'hommes très capables, mais dans les Congrès suivants on rencontra moins de capacités, exception faite pour quelques hommes. Les membres les plus capables et les plus énergiques étaient sous les drapeaux et l'exercice de l'influence politique était laissée à des hommes de nature plus faible ².

Pendant la guerre la survivance dans le Sud des sentiments en faveur de l'Union était assez insignifiante ³ et se limitait aux régions montagneuses de l'Ouest, de la Caroline du Nord et de l'Alabama, au Tennessee oriental et à la Géorgie. La population de ces districts était clairsemée et non-esclavagiste. Leurs convictions étaient plutôt neutres ; en somme ils désiraient n'être pas inquiétés plus encore que rester dans l'Union. Ça et là on pouvait trouver des traces d'attachement à la cause fédérale, mais presque toujours dans des régions occu-

1. Message du 13 mars 1865, Richardson, vol. I, p. 544-51.

2. *The South in the Building of the Nation* vol. IV, p. 498.

3. Rhodes III, p. 405, 407 ; Pollard, *Davis*, p. 117-118 ; Peyton, *American Crisis*, I, p. 21-24, 69.

pées par les troupes fédérales où les sympathies pour la cause sudiste pouvaient difficilement être manifestées ¹.

Il n'en existait pas moins une minorité considérable, adversaire des méthodes et des plans du gouvernement central. Une partie de cette minorité pour le moins aurait salué avec satisfaction la chute des Etats confédérés avant 1865. Holden, chef du parti pacifiste et candidat au gouvernorat dans la Caroline du Nord, fut nommé à ce poste par le Président Johnston aussitôt après la fin de la guerre ¹. Francis P. Blair, l'un des délégués du Nord pour la paix, comptait sur la désagrégation politique du Sud si la guerre devait continuer au-delà du printemps de 1865 ².

Il semble que la désagrégation intérieure n'ait pas été pleinement aperçue par le Président et par certains de ses conseillers. Même après l'évacuation de Richmond, il adjura publiquement les peuples de la Confédération de poursuivre la lutte. Son appel n'était pas vide d'espoir, et il soutenait que le sort de la Confédération n'était pas encore réglé ³. Le courage de la nation avait été de ceux qu'on rencontre rarement, et, en pratique, aucun désir de soumission ne se manifesta. C'est là-dessus que

1. *O. R.* Ser. I, vol. LI, pt. 2, p. 343 ; LII, p. 283 ; VII, p. 699 ; Dubose, *Life of Yancey*, p. 562 ; Greely, *American Conflict*, II, p. 53. Jones *Diary* II, p. 86.

2. Moore, *Hist. of N. C.* II, p. 304.

3. Discours du 4 avril 1865, Richardson, p. 568-70.

le Président fondait l'espoir de pouvoir continuer la guerre. La chute fut soudaine et complète. Avec la capitulation de l'armée Johnston, le gouvernement confédéré cessa d'exister.

Le Sud avait fait scission en vertu d'un principe politique. Ce principe basé sur la souveraineté des Etats et sur la liberté individuelle fut l'entrave qui empêcha continuellement le Département Exécutif d'obtenir l'autorité nécessaire pour mener une grande guerre. « En vérité, celui qui étudie l'histoire de la Confédération s'étonne de la durée de l'organisation tant politique que militaire des Etats confédérés, organisation qui résista pendant quatre ans à la force écrasante venue de l'extérieur comme à la force désagrégeante venue de l'intérieur ¹ ». La lutte ne put être poursuivie que grâce au courage et au dévouement, et le Sud fit preuve d'une telle concentration d'énergie et de force que trois ans durant, il sembla autant à la hauteur de la tâche que le Nord lui-même ².

Les difficultés politiques auxquelles le gouvernement eut à faire face pendant toute la guerre tenaient à une cause : la conception des Droits des Etats, soutenue par les divers Etats. Le gouvernement des Etats ne différaient que dans leurs méthodes. Le département exécutif considérait la guerre et la situation politique de son point de vue de gouvernement central, tandis que les Etats

1. Schwab, p. 227.

2. Wilson, p. 239.

particuliers, malgré leur volonté de sacrifier les ressources dont ils disposaient pour assurer l'issue victorieuse de la guerre, se refusaient à perdre leur individualité et à se laisser absorber par le gouvernement central. Les mesures de centralisation adoptées par le Président et par ses conseillers rencontrèrent une vive opposition dans tous les Etats. En Géorgie et dans la Caroline du Nord, cette opposition revêtit presque, à certains moments, le caractère d'une révolution ? Les droits des gouvernements locaux furent revendiqués même au plein de la guerre et ces revendications prirent de telles proportions qu'elles éclipsèrent toutes les autres questions politiques. Ces divergences de vues entre les autorités centrales et les gouvernements des Etats particuliers ne furent cependant pas assez fortes pour décider aucun des Etats sécessionnistes à rentrer dans l'Union et jamais les actes législatifs ou la presse n'exprimèrent d'autre volonté que celle de poursuivre la guerre jusqu'à la conclusion d'une paix assurant aux Etats du Sud leur totale indépendance vis-à-vis du Gouvernement Fédéral des Etats-Unis.

Le Département Exécutif a obéi dans la conduite de la guerre à un dessein élevé, et la tempête d'opposition qu'il souleva de tous côtés ne ralentit pas ses efforts incessants en vue d'arriver à un résultat décisif.

CHAPITRE V

La Politique Financière.

L'histoire de la politique financière des Etats Confédérés n'est que le récit des efforts tentés par le Gouvernement pour s'assurer le matériel nécessaire à la conduite de la guerre. Les richesses du Sud consistaient en terres de culture et en esclaves, ainsi que dans la production du coton. Les mines et les manufactures y étaient presque inconnues et le pays était tributaire du marché étranger pour les articles les plus simples. Les Etats en guerre contre la Confédération représentaient les deux tiers de la population du pays et, presque toutes ses industries organisées. Comme on pouvait, s'y attendre, le Département des Finances du Gouvernement Confédéré se trouva placé devant une tâche d'une importance considérable.

Robert Toombs, de Géorgie, était le candidat du Président Davis pour le poste de Secrétaire du Trésor, mais Davis céda aux vœux de la Délégation

tion de la Caroline du Sud et nomma à cet emploi C. G. Memminger ¹.

Le Congrès Confédéré se heurtait à des difficultés d'ordre militaire, financier et économique. La nécessité de créer des revenus apparaissait de toute évidence. Le Gouvernement devait être centralisé et ne pas se voir contraint de compter dans une trop large mesure sur les Gouvernements des Etats pour s'assurer les moyens nécessaires à la conduite de la guerre. On avait besoin d'emprunts extérieurs et intérieurs et d'un système de taxation. Ce dernier point, cependant, fut très négligé pendant la première partie de la guerre. Ces difficultés étaient rendues presque insurmontables par l'organisation politique très lâche des Etats.

Par une résolution votée le 8 Février 1861, le Congrès autorisa un emprunt de l'Etat de l'Alabama d'un montant de 1/2 million de dollars.

On relève, en 1861, de nombreuses donations faites par des particuliers, des corporations et des églises et consistant en sommes d'argent, en vivres et en vêtements. Les femmes se firent remarquer pendant toute la guerre par la générosité de leur contribution ; dans la détresse des derniers jours, elles allèrent jusqu'à offrir de donner leurs chevelures, qui devaient être vendues en Europe pour une somme estimée à 40.000.000 \$ en numéraire ²

1. V. J. Davis, p. 38.

2. Schwab, 6.

Le Congrès Provisoire autorisa immédiatement le premier Emprunt Confédéré de 15.000.000 \$ le 28 Février 1861. Cet Acte donnait au Secrétaire du Trésor le pouvoir d'émettre jusqu'à concurrence de ce montant des obligations portant intérêts à 8^o/o, payables en 10 ans et amortissables en 5 ans au gré du Gouvernement, sur préavis de 3 mois ¹. A partir du 1^{er} Août 1861, une taxe à l'exportation de 1/8 ^o/o par livre fut perçue sur le coton ; elle était payable en espèces ou en coupons d'intérêts de l'emprunt. Le produit de cette taxe était spécialement affecté comme garantie du paiement des intérêts et du principal de l'émission, et la taxe devait être abolie lorsque les obligations seraient remboursées ².

Le Secrétaire était autorisé à créer un fonds d'amortissement et les revenus peu importants tirés de la taxe à l'exportation sur les cotons n'ont jamais reçu d'autre affectation ; aussi ces 15.000.000 de dollars d'obligations ont-ils été constamment cotés à un cours supérieur à celui des émissions ultérieures.

Une autre raison capitale de la préférence des capitalistes pour ces obligations est qu'elles furent émises avant que fût autorisée aucune émission de bons du Trésor et que les bons des émissions postérieures n'étaient pas échangeables au pair contre ces obligations.

1. *Ibid.*, 6.

2. *Ibid.*, 7.

Le Secrétaire s'arrangea immédiatement pour émettre les 15.000.000 \$ d'obligations au pair et obtint des paiements en espèces. Des commissaires furent nommés dans chaque Etat pour stimuler les souscriptions. Les souscripteurs étaient assurés que la taxe à l'exportation sur le coton suffirait à fournir le revenu nécessaire pour faire face à la charge des intérêts et un montant annuel de un million de dollars pour le fonds d'amortissement. Les souscriptions furent apportées avec un ardent empressement. Cependant les disponibilités en numéraire étaient rares et les souscripteurs ne pouvaient se procurer la monnaie nécessaire pour effectuer le paiement de 5 % exigible au moment de la souscription et celui de 95 % tombant à échange au 1^{er} Mai 1861 ou avant cette date. La suspension générale des paiements par les banques exigeait une intervention du Secrétaire ; aussi prescrivit-il à la fin de Mars aux commissaires d'accepter les billets de banque à leur valeur en espèces. Heureusement pour le succès de l'emprunt, les banques de Charleston, les premières, acceptèrent en Avril de rembourser en espèces tous les billets en souffrance de cette catégorie qui seraient employés au paiement des obligations. D'autres banques suivirent cet exemple et le secrétaire continua d'accepter ces billets de banque, qu'il échangeait ensuite contre des espèces dans les banques citées plus haut. L'emprunt fut un succès et en Novembre 1861 son

montant avait été, en fait, totalement souscrit ¹.

L'émission de bons Trésor de la Confédération commença avec l'Autorisation du 9 Mars 1861, Par cet Acte, étaient créés pour un million de dollars de bons portant intérêts. Ce montant fut doublé par un Acte du Congrès du 3 Août 1861. Ces bons produisaient un intérêt annuel de 3, 65 %. Le Gouvernement commença immédiatement à en émettre et le 19 Juillet il avait dépassé le montant fixé par l'Acte du 9 Mars. La nouvelle limite de deux millions de dollars fut dépassée avant le 19 Novembre, mais, dans la suite, l'émission de ces bons fut remplacée par l'émission d'autres bons contre lesquels les premiers furent échangés; cependant, au Janvier 1862, un million environ des anciens bons n'avait pas été remboursé ².

Le 10 mai 1861 le Secrétaire présenta un vaste rapport comportant des recommandations relatives à la législation fiscale dans l'avenir jusqu'au 1^{er} Mai 1861, les revenus du Gouvernement Confédéré s'étaient élevés à un peu plus d'un million de dollars, dont une grande partie était constituée par les fonds saisis dans les Monnaies et dans les services de Douanes du Gouvernement Fédéral situés dans les territoires du Sud. Le

1. Acte du Congrès Fédéral du 11 Mai 1861; Rapport du Secrétaire du Trésor; *Charleston Courier*, des 1, 6, 8, 11, 12, 15, 17, 20 Avril; 30 Décembre 1861; 4 Janvier 1861; *O. R. Ser. I. LIII*, p. 53).

2. Schwab, 9.

Secrétaire ne prévoyait pas d'importants revenus provenant des taxes à l'importation et à l'exportation dans un avenir prochain et comptait sur les emprunts et sur les impôts directs pour constituer les sources de revenus principales. En ce qui concerne les impôts directs, il se reposait sur l'administration fiscale des Etats du soin de trouver un montant maximum de 15 millions de dollars. Quant aux emprunts, le Secrétaire exprima ses doutes sur la possibilité d'en lancer un nouveau avant la prochaine récolte. Il recommanda cependant le vote d'un dispositif prévoyant l'émission de 50 millions d'obligations à 8 %, le Gouvernement devant accepter des capitalistes l'offre de ressources utilisables comme moyens de crédit. Il insista en faveur de l'émission de bons du Trésor à 3 ans, par anticipation sur des revenus devant être fournis dans l'avenir par des obligations et des impôts. Ces bons devaient être de deux sortes, des bons d'une valeur nominale de 5 et de 10 dollars, ne portant pas intérêts et des bons d'une valeur nominale plus importante, portant intérêts.

Le Congrès se rendit vite compte de la popularité du papier-monnaie et commença par une émission de 20 millions de dollars de bons. La recommandation présentée par le Secrétaire en ce qui concernait les impôts prévoyait que, en engageant la parole du Gouvernement Confédéré, on devait pouvoir se procurer les revenus nécessaires pour l'amortissement des obligations et des bons ;

le Congrès demanda au Secrétaire de réunir des informations sur les méthodes à employer pour rassembler 10 millions de dollars — un tiers de moins que le chiffre suggéré par le Secrétaire pour les moyens ficans¹. La difficulté soulevée par le problème de la taxation était du même ordre que toutes les autres difficultés rencontrées par le Gouvernement central. On a dû abandonner beaucoup aux Gouvernements des Etats en raison de leurs tendances particularistes. Ils se seraient opposés aux méthodes de taxation du Gouvernement central comme ils se sont opposés, dans presque tous les cas, à un contrôle de leur pouvoir par l'autorité centrale. Alors que le Département exécutif s'efforçait constamment d'établir le contrôle du pouvoir central, le Congrès admit cependant que le pouvoir suprême en matière de taxation devait être laissé aux divers Etats.

On éprouva des difficultés à trouver des graveurs expérimentés et du papier, mais, au 16 Novembre 1861, il avait été émis pour 17.847.955 \$ de bons à 2 ans, sur un montant total de 20.000.000 \$. Des quantités importantes furent échangées dans le courant de 1862 contre des bons d'autres émissions ou contre des obligations d'emprunts et, au 1^{er} Janvier 1863, il ne restait pas même 11 millions en circulation.

Le Secrétaire annonça au Congrès, le 29 Juil-

1. Schwab, 11.

let 1861, que les obligations n'étaient ni populaires ni utilisables et recommanda des nouvelles émissions de bons. Il maintenait sa recommandation d'émettre des bons à grande valeur nominale, portant intérêts. Le Congrès se conforma à cette recommandation, le 19 Août, en autorisant l'émission de bons ne portant pas intérêts jusqu'à concurrence d'un montant de 400 millions. Ces bons étaient déclarés recevables en paiement des impôts et pouvaient être convertis en obligations à 8 %, prévues par le même Acte. Le rachat de ces bons était différé jusqu'à l'expiration d'un délai de « six mois après la ratification d'un traité de paix entre les Etats Confédérés et les Etats-Unis ¹ ».

Le 24 Décembre 1861, la limite fut portée de 400 à 450 millions. A la même date, fut autorisée l'émission d'obligations ou de « certificats de réquisition » à 6 %; ces obligations pouvaient être échangées contre des bons du Trésor, qui pouvaient à leur tour être convertis en obligations à 6 %. On essayait par ce procédé de combiner les placements et les moyens de paiement en circulation.

Le montant des obligations fut d'abord porté à 50 millions par l'Acte du 16 mai 1861, puis relevé jusqu'à 100 millions par un Acte du 19 août, et enfin jusqu'à 150 millions le 24 décembre 1861. Cette émission laissait loin derrière elle l'emprunt de 15 millions de dollars. L'emprunt de 100 mil-

1. Schwab, 42.

lions de dollars s'adressait aux planteurs ; les obligations portaient intérêts à 8 % et étaient remboursables en 20 ans. Elles devaient être vendues contre des sommes en espèces, contre des fournitures militaires ou contre le produit de la vente de matières premières ou d'articles manufacturés, payables en espèces ou en lettres étrangères. Le Secrétaire comptait qu'une moitié de l'emprunt constituerait un emprunt en nature, par lequel les planteurs transféreraient au Gouvernement, en échange des 50 millions de bons, des produits alimentaires et du coton. Une autre portion de l'emprunt devait aller aux porteurs de bons désireux de convertir leurs bons en obligations ; le reste devait être réservé aux souscriptions en bons du Trésor ou en billets de banque en circulation, reçues au pair dans les centres commerciaux. La difficulté que l'on éprouvait à se procurer des espèces força le Gouvernement à prendre ces mesures, qui semblaient susceptibles d'amener une stabilisation ¹. En vue de relever la valeur des obligations données en échange des produits, une partie de celles-ci tombaient à échéance et étaient payables tous les 6 mois, à partir du 1^{er} janvier 1864 ; mais la valeur ne s'accroissait pas réellement, car le remboursement était effectué en bons du Trésor dépréciés.

L'emprunt en nature fut un succès pour le Gou-

¹, Rapport du Secrétaire du Trésor du 14 mars 1862 ; O. R. Ser. 4, vol. I, 689-91.

vernement : à la fin de 1861, des quantités importantes de tabac, de coton, de blé et de produits alimentaires lui avaient été offertes. Ces livraisons provoquèrent une amélioration dans la situation des producteurs de coton, qui souffraient de la fermeture du marché par suite du blocus ¹.

Les planteurs de coton traversaient une période difficile. Ce produit valait un prix élevé en Europe et pouvait être considéré comme possédant une valeur constante. Dans son rapport du 10 mai 1861, le Secrétaire suggérait aux planteurs de mettre leur coton à la disposition du Gouvernement à titre de moyens de crédit, en échange d'obligations. Cette idée s'accordait avec les vœux des planteurs. Après un examen plus approfondi, cependant, le Secrétaire laissa au Congrès la responsabilité de la décision et dans une circulaire assura les planteurs de la sympathie du Département. Le Congrès décida que la mesure était anticonstitutionnelle, mais suggéra que la Constitution pouvait être amendée. En fait, le Secrétaire en vint à juger impraticable un tel plan. Celui-ci aurait rendu nécessaire une émission supplémentaire d'environ 150 millions de dollars de bons du Trésor, aurait en outre ruiné le crédit et entraîné une nouvelle baisse de la valeur de la monnaie ².

1. Archives de la Confédération, Rapports à Memminger du 16 janvier 1862 et du 9 janvier 1863.

2. Rapport du Secrétaire du Trésor du 10 mai 1861 ; *O. R.* Ser. 4, vol. I, p. 689-91 ; Pollard, *Davis*, 178-80.

Le Congrès adopta la position prise par le Secrétaire et refusa d'approuver ce mode d'assistance aux planteurs ¹.

C'est ainsi que, pendant sa première année d'existence, le Gouvernement Confédéré s'attacha à une politique d'émission de papier-monnaie et que, sans parler des droits de douane, dont le montant était insignifiant, les impôts ne furent pas utilisés comme source de revenus, sauf pour assurer le service des intérêts des bons et des obligations ².

Le Président, dans son Message au Congrès du 18 novembre 1861, traça un tableau très encourageant de la situation financière, déclarant qu'elle permettait d'escompter dans l'avenir des résultats favorables. Par l'émission de bons du Trésor, le Gouvernement s'était trouvé en mesure d'emprunter de l'argent sans intérêts et avait ainsi rendu aisée la conduite de la guerre. Le Président estimait que la disposition qui autorisait de convertir, au gré du porteur, ces bons en rente de la Confédération portant intérêts à 8 % garantissait le porteur contre une dépréciation dépassant la valeur de cette rente, et qu'il n'y avait pas lieu de redouter une baisse considérable de cette valeur tant que les intérêts seraient payés ponctuellement ³.

La législation fiscale réalisée par la Session

1. *De Bows Review*, décembre 1861, p. 558.

2. Message du Président du 18 novembre 1861, Richardson, 439

3. *Ibid*, 439.

de 1862 se conforma au rapport de M. Memminger du 14 mars 1862. Dans ce rapport, le Secrétaire passait en revue les opérations effectuées par son Département pendant l'année écoulée. Il faisait ressortir les difficultés qui avaient accompagné l'émission des obligations et montrait que l'emprunt en nature avait eu pour but d'éviter ces difficultés et avait fourni au Gouvernement du coton représentant une base de crédit. Il comptait encore sur l'efficacité de la mesure autorisant la conversion des bons en obligations, qui permettait de porter remède à la surabondance monétaire en retirant de la circulation une partie des moyens de paiement. Cependant l'inflation monétaire avait déjà commencé à se faire sentir ¹.

Le Secrétaire estimait les dépenses du gouvernement, pour les 9 mois à venir, à 215 millions. Il comptait pour les couvrir sur 18 millions provenant du placement des obligations encore disponibles de l'emprunt de 400 millions et sur 20 millions représentant le produit de l'impôt direct de guerre du 19 août 1861, recouvrable en 1862. Quant au reste, soit 176 millions, il proposait de le couvrir par de nouveaux impôts et par l'émission d'obligations et de bons. Il n'insistait pas sur la nécessité d'établir un système d'impôts et proposait seulement de créer un impôt dont le produit fût suffisant pour garantir l'emprunt projeté, c'est-à-

1. Rapport du Secrétaire du 14 mars 1862.

dire pour payer les intérêts des obligations supplémentaires. Il proposait d'émettre des obligations pour un montant de 164 millions et autorisait le paiement des souscriptions en nature. La population possédait des biens, mais pas d'argent ; aussi le Secrétaire recommandait-il d'imaginer un plan en vertu duquel le Gouvernement pût assurer, à la place des planteurs l'expédition de leurs produits et en tirer des bénéfices. Ce plan devait pouvoir être appliqué au coton et au tabac.

En ce qui concerne l'émission de bons du Trésor, le Secrétaire reconnut que c'était une méthode dangereuse et que 108 millions de ces bons étaient à ce moment en souffrance. Ce chiffre représentait $1\frac{1}{3}$ de plus que le montant total de la circulation monétaire dans le Sud avant la guerre et 8 millions de plus que le montant qu'il avait indiqué dans précédent rapport comme la limite recommandée par la prudence. Il conseillait cependant une émission complémentaire de bons de 50 millions, dont 10 millions devaient être gardés en réserves par le Trésor et remis aux porteurs de certificats de dépôt dans le cas de nécessité soudaine ou imprévue, pour être ensuite reversés au Trésor dans le plus bref délai possible. Le Congrès se conforma aux recommandations du Secrétaire et adopta ses suggestions en ce qui concernait les obligations et les bons, mais n'augmenta pas l'impôt de guerre levé en 1861.

La confusion entre les obligations, considérées

comme valeurs de placement, et les bons, considérés comme moyens de circulation fiduciaire, les efforts futiles tentés en vue de rendre l'obligation aussi attrayante que le bon tout en l'excluant de la circulation et en évitant de la surajouter à l'inflation monétaire, sont encore mis en lumière par l'exemple des bons portant intérêts autorisés par l'Acte du 17 Avril 1862. L'Acte précédent, daté du 19 mars 1861, avait créé des bons à 3,65 %. Un an plus tard, on donna aux bons similaires plus d'attrait en portant leur taux à 7,30 %. Ils étaient recevables en paiement des impôts, exception faite pour le droit à l'exportation sur le coton. Le Gouvernement s'aperçut bientôt cependant que ces bons n'étaient pas considérés comme un placement, qu'ils étaient mis en circulation dans une large mesure, accroissant considérablement l'inflation monétaire. En définitive, parallèlement à l'Acte de Consolidation du 17 février 1864, on décida que ces bons à 7, 30 % ne seraient plus dorénavant recevables en paiement des impôts et devraient être considérés comme des obligations payables deux ans après le Traité de paix. Une dernière tentative fut faite en vue de faire sortir ces bons de la circulation le 28 novembre 1864 : on décida qu'ils étaient échangeables contre des obligations à 6 % payables en 30 ans.

Les besoins du Gouvernement pendant cette longue guerre entraînèrent un accroissement des dépenses et une extension de la dette. Le 17 avril

1862, fut voté un Acte autorisant une émission de 5 millions de bons de 1 et 2 dollars ne portant pas intérêts et tombant à échéance 6 mois après la ratification de la paix. Ce montant fut porté à 10 millions à l'automne de la même année, sur la recommandation du Secrétaire du Trésor¹.

En dehors du relèvement du montant des bons de petite valeur nominale, l'Acte du 23 septembre 1862 contenait une disposition d'ordre général permettant l'émission d'obligations et de bons — d'obligations de préférence — semblables à ceux déjà autorisés², sans qu'une limite fût imposée à cette émission par les allocations de crédits du Congrès. Ces émissions s'accrurent en raison de l'augmentation des prix. Du 18 février 1862 à la fin de l'année civile, le Secrétaire estimait dans son rapport les dépenses du Gouvernement à 417 millions.

Un acte du 21 avril 1862, voté sur la recommandation du Secrétaire, autorisa l'échange d'obligations contre les produits dont le Gouvernement avait besoin.

Le Président se montra optimiste dans son rapport au Congrès, lorsqu'il exposa que le système financier s'était montré à la hauteur des besoins du Gouvernement. Il constatait avec satisfaction qu'il n'y avait pas de dette flottante et que le crédit du

1. Rapport du Secrétaire du Trésor du 18 août 1862 ; Acte du Congrès du 23 septembre 1862.

2. Actes des 19 août, 24 décembre 1861, 12 avril 1863.

Gouvernement était intact. Le total des dépenses avait atteint pour l'année environ 170 millions de dollars, qu'il estimait représenter 1/3 du montant dépensé par le Gouvernement Fédéral dans son effort pour écraser les Etats du Sud ¹.

Une législation avait été établie par les votes du Congrès en ce qui concernait les achats de fournitures par le Gouvernement au moyen d'obligations, mais la préférence de la population pour les bons du Trésor avait été si marquée que le Président recommanda une augmentation de l'émission de ces bons, considérant en même temps qu'il n'y avait pas lieu d'éprouver des craintes sérieuses du fait de l'accroissement de l'émission, puisque les bons étaient convertissables en obligations à 8 %. Il considérait que cette mesure devait créer une sauvegarde efficace contre une sérieuse dépréciation monétaire ².

Le système des emprunts en nature fut encore étendu par un Acte du 20 février 1863 et par un Acte secret, daté du 30 avril 1863 ³, qui prévoyait une émission de 250 millions d'obligations 6 % à 20 ans destinées à être échangées contre des produits agricoles ou contre des bons du Trésor, au moins au pair. Les intérêts étaient payables en monnaie ou en coton, à une valeur minima de 8 pences la livre. Le principal devait être payable

1. Message du Président du 25 février 1862, Richardson 191-2.

2. Message du Président du 18 août 1862, Richardson, 235.

3. *Charleston Mercury*, 18 juillet 1863.

en espèces ou, au choix du Gouvernement, en coton middling de la Nouvelle-Orléans, à raison de 6 pence la livre, le coton devant, dans les deux cas être livré dans un des sept ports de la Confédération énumérés dans l'Acte. Cet Acte secret fut abrogé avant le 1^{er} février 1864. La hausse de la valeur du coton à l'étranger après l'été 1863 porta le Secrétaire du Trésor à estimer peu judicieux de contracter des emprunts payables en montants spécifiés de coton et lui suggéra l'idée de passer ultérieurement à l'étranger des contrats payables en monnaie pour la vente du coton qu'il avait déjà expédié ¹. Pendant que l'Acte mentionné plus haut était en vigueur, 5 millions d'obligations avaient été placés au-dessus du pair en bons du Trésor et 5 autres millions avaient en outre été placés.

Dès les premiers temps de la guerre, les affaires relatives à l'emprunt en nature avaient été confiées à un Département spécial. Ce bureau s'occupait principalement de se faire livrer du coton par les planteurs, en échange d'obligations, et, jusqu'à un certain point, de bons, de l'expédier à l'étranger ou de l'utiliser comme garantie subsidiaire pour l'obtention d'avances, particulièrement de la part de négociants étrangers. Au total, le Gouvernement se procura pendant la guerre quelque 430.000 balles. Moins de 20.000 balles furent exportées avec

1. Archives de la Confédération ; Memminger à Mac Rae, 17 juillet 1864.

succès ; sur ce chiffre, environ 19.000 balles parvinrent aux consignataires étrangers. Comme le prix du coton montait à l'étranger, les planteurs manifestèrent de la répugnance à abandonner au gouvernement le bénéfice de la spéculation sur leurs produits et les souscriptions à l'emprunt en nature diminuèrent. Vers la fin de la guerre, le Gouvernement fit quelques efforts pour s'assurer des quantités plus importantes de coton, en pratiquant des réquisitions ou en offrant un prix avantageux en bons. Cependant l'emprunt en nature avait fait son temps en 1863 et les fournitures de coton obtenues par cette voie par le Gouvernement ne s'accrurent plus ensuite dans des proportions considérables¹.

Le gouvernement Confédéré mit sur pied des transactions financières avec des maisons de commerce étrangères qui s'occupaient de faire passer les exportations de coton à travers le blocus fédéral. Le coton était spécialement consigné chez Fraser, Trenholm and C^o, de Liverpool, succursale de John Fraser and C^o de Charleston (Caroline du Sud). Les agents chargés des achats à l'étranger tirèrent des traites sur ses livraisons pour acheter des fournitures et des bateaux, dès que les droits de belligérant furent reconnus au Sud par la Grande-Bretagne, au printemps 1861. Des agents furent envoyés à l'étranger ; parmi eux, John

1. O. R. Ser. I, vol. XXXIV pt 2, p. 1106 ; LII pt. 2, p. 507 ; *De Bow's Review*, II, 328 et ss (1866).

D. Bullock se montra particulièrement actif dans ses tentatives d'achats ou de fabrication de matériel de guerre. Caleb Huse et C. J. Mac Rae déployèrent également de l'activité dans le règlement des achats de fournitures étrangères. D'autres agents furent placés aux Bermudes et dans les Indes Occidentales, pour surveiller le transbordement des livraisons de matériel.

Quand les ressources en espèces du Gouvernement Confédéré furent épuisées, on essaya de maintenir les agents à l'étranger, en subvenant à leurs besoins par l'expédition des cotons possédés et détenus par le Gouvernement et par le placement à l'étranger de titres de la Confédération, particulièrement de certificats de coton. Au cours des années 1861 et 1862, le Major Huse, à lui seul, acheta et expédia pour 4.000.000 \$ de fournitures, dont la moitié consistait en armes; et il avait encore entre les mains pour plus de 1.000.000 \$ de matériel ¹.

Peu de temps après la création du Département du Trésor, celui-ci avait reçu la suggestion d'un emprunt étranger ². Deux mois plus tard, un correspondant offrit ses services en vue de jouer le rôle d'agent du Trésor en Europe pour le lancement

1. *Cas E. U.*, arbitrage de la Conférence de Genève, p. 90-1; *O. R. Ser. 4*, I, p. 220, 343; II pp. 383-4, 645, 647, 658; Rapport du Secrétaire du Trésor du 10 janvier 1863.

2. Archives de la Confédération: C. G. Baylor à Memminger, 26 fév. 1861.

d'un emprunt de 10 à 20 millions de dollars ¹. Le Gouvernement, pourtant, ne se hasarda pas dans cette entreprise jusqu'à ce que les stocks de coton réunis par lui grâce à l'emprunt en nature lui fissent entrevoir la possibilité de se créer à l'étranger un vaste crédit en consignnant les chargements de coton entre les mains de banquiers étrangers et en tirant des traites sur ceux-ci. — Des négociations furent ouvertes avec les agents de banquiers étrangers à la Nouvelle-Orléans, mais l'on n'aboutit à aucun résultat par suite de la prise de cette ville. D'autres offres en vue de la négociation d'un emprunt étranger sur la base du coton furent présentées en 1862 par des banquiers étrangers éminents et par leurs représentants dans le Sud ².

A l'automne 1862, le « London Times » annonça que le Gouvernement Confédéré se proposait de réunir un million de balles de coton et de les vendre en Europe, mais il doutait naturellement de la possibilité pour le Gouvernement de faire sortir de son pays une telle quantité de coton ³. Il estimait cependant qu'il y avait, en Angleterre et sur le continent, beaucoup de spéculateurs qui se montraient disposés à participer à une transaction comportant une hypothèque sur une partie du coton. La hausse du coton sur le marché anglais, de 7 pence dans les premiers mois de 1861 à 12 et 14 pence au

1. *Ibid.*, W. W. Wright au Président Davis, 22 avril 1861.

2. *O. R. Ser.* 4, vol. II, p. 1054-5.

3. *London Times*, 23 octobre 1862.

printemps 1862 et à près du double de ce prix à la fin de l'année assurait aux spéculateurs des chances de succès.

Après quelques semaines de négociations avec des banquiers français, les agents de la Confédération trouvèrent la banque Erlanger toute disposée à entreprendre de lancer un emprunt étranger confédéré ; la Banque les pressait même au début d'accroître l'emprunt au-delà de la limite proposée de 3.000.000 de livres sterling. Les agents de la Confédération, cependant, refusèrent d'assumer l'entreprise en dehors de l'autorité du Gouvernement de Richmond. Aussi M. Emile Erlanger passa-t-il l'Atlantique, dans l'espoir de persuader le Secrétaire du Trésor de lancer un emprunt plus important. Il échoua sur ce point. M. Memminger insista pour limiter l'emprunt à 15.000.000 \$ pour le moment présent. Le contrat fut rédigé et signé par le Secrétaire et par Erlanger le 28 janvier 1863. Le Congrès Confédéré donna force de loi au contrat par un Acte secret du 29 janvier 1863 ¹.

Les termes du contrat étaient les suivants : le Secrétaire du Trésor acceptait de garantir le pouvoir nécessaire pour une émission de 75.000.000 de francs ou 3.000.000 de livres sterling d'obligations à 20 ans. Ces obligations devaient porter intérêts à 7 %, payables semestriellement le 1^{er} Mars et le

1. Capers, *Memminger*, pp. 357-8 ; *Economist de Londres* XXI, p. 317 (24 mars 1863) ; Acte Secret du 29 janvier 1863.

1^{er} septembre, en or ou en valeur équivalant à l'or. Des rachats bi-annuels de $1/40$ de la valeur nominale du principal étaient prévus à partir du 1^{er} mars 1864, le Gouvernement consentant à remettre le montant nécessaire à la couverture du service des intérêts et de l'amortissement à Erlanger et C^{ie} deux mois avant l'échéance et les banquiers consentant à payer les montants, moyennant une commission de 1 % sur ceux-ci. Chaque obligation pouvait être échangée à sa valeur nominale contre du coton middling de la Nouvelle-Orléans, à raison de 6 pence par livre et à toute époque jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois après la ratification du Traité de paix avec les Etats-Unis. Si l'échange des obligations contre le coton était demandé pendant la guerre, le coton devait être livré en des points du territoire de la Confédération ne se trouvant pas éloignés de plus de 40 milles d'un chemin de fer ou d'une rivière navigable et exporté par les porteurs d'obligations sans que le Gouvernement imposât aucune charge à l'expédition, exception faite pour le droit à l'exportation habituelle de $1/8$ % par livre. Si l'échange était ajourné jusqu'au rétablissement de l'état de paix, le coton devait être livré aux porteurs d'obligations à Charleston, à Mobile ou à la Nouvelle-Orléans ¹.

Erlanger et C^{ie} garantissaient la souscription à l'emprunt à 77 % de sa valeur nominale ; en fait,

1. Schwab, 34.

ils achetèrent les obligations au Gouvernement à ce prix. Il leur était alloué une commission de 5 % et la différence éventuelle entre 77 % et le prix actuel reçu.

En mars 1863, le plan de l'emprunt fut publié à Londres ; il fut connu à la même époque à Richmond. Les obligations étaient offertes au public à 90 %. L'existence de l'emprunt avait été tenue si secrète que, jusqu'à la publication dans les journaux étrangers du prospectus, le public des Etats confédérés et des autres pays n'en connut pas les détails. La Bourse de Londres évita de donner sa reconnaissance officielle et, en France, des difficultés créèrent des obstacles à la publication de ce prospectus. M. Drouyn de l'Huys exprima ses vœux pour le succès de l'emprunt, mais il conseilla à M. Slidell de ne compter que sur les circulaires et refusa son consentement à la publication des annonces jusqu'au moment où l'Empereur insista pour l'y décider. Le « London Times » et l'« Economist » prirent une attitude favorable et l'« Economist » estima ces obligations à une valeur supérieure à celle des titres fédéraux placés sur le marché anglais ¹.

Le coton était alors vendu en Angleterre de 21 à 22 pence la livre. Ce prix laissait, dans tous les cas, aux porteurs de bons une marge importante.

1. Bigelow, *France and the Conf. Navy*, 151 ; *London Times*, 18-20 mars 1863 ; *Economist* (de Londres) XXI, 309, 314 (21 mars 1863).

Le Gouvernement Confédéré détenait plus de 350.000 balles. En deux jours on annonça que l'emprunt était, à Londres seulement, couvert trois fois, et que le total des souscriptions avait atteint 15.000.000 de £ ¹. Les obligations montèrent à 95 1/2.

La base de ces obligations était le coton, et le problème était de savoir comment on pourrait faire sortir ce produit de la Confédération. Pendant le mois de mars 1863, les obligations se vendaient entre 90 3/4 et 95, puis elles baissèrent soudainement. A ce moment, M. Mason, le Commissaire de la Confédération à Londres, prit les mesures suivantes pour faire remonter les obligations. Il signa le 7 avril 1863 avec Erlanger et C^{ie} un accord, aux termes duquel ces derniers étaient autorisés à soutenir le marché en rachetant les obligations, avec des fonds fournis par le Gouvernement et pour le compte du Gouvernement, à 90 ou au-dessus de ce cours, jusqu'à concurrence d'une valeur nominale de 1.000.000 de £. Erlanger et C^{ie} devaient revendre les obligations, si la chose était possible, à 90 ou au-dessus, mais ne pas descendre au-dessous de ce chiffre sans le consentement de Mason. L'opérateur réel ne devait pas être révélé sur le marché et les bénéfices de la transaction devaient aller au Gouvernement. L'accord fut immédiatement mis à exécution et Erlanger et C^{ie} intervinrent

¹. O. R. Ser, 4 vol. II, p. 449 · *London Times*, 21, 23 mars 6 août 1863.

sur le marché comme acheteurs d'obligations confédérées, à partir du 7 avril, à 87. Les obligations montèrent au-dessus de 91 ¹.

Les obligations cotèrent au-dessus de 90 jusqu'à la première semaine de mai, puis elles tombèrent à 88 à la fin du mois, variant autour de ce chiffre jusqu'à l'annonce des victoires fédérales de Vicksburg et Gettysburg ; elles commencèrent alors un rapide mouvement de baisse. Les résultats des campagnes de Pensylvanie et du Mississipi de l'été 1863 exercèrent une action démoralisatrice sur les finances de la Confédération. Les obligations Erlanger baissèrent avec les autres, mais subirent de larges fluctuations. Pendant l'année 1864 les obligations Erlanger maintinrent leur situation ; leur valeur remonta même. L'annonce de victoires confédérées, une hausse de la prime de l'or à New-York, une chute des cours des obligations fédérales, la nouvelle que certaines quantités de coton de la Confédération avait traversé le blocus relevèrent le cours des obligations. — Le « London Times », aux environs du mois de septembre 1864, estimait que les porteurs des obligations Erlanger étaient en meilleure posture que les porteurs des obligations fédérales. Le « London Bankers Magazine » jugeait que la situation des Etats confédérés à la fin de 1864 autorisait plus d'espoir qu'au début de la guerre ². Les obligations reflétaient

1. Bigelow, 175 et 399.

2. *Bankers Magazine* (Londres) XXIV, 1092-3, décembre 1864.

cependant les événements militaires. Elles continuèrent même à garder une valeur après la guerre, car on espérait que le gouvernement d'un Etat assurerait la charge de la dette, mais Judah P. Benjamin, l'ancien Secrétaire d'Etat de la Confédération, annonça que le Gouvernement Confédéré avait épuisé les fonds dont il disposait à l'étranger avant la fin de la guerre ¹.

Un facteur qui contribua à la bonne tenue des obligations Erlanger fut la politique de paiement régulier des intérêts et l'amortissement semestriel de 1/40 du capital. Ces paiements furent effectués en partie sur le produit de la vente des faibles quantités de coton exportées à l'étranger et en partie sur le revenu de l'emprunt lui-même. Le dernier paiement de capital fut opéré le 1^{er} mars 1865, en vertu de l'Acte secret du 3 février ².

Le montant des bénéfices réalisés sur les obligations par le Gouvernement Confédéré peut difficilement être évalué. John Bigelow estime le montant brut réalisé à 15.000.000 \$, le montant perdu dans la tentative d'intervention sur le marché à 6.000.000 \$ et le montant perdu du fait d'achats de navires à 5.000.000 \$. On peut à coup sûr estimer que le bénéfice net a été d'environ 4.000.000 \$ ³.

1. *London Times*, 3 novembre 1881.

2. Archives de la Confédération.

3. J. Bigelow, 188.

Le succès financier de l'emprunt ne fut pas aussi considérable que sa portée politique. Dès le mois de juin 1863, les agents de la Confédération à l'étranger annoncèrent que l'emprunt présentait des avantages politiques évidents ¹. L'emprunt eut pour effet une reconnaissance morale du Gouvernement Confédéré par le monde commercial.

Le Gouvernement Confédéré fit de grands efforts pour réaliser ses emprunts par des émissions d'obligations plutôt que par des émissions de bons, comme il le montra dans ses mesures de consolidation et dans l'emprunt en nature. Mais il était irrésistiblement entraîné à faire appel de plus en plus aux emprunts forcés, représentés par l'émission de bons, au lieu d'avoir recours aux emprunts volontaires, représentés par les émissions d'obligations ². Sur le total de la dette de la Confédération au 19 juillet 1861, 10 % consistaient en bons restés en souffrance ; le 16 novembre de la même année, cette proportion était montée à 63 % et en décembre 1862 elle atteignait 82 % ³. Le Gouvernement rencontrait des difficultés pour trouver des prêteurs consentant à avancer des capitaux, sous quelque forme que ce fût, en échange d'obligations portant intérêts.

1. Archives de la Confédération ; Fraser, *Trenholm and Co* à *Memmingen* 2 juin 1863.

2. Message du Président du 18 août 1863, Richardson, vol. I, p. 235.

3. Schwab, 44.

Le premier emprunt patriotique procura au Gouvernement une grande partie des espèces disponibles dans le Sud. Puis, l'emprunt en nature assura l'avance de capitaux, sous la forme la plus avantageuse pour les prêteurs. Les bons du Trésor étaient plus populaires et furent émis en grandes quantités. Les prix montèrent par suite de la rareté des marchandises et du manque de monnaie solide, et l'emploi du papier-monnaie entraîna une inflation sans cesse accrue.

Dans son rapport au Congrès du 10 janvier 1863, le Secrétaire chercha les moyens propres à encourager la conversion des bons en obligations, et, par suite, à réduire l'inflation monétaire. Le Secrétaire insista sur la distinction à établir entre les bons portant intérêts et les certificats de réquisition, dont un montant de 175 millions était en souffrance, et le papier-monnaie, dont il estimait le montant à 310 millions; sur ce total 290 millions étaient constitués par des bons ne portant pas intérêts et 20 millions par des bons du Trésor de l'Etat et des billets de banque. La prime de l'or était à cette époque de 200 $\frac{0}{100}$. Le Secrétaire recommandait de réduire la circulation monétaire à 150 millions; il estimait que ce chiffre représentait le montant en rapport avec la stagnation des affaires résultant de la guerre. On devait réaliser la réduction de la circulation monétaire en stimulant la conversion des bons en obligations. L'espoir du Gouvernement de corriger l'inflation en l'absorbant

sous la forme d'obligations se révéla mal fondé ¹.

A l'automne 1862, un effort fut tenté en vue de précipiter ce mouvement d'absorption. L'Acte du 13 octobre 1862 stipula que tous les bons émis après le 1^{er} décembre 1862 ne pourraient plus dorénavant être convertis en obligations à 8 %, mais seulement en obligations à 7 %. En ce qui concernait les émissions restant en souffrance à cette date, le Secrétaire était autorisé à exiger des porteurs de bons qu'ils convertissent leurs bons en obligations à 8 % dans un délai de 6 mois après la notification de cette mesure. Tous les bons qui n'auraient pas été convertis de cette façon ne pourraient plus ensuite être convertis qu'en obligations à 7 %. Cet « Acte tendant à la réduction du taux d'intérêts de la dette consolidée » constituait une violation flagrante des termes du contrat existant entre le Gouvernement et les porteurs de bons ; il établissait une base autorisant toute une série de mesures de répudiation.

Le Secrétaire fit immédiatement circuler dans le public des avis donnant corps aux stipulations de l'Acte et fixa au 22 avril 1863 la date après laquelle les bons restant en souffrance ne pourraient plus être convertis en obligations à 8 %, mais seulement en obligations à 7 % ².

Le Secrétaire, dans ses recommandations de

1. Rapport au Secrétaire du Trésor du 14 mars 1862 ; Mc Pherson, *Rebellion*, 358-9.

2. *Charleston Courier*, 31 octobre et novembre 1862.

Janvier 1863, parla des inconvénients de la dépréciation monétaire et de la nécessité de faire face à la hausse continuelle des prix par l'émission de bons supplémentaires. Il proposa d'étendre le principe adopté dans les mesures législatives de l'automne précédent, de contraindre les porteurs de bons à échanger leurs bons contre des obligations et de réduire par ce moyen à 150 millions le montant des bons en circulation. Les moyens proposés consistaient dans l'annonce que les bons portant une date antérieure au 1^{er} Décembre 1861 cesseraient d'avoir la valeur d'une monnaie après le 1^{er} Juillet 1863, lorsqu'ils ne pourraient plus être convertis. Le Secrétaire justifia la mesure proposée en s'appuyant sur la loi existante : « Six mois ont déjà été accordés pour le placement en titres à 8 %, en conformité avec le contrat relatif au bon. Un délai supplémentaire de 2 mois sera accordé pour le placement en obligations à 7 % ; et si, après un congé aussi long, les porteurs ne veulent pas user de leurs privilèges, la bonne foi du Gouvernement sera à l'abri de tout reproche ». Le Secrétaire déclara encore que la modification apportée au contrat profitait en réalité aux deux parties, le Gouvernement et le porteur de bons. Son but était d'augmenter la valeur de la monnaie. L'idée qu'une conversion imposée par contrainte constituait une violation du contrat existant entre le Gouvernement et le porteur de bons, fut examinée par le Secrétaire, qui déclara que le Congrès

avait déjà répondu à cette objection en votant l'Acte de conversion du 13 Octobre 1862. Il justifia également sa position en prétendant qu'« une limitation de durée pour l'exécution d'un contrat n'a jamais été considérée comme une violation, dans le cas où il existe une nécessité suffisante pour réclamer l'exécution. La justice est satisfaite si l'on donne à la partie l'occasion pleine et entière de tirer de son contrat le bénéfice qu'elle en attend. Des exemples de l'application du même principe sont fournis en matière de droit privé par les lois sur les sociétés et par les lois relatives à la gestion des fonds privés. En droit public, l'histoire de chaque nation fournit des précédents semblables, qui trouveront probablement une justification dans les lois de tous les Etats de notre Confédération... L'époque à laquelle on devait jouir de ces avantages (conversion des bons en obligations), ne figurait pas au contrat, et chaque porteur (de bons) était tenu de savoir qu'un tel incident a toujours été considéré comme n'échappant pas au contrôle de la loi qui fait autorité. » Le Secrétaire reconnut que les obligations de la Confédération se dépréciaient, mais prétendit que toute perte de ce côté serait compensée par un relèvement de la valeur des bons.

Le Secrétaire recommanda encore, dans son rapport de Janvier 1863, la garantie des obligations de la Confédération par les Gouvernements des Etats. Il proposa que chacun des Etats ga-

rantit le paiement des intérêts et du principal de son contingent d'obligations de la Confédération. Il considérait que cette mesure améliorerait la position des Etats et lui permettrait à lui-même de convertir les obligations à 8 % en obligations à 6 %, d'émettre de nouvelles obligations au plus faible de ces taux d'intérêts et d'employer les économies réalisées sur les intérêts à la réduction du principal.

Les recommandations du Secrétaire furent adoptées par un Acte du 23 Mars 1863. Les dispositions de l'Acte de consolidation furent immédiatement mises à exécution. Il y eut tout d'abord une chute prononcée des prix, imputable à l'attente d'un resserrement de la circulation monétaire et au vote de l'Acte fiscal du 24 avril 1863 ¹. Cependant la confiance dans la monnaie, qui s'était relevée, disparut bientôt ; il s'ensuivit un mouvement de méfiance dans la population. Les journaux mettaient en doute la sagesse et le caractère équitable de l'Acte et exposaient ouvertement leurs critiques ; la seule exception fut le « Richmond Sentinel », qui défendit la mesure.

Les banques de Richmond consentirent en Juin de ne pas accepter et de ne pas rembourser les bons d'une date antérieure au 1^{er} Décembre 1862, qui étaient frappés de discrédit. Cette mesure souleva une vive émotion et entraîna des appels

1. *Richmond Examiner*. 20 avril, 7 mai, 9 mai 1863.

pressants à une intervention législative. La Législature de Virginie, cependant, essaya de protéger le Trésor de l'Etat en défendant aux shérifs et aux percepteurs d'accepter les bons frappés de discrédit ¹. Mais la Législature de la Caroline du Nord, sur l'avis du Gouverneur Vance, refusa d'intervenir dans le même sens et décida que tous les bons de la Confédération devaient être traités de la même façon et acceptés par le Trésor de l'Etat, même s'ils n'étaient plus convertibles en obligations de la Confédération ².

Une nouvelle émission de bons fut autorisée en Mars 1863, jusqu'à concurrence de 50 millions par mois, et ce fait empêcha la réduction de la circulation monétaire de se réaliser. Cette nouvelle émission fut imposée au Département des Finances par l'extension prise par les opérations militaires à l'été et à l'automne 1863.

Les recettes du Gouvernement s'étaient élevées pendant les neuf premiers mois de 1863 à 601 millions; sur ce montant, cinq millions provenaient seuls des impôts; 453 millions résultaient du placement d'obligations et 442.6 millions, soit plus de 73 % du revenu total, des émissions de monnaie de papier ³.

Le Congrès redoutait toujours les impôts. Au début de l'année 1863, le Président avait indiqué

1. Acte de Virginie des 28 mars et 14 septembre 1863.

2. Acte de la Caroline du Nord du 3 juillet 1863.

3. Schwab, 55.

que la circulation fiduciaire s'était accrue dans de sérieuses proportions et que le Gouvernement avait besoin de revenus provenant des impôts pour soutenir le crédit public. Il avertit le Congrès qu'une législation énergique et prudente pouvait seule prévenir des embarras sérieux dans les affaires monétaires. « C'est ma conviction que le peuple de la Confédération s'acquittera de bon gré d'impôts établis sur une échelle permettant de soutenir le crédit public et d'aider son gouvernement. Alors que chaque famille envoie ce qu'elle a de plus précieux au-devant des épreuves de la vie, des camps et de la mort sur les champs de bataille, quelle raison pouvons-nous avoir de douter qu'elle soit disposée à sacrifier un dixième de son revenu, plus même si c'est nécessaire, pour fournir au Gouvernement les moyens d'assurer le soulagement de ses défenseurs ? Insinuer que le peuple manifeste une répugnance à se soumettre à une taxation nécessaire pour le succès de sa défense, c'est jeter sur son patriotisme un doute que peu de citoyens voudront exprimer et que personne ne pourra justifier ». Le Président montra que la législation promulguée par le Congrès pendant la dernière session, qui avait pour but d'accélérer la conversion des bons du Trésor en souffrance, s'était révélée profitable, mais qu'elle n'était ni assez rapide ni assez étendue pour conjurer entièrement le mal. Le Président recommanda le vote de quelques lois poussant encore

plus loin la politique instaurée par cette loi et fixant à une limite qui ne dépassât pas le 1^{er} Juillet suivant, le délai accordé pour la conversion des bons émis avant le 1^{er} décembre 1862. Dans ce but, il recommanda une taxation suffisante pour permettre d'établir le crédit du gouvernement sur une base telle qu'il n'ait plus à se montrer anxieux au sujet des ressources à sa disposition pour la conduite de la guerre. Il admettait qu'à la fin de la guerre la dette devait être considérable, mais qu'elle devait être contractée envers le peuple du Sud, que ni les intérêts ni le capital ne devaient être exportés dans des pays étrangers ¹.

Dans l'espoir de soutenir les bons, le Congrès discuta une proposition tendant à en faire un moyen de paiement légal. Ce fut pour le Secrétaire l'occasion de s'opposer à cette mesure. Il appuya son opposition sur trois raisons; en premier lieu, les bons étaient partout acceptés comme monnaie, à la parité des billets de banque, et n'avaient pas besoin qu'on les aidât à devenir un moyen de paiement légal. Une loi tendant à imposer leur acceptation devait, à son avis, accroître la suspicion, ébranler la confiance du public et faire baisser la valeur des bons. En second lieu, une loi leur donnant la qualité d'un moyen de paiement légal ne pourrait pas empêcher les bons de se déprécier ni diminuer le mal causé par une

1. Message du Président du 12 janvier 1863, Richardson, vol. I, p. 293-3.

telle dépréciation. En troisième lieu, si les lois faisant des bons un moyen de paiement légal devaient entraîner des tentatives en vue d'imposer par des pénalités l'acceptation des bons, l'expérience faite précédemment en Virginie et celle plus récemment tentée en France laissaient prévoir l'échec final de cette politique. Mr. Memminger terminait sa lettre en insistant auprès du Congrès sur la nécessité de relever la taxation et d'adopter un certain nombre de mesures propres à accroître la confiance dans l'intégrité et dans la solvabilité du Gouvernement Confédéré. « Une urgence extrême peut forcer notre Gouvernement à adopter dans l'avenir des mesures extrêmes, mais il me semble que, à l'heure actuelle, la meilleure politique est pour nous d'éviter autant que possible tout ébranlement du crédit public ¹ ». La question fut longuement discutée au Congrès, mais une loi faisant des bons un moyen de paiement légal ne fut jamais votée.

Le 7 décembre 1863, le Secrétaire présenta son rapport au Congrès. L'évaluation présentée par lui exigeait de la part du Congrès l'allocation de 1,500 millions de crédits pour l'année 1864. La dette publique de la Confédération était estimée par le Secrétaire au 30 septembre 1863, à 994 millions, dont 293 millions consistaient en obligations, la plupart de celles-ci portant intérêt à 8 %.

1. Capers, *Memminger*, p. 488-9.

Le Secrétaire nota dans ce rapport l'échec du système fiscal. Il ne présentait cependant pas d'autre projet pratique d'accroissement des revenus provenant des impôts que celui d'un impôt de 5 % sur toutes les propriétés ; cet impôt devait être perçu après le paiement des impôts déjà existants. Le paiement de cet impôt devait être effectué par moitié en bons du Trésor et par moitié en espèces ou en coupons d'une nouvelle émission d'obligations ; son produit devait être affecté en première ligne à assurer le service des intérêts de ces obligations. Le Secrétaire reconnaissait que l'échange des bons contre les obligations s'était révélé peu satisfaisant, mais il estimait que cet inconvénient aurait été évité si les intérêts des obligations avaient pu être payés en espèces.

Les autres plans du Secrétaire consistaient en une émission de 1.000 millions d'obligations à 6 % à 20 ans, destinées à consolider la dette publique, en permettant de convertir les bons en excédent et de couvrir les allocations courantes. Les nouvelles obligations devaient être exemptes de l'impôt de 5 %, totalement ou en partie, selon la rapidité avec laquelle les bons seraient offerts en échange d'obligations... Les porteurs de bons devaient aussi être contraints de convertir leurs bons d'une valeur nominale inférieure à 5 dollars. Cette mesure portait sur presque tous les bons en souffrance. On devait annoncer que, à partir du 1^{er} avril 1864, ou du 7 juillet 1864, pour les Etats

situés au-delà du Mississipi, les bons ne devraient plus rester en circulation ni être acceptés par le Gouvernement, bien qu'ils fussent encore rachetables par le Gouvernement à leur valeur nominale. Un délai de six mois devait être accordé, pendant lequel ces bons pourraient être échangés contre des obligations; à l'expiration de ce délai, les bons devaient être annulés.

Il était assez difficile pour le Secrétaire d'approuver une telle action, mais il observa que le Gouvernement avait prévu un fonds en espèces à peu près correspondant, autant que la chose était possible, qu'il agirait en débiteur honnête, reconnaîtrait sa dette, offrirait ses gages les meilleurs et demanderait un délai. On se trouvait en présence d'une situation désespérée, qui exigeait des moyens désespérés. La dernière loi ne pouvait se justifier que par le fait qu'elle avait été proposée dans le but de servir le mieux possible les finances de l'Etat et les particuliers. En même temps qu'il faisait tous ces efforts pour atténuer les inconvénients de l'inflation, le Secrétaire proposa une nouvelle émission de bons, d'un montant de deux cent millions, destinés à être substitués aux anciens bons dont il projetait la conversion. La mesure était proposée en raison des difficultés que l'on rencontrait pour obtenir de nouveaux moyens financiers permettant de poursuivre la guerre.

Le Président montra, dans son message au Congrès du 7 décembre 1863, la gravité de la situation

financière. Il estimait cependant que les ressources du pays étaient abondantes et le peuple animé d'un tel dévouement à sa cause, qu'il se montrerait disposé à tous les sacrifices pour apporter la contribution nécessaire. Le Président songeait en cet endroit à un système complet de taxation. Le Gouvernement général avait, pendant longtemps, exempté la population d'impôts directs et ce fait avait fait naître une aversion contre la perception de recettes par tout autre procédé que les taxes à l'importation. On avait considéré que ces taxes seraient amplement suffisantes pour les dépenses courantes du temps de paix, cependant que les moyens nécessaires à la conduite de la guerre pourraient être réunis presque exclusivement par l'emploi du crédit public.

Le plan imaginé par le Congrès en 1861-62 était fondé sur la théorie de l'émission de bons du Trésor convertibles au gré du porteur en obligations à 8 % dont les intérêts devaient être payables en argent, et l'on avait supposé que toute tendance à la dépréciation, éventuellement provoquée par l'excès des émissions de monnaie, serait réprimée par l'exercice constant du droit reconnu aux porteurs de consolider leurs bons à un taux d'intérêts important, payables en espèces. Le succès de ce système dépendait cependant de la possibilité constante pour le Gouvernement de payer les intérêts en espèces, et des moyens furent prévus dans ce but dans les lois autorisant les émissions. Un im-

pôt intérieur, baptisé impôt de guerre, fut perçu, dont le produit, joint aux recettes réalisées sur les importations, était estimé suffisant pour couvrir les besoins du service des intérêts. Ce plan exigeait cependant que le commerce avec les nations étrangères ne fût pas suspendu. Le blocus effectif avait à ce point contrarié le commerce extérieur que les ressources en espèces s'étaient raréfiées dans le pays et que la prime de l'or avait atteint un niveau élevé.

Le système d'une taxation par les Etats avait été un échec. L'aversion populaire contre l'établissement par le Gouvernement Général d'une taxation intérieure avait exercé son influence sur la législation des Etats particuliers et dans trois seulement d'entre eux, la Caroline du Sud, le Mississippi et le Texas, des impôts avaient été réellement perçus sur la population. Les contingents qui devaient être fournis par les autres Etats avaient été remplacés par l'émission d'obligations d'Etat et de bons du Trésor. Par suite, la dette publique du pays s'était en fait accrue, au lieu de subir une diminution grâce à la taxation imposée par le Congrès ¹.

Le pouvoir général de taxation dont la Constitution Provisoire avait investi le Congrès n'était limité par aucune autre condition que celle-ci : « que toutes les taxes, impôts et accises devaient

1. Message du Président du 7 décembre 1863, Richardson, vol. I, p. 363.

être uniformes dans tous les Etats de la Confédération ». Mais la Constitution permanente sanctionna le principe que la taxation et la représentation devaient être établies sur la même base et stipula que « les représentants et les impôts directs devaient être répartis entre les différents Etats en raison du chiffre de leurs populations respectives ; on déterminait ce chiffre en ajoutant au nombre total des personnes libres, y compris celles qui étaient assujetties au service pour un certain nombre d'années et non compris les Indiens non imposés, $\frac{3}{5}$ du nombre total des esclaves¹ ». Les $\frac{2}{3}$ environ de la propriété totale imposable des Etats confédérés consistaient en terres et en esclaves.

Le Président montra au Congrès que des impôts sur les terres et sur les esclaves étaient des impôts directs et conclut que, si la Constitution Confédérée s'exprimait dans les mêmes termes que la Constitution de 1787, c'est qu'il avait été admis que, soixante ans plus tôt, la Convention Constitutionnelle donnait, à ces termes, un sens qui avait été sanctionné par un acquiescement unanime. Il estimait qu'une loi qui exempterait de la charge des impôts $\frac{2}{3}$ de la propriété du pays serait à la fois injuste pour les propriétaires de l'autre tiers et insuffisante pour permettre de faire face aux besoins des services publics².

1. Constitution Confédérée, Art. 1, Section 2.

2. Message du Président du 7 déc. 1863, Richardson, vol. I, p. 363.

Le Congrès avait fait une loi, datée du 24 avril 1863, par laquelle il essayait de frapper dans la mesure du possible toutes les ressources du pays, à l'exception du capital investi en biens immobiliers et en esclaves. Il y avait des impôts sur le revenu et des impôts en nature sur les produits du sol, ainsi que des patentes sur les occupations commerciales et sur les professions, destinés à fournir des ressources suffisantes pour satisfaire aux besoins du pays. Une très grande partie de ces ressources, cependant, ne put être rendue utilisable qu'à la fin de 1863 et au début de 1864. Dans ces conditions, les bons du Trésor avaient été multipliés au point de porter le montant de la circulation monétaire à plus de 600.000.000 \$ que le Président estimait représenter plus de trois fois le montant requis par le mouvement des affaires dans le pays. Le Président montra les effets démoralisateurs de ce chiffre énorme de la circulation monétaire sur le peuple ¹.

Le Président, insistant encore sur la nécessité et sur la légalité d'une taxation, déclara : « Elle (la Constitution) nous prescrit de protéger chaque Etat contre l'invasion ; et, en déclarant que ses objectifs et ses buts essentiels sont « d'établir la justice, d'assurer la paix à l'intérieur et de garantir les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à notre postérité », elle nous fournit les moyens et

1. *Ibid.*, 365.

nous impose en conséquence le devoir suprême de réaliser son idéal « en établissant et en percevant les taxes, impôts et accises nécessaires pour faire face au paiement des dettes, pourvoir à la défense commune et assurer le gouvernement des Etats Confédérés ». « Nul ne pourrait prétendre que la Constitution est violée parce que, du fait de la présence des armées ennemies, nous ne sommes pas en mesure de garantir la forme du Gouvernement républicain aux Etats ou aux portions d'Etats qui sont à l'heure actuelle occupés temporairement par l'ennemi... Le sens général de notre charte constitutionnelle est certainement que la propriété du pays doit être taxée pour fournir des recettes en vue de la commune défense... A mon avis, notre premier devoir est de réaliser le but général du monument auquel nous avons juré d'obéir et nous ne pouvons nous excuser de ne pas nous soumettre à cette obligation en invoquant que nous sommes incapables de la remplir sous la forme précise indiquée par ce texte ¹ ».

Le Président insista pour que des mesures fussent adoptées en vue de réduire par voie de contrainte la circulation monétaire au montant requis par le mouvement d'affaires du pays. Il recommanda d'accompagner cette réduction du vœu de ne voir dépasser ce montant sous la pression d'au-

1. Message du Président du 7 déc. 1863, Richardson, vol. I, p. 365-6.

cune circonstance, affirmant qu'aucune utilisation du crédit du Gouvernement n'était aussi désastreuse que celle qui bouleversait la base de tous les échanges et rendait impossible toute prévision de prix pour l'avenir.

Il semble que le Président n'ait pas éprouvé le moindre doute sur le caractère équitable d'une consolidation des bons par contrainte, du point de vue moral comme du point de vue légal. « On peut ajouter », dit-il, « que le peuple, en examinant cette question, devrait sagement se représenter que le Gouvernement, lorsqu'il contracte des dettes, n'est que son agent ; que les dettes du Gouvernement sont ses dettes à lui. Comme notre monnaie est exclusivement entre nos mains, il est évident que, si chaque citoyen possédait une quantité de bons du Trésor exactement proportionnée à la valeur des moyens dont il dispose, il se trouverait en fait débiteur vis-à-vis de lui-même du montant des bons qu'il détiendrait ; et, s'il était possible de répartir la monnaie entre la population exactement d'après ce principe, un impôt prélevé sur la monnaie, et dont le montant suffirait strictement à réduire celle-ci à ses limites convenables, fournirait le meilleur de tous les remèdes. Dans de telles conditions, les bons demeurant entre les mains de chaque porteur, après le paiement de son impôt, auraient exactement la même valeur que la somme totale précédemment détenue par lui ; ils lui permettraient d'acheter

une quantité de marchandises au moins égale. Ce résultat ne peut être parfaitement réalisé par aucun expédient ni par aucune législation, mais on peut s'en approcher par le moyen de la taxation. Un impôt frappant toutes les valeurs a pour effet, non seulement d'imposer au porteur de bons une part convenable de la charge, mais de forcer ceux qui en possèdent peu ou qui n'en possèdent aucun, à se défaire d'une partie de leur avoir au profit de ceux qui en gardaient une quantité excessive, afin de s'assurer les moyens de satisfaire aux demandes du percepteur. C'est le seul procédé permettant pratiquement de faire contribuer tous les citoyens aussi également que possible à la charge que tous sont tenus de partager, et c'est pour cette raison qu'une taxation appropriée aux exigences de l'Etat doit, dans la situation où nous nous trouvons actuellement, constituer la base de tout système de consolidation ou de tout autre remède destiné à établir la stabilité dans nos finances ¹ ».

Les recommandations du Président et du Secrétaire d'Etat au sujet de la consolidation des bons rencontrèrent des dispositions favorables. Un mouvement populaire en faveur de la consolidation des bons s'était exprimé dans les journaux sudistes pendant l'automne et l'hiver 1863-4. Le *Rich-*

1. Message du Président du 7 décembre 1863, Richardson, vol. I, p. 369.

mond Examiner se plaçait à ce point de vue que « opérer par contrainte la consolidation de la masse énorme de monnaie du Gouvernement actuellement en souffrance est le seul remède qui s'offre à notre Gouvernement ¹ ». Le *Charleston Courier*, cependant, était opposé aux mesures monétaires ainsi suggérées et mettait le Gouvernement en garde contre les effets démoralisateurs de toute mesure de répudiation ². Le *Mercury*, d'autre part, appuyait la demande populaire d'une réduction par contrainte de la circulation monétaire ³.

Après de longues discussions et de nombreuses propositions, tant à la Chambre qu'au Sénat, un projet de loi fut voté et signé le 17 février 1864 par le Président. Cet acte avait en vue la réduction de la circulation monétaire, mais il autorisait en même temps une nouvelle émission de bons et d'obligations. Les bons de faible valeur nominale, de 5 dollars, devaient être reçus par le Gouvernement et consolidés au pair jusqu'au 1^{er} juillet 1864, ou jusqu'au 1^{er} octobre 1864 dans la région située à l'ouest de Mississipi. Après ces dates, les bons devaient être frappés d'un impôt de 1/3 de leur valeur nominale et échangés contre de nouveaux bons à raison de 3 \$ d'anciens bons pour 2 \$ des nouvelles séries. Un acte postérieur, du 14 juin 1864,

1. *Richmond Examiner*, 3 sept. 1863, 14 novembre, 3 déc. 11 décembre 1863.

2. *Charleston Courier*, 18 janvier 1864.

3. *Charleston Mercury*, nov., déc. 1863, *passim*.

établit un impôt de 100 % sur tous les anciens bons non encore présentés au 1^{er} janvier 1865.

Les bons de 5 \$ et d'une valeur inférieure à 100 \$ étaient convertissables en obligations inscrites 4 % à 20 ans jusqu'au 1^{er} avril 1864 ou jusqu'au 1^{er} juillet 1864 à l'Ouest du Mississipi. Les obligations inscrites n'étaient naturellement pas facilement transférables. Tous les bons de cette catégorie non convertis en obligations 4 % devaient être frappés d'un impôt de 1/3 de leur valeur nominale. Le droit d'opérer la conversion devait cesser de s'appliquer le 1^{er} janvier 1865 et les anciens bons non présentés à cette date devaient à ce moment être taxés à 100 %. Les bons de 100 \$ et plus, s'ils n'avaient pas été présentés en vue de l'échange contre des obligations 4 % au 1^{er} avril 1864, devaient, en outre de l'impôt de 33 1/3 %, être frappés d'un impôt de 10 % par mois jusqu'à consolidation et ne pouvaient être échangés contre de nouveaux bons. Les nouveaux bons étaient remboursables 2 ans après le traité de paix et étaient reçus en paiement de toutes les taxes, exception faite pour la taxe à l'exportation sur le coton.

Dans son message du 2 mai 1864, le Président annonça que la loi votée au cours de la dernière session en vue de retirer de la circulation une partie de la monnaie avait eu l'effet désiré et que, au 1^{er} juillet, le montant en circulation serait réduit à une somme ne dépassant pas 230.000.000 \$.

Le Président croyait qu'il était de la première importance de ne pas procéder à de nouvelles émissions de bons ¹.

Les désirs du Gouvernement ne furent cependant pas réalisés par l'Acte de Consolidation. Après une baisse temporaire, les prix des marchandises recommencèrent à monter. Ce mouvement causa dans le public une grande irritation ².

Le rapport du Secrétaire d'Etat du Trésor du 2 mai 1864 estimait le montant total de la circulation monétaire à 800 millions. Sur ce montant, 50 millions étaient entre les mains des trésoriers-payeurs; 250 millions avaient été convertis à l'Est du Mississippi et 50 millions devaient être vraisemblablement convertis à l'Ouest de ce fleuve; il restait encore 450 millions d'anciens bons en circulation. Sur ces 450 millions, 128 millions étaient constitués par des bons de 100 \$ et étaient considérés par le Secrétaire d'Etat comme ayant cessé d'exister, puisqu'ils n'étaient plus acceptables en paiement des impôts et devaient être dans 6 mois taxés à 100 %.

La tentative faite en vue de placer les 500 millions d'obligations à 6 % non imposables, grâce auxquelles on avait espéré couvrir les dépenses courantes du Gouvernement, ne rencontra qu'un

1. Message du Président du 2 mai 1864, Richardson, vol. I, p. 446.

2. *Richmond Examiner*, 1^{er} mars, 21 avril, 27 août 1864; Jones, *Diary*, 178-80.

faible succès. Les obligations furent d'abord placées par petits lots à 135 \$ en papier-monnaie, soit 6 \$ en espèces, mais elles trouvèrent peu de preneurs. Au 1^{er} octobre 1864, moins de 40 millions 1/2 avaient été placés, au grand dépit du Secrétaire d'Etat du Trésor ¹.

L'émission de certificats à 6 % remis aux fournisseurs du Gouvernement avait eu encore moins de succès. Ces fournisseurs se montrèrent peu disposés à accepter les certificats et, au 1^{er} octobre 1864, on n'avait pu en placer que 1 million 3/4. Cependant des bons représentant un montant de 11 millions furent garantis par l'octroi d'hypothèques sur les obligations ².

Un écroulement plus ou moins complet des finances de la Confédération suivit l'Acte du 17 février 1864. Le Secrétaire d'Etat du Trésor eut d'abord confiance dans la mesure, puis désespéra et accusa le Congrès de s'être écarté de son plan ³. La rupture entre le Congrès et le Secrétaire d'Etat prit de telles proportions qu'on proposa de mettre le Ministre en accusation. En tous cas, son départ apparaissait nécessaire et il donna sa démission le 15 juin 1864. Le Congrès n'a certainement pas su établir une organisation fiscale en accord avec les vœux de l'Administration.

1. Rapport du Secrétaire du Trésor du 7 novembre 1864.

2. *Ibid.*

3. Jones, *Diary*, II, 182 ; Rapport du Secrétaire du Trésor du 2 mai 1864.

M. George A. Trenholm, exportateur de coton bien connu de Charleston (Caroline du Sud), accepta le portefeuille de Secrétaire d'Etat du Trésor. C'était un homme d'idées larges, possédant l'expérience des affaires, mais il assumait une tâche dont aucun homme ne pouvait en réalité espérer surmonter la difficulté.

La direction de la politique financière lui avait été imprimée par le Secrétaire d'Etat Menninger, qui avait eu les mains libres pour assurer cette politique et qui était soutenu par le Congrès autant qu'un Ministre pouvait espérer l'être. Il ne sut pas voir les conséquences inévitables de quelques-unes des mesures qu'il proposa, mais il se trouvait devant une tâche énorme et il paraît difficile d'imaginer qu'un autre Ministre aurait pu donner aux affaires une orientation assurant des succès beaucoup plus importants. Le peuple du Sud consentit des sacrifices personnels extraordinaires mais, étant donné que la Confédération était un pays comptant exclusivement sur l'exportation de ses produits agricoles et que le blocus empêchait ces exportations, en même temps qu'il interdisait les importations d'or, il semble bien que les finances de la Confédération étaient condamnées à un échec inévitable.

L'Acte de Consolidation eut pour effet d'altérer la confiance générale dans le Gouvernement Confédéré. Quelques-uns déclarèrent qu'il était anti-

constitutionnel, bien qu'il fût soutenu implicitement par l'Attorney Général ¹. Le nouveau Secrétaire d'Etat du Trésor entrevit bientôt les effets malheureux de cet Acte; il écrivait en août 1864 au Gouverneur de la Caroline du Sud, M. L. Bonham, que, si bonnes qu'aient pu être les intentions qui avaient fait décider la conversion des bons, on ne pouvait cependant nier que la mesure eût eu cet effet funeste d'inspirer à l'opinion publique des sentiments de crainte et de défiance au sujet de l'avenir qui attendait en définitive les bons du Trésor. Le Secrétaire craignait que la peur d'une répudiation définitive se fût insinuée dans les esprits. Somme toute, il considérait que la politique de consolidation par voie de contrainte avait été malheureuse ².

Le Secrétaire d'Etat Trenholm présenta son rapport au dernier Congrès, qui se réunit en novembre 1864. Il montra que la loi de consolidation forcée n'avait pas diminué de façon permanente le volume de la monnaie ni soutenu la valeur des bons. Il proposa de relever le taux de la taxe à 5 cents par livre dans le cas des exportations de coton, de doubler les taxes à l'importation et d'accroître largement la taxation d'une façon générale. Il proposa que le Gouvernement retournât sa politique, cessât de taxer les anciens bons et s'engageât

1. Opinion de l'Attorney Général du 28 mars 1864.

2. *Richmond Examiner*, 22 août 1864.

à ne pas dépasser les émissions existantes; il proposa d'employer $\frac{1}{5}$ du produit des impôts au rachat des émissions en souffrance, jusqu'à ce que leur montant fût ramené à 150.000.000 \$. Il proposa en outre d'affecter le revenu de la dime sur le coton, les grains et le blé, dont il prévoyait pouvoir tirer 90 millions de recettes annuelles, au rachat des bons en souffrance.

Le Président, dans son message au Congrès, se montra optimiste en ce qui concernait la situation financière; il considérait qu'avec l'aide d'une législation judicieuse, le Gouvernement pourrait se trouver en mesure de couvrir tous les besoins de la guerre sur les abondantes ressources du pays, mais qu'il devrait éviter en même temps une telle accumulation de dette que sa capacité de s'en libérer pût apparaître très douteuse. Le Président montra que la difficulté capitale à appréhender en matière de finances résidait dans la dépréciation des bons du Trésor, imputable à deux causes, l'inflation et le manque de confiance dans le rachat final de ces bons. Il demanda ensuite avec insistance que le Gouvernement engageât sa parole de laisser toujours les bons exempts d'impôts, de ne plus faire d'émission au-delà de celles déjà autorisées par une loi, et aussi de réserver, pendant la durée de la guerre, une certaine portion à déterminer du produit annuel des impôts, qui serait spécialement affectée à l'extinction progressive du montant des bons restés en souffrance, jusqu'à

ce que ce montant fût réduit à 150.000.000 \$ ¹.

Un mois après, un projet de loi fut préparé et présenté à la Chambre, qui donnait corps aux recommandations du Secrétaire d'Etat. Après avoir été amendé, il fut voté par la Chambre, mais le Sénat ne put réaliser un accord, et le projet fut repoussé par le vote du 3 mars 1865 ².

Le Congrès considérait que la politique du papier-monnaie avait été poussée trop loin pour qu'on pût l'abandonner et que le Gouvernement pouvait poursuivre dans cette voie et procéder à de nouvelles émissions. C'est ainsi que fut décidée une nouvelle émission de 80 millions destinée à assurer le paiement des arriérés de soldes dûs à l'armée. Le Président opposa immédiatement son veto à cet Acte, objectant qu'une telle mesure violait l'engagement contraire, contenu dans l'Acte du 17 février 1864, de ne pas accroître les émissions de bons. Il avertit également le Congrès qu'un tel accroissement serait désastreux. Mais l'Administration avait perdu rapidement son influence au cours des derniers mois; et le Congrès, pour la première et pour la seule fois, vota la mesure malgré le veto du Président ³.

1. Message du Président du 7 nov. 1864, Richardson, vol. I., p.p. 488-90.

2. *Charleston Courier* 2, 3, 10 déc. 1864; *Raleigh Progress*, 6 mars 1865.

3. *Archives de la Confédération; Journal du Sénat et de la Chambre*, mars 1865; Message de veto du Président du 17 mars 1865; Richardson. vol. I, pp. 561-63.

Pendant les premiers mois de 1865, la situation militaire prit une tournure désespérée. Le Sud avait été envahi systématiquement sur plusieurs points à la fois et les armées fédérales cernaient Richmond. Le Secrétaire annonça au milieu de Décembre que le Trésor serait vide au 1^{er} janvier. Il estimait les dépenses, pour le premier semestre de 1865, à 444 millions, qui devaient être couverts en partie par l'impôt en nature. Il proposait de couvrir le reste de la somme au moyen d'un impôt sur les avoirs en monnaies et par la vente d'obligations ¹.

En janvier, le Secrétaire recommanda d'établir des impôts additionnels, jusqu'à concurrence de 360 millions, en doublant les taux en usage, et de se procurer 36 millions par la vente du coton. Un projet de loi dans ce sens fut voté par la Chambre, mais ne passa pas au Sénat ². Il prévoyait la confiscation de tous les stocks de coton et de tabac existant sur le territoire des Etats confédérés, les propriétaires devant être remboursés à une date ultérieure, mais aux prix actuels.

Dans son dernier message général au Congrès, le Président demandait une aide financière lui permettant de poursuivre la guerre. Il recommandait au Congrès de rechercher les moyens d'utili-

1. *Archives de la Confédération* ; Trenholm au Comité des Voies et moyens, 15 déc. 1864.

2. *Archives de la Conféd.* : Trenholm à la Chambre des Représentants, 9 janv. 1865 ; *Charleston Mercury*, 21, 23 janv. 1865.

ser les avoirs en monnaies existant dans la Confédération en vue de l'approvisionnement de l'armée.

Un Acte du 13 mars 1865 entreprit, à titre d'essai, d'emprunter 30.000.000 \$ en espèces par l'émission d'obligations à 6 %, remboursables 2 ans après le rétablissement de la paix. Le produit de cet emprunt devait servir à la réduction du montant des bons demeurés en circulation. Un Acte du 18 mars 1865 autorisa le Secrétaire du Trésor à emprunter 3 millions de dollars en monnaies par l'émission d'obligations à 6 %¹, remboursables 2 ans après le rétablissement de la paix, le principal et les intérêts étant payables en espèces. L'emprunt était garanti par une hypothèque sur 50.000 balles de coton appartenant au Gouvernement, qui devaient être livrées aux porteurs d'obligations, au point d'embarquement le plus avantageux, à raison de 15 cents par livre. Dans le cas où l'emprunt ne pourrait être réalisé, on devait prélever un impôt sur toutes les monnaies d'or et d'argent, sur les métaux précieux et les devises étrangères, chaque contribuable ayant droit à un montant non imposable de 200 \$. L'impôt devait être perçu en nature, le 1^{er} avril ou dans le délai le plus bref à partir de cette date ¹.

Le Gouvernement Confédéré touchait cependant

1. *Archives de la Confédération* : Instructions du Secrétaire du Trésor 27 mars 1865 ; O. R. Ser. 4, vol. III, p. 1155.

au terme de sa carrière et la chute de Richmond annonça la ruine presque immédiate de la cause sudiste.

Des finances saines ne peuvent être établies que sur la base d'un moyen de paiement solide, comme l'or, ou sur la base de la production et du commerce soutenus par la confiance qu'inspire le gouvernement central. La Confédération se trouvait, par suite du blocus, à ce point isolée que le commerce était mis hors d'état de réaliser aucune transaction effective. Même si la Confédération avait possédé un montant considérable d'or, celui-ci aurait été superflu, puisque les produits les plus nécessaires à la Confédération faisaient défaut et que la disette n'a pas cessé pendant toute la durée de la guerre.

Le papier-monnaie constituait en fait la base unique des finances des Etats, aussi bien que de celles du Gouvernement central. Le 9 février 1861 l'Alabama autorisa l'émission de un million de dollars de bons du Trésor de l'Etat. Pendant l'année qui suivit, ce montant fut doublé, puis il atteignit 3 millions $\frac{1}{2}$; une émission de bons du Trésor à 5 % fut enfin autorisée pour tenir lieu d'obligations ¹. Le 13 décembre 1864, une loi fut votée qui décida l'émission d'un montant illimité de bons de l'Etat remboursables en obligations de

1. Actes de l'Assemblée générale de l'Alabama, 3 nov., 4, 9 décembre 1862.

la Confédération ¹. D'autres Etats furent de la même manière entraînés dans le tourbillon du système du papier-monnaie. Les villes elles-mêmes suivirent l'exemple des Etats et émirent des bons du Trésor municipaux, destinés à servir de moyens de paiement. Les associations publiques et privées entrèrent dans la même voie et toute l'existence des pays du Sud se trouva placée sur la base d'un étalon-papier malsain.

Le Congrès Confédéré ne fit aucun effort pour réprimer la circulation des bons autres que ceux émis par le Gouvernement Central. Le droits des Etats particuliers d'émettre des bons et des obligations ne fut pas contrarié. Les divers Etats, cependant, votèrent des lois contre l'émission inconsiderée de monnaies par les particuliers et les associations, mais on avait un si urgent besoin de moyens de paiement que ces mesures n'eurent qu'un médiocre succès ².

Les différentes espèces de monnaie employées dans le Sud tombèrent à une valeur si infime que la population eut recours aux formes les plus primitives du commerce et pratiqua le troc des marchandises. Dès l'automne 1862, nous relevons le cas d'une entreprise métallurgique annonçant qu'elle est désireuse de troquer certaines quantités de produits manufacturés contre de la viande, du

1. *Ibid.* 13 déc. 1864.

2. Schwab, 159.

blé ou d'autres produits ¹. Des paiements furent opérés en nature, de même que les impôts et les souscriptions aux emprunts du Gouvernement étaient souvent acquittés en produits.

La structure économique du pays fut encore bouleversée par le système appliqué par le Gouvernement pour les réquisitions de vivres nécessaires à l'armée. L'armée ne pouvait compter, pour assurer ses approvisionnements, sur les ventes de produits opérées volontairement par les fermiers et les producteurs. Avec les progrès de l'inflation monétaire, on demandait des prix exorbitants et le Congrès acquit la conviction que le Gouvernement devait éviter de payer ces prix en employant un système de réquisitions. Aussi une loi fut-elle votée le 26 mars 1863, qui prévoyait la fixation de la valeur des marchandises réquisitionnées par des conseils de répartition, dans le cas où les propriétaires et les autorités militaires ne pourraient se mettre d'accord sur un prix ². Les Gouverneurs des Etats particuliers nommaient, de concert avec le Président, des commissaires chargés de publier de temps à autre des tableaux des prix officiels, qui devaient être observés par les fonctionnaires opérant les réquisitions au cours de leurs opérations d'achats. Le Président espérait favoriser ainsi la production des céréales et des produits nécessaires à la vie, puisque le gouvernement re-

1. *Charleston Courier*, 12 novembre 1863.

2. Acte du 26 mars 1863.

présentait un marché prêt à absorber le surplus de la production ¹.

Les tableaux des prix étaient publiés dans les journaux ; ils subirent de temps à autre des modifications, dirigées invariablement dans le sens d'une hausse, mais restèrent toujours au-dessous des prix du marché. Le succès de cette mesure fut inférieur à ce que le Gouvernement avait escompté. Il n'y a rien de plus difficile que de faire vendre des produits contre la volonté de leurs possesseurs. Ceux-ci trouvèrent toujours des artifices pour dissimuler leurs produits, dans l'espoir d'en obtenir les prix du marché ². Les saisies opérées par le Gouvernement tendaient seulement à faire monter les prix et augmentaient la confusion de la vie économique ³. En contrariant le libre trafic des marchandises, le Gouvernement avait troublé les conditions du ravitaillement et soulevé de nombreuses critiques. Les fermiers ne se sentaient naturellement pas encouragés à produire, puisqu'ils savaient que leurs marchandises seraient réquisitionnées au prix du Gouvernement, inférieur à celui du marché où la spéculation était toute puissante. Le Gouvernement Confédéré, cependant, était pressé par les nécessités d'ordre militaire et laissait de côté toute considération phi-

1. Adresse du Président au peuple ; *Richmond Examiner*, 16 avril 1863.

2. *Richmond Examiner*, 11 mars 1863.

3 Jones, *Diary*, I, p. 267.

losophique d'économie politique pour répondre aux exigences de l'heure.

Un fait demeure, c'est que la Confédération possédait des vivres et même des vivres en quantités suffisantes pour assurer l'approvisionnement des troupes en campagne ; mais l'organisation des transports était l'une des mailles les plus faibles de la chaîne que formait le système de la Confédération. Pays non industriel et sous beaucoup de rapports peu développé, la Confédération avait des chemins de fer assez restreints et mal organisés. Les privations imposées à l'armée résultaient donc d'une mauvaise répartition plutôt que d'une insuffisance des vivres ¹. La conséquence la plus malheureuse de la loi sur les réquisitions fut d'enlever au marché des produits alimentaires ; il en résulta une hausse des prix qui contribua à exciter le ressentiment contre le Gouvernement et l'Administration.

L'inflation monétaire fut une des causes qui stimulèrent le mouvement des affaires pendant la seconde année de la guerre. La valeur de la monnaie ne cessait de baisser et le porteur de bons était naturellement porté à convertir ses bons en marchandises. L'instabilité du marché favorisait la spéculation et le mouvement des affaires donnait l'impression d'une prospérité qui était loin de répondre à la réalité.

1. Jones, *Diary*, II, pp. 171, 173.

Pendant les premiers mois de la guerre, on suggéra que le Gouvernement devait se voir accorder le contrôle de la totalité des réserves de coton existant dans la Confédération ; on espérait ainsi forcer les puissances étrangères à reconnaître le Gouvernement sudiste et donner à celui-ci le moyen de tirer des bénéfices importants du mouvement prévu de hausse des marchandises¹. Quand le coton atteignit le prix énorme auquel il arriva en Europe, le Secrétaire Memminger fut blâmé de n'avoir pas saisi l'occasion d'exporter tout le coton disponible au début de la guerre. Ceux qui le critiquaient considéraient qu'il aurait pu acheter le coton au moyen de bons ou d'obligations, à raison de 7 cents par livre, l'expédier à l'étranger avant que le blocus devint effectif, et se créer auprès des banquiers étrangers un crédit d'un montant illimité².

Les censeurs, cependant, n'expliquaient pas où le Secrétaire aurait pu trouver les navires utilisables, avant que la flotte fédérale eût bloqué les ports du Sud ; ni comment il aurait pu, dans un délai aussi court, mettre sur pied les plans et les moyens nécessaires en vue de l'achat et du transport d'une quantité de coton aussi considérable.

Les premières préoccupations du gouvernement confédéré furent naturellement d'ordre militaire : il avait besoin de toutes ses ressources disponibles

1. Russell, *Pictures of Southern Life*, *Richmond Enquirer*, 4, 11, 12, 15 oct. 1861 ; *Richmond Examiner*, 23 octobre 1861.

2. Jones, *Diary*, I, p. 382 ; Johnston, p. 422 ; de Léon pp. 224-5.

pour soutenir le premier choc de la guerre. Pourtant, il entreprit certaines transactions commerciales : c'est ainsi que ses agents utilisèrent des bons du Trésor à des achats de coton, qui fut ensuite vendu au Mexique contre de l'or ¹.

Le Gouvernement Confédéré était entravé par le blocus, plus que par tout autre facteur. Lincoln déclara, le 19 avril 1861, le blocus des côtes du Sud. Les principaux ports furent bloqués ; or le Sud ne possédait pas un seul navire pour esquiver une défense. Les bateaux qui se livrèrent à la contrebande, à travers le blocus, réussirent dans une certaine mesure à exporter du coton et à importer des produits nécessaires au pays ; mais tout ce qu'ils purent passer ne représentait qu'une faible partie des fournitures nécessaires au Gouvernement Confédéré. Pendant l'année 1860-61, le port de la Nouvelle-Orléans exporta 1 million 1/2 de balles de coton ; ce chiffre tomba à 11.000 balles seulement pendant l'année suivante. Les plans imaginés par le Secrétaire en vue de tirer un revenu des importations furent en fait réduits à néant.

Au début de la guerre, le Congrès accorda au commerce une certaine liberté. Un Acte voté dès les premiers temps abrogeait en fait les anciennes lois sur la navigation et ouvrait le commerce ex-

1. Jones, *Diary*, II, p. 53 ; *O. R. Ser. I*, vol. XXVI, pt. 2, pp. 535-8 ; XXXIII, 1241 ; XLVI, pt. 2, pp. 1242-3.

térieur et le commerce entre les ports de la Confédération à tous les navires sans distinction ¹. Bientôt après, on décida que tous les navires, en quelque lieu qu'ils aient été construits, pouvaient, s'ils appartenaient pour 1/4 à des citoyens des Etats Confédérés, prétendre à l'enregistrement sur les contrôles de la Confédération à condition que le désir en fût exprimé par la majorité des actionnaires. La première loi, qui autorisait la désignation des ports réservés à l'entrée des marchandises, fut modifiée un an plus tard par une mesure permettant de débarquer les cargaisons en n'importe quel point de la côte ². Les tendances libre-échangistes étaient très puissantes et avaient des avocats de valeur, mais le blocus entrava dans une si large mesure tout le commerce extérieur que la question, considérée comme ne répondant à aucune nécessité, fut plus ou moins négligée. Pourtant le développement de l'industrie devint, dans le Sud, une nécessité pressante et reçut une telle impulsion que le Président pût déclarer que les dommages résultant de l'arrêt du commerce extérieur avaient été compensés par le développement des ressources intérieures du Sud ³.

Le Gouvernement risqua quelques opérations commerciales, mais celles-ci furent forcément limi-

1. Acte du Congrès Confédéral du 25 fév. 1861.

2. Actes du Congrès Confédéral des 28 fév. 1861 et 21 avril 1862.

3. O. R. Ser. 4, vol. II, 350, Message du Président du 12 janvier 1863 ; Richardson, vol. II, pp. 276-297.

tées. J. D. Bullock, le principal agent du service secret à l'étranger, signale que 31.000 balles de coton avaient été à la fin de 1863 embarquées par le Gouvernement dans les ports de Charleston et de Wilmington, à l'adresse des agents de Liverpool ¹, et le Président prétendit que l'on avait importé 1/2 million de paires de chaussures, 8 millions de livres de lard, 2 millions de livres de salpêtre, 50 canons, etc. Les expéditions du Gouvernement, qui commencèrent à l'automne 1861, se poursuivirent jusqu'à la fin de la guerre ².

Le commerce continua dans une certaine mesure avec l'ennemi dans les différentes régions où celui-ci avait pénétré, mais le Gouvernement s'y opposa en principe. L'instinct du négoce était en lutte avec le sentiment patriotique. Les Actes du 21 mai 1861 et du 19 avril 1862 défendirent le transport et la vente du coton, du tabac, du sucre, du riz, des mélasses, des sirops et du matériel maritime dans tous les points de la Confédération se trouvant aux mains de l'ennemi. Cependant le coton donna lieu, pendant toute la guerre à un trafic intermittent à travers les lignes fédérales ³.

Les revenus des Etats Confédérés furent tirés dans une large proportion des emprunts. Pendant les deux premières années de la guerre, le procédé de la taxation fut laissé de côté. Dans son rapport

1. Bullock, *Le Service secret*, II, p. 223.

2. Bullock. I, 100 : *O. R. Ser.* 4, vol. II (*passim*).

3. *O. R. Ser.* I, vol. XXXIX, pt. 2, p. 725-6.

du 10 mai 1861, le Secrétaire proposa la création d'un impôt direct de 15.000.000 \$, qui devait être perçu par l'organisation fiscale des Etats, déjà établie. Cette méthode ne se révéla pas satisfaisante mais semble avoir été la seule méthode applicable à ce moment, si l'on songe à la force des sentiments particularistes dans le Sud. Le Secrétaire avait été poussé par un banquier de la Nouvelle Orléans, M. Denegre, à recommander la création d'un impôt direct susceptible de procurer 30 ou 40 millions par an ; cet impôt devait frapper les propriétaires de biens immobiliers, et de capitaux sous forme d'esclaves ; mais d'autres conseillers du Secrétaire demeuraient convaincus que des droits de douane devaient suffire ¹.

Le Congrès, qui n'était pas favorable à la taxation, se contenta de promettre, au nom des Etats Confédérés, de rassembler les recettes nécessaires pour faire face au service du principal et des intérêts des emprunts autorisés le 16 mai 1861. Le Secrétaire du Trésor fut autorisé pourtant à faire une enquête sur le système fiscal des Etats particuliers, dans le but de rassembler 10.000.000 \$ pendant le cours de l'année 1861 ².

Le Secrétaire se livra à cette enquête et en soumit les résultats au Congrès le 24 juillet 1861. Il insista pour qu'on rassemblât 25.000.000 \$ au

1. Archives de la Confédération : Denegre à Memminger. 4, 11, 26 mai 1861 ; E. J. Forstall à D. F. Kenner, 21 février 1861.

2. Acte du 16 mai 1861.

moyen d'un impôt direct, au taux uniforme de 54 cents par 100 dollars. Le Congrès répondit à sa recommandation en décidant, par l'Acte d'emprunt du 19 août 1861, l'établissement d'un impôt direct de guerre. Cet Acte frappait toutes les propriétés d'un impôt de $1/2$ % de leur valeur, exception faite pour les obligations de la Confédération et l'argent liquide. Une portion de la propriété représentant une valeur de 500 dollars bénéficiait de l'exonération dans le cas des chefs de famille, des associations d'éducation et des associations charitables et religieuses. La perception de cet impôt donna lieu à de longs retards et son montant ne répondit pas à l'attente du Secrétaire. Aux termes d'une disposition du projet de loi, les Etats étaient autorisés à anticiper sur la perception des impôts frappant leurs citoyens en payant au Trésor de la Confédération la somme prévue moins un rabais de 10 %, à toute époque antérieure au 1^{er} avril 1862. Les autorités, pour des raisons politiques, n'étaient pas disposées à établir dès le début de la guerre un impôt trop lourd.

Le Secrétaire réclama des impôts de guerre supplémentaires en mars 1862, puis à nouveau en janvier 1863. Le Congrès, appuya cette demande et établit par un Acte du 24 avril 1863 des mesures fiscales rigoureuses. Cet Acte fiscal établissait un grand nombre d'impôts frappant la propriété, les salaires, les professions et les revenus.

L'impôt sur la propriété consistait en un prélè-

vement de 8 % sur la valeur de tout le matériel maritime, du sel, des vins et boissons, du tabac, du coton et de la laine, du sucre, des mélasses et sirops et de tous les produits agricoles. Les quantités de ces produits nécessaires pour la consommation domestique n'étaient pas taxées. Un impôt d'un taux de 8 % était perçu sur les monnaies métalliques, monnaies de papier et dépôts de toute nature.

Un impôt en nature de 1/10 des produits agricoles fut créé pour la durée de l'année 1863. Cet impôt devrait être payé par les fermiers au Service de l'Intendance avant le 1^{er} mars 1864.

L'organisation fiscale n'était pas très efficace puisque chaque Etat dut créer un service fiscal avec un percepteur nommé par l'Etat pour surveiller la perception. Les calculs furent retardés pour différentes raisons et la perception ne commença pas avant la fin de 1863.

Le rapport du Secrétaire du Trésor du 2 mai 1864 montre que la difficulté capitale rencontrée par la perception de l'impôt résidait dans le fait que les recettes du Gouvernement étaient presque exclusivement constituées par des bons du Trésor et des certificats dépréciés ; la plupart des paiements furent en effet effectués sous cette forme. Plus le gouvernement manifestait de tendance à faire appel à la taxation en nature pour parer aux difficultés financières qui le menaçaient, plus les contribuables se montraient désireux de payer en monnaie ;

le Congrès, contre les avis du Secrétaire du Trésor, se rendit aux vœux de la population, en autorisant le paiement de l'impôt de 5 % sur les avoirs en espèces sous la forme de leur équivalent en bons du Trésor¹.

Le Congrès, dans les derniers jours de son existence, hésita longuement entre les émissions de bons et la taxation et se prononça en faveur de la deuxième méthode, que le Président et le Secrétaire avaient défendue pendant plus de deux ans. Mais il était trop tard pour établir une taxation. Le 11 mars 1865, un Acte fut voté qui frappait de taux extrêmement élevés les objets épargnés par les lois précédentes². Mais ces impôts rigoureux eux-mêmes ne pouvaient satisfaire aux désirs du Secrétaire³. Le dernier jour de l'existence du Congrès Confédéré, celui-ci vota un Acte instituant un impôt de 25 % sur toutes les monnaies, métaux précieux et devises étrangères ; cet impôt devrait être payé en nature le 1^{er} avril 1865, au cas où l'emprunt en espèces tombant à échéance à la même date aboutirait à un échec⁴.

Cet Acte représenta le dernier grand effort tenté par le Gouvernement central en vue d'assurer le fonctionnement du gouvernement et l'approvisionnement de l'armée.

1. Acte du Congrès Confédéral du 14 juin 1864.

2. Acte du Congrès Confédéré du 11 mars 1865 — Mac Pherson *Rebellion* p. 613.

3. *Raleigh Progress*, 14 mars 1865.

4. Acte du 18 mars 1865.

Les Etats particuliers, de leur côté, se montrèrent disposés à seconder les ministres de la Confédération dans leur lutte contre des difficultés financières insurmontables. En 1863, la Législature de l'Alabama a voté une résolution tendant à ce que l'Etat se soumit à toute taxation raisonnable proposée par le Gouvernement Confédéré, dans le but d'améliorer et de stabiliser la monnaie ¹. Dans un effort désespéré pour préserver le crédit de l'Etat, le gouverneur expédia à travers le blocus à Mobile la somme en or nécessaire pour le paiement des intérêts des obligations de l'Etat placées à Londres ².

Des mesures financières proprement dites ne constituaient cependant que l'une des formes, la plus importante, il est vrai, de l'aide que le Gouvernement pouvait attendre du pays dans des circonstances aussi graves. Il devait aussi tirer parti des prestations indirectes résultant du fonctionnement de la vie économique. Il lui appartenait d'orienter dans la direction la plus favorable à ses besoins urgents, l'activité de toutes les branches de la production et de la circulation des marchandises : industrie, chemins de fer, agriculture. Enfin le Gouvernement devait éviter que son action fût entravée par certains phénomènes économiques, comme la spéculation, nés des circonstances anormales créées par la guerre.

1. Résolution de l'Assemblée du 8 décembre 1863.

2. Clark, p. 341.

La Confédération souffrit dès le début de la guerre de la disette, à la fois dans l'ordre militaire et dans la vie civile. Elle manquait d'armes et de munitions aussi bien que de marchandises destinées à la population civile, exception faite pour les produits purement agricoles. Le manque de sel se fit sentir presque dès le premier jour. Le secours que l'on pouvait attendre de l'industrie privée était insuffisant et le Gouvernement organisa un bureau spécialement chargé d'approvisionner de poudre les armées. Des filatures furent installées dès l'année 1861¹. Beaucoup d'articles destinés à la population civile aussi bien qu'à l'armée furent fabriqués². Dès le 28 octobre 1861, le Gouverneur de l'Alabama faisait les déclarations suivantes : « Les arts mécaniques et les travaux industriels, jusqu'ici pratiquement inconnus de notre peuple, sont déjà en activité... Nos manufactures s'accroissent rapidement ; les embarras qui pourraient résulter de la continuation de la guerre et de la fermeture de nos ports pendant plusieurs années seraient plus que compensés par le fait qu'ils nous forceraient à développer nos abondantes ressources et par l'esprit et l'ardeur qu'ils insuffleraient à notre caractère national. Dans de telles conditions, le retour à l'état de paix nous trouverait en état de ne compter que sur nous-mêmes, en peuple véritablement

1. O. R. Ser. I. vol. I, p. 493.

2. Actes de la Législature de l'Alabama du 13 décembre 1861,

indépendant¹ ». La production industrielle fut encouragée à la fois par les Gouvernements des Etats et par le Gouvernement Confédéré et dépassa de loin le niveau moyen du temps de paix.

Les chemins de fer, qui étaient beaucoup moins développés que ceux du Nord, furent soumis pendant la guerre à un surmenage intensif. Les besoins du commerce devaient céder le pas aux nécessités militaires. La législation ne s'attacha jamais à décourager les profits et stimula encore les projets de nouveaux travaux. Cinq millions en obligations furent alloués pour aider différentes lignes de chemins de fer².

L'opinion publique et la législation détournèrent les planteurs de la production du coton ; le Gouvernement et la presse poussèrent à la culture des produits alimentaires. Le Congrès vota en avril 1863 une résolution commune autorisant le Président à publier une proclamation donnant corps à ces idées³. Les appels patriotiques, secondés par la législation, ne restèrent pas vains, puisque la production du coton tomba de 4 millions 1/2 en 1860 à 1/2 million environ en 1864-65.

La chute de la valeur de la monnaie confédérée et l'impulsion donnée au mouvement des affaires donnèrent le signal d'une spéculation désordonnée. Le Président dénonça ce phénomène comme un des

1. R. O. Ser. IV, vol. I, p. 711.

2. Schwab p. 275.

3. Résolution commune du Congrès Confédéral du 4 avril 1863.

fléaux les plus funestes qui se soient abattus sur le pays, du point de vue économique comme du point de vue moral¹. En 1864, le Gouvernement créa des difficultés aux spéculateurs en établissant un bureau du coton dans le Texas². Ce bureau organisait et monopolisait dans une large mesure les affaires d'exportation de coton au Mexique, où ce produit était échangé contre des marchandises étrangères de première nécessité³. Le Gouverneur de l'Alabama fit dans une proclamation le procès des spéculateurs⁴ et la législature essaya par une loi de leur porter le coup de grâce⁵. Les divers Etats tentèrent, par des proclamations ou par les lois, d'éliminer ce fléau profondément enraciné.

★
★★

La lutte livrée sur le terrain financier présentait des difficultés énormes et l'on peut se demander si le Gouvernement avait les moyens de résoudre le problème d'une manière beaucoup plus efficace. Il semble cependant que l'erreur principale de la Confédération réside dans ce fait que le Congrès

1. Message du 7 décembre 1863, Richardson, vol. I., p. 365-6.

2. *O. R. Ser.*, vol. XXIV, pt 4, p. 643-4 ; LI pt 2, p. 801 et ss ; vol. XXVI, pt 2, p. 484.

3. *O. R. Ser. I.* vol. XXXIV, pt. 2, p. 831 ; *Ser. IV*, vol. II, p. 257.

4. *O. R. Ser. IV*, vol. I, p. 701.

5. Actes de l'Assemblée générale de l'Alabama du 8 novembre 1862.

compta dans une trop large mesure sur les bons du Trésor et les obligations et pas assez sur la taxation. Le seul facteur qui aurait pu sauver le Sud était une mobilisation générale de ses richesses et de ses ressources. Elle ne fut réalisée que d'une façon très molle et jamais dans la mesure souhaitée, par le Président Davis ¹. Bien que le Congrès, d'une façon générale, se conformât à la volonté du chef du pouvoir exécutif et sanctionnât les mesures proposées par lui avec autant de fidélité qu'on en pouvait attendre d'un Corps législatif, il ne fit jamais montre, dans les gestes que lui dicta la situation, de la témérité que déployait le Président. Si ce dernier avait disposé de pouvoirs dictatoriaux, il est permis de croire qu'il aurait tiré un meilleur parti de la situation, mais il s'est contenté d'exercer les pouvoirs constitutionnels qui lui étaient reconnus par la loi et il a été en conséquence entraîné par les délibérations de son Congrès, porté à la timidité.

On doit reconnaître que le peuple fut imposé rigoureusement pour assurer la continuation de la guerre. En fait tout fut taxé, mais pas aussi largement que l'administration l'estimait nécessaire. L'impôt direct foncier sur les terres et les esclaves, prôné par le Président, n'aurait sans doute jamais donné des résultats brillants ; il est vrai

1. Message du 7 décembre 1863, Richardson 345-385 ; Message du 13 mars 1865, Richardson, vol., p. 545-47.

que l'impôt en nature pesa lourdement sur le revenu des esclaves et de la terre.

Mais aucune loi ne pouvait être votée, aucune mesure ne pouvait être improvisée, qui fût susceptible d'améliorer grandement la situation des finances confédérées. Le blocus, la destruction du commerce normal et les désastres militaires rendaient vaines les mesures prises par le pouvoir législatif et par le Gouvernement central.

Néanmoins, même lorsque le Sud se vit privé de toute disponibilité en espèces, de tout crédit et de tout commerce qui ne fût paralysé par mille entraves, il possédait encore son sol et ses cultivateurs, grâce auxquels, il put maintenir ses armées en campagne et prolonger la guerre pendant deux ans, après la ruine presque totale de ses finances¹.

1. Rhodes, vol. V., p. 380, 448 ; *Richmond Dispatch* 29, 30, 31 mars, 1^{er} avril, *Richmond Examiner*, *Wig*, *Enquirer*, *Sentinel*, 29, 30, 31 mars. Pendant les derniers jours de la guerre, on déploya de grands efforts pour maintenir la situation du Trésor. En vertu d'une résolution commune du Congrès, le Secrétaire du Trésor demanda des contributions et la réponse qui fut faite à son appel mérite d'être notée. De l'argent, des bijoux et de l'argenterie furent envoyés au Trésor public par un grand nombre de citoyens ardemment patriotes.

CHAPITRE VI

La politique extérieure.

Les Etats confédérés reconnurent vite l'opportunité d'une politique extérieure vigoureuse et la nécessité d'influencer l'opinion publique à l'étranger. Ils publièrent à Londres leur propre organe : « l'Index », et en France, ils firent des efforts résolus pour gagner l'opinion publique et le Gouvernement à leur cause.

Le 16 mars 1861 M. Toombs, alors Secrétaire d'Etat, annonça à William L. Yancey, Pierre A. Rost et A. Dudley Mann que le Président des Etats confédérés, sur le conseil et avec le consentement du Congrès, les avait nommés commissaires spéciaux pour l'Europe. Comme tels, ils furent chargés de missions en Grande-Bretagne, en France, en Russie et en Belgique et reçurent l'ordre de s'embarquer tout de suite pour Londres, afin de s'y ménager une entrevue avec le Secrétaire britannique aux Affaires Etrangères.

On leur donna pour instructions d'annoncer aux

ministres des Affaires Etrangères de ces pays que les républiques constituant les Etats confédérés avaient, par un vote de leurs citoyens, réunis en convention, mis fin à leurs relations avec le gouvernement des Etats-Unis, qu'elles avaient formé un gouvernement indépendant, parfait en tous points et doté de toutes les attributions de souveraineté et de pouvoir requises pour leur donner droit à un rang parmi les nations de la terre. Le Secrétaire d'Etat pensa que le mieux serait d'exposer aux puissances étrangères quelques-unes des raisons de la rupture avec les Etats-Unis, afin de justifier moralement la situation du nouveau gouvernement.

Il donna de la séparation les raisons suivantes :
1^o les efforts persistants des Etats industriels du Nord en vue de contraindre les régions agricoles du Sud à payer, sur le produit de leur travail des primes aux manufacturiers du Nord, sous forme de droits protecteurs élevés sur les importations étrangères ; depuis 1828, chaque fois qu'ils avaient eu le pouvoir, les Etats industriels du Nord avaient poussé ces mesures à l'extrême, au grand détriment des intérêts du Sud ; 2^o les tentatives faites pour renverser les barrières constitutionnelles par lesquelles les propriétés du Sud, son régime social, son droit de régler ses propres institutions se trouvaient protégés. Ceci se rapportait en particulier à l'esclavage.

Le Secrétaire désirait qu'on signalât de plus que,

en se retirant de l'Union les Etats du Sud n'avaient violé aucun serment de fidélité, qu'ils n'avaient fait qu'exercer les droits de souveraineté qu'ils possédaient depuis leur séparation d'avec la Grande-Bretagne, que, par l'accomplissement de leur séparation, aucun intérêt ni public ni privé n'avait subi le moindre tort ou préjudice.

Il exposait encore que les Etats confédérés avaient un gouvernement bien organisé, institué par la libre volonté de leurs peuples, dans l'exercice actif de leurs fonctions de souveraineté, et qu'ils étaient capables de se défendre. Il ne doutait pas que le gouvernement éclairé de la Grande-Bretagne reconnût sans tarder l'indépendance des Etats confédérés et les accueillit parmi les nations de la terre. Il invoquait comme précédent l'attitude qu'avaient adoptée récemment la Grande-Bretagne en reconnaissant les droits du peuple italien à changer sa forme de gouvernement et à choisir ses propres chefs.

Le Secrétaire pensait que des démarches pourraient être faites par le gouvernement de Washington auprès de la Grande-Bretagne, exprimant l'idée que l'existence des Etats du Sud en tant que pays indépendant ne serait que d'une durée éphémère, et que, par certaines concessions, on parviendrait à les faire rentrer dans l'Union. Il conseilla donc aux commissaires de ne négliger aucun effort pour chasser une telle erreur de l'esprit des ministres britanniques.

Il tenait aussi à ce que les commissaires exposassent clairement que les Etats confédérés possédaient l'organisation militaire voulue pour défendre leur situation, qu'ils pouvaient mettre en ligne cent mille hommes bien armés et que ce nombre pouvait être amené à égaler celui des habitants en état de porter les armes; que de plus des parties influentes des Etats du Nord avaient manifesté leur opposition résolue à toute tentative en vue de contraindre les Etats confédérés à réintégrer l'Union.

Au point de vue économique, le Secrétaire estimait que la devise du commerce devait être : « Achez là où vous pourrez acheter le meilleur marché pour vendre là où vous pourrez vendre le plus cher. » Cette formule était destinée à impressionner la Grande-Bretagne. Les droits d'importation devaient être réservés au seul Trésor et se rapprocher du libre-échange. Comme le rendement annuel des manufactures anglaises travaillant le coton du Sud atteignait six cent millions de dollars, le Secrétaire pensait que le ministère britannique reconnaîtrait jusqu'où le désastre s'étendrait si le coton du Sud était exclu du marché.

Le Secrétaire assurait de plus que les traités entre les Etats Unis et la Grande-Bretagne seraient observés par les Etats confédérés, à l'exception de l'accord Ashburton, qui obligeait les Etats-Unis à maintenir une force navale sur les côtes d'Afrique dans le but de réprimer la traite des noirs.

Tout en prohibant ce commerce d'esclaves dans leur Constitution, les Etats confédérés ne pouvaient exécuter les clauses du traité faute de marine.

En quittant Londres, les commissaires devaient se rendre à Paris, à Bruxelles et à St. Pétersbourg pour y présenter en substance les mêmes arguments qu'ils auraient exposé en Grande-Bretagne ¹.

Avant que les commissaires eussent atteint l'Europe, la guerre avait éclaté, et Yancey s'aperçut que le gouvernement britannique attendait de voir qui se montrerait le plus fort, bien qu'il ne doutât pas de la sincérité du gouvernement dans sa politique de neutralité. Yancey se proposait d'agir sur l'opinion publique d'une manière aussi paisible que possible et d'attendre un événement favorable qui lui permit de hâter l'examen de la reconnaissance des Etats confédérés par l'Angleterre et par la France ².

Le 18 mai 1861, le Secrétaire d'Etat informa les commissaires à l'étranger de l'état de guerre entre les Etats confédérés et les Etats-Unis et leur fit connaître l'autorisation du Président de délivrer des lettres de marque et de représailles. En même temps il faisait remarquer que, lorsque les grandes puissances avaient proposé à la Conférence de Pa-

1. Richardson, vol. II, *Letter of Secretary Toombs*, p. 3-8.

2. Lettre de Yancey et Rost au Secrétaire d'Etat, Richardson vol. II, p. 49 20.

ris en 1836 d'obtenir des autres nations du monde l'abandon de ce droit, le gouvernement des Etats-Unis avait refusé de souscrire à l'accord pour le motif qu'il entretenait une marine trop faible pour pouvoir renoncer à cette arme défensive. Du moment que les Etats-Unis commandaient toute la marine appartenant en partie aux Etats du Sud avant la sécession, le Secrétaire considérait son attitude comme justifiée du point de vue légal et moral.

Le Secrétaire annonçait que le but et l'intention des Etats confédérés étaient d'observer les lois de guerre civilisée, à moins que les Etats-Unis n'accrussent les inévitables terreurs de la guerre en ayant recours à des pratiques que le monde civilisé réprouvait comme barbares. Il faisait aussi connaître la politique des Etats confédérés en citant la conclusion du récent message présidentiel au Congrès : « Nous ne cherchons pas de conquêtes, pas d'extensions, pas de concessions d'aucune sorte de la part des Etats auxquels nous étions précédemment unis ; tout ce que nous demandons, c'est qu'on nous laisse tranquilles, que ceux qui n'ont jamais eu de pouvoir sur nous n'essaient pas maintenant de nous réduire par les armes. » ¹

La première entrevue des commissaires avec le Secrétaire d'Etat principal aux Affaires Etrangères de Sa Majesté la Reine eut lieu le 3 mai. Le Secrétaire écouta les propositions des commissaires,

1. N° 5, Lettre de Toombs, 18 mai 1861, Richardson, vol. II, p. 26-34

mais se confina dans un silence assez réservé, promettant que la question serait examinée à une des prochaines réunions du cabinet.

Les commissaires trouvèrent l'opinion publique opposée à l'esclavage à un point susceptible de créer des difficultés au gouvernement quand il étudierait la question de la reconnaissance de la Confédération. Néanmoins, ils voyaient un motif d'espérer dans le fait que le Gouvernement britannique en était arrivé à estimer que la Confédération sudiste, « conformément aux principes qui lui semblaient être des principes justes, devait être traitée comme belligérant ¹ ».

Les commissaires ne s'attendaient pas à une reconnaissance rapide par l'Angleterre et par la France ; mais ils conclurent que l'Angleterre n'était pas opposée à la désagrégation des Etats-Unis, ce qui fut jugé très favorable ².

Toutefois le gouvernement britannique, cherchant à connaître l'attitude de l'Europe, s'était engagé dans sa politique d'atermoiements. La seconde rencontre avec Lord Russel fut aussi infructueuse que la première. Le gouvernement des Etats-Unis menait une propagande active, tandis que les Commissaires confédérés observaient une attitude réservée ³.

1. *London Times*, 7 mai 1861.

2. Lettre de Yancey et Mann, London, 21 mai 1861, Rich. vol. II, p. 34-38.

3. N° 2, *from the Commissioners*, London, 1^{er} juin 1861.

En 1861, les deux grands partis politiques anglais s'équilibraient presque, et, pour renverser le cabinet, l'opposition aurait tiré parti de toute variation du dit cabinet dans la question de la reconnaissance. Le Parlement devait être prorogé le 6 août, et les commissaires espéraient que le cabinet serait alors à même de s'occuper de la question sans crainte d'une intervention ou d'une discussion dans les Chambres.

Le blocus avait gravement nui à l'activité des informations et de la propagande. C'est à peine si on recevait en Angleterre un journal sudiste, alors que les journaux du Nord travaillaient à influencer l'opinion publique. Question d'une grosse importance pour les commissaires dont la réussite dépendait pour une grande part de l'opinion publique. Alors même que le gouvernement britannique pouvait être bien tenu au courant de la situation en Amérique, l'opinion publique n'en constituait pas moins un important facteur en Angleterre à cette époque ¹.

La première grande victoire des Etats Confédérés fut la bataille de Manassas ou Bull Run ; elle provoqua une note spéciale du Secrétaire d'Etat aux commissaires qui avaient attendu un succès militaire pour appuyer leur demande de reconnaissance. Avant que la note du Secrétaire fût arrivée,

1. N° 3, lettre de Yancey et Mann, Londres, 15 juillet 1861, Rich. vol. II, pp. 42-6.

la nouvelle était parvenue à Londres et avait produit l'impression que les Etats du Sud ne pourraient être ramenés à l'Union par la force des armes. Le gouvernement britannique conserva néanmoins une attitude réservée, et la reine dans son discours du 7 août déclara que tout en regrettant les calamités de la guerre, elle avait « décidé d'accord avec les autres puissances européennes de garder une stricte neutralité entre les deux parties adverses ¹ ».

A leur demande d'une entrevue avec Lord Russell, les commissaires furent avisés que celui-ci serait heureux de recevoir les renseignements qu'ils désireraient fournir par écrit. Bien que ce geste inamical fût un soufflet pour les commissaires, ils envoyèrent pourtant au Ministre des Affaires étrangères une note dans laquelle ils exposaient leur cas avec une argumentation solide et beaucoup de fermeté. Ils expliquaient soigneusement le point de vue juridique des Etats confédérés quant à leur souveraineté, leur droit de sécession et la justice de leur cause. Ils étaient surpris toutefois de voir le gouvernement britannique, bien qu'observant une stricte neutralité, interdire l'accès des ports de Sa Majesté aux navires armés, d'Etat ou privés, des deux belligérants, chargés de prises. A leur point de vue, c'était là une rupture de la neutralité en faveur du gouvernement de Washington.

1. N° 5, Lettre des commissaires, 7 août 1864, Rich. vol. II, p. 42-46, 57.

Dans leur note, les commissaires avisaient Lord Russell qu'ils avaient tardé à insister auprès du gouvernement de Sa Majesté pour une décision immédiate dans une question aussi importante, mais qu'ils avaient préféré attendre que le cours des événements justifiât leur requête. Ils estimaient le débat tranché par l'histoire de leur bref passé, puisqu'en six mois le gouvernement confédéré avait renversé l'autorité des Etats-Unis, organisé un nouveau gouvernement solide, basé sur les principes de la liberté individuelle et publique, et, mis sur pied, une armée suffisante pour se mesurer avec l'envahisseur et le vaincre dans la bataille¹. Comme précédents à leur reconnaissance, ils attireraient l'attention sur les faits suivants : la Grande-Bretagne avait reconnu le gouvernement de facto du Texas, alors qu'une armée pourtant supérieure se trouvait sur son territoire ; ainsi que les gouvernements de facto de l'Amérique latine alors que l'Espagne persistait à les revendiquer comme ses possessions, il avait également reconnu les gouvernements de facto de Grèce, de Belgique et d'Italie. Précédents d'autant plus sérieux que les Etats confédérés possédaient un gouvernement effectif et efficace ainsi qu'une bonne armée.

La puissance du Sud éclatait encore dans le fait que le gouvernement de Washington, tout en disposant d'une population nombreuse, des avantages

1. Ceci se rapportait à la bataille de Manassas.

d'un gouvernement organisé depuis longtemps et de la flotte entière de l'ancienne Union, n'avait néanmoins pas réussi à s'emparer d'un seul des ouvrages fortifiés appartenant aux Etats confédérés. Aux point de vue militaire, économique et financier, les Etats confédérés semblaient capables de subsister tout seuls. Les commissaires signalaient une autre preuve des ressources du Sud dans les statistiques de 1850, dernier tableau authentique des ressources des Etats-Unis, dans lesquelles il était démontré que les Etats du Sud possédaient l'essentiel pour former une nation grande et puissante avec des éléments de défense économique. Les commissaires estimaient qu'ils n'avaient pas à discuter la question de la moralité de l'esclavage. Ils écartaient ce sujet en disant que les auteurs de la Déclaration d'Indépendance considéraient la race africaine aux colonies comme esclave d'après le droit colonial et anglais aussi bien que d'après le droit international. Ils faisaient ressortir que ce n'était pas par crainte de la libération des esclaves que la sécession avait eu lieu. Le parti au pouvoir aux Etats-Unis avait proposé de garantir l'esclavage pour toujours dans les Etats, si le Sud voulait rester dans l'Union. M. Lincoln avait annoncé dans son discours inaugural qu'il n'était pas dans son but ni dans ses intentions de s'opposer à l'esclavage dans les Etats où il existait. La bataille de Bull Run était citée comme exemple brillant des succès

sudistes, et les commissaires annonçaient que, dans ce combat, les fédéraux avaient perdu presque tout le matériel de guerre qu'ils avaient rassemblé pour l'offensive de Virginie. Le blocus était une source de discussions puisque le gouvernement confédéré ne le tenait pas pour effectif. La note communiquée à Lord Russell se terminait par un appel pressant au gouvernement britannique de reconnaître de facto les Etats confédérés ¹.

Le gouvernement britannique ne fit pas de réponse à cette note et poursuivit sa politique d'attente. Une nouvelle protestation contre le blocus fut présentée à Lord Russel le 30 novembre 1861 dans laquelle était exécuté l'ordre donné par le Président aux commissaires de soumettre au gouvernement britannique copie des listes des navires entrant dans les ports confédérés et en sortant. Cette liste comprenait 400 navires signalés depuis le 19 avril, date de la proclamation du blocus. Et comme les cinq grandes puissances européennes avaient déclaré à la Conférence de Paris en 1856 qu'un blocus « pour être effectif devait être efficace », les commissaires faisaient remarquer au gouvernement de Sa Majesté qu'une vraie neutralité exigeait une observation rigide de ce pacte dans son application aux deux belligérants; un relâchement en faveur de l'un ne pouvait être

¹. Lettre des commissaires à Lord Russell, 14 août 1861, Rich. II, pp. 60-74.

qu'une injustice à l'égard de l'autre. La note était rédigée d'un ton très ferme et avait pour elle le poids de la justice ¹. Lord Russell accusa réception de la lettre, mais refusa d'engager des conversations ². Yancey fut très irrité du ton et de l'esprit de la réponse ; il désirait répliquer à la note, mais ses collègues l'en dissuadèrent ³.

Néanmoins M. Yancey, qui avait un sens plus aigu de l'honneur que de la diplomatie, estimait que la dignité des Etats confédérés était en cause depuis la publication de la note de M. Adams à M. Seward en date du 14 juin 1861. Il voulait élever une protestation digne et ferme contre le refus de Lord Russell d'accepter des entrevues personnelles avec les commissaires confédérés. Les autres membres de la délégation y attachaient moins d'importance, et la note ne fut pas écrite.

Yancey jugea sa tâche de diplomate tellement ingrate qu'il demanda à être rappelé ⁴. Il avait été l'un des chefs du mouvement sécessionniste ; il était, dans le Sud, un homme éminent. Toutefois, comme diplomate, il ne fit pas preuve de capacités exceptionnelles.

1. Lettre des commissaires confédérés au ministre anglais des Affaires Etrangères, Richardson, vol. II, p. 128-132.

2. Lettre de Lord Russell aux commissaires, 7 décembre 1861, Richardson vol. II, p. 132.

3. Lettre de Yancey à R. M. T. Hunter, 31 décembre 1861, Richardson, vol. II, p. 135-6.

4. N° 10, de M. Hunter à Yancey, 23 septembre 1861, Richardson, vol. II, p. 83.

Le gouvernement confédéré nomma deux nouveaux commissaires : James M. Mason à Londres et John Slidell à Paris. Ces deux délégués se montrèrent autant à la hauteur de leur tâche que les circonstances le permettaient. Les commissaires se retournèrent vers la France, et, le 26 octobre, ils eurent une entrevue privée avec M. Thouvenel, ministre des Affaires Etrangères. Ils apprirent qu'il existait un accord entre la France et l'Angleterre en vue de la communication réciproque de tous faits et propositions qui pourraient attirer l'attention de l'un des deux pays ; en tout ce qui concernait la Confédération, ils avaient décidé d'agir ensemble. Les deux gouvernements espéraient que leur action serait sanctionnée par l'Espagne, la Prusse et les autres puissances. Quant à la grosse question du blocus le Ministre des Affaires Etrangères affirma que la flotte franco-anglaise l'observait de près et que, même si le blocus n'était pas entièrement effectif, il était cependant assez efficace pour ne pas autoriser de protestation. L'entente entre l'Angleterre et la France quant à la Confédération fut considérée par les commissaires comme intime et cordiale ¹.

Mason et Slidell, les nouveaux commissaires, reçurent l'ordre de rejoindre leurs postes respectifs le plus vite possible. Alors qu'ils étaient en route

1. Les commissaires au Secrétaire d'Etat, N° 9, Richardson, vol. II, p. 407-8.

sur le paquebot postal anglais « Trent », ce navire fut arrêté en pleine mer le 8 novembre 1861 par le vaisseau de guerre américain « San Jacinto », commandé par le capitaine Wilkes, et les deux commissaires confédérés furent capturés ainsi que leurs secrétaires. Ce geste fut accueilli par des manifestations bruyantes d'enthousiasme dans le Nord, tandis qu'en Angleterre l'indignation publique était universelle. L'affaire fut soumise aux conseillers juridiques de la Couronne qui déclarèrent l'acte illégal. La Grande-Bretagne commença à s'armer pour la guerre, et des instructions en conséquence furent envoyées à Lord Lyons, ambassadeur à Washington, et au vice-amiral commandant l'escadre britannique dans les eaux américaines. Huit mille hommes furent immédiatement expédiés au Canada¹. Un ultimatum fut envoyé à Washington ne laissant au gouvernement des Etats-Unis qu'un délai de réponse de sept jours. Le point de vue britannique fut soutenu par une note de Thouvenel, ministre français des Affaires Etrangères, note datée du 3 décembre et qui fut lue au Secrétaire Seward par l'ambassadeur de France à Washington. Le gouvernement des Etats-Unis n'avait pas d'autre alternative que de rendre les prisonniers, ce qu'il fit de la meilleure grâce possible.

La capture de Mason et de Slidell fut accueillie

1. Rhodes, p. 74.

avec beaucoup d'étonnement en France, car personne ne s'attendait à voir les Etats-Unis braver l'Angleterre sur mer. Un tel acte fut considéré comme la consécration du droit de visite contre lequel les Etats-Unis avaient toujours protesté et qui avait été l'une des principales causes de la guerre de 1812. On espérait que les Etats-Unis répareraient leur faute ¹. Le *Constitutionnel* ne prédisait pas la guerre et n'approuvait pas la *Morning Post* de Londres qui menaçait les Etats-Unis du canon et estimait qu'une simple requête de la Grande-Bretagne devait suffire dans une question de droit et de justice internationale ².

On ne prévoyait pas que la France fût entraînée dans le conflit ; elle resterait probablement neutre et donnerait son appui moral à ceux qui défendaient le droit des peuples ³. La presse française fut unanime à condamner le geste de Wilkes, mais le *Constitutionnel*, organe semi-officiel, exposait clairement que les intérêts et les traditions de la France lui recommandaient de rester neutre ⁴.

Dans une lettre à Jefferson Davis le commissaire Rost disait : « Alors que l'Empereur souhaite de rester en bons termes avec les Etats-Unis et verrait avec regret la flotte fédérale détruite, je ne puis douter que ses sympathies et celles de son gouver-

1. *Constitutionnel*, 29 nov. 1861, F. Gaillardet.

2. *Ibid.*, 30 nov. 1861, Paulin Limayrac.

3. *Ibid.*, 6 déc. 1861, Auguste Vitu.

4. *Ibid.*, 7 déc. 1861, F. Gaillardet.

nement soient avec nous. Une série d'articles, ajoutait-il, en cours de publication dans le journal *Le Pays* et intitulée « Reconnaissance des Etats Confédérés », est rédigée dans les bureaux du ministère de l'Intérieur; ces articles défendent la cause de la sécession, la cause du Sud en général et son droit d'être reconnu. Le directeur de la presse a recommandé de publier des articles de même tendance dans d'autres journaux, mais rien n'a été publié jusqu'ici pour la raison fort probable que les directeurs de journaux comptent sur notre subvention ¹ ».

Le premier article de la série avait paru dans *Le Pays* le 20 décembre. On y recommandait une attitude amicale envers la rébellion. On observait que huit millions hommes, unis dans un but commun, n'étaient pas des rebelles au sens ordinaire du mot. Les anciens défenseurs du fameux droit d'insurrection trouvaient maintenant le droit de séparation ridicule et déplorable. Il était évident que le Sud était absolument dans son droit puisque la Constitution des Etats-Unis était avant tout une œuvre de précaution contre la centralisation du pouvoir. L'esclavage ne pouvait être compté parmi les causes de la guerre puisqu'elle avait été provoquée par un conflit d'ordre économique ².

Le dernier article parut le 26 décembre. Il de-

1. Lettre de Rost à Davis, N° 9, 24 déc. 1861.

2. *Pays*, 20 déc. 1861, A. Grandguillot.

mandait comment le *Journal des Débats*, le *Siècle* et le *Temps* pouvaient défendre la cause de l'Italie, de la Hongrie et de la Pologne contre l'Autriche et la Russie, et exprimer, en même temps, une telle haine contre le Sud. Au sujet de l'enrôlement des princes d'Orléans dans les rangs de l'armée nordiste, il demandait pourquoi ils allaient combattre en Amérique une cause pour laquelle ils avaient lutté en Europe ¹.

Menacée d'une guerre imminente, l'Europe accueillit avec un grand soulagement la nouvelle de la libération de Mason et Slidell. Le *Journal des Débats* remarqua que l'incident du « Trent » avait transporté les choses du domaine de l'abstraction dans la réalité. Quand certaine presse avait placé devant l'opinion, comme une éventualité probable, l'image de la France démocratique détruisant aux Etats Unis l'une des œuvres les plus glorieuses de la France monarchique, ce jour-là, la France avait pris parti et la querelle entre le Nord et le Sud avait été définitivement tranchée contre le Sud ².

Après réception de la note du Secrétaire Seward dans son texte complet, le principal organe libéral prononça un jugement favorable à la sagesse du gouvernement des Etats-Unis. Il estimait que les Etats-Unis avaient été condamnés sur une ques-

1. *Ibid.*, 28 déc. 1861, A. Grandguillot.

2. *Journal des Débats*, II, 12 janvier 1862, J. J. Weiss.

tion de fait et qu'en acceptant cette condamnation ils avaient fortifié leur position ¹.

Mason et Slidell reçurent l'ordre de pousser la question de la reconnaissance avec une énergie nouvelle. Le Secrétaire d'Etat les avait chargés de présenter l'affaire au gouvernement britannique en expliquant la vraie position dans laquelle les Etats confédérés se présentaient au monde. Il exposait les aspects juridiques de la situation et désirait qu'on n'oubliât pas que les Etats confédérés n'étaient pas des provinces révoltées cherchant à renverser l'autorité légale, mais agissaient de plein droit. Le Gouvernement n'avait pas voulu la guerre, mais avait été forcé de prendre les armes pour défendre son droit de se gouverner lui-même. Le Secrétaire insistait, en outre, sur la puissance économique et militaire de la Confédération ; les précédents à la reconnaissance britannique et la question du blocus devaient être soumis à nouveau ².

Le 3 février 1862 Slidell écrivit à M. Thouvenel pour lui demander une entrevue. Le ministre répondit aussitôt en accédant à la requête. M. Thouvenel reçut le commissaire confédéré avec cordialité et le félicita de sa mise en liberté, sur quoi M. Slidell remercia le gouvernement français de sa prompte intervention. Au cours de cette

1. *Ibid.*, 15 janv. 1862, J: J, Weiss.

2. De R. M. T. Hunter à James M. Mason, 23 sept. 1861, Richardson, vol. II, p. 84-94.

entrevue, Slidell ne poussa pas la question de la reconnaissance plus avant, mais se borna à donner des renseignements sur les Etats confédérés, discutant en particulier l'inefficacité du blocus. Le ministre français fut plein de réticences et ne fit aucune déclaration qui pût le compromettre lui ou son gouvernement ¹. M. Slidell eut deux entrevues avec M. Persigny, ministre de l'Intérieur, qui semblait épouser fermement la cause des confédérés ; il eut aussi un entretien favorable avec M. Baroche, président du Conseil d'Etat.

La première dépêche de Slidell au Département d'Etat consacrait une large place à l'état de l'opinion publique en France. Il l'avait trouvée favorable au Sud, bien que la question de l'esclavage rendit sa situation quelque peu malaisée. « Il est vrai qu'on entend souvent exprimer le regret, que l'esclavage existe parmi nous et l'espoir que des démarches seront entreprises pour son abolition définitif et graduel, mais, à ma connaissance, ceci n'est jamais dit d'une manière offensante, et la conversation est facilement déviée vers un autre sujet plus agréable. Je me fais une règle de ne jamais entamer de discussion à cet égard, car beaucoup de nos meilleurs amis, qui défendent chaleureusement notre cause, ont sur la question des vues théoriques qui en général

1. Annexe G, n° I, de Slidell à Hunter, Richardson, II, p. 181-4.

ne valent pas la peine d'être combattues. Je serais tenté de croire que l'animosité contre l'esclavage au point de vue abstrait est aussi répandue en France qu'en Angleterre, mais il n'y a pas ici de classe importante de gens qui jugent que son existence chez nous doive gouverner ou même modifier la politique nationale dans ses relations avec notre Confédération. Je crois que l'Empereur, les membres de son cabinet et les hauts fonctionnaires de son gouvernement sont en général tout à fait indifférents à l'esclavage et que l'opposition contre nous, ouvertement basée sur l'esclavage et manifestée par les journaux dits libéraux et ceux qui sont à la solde de la famille d'Orléans, est plutôt dictée par un sentiment d'opposition à l'Empereur que par une véritable hostilité à l'égard de cette institution ». Slidell pensait que les républicains et les orléanistes sentaient d'instinct que l'Empereur ne tarderait pas à reconnaître le Sud et à déclarer le blocus ineffectif, auquel cas, ils lanceraient une attaque contre sa politique. Il espérait que l'appui déjà réel de quelque journal parisien pourrait être acquis pour toute sa partie éditoriale ou plus spécialement pour le libre usage de ses colonnes afin d'y répandre des renseignements exacts sur ce qui se passait dans les Etats confédérés, par exemple les positions et les forces relatives des combattants, le résultat des batailles et des escarmouches et surtout l'impossibilité d'un retour à l'Union. Tout

comme le public anglais, les Français recevaient leurs informations de sources nordistes naturellement colorées de manière à s'adapter aux circonstances. Du moment que plusieurs journaux étaient déjà bien disposés, Slidell pensait qu'une somme très modeste de quelques milliers de dollars assurerait l'appui actif de l'un d'entre eux ¹.

M. Thouvenel avait informé Slidell qu'un accord parfait existait entre les gouvernements français et britannique, qui exerceraient une action commune dans tout ce qui avait trait à la question d'Amérique. Ceci amena M. Slidell à croire que toute allusion de l'Empereur des Français produirait son effet sur le cabinet britannique. Il dut toutefois changer d'avis en voyant que la véritable initiative de l'attitude finalement adoptée venait du gouvernement britannique. L'Empereur fit connaître son adhésion complète au point de vue de Lord Russell quant au blocus. Le commissaire jugea cet acquiescement du gouvernement français incompatible avec la lettre et l'esprit de l'article 4 de la Déclaration de Paris en 1856 et pensa qu'il avait été donné en vue de préserver l'alliance avec l'Angleterre. Slidell ne se faisait pas d'illusions au sujet de la difficulté de sa tâche ; il laissa peu d'espoir au Département d'Etat qu'une action

¹. Slidell au Département d'Etat, n° 1, 11 fév. 1862, Pickett Papers.

favorable fût bientôt entamée par l'Angleterre et par la France ¹.

Henry Hotze, attaché commercial des confédérés et représentant de la presse à Londres, voyait la situation en France sans optimisme et écrivait que les Français restaient indifférents aux événements d'Amérique ou bien sympathisaient légèrement avec le Nord, en partie pour des considérations sentimentales et en partie parce qu'ils voyaient dans la puissance des Etats-Unis un contrepoids à celle de la Grande-Bretagne ².

De Leon, agent confidentiel du Département d'Etat confédéré, débarqua bientôt à Paris. Il rapporta que la *Patrie*, le *Constitutionnel*, le *Pays* et tous les journaux officiels avaient une attitude favorable. Il avait même l'espoir d'influencer les orléanistes ³. Mais il se trouva vite en face de la question de l'esclavage. Il constata qu'il y avait plus de sympathie pour les noirs en France qu'en Angleterre depuis que le côté sentimental du caractère français avait été acquis aux prétendues souffrances de la race. Le Nord, déclara-t-il, avait dès le début de la lutte dépensé beaucoup d'argent à travailler l'opinion française. Il publia, comme contre-partie, une brochure intitulée : *La Vérité*

1. N° 4, de Slidell à R. M. T. Hunter, 26 mars 1862, Richardson, vol. II, p. 207-8.

2. Hotze au Secrétaire d'Etat, n° 7, 25 avril 1862, Pickett Papers.

3. De Leon à Benjamin, n° 4, 30 juillet 1862, Pickett Papers.

sur les Etats Confédérés d'Amérique. Il y soutenait que le Sud était capable de défendre son indépendance sans aide étrangère, qu'il n'avait rien à se faire pardonner dans son institution de l'esclavage, bien plus qu'il avait toujours été le meilleur ami de la race noire. De Leon employa une armée d'écrivains pour défendre la question devant l'opinion ¹.

Vers le début de l'année 1863, Slidell s'aperçut qu'il y avait eu un grand changement en faveur du Sud dans l'opinion publique et que ce changement s'était produit dans les six ou huit mois écoulés. Il considérait le sentiment des classes instruites comme très favorable au Sud ².

En discutant l'attitude de la France, M. Hotze déclara qu'on n'y faisait pas de violentes démonstrations anti-esclavagistes comme en Angleterre parce qu'il ne s'y trouvait personne contre qui les faire. « Ici (en France) l'esclavage est classé avec l'athéisme, le socialisme et d'autres sujets qu'il est de règle pour le bon ton et le decorum de ne pas mettre en discussion ou de ne pas imposer à des oreilles bien élevées, quelque excentriques que soient les idées et quelque certitude que l'on possède de la sympathie secrète de ses auditeurs... Je crains... que vous ne vous mépreniez sur la force relative du préjugé en Angleterre et en France. Dans ce dernier pays il est infini-

1. *Ibid.*, n° 1.

2. De Slidell à Benjamin, n° 24, 24 janv. 1863, Pickett Papers.

ment plus unanime et plus inattaquable. A l'exception de l'Empereur et de ses familiers les plus proches, toute l'intelligence, la science et l'élite de la société sont ligüées avec l'ignorance et le radicalisme en une antipathie profondément ancrée plutôt qu'en une hostilité active contre nous. C'est ce qui a paralysé les sages intentions de l'Empereur jusqu'à ce jour et les paralyse encore. Il est beaucoup plus facile pour les Anglais, habitués chez eux à une hiérarchie des classes et à l'extérieur à une domination hautaine, de comprendre une hiérarchie des races, que pour les Français, apôtres de l'égalité universelle, qui ont tant sacrifié à cette croyance. Peu d'entre nos amis comprennent la pleine portée de ce fait dans son action sur la politique du gouvernement. L'Empereur, malgré tout l'éclat de sa puissance ne peut se permettre de froisser un sentiment aussi universel, et il ne peut agir selon son désir qu'en apaisant ce sentiment par quelque avantage matériel manifeste et éblouissant ou en créant une situation qui lui donnerait l'excuse de la nécessité. Je regrette d'être obligé de prendre une attitude moins confiante quant aux espoirs que nous avons mis dans la France... mais il est de mon devoir avant tout de vous écrire ce que je crois être la vérité relativement aux courants de l'opinion publique » ¹.

1. Hotze à Benjamin, n° 29, 26 sept. 1863, Pickett Papers.

Quelques semaines plus tard, Hotze se plaint de la presse sudiste qui semble favorable à la France et non à l'Angleterre. Il exprime sa conviction ferme que le seul espoir pour la Confédération consiste à trouver un appui substantiel en Angleterre. Il était convaincu qu'en dehors de l'Empereur et de son entourage immédiat les Etats confédérés n'avaient que peu d'amis en France. En Angleterre, c'est à peine s'il se trouvait un homme éminent en littérature, en politique ou dans le monde pour professer de l'amitié pour le Nord, tandis qu'en France, c'est à peine si le Sud pouvait se réclamer de l'appui d'un nom connu. Hotze estimait que le Sud vivait dans l'illusion créée par les méthodes diplomatiques des deux pays : contraste plus superficiel et personnel que réel et matériel. Il croyait que le cœur de l'Angleterre battait pour le Sud alors que celui de la France épousait la cause nordiste ¹.

Le Secrétaire d'Etat, homme adroit et pénétrant, répondit à cette lettre en disant : « Votre appréciation du ton et des dispositions de l'opinion publique en France... bien qu'en désaccord avec les rapports des autres correspondants du Département, concorde entièrement avec les conclusions auxquelles j'étais parvenu par l'examen attentif des principaux organes de la presse française. Il était impossible de rester aveugle devant l'évi-

1. *Ibid.*, n° 31, 31 oct. 1863, Pickett Papers.

dence des articles signés des noms les plus célèbres de la littérature française. Dans la *Revue des Deux Mondes*, qui est peut-être le périodique français le plus puissant et le plus influent, on ne trouve guère d'articles, signés par les membres de son brillant bataillon de collaborateurs, qui ne contiennent quelque dénigrante allusion au Sud. Les sentiments abolitionnistes sont tranquillement affirmés comme des axiomes philosophiques, trop évidents par eux-mêmes pour mériter d'être commentés et élaborés, et comme résultat de la lutte, on n'envisage en tous cas, dans les limites du possible et comme une conclusion a priori, que la défaite du Sud et l'émancipation de toute la classe noire. L'exemple de Saint-Domingue ne semble pas inquiéter le moins du monde la foi de ces philanthropes dans la justice et la politique parfaites d'une guerre entreprise dans ce but, et notre résistance au sort qu'on nous offre est traitée de crime contre la liberté et la civilisation ¹ ».

Entre temps, Slidell écrivait au Secrétaire d'Etat Benjamin pour se plaindre de de Leon qui semblait être un mauvais génie plutôt qu'un soutien de la cause des confédérés en France. Il avait perdu l'influence qu'il aurait pu avoir par la publication, dans les journaux nordistes, d'une lettre interceptée. Dans ce rapport, il avait dit que les Français voulaient de l'argent, non au sens figuré mais

1. Benjamin à Hotze, n° 43, 9 janv. 1864, Pickett Papers.

au sens littéral, qu'ils étaient une race bien plus mercenaire que les Anglais et que le gouvernement confédéré devrait acheter leurs consciences, si toutefois ils en avaient ¹.

Par la suite, de Leon fut révoqué et Hotze prit sa place. Ce dernier déclara qu'il agissait au moyen de personnes plutôt que de choses et qu'il comptait sur « l'ambition, l'enthousiasme, l'admiration pour notre cause et sur des passions, autres que le pouvoir de l'argent ² ». Il proposa néanmoins qu'une équipe d'écrivains français fût employée à répandre les nouvelles et les articles désirés par la Confédération.

Parmi les journaux qu'il prétendait favorables, il citait *la Patrie*, *le Pays*, *la France*, *la Nation* et beaucoup d'organes moindres. Dans l'opposition il rangeait le *Journal des Débats*, *le Siècle*, *le Temps*, et *l'Opinion Nationale*. Il considérait comme favorables les trois quarts des journaux parisiens et un nombre probablement égal de journaux de province ; mais il reconnaissait que son estimation, en ce qui concernait les derniers, n'avait aucun caractère de certitude.

Tandis que Hotze émettait ces affirmations, le *Phare de la Loire* déclarait que s'il faisait erreur au sujet de la question d'Amérique, il partageait cette erreur avec des esprits aussi distingués que

1. *New York Daily Tribune*, 16 nov. 1863, édition du soir.

2. Hotze à Benjamin, n° 38, 12 mars 1864, Pickett Papers.

3. *Ibid.*, n° 44, 16 avril 1864.

Victor Hugo, Berryer, Louis Blanc, tous les économistes de l'école libre-échangiste et de la Démocratie Européenne, ainsi qu'avec des organes tels que le *Temps*, l'*Opinion nationale*, le *Siècle*, la *Revue des Deux Mondes*, le *Journal des Débats*, le *Nord*, la *Gironde*, le *Journal du Havre*, le *Progrès de Lyon*, le *Mémorial des Deux-Sèvres*, l'*Union de l'Ouest*, l'*Indépendance belge* et d'autres journaux européens ¹.

Pour en revenir aux rapports directs de M. Slidell avec les autorités françaises, il apparaît que sa deuxième entrevue avec M. Thouvenel ne fut, en somme, pas plus satisfaisante que la première. M. Baillaut informa Slidell que le ministère était tout entier favorable au Sud, à quoi Slidell répondit qu'en ce qui concernait M. Thouvenel, il était resté sous une impression différente. Baillaut répliqua que M. Thouvenel en qualité de ministre des Affaires Etrangères était tenu à une plus grande réserve que les autres ministres, mais que, dans l'intervalle écoulé entre les deux entrevues, l'opinion de l'Empereur et des autres membres du cabinet s'était manifestée plus ouvertement et plus résolument et que ceci ne manquerait pas de produire son effet sur M. Thouvenel ².

M. Slidell fut reçu par M. Thouvenel, le 23 juillet 1862. Il dit au ministre que le but de sa visite

1. *Phare de la Loire*, 26 nov. 1864, E. Mangin.

2. De Slidell au Secrétaire d'Etat, n° 9 ; 4^{re} juin 1863, Richardson, vol. II, p. 254-6.

était de présenter une demande formelle de reconnaissance. Sur quoi, le ministre lui conseilla de la tenir écartée pour le moment. Le ministre désirait un succès plus décisif sur le théâtre des opérations, et il avait aussi l'intention de n'agir que d'accord avec le gouvernement britannique qui, il le savait, n'était pas encore prêt à agir. Slidell néanmoins, en communion d'action avec son collègue Mason à Londres, jugea qu'il ne pouvait plus tarder à hâter la reconnaissance s'il voulait agir dans l'intérêt de son pays. Une reconnaissance postérieure serait sans grande valeur, car l'avenir de la Confédération sombrerait tout à fait ou bien elle n'aurait plus aucun besoin d'une reconnaissance par l'étranger. Par conséquent Slidell remit au ministre une lettre demandant la reconnaissance ¹.

Cette lettre suivait les instructions du Secrétaire d'Etat qui avait exposé les causes de la séparation et l'avait défendue sur le terrain juridique aussi bien que moral. Il avait signalé la force de la Confédération et sa capacité de défendre sa position. Le nouveau gouvernement était entré dans la lutte sans armée ni marine, mais avait montré que sa force morale était effectivement très grande. Slidell fit ressortir que le seul succès d'importance dont le gouvernement fédéral pût se vanter était dû à sa supériorité navale. Le gouvernement du

1. De Slidell à Benjamin, n° 10, 25 juillet 1862, Richardson, vol. II, p. 268-272.

Sud s'était élevé aux nécessités requises par la guerre et avait mis en ligne 300.000 hommes armés, équipés et régulièrement approvisionnés. Tout ceci, déclarait-il, avait été obtenu par les efforts spontanés d'une nation unie. Les volontaires s'étaient présentés plus vite que le gouvernement ne pouvait les équiper, mais des contributions volontaires avaient fourni les équipements jusqu'à ce que les institutions gouvernementales exigées pussent les livrer. Slidell nia que la Confédération cherchât de l'aide matérielle ou des alliances : elle ne désirait qu'acquérir une situation dans laquelle ses relations avec le reste du monde pourraient être sanctionnées par le droit public. Il profita aussi de l'occasion pour se plaindre du blocus fictif exercé par le gouvernement des Etats-Unis.

La question du coton était longuement traitée. On faisait remarquer que les Etats du Sud étaient tenus à une politique de libre-échange et à des relations sans entraves avec le monde entier. Quant à l'attitude de la Grande-Bretagne, le commissaire exposait que l'Angleterre cherchait à se consoler de l'actuelle misère de sa classe ouvrière et de son embarras commercial par la possibilité que la guerre se prolongeât assez longtemps pour que la culture de ses possessions dans les Indes pût alimenter son industrie et celle du continent, et lui assurer ainsi un monopole. « Ne vaut-il pas mieux pour les nations européennes, demandait-il,

dépendre, quant à leur approvisionnement, d'un peuple que sa situation et ses travaux doivent toujours amener à cultiver des relations amicales avec elles que d'un peuple qui cherche à accaparer le commerce mondial et ne s'est jamais montré particulièrement scrupuleux quant aux moyens d'exécuter un plan dont dépendait le maintien de sa supériorité sur l'Océan ? »

Comme bénéfices qui écherraient à la France au point de vue commercial, il signalait : les facilités pour obtenir les matières premières sans intermédiaire et meilleur marché, la diminution des frais d'achat et de transport du tabac pour les manufactures de l'Etat ; puis les fournitures rapides de cuivre, d'huile de graissage, de goudron, de lard et de porc salé, de bois de construction pour les arsenaux maritimes français, et de charbon. D'autre part le Sud accueillerait les produits français, et le vaste Ouest serait ouvert au commerce de la France.

Pour ce qui était des questions politiques, le commissaire estimait que, par l'établissement d'une grande Confédération du Sud, l'équilibre des puissances serait assuré dans l'Amérique du Nord et que des projets de conquête ne viendraient plus troubler les indigènes. Jusqu'ici le Sud avait cherché des conquêtes dans le but de maintenir son équilibre au Congrès fédéral.

L'expédition militaire du Mexique était mentionnée dans la lettre au Ministre français, et Sli-

dell disait, sans en avoir reçu l'ordre de son gouvernement, que l'expédition ne serait pas vue d'un œil inamical par le gouvernement des Etats confédérés ¹.

En mars 1862, Napoléon III s'était préparé à rétablir au Mexique « le trône et l'autel » et à créer un Empire latin en Amérique ². On espérait que cet Empire réaliserait un double but : d'une part servir le catholicisme et d'autre part donner à la France la prééminence dans les régions tropicales de l'Amérique Centrale ³. Napoléon III rêvait de vastes entreprises et cette région offrait un terrain de choix à ses projets. Ses efforts, en vue de créer un Empire catholique et latin dans l'Amérique centrale, ne furent pas soutenus par l'Angleterre et rencontrèrent aux Etats-Unis une vive désapprobation.

Le désordre général qui régnait au Mexique fournit à l'Empereur des Français un prétexte à une intervention dans le pays; d'autre part, la guerre civile qui se déroulait aux Etats-Unis lui laissait les mains libres pour agir. Dans l'état de révolution où se trouvait le Mexique, ce pays ne voulait ou ne pouvait payer ses dettes, en outre, de nombreuses informations circulaient au sujet

1. Slidell à Thouvenel, Paris, 24 juillet 1862, Richardson, vol II, p. 272-88.

2. Michel Chevalier, *le Mexique*, Paris, Introduction. Emile Bourgeois, *Histoire de la France Moderne 1815-1913*, vol. II, p. 91.

3. H. J. Eckenrode, *Jefferson Davis*, p. 133.

suiwi d'un changement radical dans la constitution du pays, avaient excité un vif intérêt. Bien que nous préférions notre propre forme de gouvernement et nos institutions à celles d'autres pays, nous ne pouvons songer à contester à ceux-ci l'exercice de ce droit de se gouverner eux-mêmes, que nous revendiquons pour notre compte. Si le peuple mexicain préfère une monarchie à une république, il est absolument de notre devoir de donner de bon gré notre approbation à sa décision et de témoigner un intérêt sincère et amical pour sa prospérité. Si cependant les Mexicains préfèrent conserver leurs anciennes institutions, nous n'avons aucune raison de redouter que des obstacles soient opposés au libre exercice de son choix. L'Empereur des Français s'est solennellement défendu d'avoir en rien l'intention d'imposer au Mexique une forme de gouvernement qui ne pût être acceptée par cette nation ; et la personnalité éminente, à qui le trône a été offert, s'est refusée à l'accepter jusqu'à ce que l'offre ait été sanctionnée par les suffrages du peuple. Dans les deux hypothèses, par conséquent, nous pouvons compter de façon durable sur le maintien des relations pacifiques que nous avons entretenues à travers cette frontière et même espérer un large développement du commerce déjà existant, pour le plus grand avantage des deux pays ¹ ». Cette attitude

1. Richardson, vol. I, pp. 359-60.

du Président des Etats Confédérés fut considérée comme amicale par le *Constitutionnel* ¹, mais, en réalité, il est évident que le Président de la Confédération ne prit une attitude conciliante qu'à cause de la guerre si rude qu'il soutenait contre les Etats du Nord et parce qu'il espérait encore recevoir une aide matérielle de Napoléon III.

Le gouvernement français n'était toutefois pas allé jusqu'à la reconnaissance des Etats Confédérés et poursuivait sa politique d'attente, à la fois surveillant l'opinion européenne et déterminé à n'agir, s'il devait agir, qu'en accord avec l'Angleterre ².

Alors que MM. Thouvenel et Drouyn de l'Huys étaient restés tous deux sur la plus grande réserve avec M. Slidell et n'avaient pas prononcé un mot sur lequel on pût vraiment fonder un espoir, il n'en fut pas de même de l'Empereur qui reçut le commissaire ³ d'une manière très cordiale et ne se gêna pas pour déclarer que ses sympathies allaient tout entières vers le Sud, que son seul désir était de savoir comment leur faire produire leur effet. L'Empereur affirma que la situation de

1. *Constitutionnel*, 26 décembre 1863, H. Marie Martin.

2. Slidell à Benjamin, N° 41, Août 1862; Richardson, vol. II, p. 309-10.

3. Slidell fut aussi reçu cordialement par l'Impératrice, qui lui exprima ses sentiments de chaude sympathie pour la cause du Sud. Il en fut fort satisfait, car il croyait que l'Impératrice exerçait une grande influence sur le Gouvernement. Louis Martin Sears, *A Confederate Diplomat at the Court of Napoleon III*, *American Historical Review*, vol. XXVI, p. 273.

suivi d'un changement radical dans la constitution du pays, avaient excité un vif intérêt. Bien que nous préférions notre propre forme de gouvernement et nos institutions à celles d'autres pays, nous ne pouvons songer à contester à ceux-ci l'exercice de ce droit de se gouverner eux-mêmes, que nous revendiquons pour notre compte. Si le peuple mexicain préfère une monarchie à une république, il est absolument de notre devoir de donner de bon gré notre approbation à sa décision et de témoigner un intérêt sincère et amical pour sa prospérité. Si cependant les Mexicains préfèrent conserver leurs anciennes institutions, nous n'avons aucune raison de redouter que des obstacles soient opposés au libre exercice de son choix. L'Empereur des Français s'est solennellement défendu d'avoir en rien l'intention d'imposer au Mexique une forme de gouvernement qui ne pût être acceptée par cette nation ; et la personnalité éminente, à qui le trône a été offert, s'est refusée à l'accepter jusqu'à ce que l'offre ait été sanctionnée par les suffrages du peuple. Dans les deux hypothèses, par conséquent, nous pouvons compter de façon durable sur le maintien des relations pacifiques que nous avons entretenues à travers cette frontière et même espérer un large développement du commerce déjà existant, pour le plus grand avantage des deux pays ¹ ». Cette attitude

1. Richardson, vol. I, pp. 359-60.

du Président des Etats Confédérés fut considérée comme amicale par le *Constitutionnel* ¹, mais, en réalité, il est évident que le Président de la Confédération ne prit une attitude conciliante qu'à cause de la guerre si rude qu'il soutenait contre les Etats du Nord et parce qu'il espérait encore recevoir une aide matérielle de Napoléon III.

Le gouvernement français n'était toutefois pas allé jusqu'à la reconnaissance des Etats Confédérés et poursuivait sa politique d'attente, à la fois surveillant l'opinion européenne et déterminé à n'agir, s'il devait agir, qu'en accord avec l'Angleterre ².

Alors que MM. Thouvenel et Drouyn de L'Huys étaient restés tous deux sur la plus grande réserve avec M. Slidell et n'avaient pas prononcé un mot sur lequel on pût vraiment fonder un espoir, il n'en fut pas de même de l'Empereur qui reçut le commissaire ³ d'une manière très cordiale et ne se gêna pas pour déclarer que ses sympathies allaient tout entières vers le Sud, que son seul désir était de savoir comment leur faire produire leur effet. L'Empereur affirma que la situation de

1. *Constitutionnel*, 26 décembre 1863, H. Marie Martin.

2. Slidell à Benjamin, N° 44, Août 1862; Richardson, vol. II, p. 309-10.

3. Slidell fut aussi reçu cordialement par l'Impératrice, qui lui exprima ses sentiments de chaude sympathie pour la cause du Sud. Il en fut fort satisfait, car il croyait que l'Impératrice exerçait une grande influence sur le Gouvernement. Louis Martin Sears, *A Confederate Diplomat at the Court of Napoléon III*, *American Historical Review*, vol. XXVI, p. 273.

l'Europe était très peu satisfaisante, surtout en Grèce et en Italie, et donna à entendre que s'il agissait seul, l'Angleterre, au lieu de suivre son exemple, s'efforcerait d'engager la France dans une guerre avec les Etats-Unis, ce qui aurait pour résultat de détruire le commerce français. Slidell dit à l'Empereur qu'il n'espérait aucune action amicale de la part de l'Angleterre jusqu'au moment où une telle action serait devenue indifférente au gouvernement sudiste. Slidell désirait la reconnaissance pour l'effet qu'elle pourrait produire sur le parti de la paix dans le Nord ; il suggéra à l'Empereur que la reconnaissance ne serait pas considérée par les puissances comme un prétexte à hostilités de la part du Nord. Celui-ci avait à cette époque un tonnage commercial supérieur à celui de la France, et était d'ailleurs tellement engagé dans la guerre que Slidell ne croyait pas possible qu'il entamât des hostilités contre l'une des principales puissances européennes.

L'Empereur demanda à M. Slidell son avis sur une médiation commune de la France, de l'Angleterre et de la Russie. Le commissaire répondit qu'il n'avait pas confiance en l'Angleterre et que la Russie pencherait sans doute vers le Nord. L'Empereur déclara que sa propre préférence allait à une proposition d'armistice de six mois pendant lesquels les ports du Sud seraient ouverts au commerce mondial. Ceci, pensait-il, mettrait fin à

l'effusion de sang, et les hostilités ne seraient probablement jamais reprises. L'empereur déclara que la proposition pourrait être soutenue pour des motifs élevés d'humanité et dans l'intérêt de tout le monde civilisé ; si elle était refusée par le Nord, cela fournirait de bonnes raisons pour la reconnaissance et, peut-être, pour une intervention plus active. Slidell était profondément d'accord avec la suggestion de l'Empereur, mais il craignait qu'il fût aussi difficile d'obtenir la coopération de l'Angleterre comme il l'avait été déjà pour la reconnaissance. L'Empereur affirma qu'il avait des raisons de penser différemment et montra à Slidell une lettre de Léopold, roi des Belges, datée du 15 octobre, alors que la reine Victoria se trouvait à Bruxelles. Le roi des Belges insistait, en faveur de la cause de l'humanité et dans l'intérêt des populations souffrantes d'Europe, pour que les efforts les plus énergiques fussent faits par l'Angleterre, la France et la Russie afin de mettre fin à la guerre. Il considérait la récente sécession des Etats comme un fait accompli ; il était du devoir des grandes puissances d'exercer leur autorité pour faire cesser le conflit.

L'Empereur demanda à Slidell pourquoi les confédérés ne créaient pas une flotte, assurant que quelques navires infligeraient un dommage funeste au commerce fédéral ; avec trois ou quatre vaisseaux puissants, les confédérés auraient pu ouvrir quelques-uns de leurs ports. Slidell répon-

dit qu'ils avaient fait construire deux vaisseaux en Angleterre et que d'autres étaient en chantier, dont deux seraient de puissants navires cuirassés ; que la plus grande difficulté n'était pas de les construire, mais de les armer et de les équiper vu les réglemens existant pour la garantie de la neutralité. Si l'Empereur voulait bien donner une sorte d'assurance verbale que sa police fermerait les yeux quand les confédérés voudraient embarquer des canons et des hommes, le gouvernement sudiste profiterait largement de cette occasion. L'Empereur répliqua : « Pourquoi ne les feriez-vous pas construire comme pour le gouvernement italien ? Je ne pense pas que ce soit difficile, mais je consulterai le ministre de la marine à ce sujet ». Cette entrevue ne laissait guère subsister de doute quant aux sympathies de l'Empereur dans la guerre d'Amérique ¹.

Slidell eut un entretien avec le nouveau ministre des Affaires Etrangères M. Drouyn de l'Huys le 21 décembre 1862. Le ministre le reçut cordialement, mais s'en tint à l'habituelle réserve et ne dit rien qui pût le compromettre dans l'action future de son Gouvernement. Le seul renseignement favorable qu'il donna était que l'Empereur n'avait pas changé d'opinion ².

1. Récit d'une entrevue de Slidell avec l'Empereur à St-Cloud le mardi 28 octobre 1862, Richardson, vol. II, p. 345-51.

2. De Slidell à Benjamin, 27 décembre 1862, Richardson, vol. II, p. 377-8.

Slidell était très impatient de pousser l'entreprise de la construction des navires en France; mais il apprit que l'Empereur, après avoir consulté quelques-uns de ses ministres jugeait la question plus difficile qu'il n'avait cru, et qu'aucun encouragement ne pouvait être donné pour le moment. Mais le 7 janvier, Slidell rencontra M. Arran, membre du Corps Législatif et le plus gros constructeur français de navires, qui offrit de mettre les cuirassés en chantier. M. Arran assura Slidell qu'il n'y aurait pas de difficulté à les armer et à les équiper, qu'il avait une certaine autorité pour traiter la question, mais qu'elle devrait rester strictement confidentielle entre Slidell et lui-même. Toutefois la question était subordonnée à un plan financier en suspens qui comprenait un emprunt du gouvernement confédéré ¹. Cet emprunt fut négocié par Erlanger et C^{ie}; il réussit. Aussi le commissaire confédéré le considéra-t-il comme une reconnaissance financière de l'indépendance du Sud et compta naturellement qu'il aurait une grande influence comme venant d'une classe financière pleine d'ambitions ². Peu après que l'emprunt eût été couvert, le capitaine Bullock signa des contrats provisoires pour la construction de quatre cuirassés du type « Alabama ».

1. De Slidell à Benjamin, 11 janv. 1863, annexe A, N° 23, Richardson, vol. II, p. 389-391.

2. De Slidell à Benjamin, N° 29, 21 mars 1863, Richardson, vol. II, p. 456-58.

Ces contrats devaient être exécutés aussitôt que M. Slidell recevrait l'assurance satisfaisante que les vaisseaux seraient autorisés à quitter, armés et équipés, les ports français¹.

Grâce surtout à sa personnalité et à son tact, M. Slidell avait réussi à entrer en contact étroit avec le gouvernement français. On ne peut guère supposer qu'un ministre, non officiellement accrédité, puisse avoir des relations aussi intimes avec le chef du gouvernement qu'en eût Slidell. Le 14 avril il reçut de M. Mocquard, chef du cabinet de l'Empereur, une lettre où ce dernier disait qu'il s'empressait de lui transmettre un message intéressant. C'était la copie d'une dépêche télégraphique de M. Adams à M. Dayton annonçant que le « Japan » alias « Virginia » allait probablement entrer dans un port français près de Saint-Malo. L'Empereur avait fait transmettre cette dépêche à Slidell aussitôt reçue et l'avait sans doute reçue aussi vite que l'ambassadeur des Etats-Unis. Slidell exprima l'espoir que toute facilité nécessaire serait accordée par le Gouvernement pour réparer le navire et obtint l'assurance que tout serait pour le mieux².

Le commissaire sudiste comptait principalement sur l'Empereur, qu'il approchait de temps en temps avec précaution et avec beaucoup de discrétion.

1. *Ibid.*, N° 32, 20 avril 1863, Richardson, vol. II, p. 473-74.

2. N° 32, Slidell à Benjamin, 20 avril 1863, Richardson, vol. II, p. 473-5.

tion. Il semblait qu'aucun espoir ne pût être mis dans le gouvernement britannique : son attitude, qui avait peut-être été plus amicale que celle de la France, avait fini par se figer dans une politique d'expectative. Slidell envoya donc une note à l'Empereur lui demandant de renouveler de concert avec d'autres puissances continentales, ses propositions d'action commune dans l'affaire d'Amérique. La guerre avait duré plus de deux ans, et il paraissait impossible que le gouvernement des Etats-Unis pût vaincre le Sud¹.

En réponse à cette note, l'Empereur accorda à Slidell une audience. Il parla ouvertement et admit qu'il était pleinement convaincu de l'opportunité d'une reconnaissance générale des Etats confédérés par les puissances européennes, mais il représenta que le commerce de la France et le succès de l'expédition du Mexique seraient mis en péril par une rupture avec les Etats-Unis, qu'aucune puissance autre que l'Angleterre n'avait de marine suffisante pour lui donner sur mer l'aide nécessaire et que, s'il parvenait à agir en commun avec l'Angleterre, on ne pouvait s'attendre à ce qu'une guerre éclatât. Il admettait ainsi virtuellement que sa politique d'attente était due à l'insuffisance de la flotte.

M. Slidell dit alors qu'il était autorisé à adhérer

1. N° 37, Slidell à Benjamin, annexe A, 12 juin 1863, Richardson, vol. II, p. 507-9.

au traité tripartite garantissant Cuba à l'Espagne s'il était assuré du concours de la France. Puis il demanda à l'Empereur s'il était disposé à donner son concours ; celui-ci consentit et autorisa Slidell à en informer l'ambassadeur d'Espagne. L'Empereur projetait alors de faire une proposition directe à l'Angleterre ; il promit de soumettre la question au cabinet sans tarder ¹.

Napoléon III ne réussit jamais à ménager une action commune avec l'Angleterre et ne sentit jamais sa position assez solide pour agir seul. L'affaire du Mexique et la situation instable de la politique européenne tendaient à le rendre prudent. Slidell continuait à se méfier de l'Angleterre et estimait dangereux de négocier avec elle. Il pensait que l'Angleterre, dans le cas d'une guerre où elle ne serait pas engagée, ne manquerait pas de fraterniser avec le Nord. L'Empereur était un autocrate, mais il était influencé par son entourage qui semble lui avoir conseillé la prudence et la temporisation.

Slidell estimait qu'il était impossible d'exagérer l'impopularité de l'expédition du Mexique dans toutes les classes et dans tous les partis de France. C'était le seul sujet, pensait-il, capable de rallier l'unanimité résolue de l'opinion publique ; il n'avait pas encore rencontré un seul homme qui l'approuvât, et plusieurs personnes très proches

¹. Récit d'une entrevue avec l'Empereur aux Tuileries le 18 juin 1863, Richardson, vol. II, p. 514-17.

de l'Empereur n'en avaient parlé que pour la condamner. En tous cas, il semble que peu de gens influents en France auraient soutenu l'Empereur dans un geste agressif quant à la question d'Amérique.

Les Français dépendaient beaucoup moins de l'approvisionnement étranger que les Anglais. Néanmoins une mauvaise récolte fit monter le prix du pain et ceci, combiné au chômage étendu, provoqua une certaine misère et donna une impulsion favorable à l'idée de rupture du blocus. Yancey et Rost écrivirent en automne 1861 que le déficit de la moisson était estimé à 200 millions de dollars ¹. Ils rapportèrent qu'un grand nombre d'ouvriers chômaient et que la misère et le mécontentement se manifestaient.

Au début de 1862, la situation était devenue sérieuse, et Thouvenel dit à Dayton que des pétitions et des mémoires étaient quotidiennement adressés à l'Empereur ². En novembre de la même année, on estimait à 100.000 le nombre de personnes souffrant de la crise du coton, et ce nombre ne faisait que croître ³. A la fin de l'année, il y avait 390.000 chômeurs en comptant les auxiliaires ⁴.

1. Yancey et Rost à R. M. T. Hunter, N° 8, 5 octobre 1861, Richardson, vol. II, 99-102.

2. Dayton à Seward, N° 127, 18 mars 1862.

3. *Siècle*, 12 novembre 1862, Emile de la Bédollière.

4. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} janvier 1863, E. Forcade.

La situation exigeait l'aide active du gouvernement français. En février 1862 un crédit de deux millions de francs avait été voté sans opposition par le Corps Législatif et le Sénat pour soulager la misère soit par des charités directes soit en fournissant du travail¹. Ce crédit fut suivi en janvier 1863 d'un autre de cinq millions.

On pourrait supposer que de telles conjonctures décidèrent le gouvernement français à agir. Les discussions, nées de l'affaire du « Trent », marquent le début d'une campagne soutenue pendant un an et demi par la presse impérialiste et prônant une action en faveur du Sud. Les nombreuses propositions étaient l'arbitrage, l'intervention active, la rupture du blocus, l'armistice ou la reconnaissance des Etats confédérés. La guerre était présentée comme une effusion de sang désespérée, sans but intelligent. En opposition avec cette campagne, se dressait la presse du parti de coalition libérale qui, bien que ne pouvant attaquer directement la politique gouvernementale, était libre de discuter les solutions.

L'obstruction du port de Charleston offrit aux impérialistes l'occasion de s'exprimer. Ce geste fut jugé avec mépris et on estima que le Nord avait traité le Sud en ennemi étranger². Les commissaires confédérés se mirent à nourrir l'espoir d'une

1. Corps Législatif, 28 février 1862 ; Sénat, 1^{er} mars 1862.

2. *Constitutionnel*, 12 janv. 1862, Auguste Vitu.

intervention. « Ici l'impression dominante et indubitablement exacte est que ces deux gouvernements ont fait de fermes remontrances et aussi protesté contre l'immersion des navires chargés de pierres dans le principal canal de Charleston ; on croit qu'ils interviendront directement d'une manière quelconque. D'après certaines indications, l'intervention irait jusqu'à une demande d'armistice, et les différends de frontière entre le Nord et le Sud seraient tranchés par ces puissances ¹. »

La question de l'intervention française fut soulevée au Sénat français au cours du débat sur le projet d'adresse à l'Empereur, rapporté le 7 fév. 1862 ; il fut exposé que, comme Sa Majesté Impériale, le Gouvernement avait reconnu que des relations amicales avec les Etats-Unis dictaient au cabinet français une politique de neutralité et que le conflit serait beaucoup plus court s'il ne se compliquait pas d'interventions étrangères ². La question fut reprise le 24 février, et le marquis de Boissy fit un appel en faveur de la neutralité pour la raison qu'une telle politique était opposée aux intérêts de l'Angleterre. M. Billaut, porte-parole de l'Empereur, déclara que Sa Majesté Impériale éprouvait de l'amitié pour les Etats-Unis et désirait les voir pacifiés, qu'Elle était disposée à favoriser la réconciliation, mais n'avait pas l'intention de faire quoi

1. N° 44, Yancey et Mann à Hunter, 27 janv. 1862, Pickett Papers.

2. Sénat, 18 fév. 1862.

que ce soit de plus¹. Ceci parut détruire pour un temps les espoirs du Sud du moment que l'Empereur avait affirmé dans son message aux Chambres qu'aussi longtemps que les droits des neutres seraient respectés, il fallait se borner à prier pour que la guerre d'Amérique prit fin.

Vers la même époque, on fit des conjectures au sujet d'une mystérieuse visite à Richmond de Mercier, ministre de France à Washington. Les *Débats* refusèrent de lui accorder une signification politique : néanmoins la question provoqua une certaine nervosité². Slidell, très tourmenté par cette affaire, chercha une explication auprès de Thouvenel qui n'en savait que ce qui lui avait été dit par Lord Lyons, à savoir que Mercier s'était rendu à Richmond à la demande de Seward et avait été autorisé à déclarer que si le Sud voulait rentrer dans l'Union, on souscrirait à toutes les conditions qu'il y mettrait ; mais quand Mercier était arrivé à Richmond il s'était heurté à un refus tellement péremptoire de discuter une telle proposition qu'il n'avait même pas eu l'occasion d'exposer le détail de l'offre. Slidell conclut de ce fait que, du moment que le Ministère des Affaires Etrangères était si peu au courant de la question, il devait y avoir une correspondance privée entre l'Empereur et Mercier³.

1. *Ibid.*, 25 fév. 1862.

2. *Débats*, 6 mai 1862, J. J. Weiss.

3. Slidell à Benjamin, N° 7, 9 Mai 1862 ; N° 9, 15 Mai 1862.

La version de Benjamin sur cette affaire était que Mercier était venu chez lui à titre purement personnel, au su de Seward et avec son consentement, mais sans dire que Seward l'avait prié de venir ; qu'ils avaient discuté d'une manière amicale ; que Mercier avait affirmé que, pour lui, la solution résidait dans l'indépendance politique et l'union commerciale ; qu'il serait personnellement aussi heureux que son gouvernement si ses bons offices pouvaient être utilisés pour rétablir la paix ¹.

La question de l'esclavage, qui empêchait certainement le Sud d'être reconnu ², fut traitée à fond par la presse française. Au début de juin, deux des journaux principaux mirent en évidence l'opposition de leur vue. Le *Constitutionnel* résuma son opinion en disant qu'il n'y avait pas de chances que le Sud se soumit, que la paix ne pouvait venir que du dehors et que « médiation » était le mot qui pouvait résoudre la question. Il déclarait que ceci devait concorder avec le discours inaugural de Lincoln, qui avait affirmé qu'il n'était pas dans son but ni dans ses intentions de s'opposer à l'esclavage dans les Etats où il existait alors ; d'autre

1. Benjamin à Slidell, N° 5, 19 juillet 1862.

2. Le Consul français à Richmond, M. Paul, a déclaré à une personnalité politique proche de Davis, que Napoléon III était tout disposé à reconnaître les Etats Confédérés, dans le cas où l'esclavage serait graduellement aboli. Davis répliqua qu'il aurait accepté les termes de cette transaction sans la difficulté constitutionnelle qu'elle soulevait, la matière de l'esclavage ne relevant pas de la juridiction du Congrès (Eckensrode, 174 ; *Southern Historical Society Papers*, 7, 357).

part on devait prendre en considération le discours de Yancey au Fishmonger's Hall, le 9 nov. 1861, dans lequel il avait affirmé que le Sud insisterait sur son indépendance, mais, dans l'intérêt de la paix et de l'humanité, ferait des concessions sur des points d'importance secondaire¹.

En réponse à cette proposition précise, le *Journal des Débats* répondit le lendemain que, si le Nord et le Sud étaient disposés à agir ensemble et à soumettre leurs différends à l'arbitrage de la France, celle-ci serait la première à les féliciter dans leur propre intérêt aussi bien que dans l'intérêt général de l'Europe, mais que dans l'état actuel des choses aucun accord semblable ne se manifestait. Les *Débats* faisaient remarquer qu'au début de la guerre la France avait offert en vain sa médiation à l'Amérique².

Dans cette discussion entre le *Constitutionnel* et le *Journal des Débats*, la presse impérialiste se rangea du côté du *Constitutionnel* tandis que la presse libérale soutenait le *Journal des Débats*³.

Après les succès des confédérés devant Richmond, le journal gouvernemental découvrit ses batteries. Il demandait ce qui arriverait si le parti de l'extermination à tout prix venait à avoir le dessus et si les principes de raison politique et

1. *Constitutionnel*, 8 juin 1862, Paulin Limayrac.

2. *Journal des Débats*, 9 juin 1862, L. Alloury.

3. *Presse*, 13 juin 1862, Elias Regnault; *ibid.*, 15 juin; *Journal des Débats*, 14 juin 1862, Louis Alloury.

d'humanité étaient étouffés. L'Europe pouvait-elle demeurer simple spectatrice de cette affreuse guerre ? Il ne pensait pas que les Etats confédérés pussent être considérés plus longtemps comme des insurgés ou des rebelles. Ils avaient montré que leurs peuples et leurs gouvernements étaient capables de se défendre eux-mêmes. L'Europe n'avait pas tant tardé pendant la révolution de 1830 à reconnaître la Belgique. Le royaume d'Italie était reconnu depuis un an par la France et par l'Angleterre. Le journal espérait que le Nord accepterait une médiation européenne avant que les puissances eussent reconnu la Confédération ¹.

En effet, le gouvernement agissait à cette époque de concert avec M. Lindsay qui soutenait à la Chambre des Communes une résolution en faveur d'une médiation. Les libéraux pensaient que cela signifiait l'emploi de la force et désiraient savoir si les propositions du *Constitutionnel* avaient ce sens ². Le *Constitutionnel* déclara que la politique des *Débats* pouvait se résumer en un mot : « extermination » tandis que celle du *Constitutionnel* était : « réconciliation ³ ».

Lord Palmerston refusa d'appuyer la motion Lindsay. La *Revue Contemporaine*, après avoir exprimé sa déception de ce fait, ajoutait que la guerre avait changé de but : le Nord ne luttait pas contre

1. *Constitutionnel*, 19 juillet 1862, Paulin Limayrac.

2. *Journal des Débats*, 20 juillet 1862, Louis Alloury.

3. *Constitutionnel*, 22 juillet 1862, Paulin Limayrac.

l'esclavage, mais se servait simplement de l'abolition comme arme de guerre ; le Sud ne combattait pas pour l'esclavage, mais comprenait que, quelle que fût l'issue de la guerre, l'institution recevrait un coup mortel. La Revue estimait que le Sud ne faisait que lutter pour son autonomie et qu'il y avait autant de droits que la Grèce, la Belgique, la Vénétie, la Hongrie ou la Pologne ¹.

La *Presse* voyait dans l'attitude de Palmerston envers la motion Lindsay une répudiation de la politique préconisée par les journaux impérialistes et ajoutait qu'en l'occurrence les journaux gouvernementaux (*Constitutionnel*, *Patrie*, *Pays*) ne représentaient certainement pas le gouvernement français, mais qu'il était néanmoins très étrange de les voir unis si cordialement dans l'apologie de l'insurrection aux Etats-Unis ².

Les libéraux voyaient clairement que les projets de médiation signifiaient plus qu'ils ne paraissaient signifier à la surface. Le *Siècle* affirmait qu'on ne pouvait croire que le cabinet de Washington, en train de multiplier ses efforts pour maintenir l'Union, refuserait d'écouter une offre de médiation. Si pourtant elle était repoussée, les puissances seraient entraînées dans des démonstrations hostiles, et une rupture avec les Etats-Unis s'ensuivrait ³.

1. *Revue Contemporaine*, 31 juillet 1862, J. E. Horn.

2. *Presse*, 22 juillet 1862, Gaiffe.

3. *Siècle*, 27 juillet 1862, Emile de la Bédollière ; *Revue Germanique*, 1^{er} août 1862, Eugène Maron.

La *Presse* ne voyait pas le moyen d'obliger les Etats-Unis à abandonner leur politique. Elle demandait où se trouvaient les escadres et les armées qu'on pourrait réunir pour semblable tâche. Elle faisait ressortir que, pour renverser le gouvernement mexicain, la France avait dû envoyer une armée de 25.000 hommes et déboursier des sommes considérables. Mais ceci, pensait-elle, ne serait que peu de chose en comparaison de ce que coûterait une expédition aux Etats-Unis ¹.

Le *Siècle* admettait que, du point de vue strictement légal, la France pourrait soutenir soit le Nord soit le Sud, mais que du point de vue moral elle ne devait pas soutenir la cause de l'esclavage, représentée par la Confédération. D'ailleurs la reconnaissance ne mettrait pas fin à la guerre ; pas plus que de déclarer le blocus non effectif, car ceci signifierait une nouvelle guerre et des souffrances cent fois pires pour l'industrie française. Le *Siècle* proclamait que l'intérêt et l'honneur, les principes et les traditions de la France exigeaient une alliance avec le Nord plutôt qu'avec le Sud ².

Le *Constitutionnel* jugeait sans aménité la proclamation d'Abraham Lincoln. Celui-ci n'avait pas condamné l'esclavage en principe, mais il avait plutôt promis de le maintenir et offert une prime pour l'encourager, en faveur des Etats qui, depuis

1. *Presse*, 26 juillet 1862, E. D. Forgas.

2. *Siècle*, 27 août 1862, T. N. Bernard.

ce moment jusqu'au 1^{er} janvier, réintégreraient l'Union. Si la proclamation avait pu soutenir le but qu'elle se proposait et si tous les Etats confédérés avaient posé les armes dans les trois mois, l'esclavage aurait été maintenu en fait et de droit sur tout le territoire. Dans ces conditions, demandait le *Constitutionnel*, qui oserait encore prétendre que le Nord lutte pour l'abolition de l'esclavage ?¹.

Le 10 novembre 1862 Napoléon III fit ses tentatives les plus sérieuses de médiation. Son but était d'amener les efforts réunis de l'Angleterre, de la France et de la Russie à provoquer un armistice de six mois pendant lesquels des négociations de paix seraient poursuivies². Dans ce but il envoya des notes à l'Angleterre et à la Russie. Sa proposition rencontra les faveurs de la presse impérialiste³. Toutefois parmi les libéraux, la *Presse* prenait parti contre la proposition à cause de l'esclavage⁴ tandis que le *Journal des Débats* n'avait pas en idée qu'un tel plan pût être accepté par le Nord⁵.

Le langage du ministre des Affaires Etrangères, tel qu'il était exprimé dans la note, ne se départait pas d'une impartialité rigoureuse, mais, vu la

1. *Constitutionnel*, 8 oct. 1862, Auguste Vitu.

2. *Débats parlementaires*, vol. 472, 2 juillet 1863 ; *Moniteur*, 13 novembre 1862.

3. *Constitutionnel*, 10 novembre 1862, A. Grenier.

4. *Presse*, 11 novembre 1862.

5. *Journal des Débats*, 11 novembre 1862, J. J. Weiss.

situation, il favorisait naturellement le Sud qui n'avait jamais désiré autre chose que la suspension des hostilités et la levée du blocus. D'autre part, si le Nord acceptait l'offre et consentait à un armistice, ceci ne pouvait signifier autre chose que le démembrement de l'Union et l'indépendance du Sud.

L'Angleterre refusa de se joindre à la France dans ses propositions. Ceci ne découragea pas la presse impérialiste qui réclamait toujours la médiation. Le *Constitutionnel* écrivait qu'une médiation devait être basée sur le fait qu'aucun des deux belligérants ne pouvait implorer la paix sans faire abandon de sa dignité¹.

La question de l'esclavage était l'obstacle perpétuel à la réussite de la politique sudiste. La *Presse* pensait que le Nord menait une guerre juste et que sa justification résidait dans la question de l'esclavage². Les libéraux étaient attirés par la proposition d'émancipation graduelle et compensée faite par Lincoln³.

L'année 1863 s'ouvrit par la proclamation d'émancipation de Lincoln. Même les libéraux ne furent pas satisfaits de cette mesure, car ils s'intéressaient à l'émancipation plutôt par son côté humanitaire qu'en tant que mesure de guerre. Or la presse impérialiste, en affirmant que la proclama-

1. *Constitutionnel*, 24 novembre 1862, Paulin Limayrac.

2. *Presse*, 19 décembre 1862, E. de Girardin.

3. *Siècle*, 18 décembre 1862, Taxtile Delord.

tion était un artifice de guerre et non pas un acte de générosité ou de justice usait d'un argument de poids ¹.

Ayant échoué dans ses tentatives pour s'assurer des concours en vue de provoquer un armistice, Napoléon jugea nécessaire d'agir seul et avec prudence. Aussi dans un message en date du 9 janvier 1863, transmis au Secrétaire Seward, le 9 février², offrit-il les bons offices de la France pour mettre fin à la lutte. Sa proposition rencontra l'approbation de tous les partis en France³.

Cette nouvelle offre fut toutefois nettement rejetée par le Secrétaire d'Etat, et la *Revue des Deux Mondes* exprima l'espoir que le ministère des Affaires Etrangères serait guéri de ses tentatives d'intervention dans le conflit américain ⁴.

Entretemps, au cours du débat politique accompagnant la discussion annuelle du projet d'adresse à l'Empereur, le Sénat exprima ses regrets, motivés par la considération qu'il est toujours convenable que la diplomatie donne des conseils humanitaires et désintéressés, d'autant que la guerre d'Amérique avait provoqué une situation fort affligeante dans les divers centres industriels ⁵. Le

1. *Constitutionnel* 15 janvier 1863, Edouard Simon.

2. 37 Cong. 3ème Session, S. Ex. Doc. N° 33, Dispatch N° 297, p. 13.

3. *Presse*, 1^{er} février 1863, Eugène Chatard ; *Journal des Débats*, 30 janvier 1863, J. J. Weiss.

4. *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1863, Forcade.

5. Sénat, 30 janvier 1863.

Corps Législatif regretta que la voix amicale et désintéressée de l'Empereur n'eût pas été entendue par les grandes puissances¹.

La question qui dominait l'esprit de Slidell était de savoir jusqu'où Napoléon III serait prêt à aller. Slidell estimait que, sans les complications européennes, l'Empereur aurait volontiers pris tout seul une initiative résolue. Il semblait retenu par la perspective d'un conflit avec la Prusse, issu d'une convention signée par cette puissance avec la Russie en vue de réprimer l'insurrection polonaise².

L'été de 1863 vit la fin de toute tentative sérieuse d'intervention dans les affaires d'Amérique. L'abstention n'était pas due à un manque de zèle ou de capacité de la part des représentants sudistes, et il semble que M. Slidell ait accompli davantage que la situation difficile ne permettait d'espérer.

Napoléon III était, lui, nettement favorable à la cause du Sud, mais l'opinion française ne l'était pas ; il n'y a pas non plus lieu de croire, d'après les rapports de Slidell au gouvernement confédéré, que l'un ou l'autre des ministres des Affaires Etrangères : Thouvenel ou Drouyn de l'Huys, ait penché pour la cause sudiste. La question de l'esclavage soulevait une telle indignation en France qu'il n'est guère probable que l'Empereur eût jamais pu gagner une partie importante de l'opinion

1. Corps Législatif, 9 février 1863.

2. Slidell à Benjamin, N° 28, 4 mars 1863, Pickett Papers.

publique aux efforts qu'il aurait pu tenter contre les Etats-Unis. Néanmoins, à cause de l'initiative de Napoléon III, la France était un centre plus sérieux pour les efforts des confédérés que l'Angleterre, bien que dans ce dernier pays la sympathie pour la cause sudiste fût plus grande parmi les classes supérieures et même parmi les membres du gouvernement.

Après sa libération, M. Mason fut chaudement accueilli en Angleterre. La cause confédérée comptait un nombre substantiel d'adhérents à la Chambre des Communes. Divers membres s'entretenaient fréquemment avec Mason et consacraient leurs efforts en particulier à faire lever le blocus, ce qu'ils jugeaient plus facile à réaliser que la reconnaissance¹. Mason reconnut que, dans les hautes sphères, l'idée dominante était que la guerre se terminerait rapidement et que la séparation serait définitive ; c'est sur le compte de cette opinion que Mason mit la répugnance du Gouvernement à prendre parti².

Le 7 juillet M. Mason adressa une note à Lord Russel, ministre des Affaires Etrangères, concernant le blocus et affirmant son inefficacité. Il citait la dépêche dans laquelle le Secrétaire d'Etat déclarait qu'après reconnaissance des droits de belligérant des Etats confédérés par la Grande-Bretagne

1. Mason à R. M. T. Hunter, N° 2, 7 février 1862, Richardson, vol. II, p. 168-170.

2. *Ibid.*, N° 6, 11 mars 1862, Richardson, vol. II, p. 197-99.

et par la France, la Confédération ayant été invitée par des sollicitations privées de ces deux gouvernements à adhérer à la Convention de Paris en tant qu'interprétation exacte du droit international, elle y avait adhéré sans réserve. Le commissaire annonçait que, par conséquent, le Président des Etats confédérés était profondément surpris d'une expression employée par Lord Russell dans une lettre à Lord Lyons, ministre britannique à Washington ; cette lettre portait ceci : « Néanmoins, étant donné que le blocus a été dûment notifié, que d'autre part, des bateaux sont ancrés et demeurent à l'entrée d'un port en nombre suffisant pour en empêcher effectivement l'accès ou pour faire de l'entrée et de la sortie un danger certain, qu'enfin ces bateaux n'autorisent pas volontiers l'accès et le départ ; le gouvernement de Sa Majesté la Reine est d'avis que le fait que plusieurs navires aient traversé avec succès le barrage en question (comme dans le cas auquel il est fait allusion), n'empêche pas lui-même le blocus d'être effectif selon le droit international ». Une telle interprétation fut jugée très préjudiciable aux Etats confédérés et en désaccord avec la Déclaration de Paris de 1856. Le commissaire confédéré demanda si « faire de l'entrée et de la sortie un danger certain » était l'interprétation britannique de la Déclaration de Paris ; car le gouvernement confédéré avait considéré les mots « en empêcher effectivement l'accès » comme le point saillant du pacte, qui ne pouvait être li-

mité par l'interprétation du gouvernement anglais.

Le commissaire niait de plus que la politique du gouvernement confédéré tendit à interdire ou à décourager l'exportation du coton, et alléguait que cette opinion était le résultat de la propagande fédérale ¹.

Les arguments, présentés par le commissaire pour acquérir de l'ascendant en Angleterre, consistaient à exposer que la Confédération était bien organisée et embrassait un vaste territoire avec une population nombreuse, que le nouveau Gouvernement avait fonctionné avec succès dix-huit mois durant et s'était montré capable de se défendre contre toute tentative en vue de le soumettre ou de le détruire, que ce Gouvernement représentait une nation unie, décidée à sauver son indépendance à tout prix. Mason déclarait que son gouvernement ne demandait à aucune puissance étrangère aide ou intervention, mais que, depuis qu'il s'était avéré assez fort pour conserver sa position, le devoir de reconnaître pareil fait incombait aux nations du monde ².

Le ministre des Affaires Etrangères déclina une entrevue personnelle avec Mason, mais lui fit l'honneur de lui accuser réception de sa lettre. Il exposait que le Secrétaire des Etats-Unis avait affirmé

1. Lettre de Mason à Benjamin, N° 14 annexe I, 30 juillet 1862 ; Lettre de Mason à Lord Russell, Richardson, vol. II, p. 296-301.

2. De Mason à Lord Russell, 24 juillet 1862, Richardson, vol. II, p. 303-5.

dans une dépêche officielle qu'une grande partie de la population jadis autonomiste avait été ramenée à l'Union et manifestait maintenant son loyalisme et sa ferme adhésion au gouvernement des Etats-Unis, que la population blanche, encore en insurrection, n'atteignait pas 5.000.000 d'âmes, et que la Confédération du Sud puisait le principal de sa force dans l'espoir d'une assistance de la part de l'Europe. Quant aux résultats militaires, Lord Russell déclarait que le gouvernement britannique était déterminé à attendre; il faisait encore remarquer que, pour avoir le droit d'être reconnu, il ne suffisait pas à un Etat de faire preuve d'une puissance et de ressources temporaires, mais qu'il devait produire des promesses de stabilité et de permanence. De celles-ci le gouvernement britannique doutait; il ne pouvait qu'espérer la fin du conflit¹.

La question du blocus était une question de vie ou de mort pour la Confédération. Le Président le comprit rapidement et s'employa très résolument dans ce sens. Ce point avait été traité avec persistance et délicatesse; le chef du pouvoir exécutif décida de l'aborder avec toute la force en son pouvoir. Le 3 juillet 1863 M. Mason envoya une lettre à Lord Russell exposant qu'il était apparu au Président des Etats confédérés que le Gouvernement

1. Lettre de Lord Russell à Mason, 2 août 1862; Mason à Benjamin, N° 14, annexe 8, 30 juillet 1862, Richardson, vol. II, p. 307-9.

anglais, après avoir invité la Confédération à adhérer à l'adoption de certains principes de droit international et après avoir obtenu cette adhésion, prenait sur lui de déroger dans des dépêches officielles aux principes admis de la sorte, et ce, au préjudice des intérêts des Etats confédérés. Ayant été prié, en termes respectueux et modérés de s'expliquer sur une question de pareille importance pour la Confédération, le cabinet britannique n'avait même pas daigné répondre. Les raisons du refus d'une explication n'étaient pas considérées comme justes en ce qu'on ne s'adressait à la Confédération qu'en tant que belligérant. La lettre signalait que deux des dispositions étaient avantageuses pour l'Angleterre : à savoir qu'il était admis que son pavillon pouvait couvrir des marchandises ennemies et que ses propres marchandises restaient intangibles sous le pavillon ennemi. « Il a été admis par le gouvernement de Sa Majesté qu'aucun blocus ne doit être considéré comme effectif s'il n'est soutenu par une force navale suffisante pour empêcher effectivement l'accès de la côte ennemie ; et pourtant voici qu'à la première occasion qui se présente d'appliquer cette stipulation, la seule qui pouvait renfermer un avantage pratique pour la Confédération pendant la guerre, le Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères de Sa Majesté, dans une dépêche officielle publiée dans le monde entier, ajoute à la stipulation une modification qui par son effet en détruit toute la valeur et refuse de

répondre quand on lui demande une explication de cette rupture apparente d'un accord solennel existant entre les neutres et les belligérants ». Le commissaire exposait qu'il avait « aussi reçu l'ordre de dire que le Président s'abstenait, pour le présent, d'agir autrement que par sa protestation ainsi présentée, en même temps que l'ordre d'accompagner cette protestation des regrets du Président qu'une impression aussi pénible lui fût produite par le résultat fort inattendu du premier accord ou pacte conclu entre le gouvernement des Etats confédérés et celui de Sa Majesté ¹. » Le 16 février cette note fut suivie d'une autre qui déclarait que le blocus de Charleston et de Galveston avait été levé par les confédérés ².

La ferme protestation du Président provoqua une réponse de Lord Russell qui affirma que l'interprétation donnée à la Déclaration de Paris par le gouvernement de Sa Majesté revenait à estimer qu'un blocus, pour être respecté par les neutres, doit être effectif en pratique, et que le gouvernement britannique jugeait que des gouvernements neutres n'avaient aucune excuse pour entretenir l'idée que les ports du Sud n'avaient pas été effectivement bloqués ³.

1. Mason à Benjamin, N° 24, 14 janv. 1863 ; lettre à Lord Russell, 3 janv. 1863, Richardson, vol. II, p. 394-397.

2. Mason à Benjamin, N° 31, annexe N° 2 : lettre de Mason à Russell, 19 mars 1863, Richardson, vol. II, p. 446-8.

3. *Ibid.*, annexe N° 1 : lettre de Russell à Mason, 10 fév. 1863, Richardson, vol. II, p. 445-6.

Cette lettre de Russell offrit à Mason l'occasion de répondre en discutant vigoureusement l'interprétation de la Déclaration de Paris. Il considérait les termes de cette convention comme trop précis et définis pour pouvoir être modifiés, « ou peut-être serait-il plus approprié de dire révoqués, par les additions contenues dans l'exposé qu'en fait Votre Seigneurie ». Le commissaire faisait remarquer que le blocus était rompu par des arrivées et des départs fréquents de vaisseaux neutres dans les ports du Sud. Un seul vapeur avait traversé le blocus avec succès trente fois. Autre fait officiellement signalé par le percepteur du port de Charleston : le revenu provenant dans ce port des droits sur les matériaux et les produits importés durant l'année passée, en dépit du blocus, atteignait plus du double des recettes de n'importe quelle année antérieure à la sécession, et ceci quoique les droits perçus par les Etats confédérés fussent bien inférieurs à ceux perçus par les Etats-Unis ¹.

Lord Russell répondit à cette lettre le 27 février 1862 en se bornant à dire que la question avait été suffisamment expliquée dans ses lettres précédentes. Cette note se conformait à la teneur de ses autres notes, aussi peu explicite que possible et de ton glacial ².

1. Mason à Russell, 18 fév. 1863, annexe N° 4 ; lettre de Mason à Benjamin, N° 31, 19 mars 1863, Richardson, vol. II, p. 448-451.

2. Annexe N° 6, de Lord Russell à Mason, 27 fév. 1863, Richardson, vol. II, p. 451-52.

Le seul espoir que M. Mason pouvait placer dans le gouvernement britannique s'appuyait sur le fait que la Chambre des Communes croyait que la guerre entreprise pour restaurer l'Union était sans espoir ¹.

L'accueil froid réservé au commissaire à Londres et l'évidente improbabilité d'une reconnaissance amenèrent le Président des Etats confédérés à écrire à Mason : « Le gouvernement de Sa Majesté est décidé à décliner les ouvertures faites par vous pour établir par traité des relations amicales entre les deux gouvernements ; il ne nourrit aucune intention de recevoir le ministre accrédité par notre gouvernement. C'est pourquoi le Président vous prie de considérer votre mission comme terminée et de quitter Londres avec votre secrétaire ». La décision était prise après de longs efforts de la part du Commissaire et après une attitude très indifférente de la part du Foreign Office ². Après quoi, le commissaire se rendit à Paris pour y attendre les instructions de son gouvernement ³.

Il resta en Europe, mais n'approcha le gouvernement britannique ni directement ni indirectement, se bornant à fournir tous les renseignements

1. Mason à Benjamin, 27 avril 1863, Richardson, vol. II, p. 475-78.

2. Mason à Lord Russell, 21 sept. 1863, Richardson, vol. II, p. 574.

3. Mason à Jefferson Davis, 2 oct. 1863, Richardson, vol. II, p. 574-6.

possibles en vue de stimuler une action en faveur des Etats confédérés ¹.

Le 13 février 1865, Russell adressa une note aux deux commissaires Mason et Slidell. Il proclamait à nouveau la neutralité de la Grande-Bretagne et attirait sérieusement l'attention des commissaires sur la question de la construction de navires en Angleterre. Les faits prouvaient qu'un vaisseau était acheté dans un endroit, son armement préparé dans un autre et que le tout était envoyé dans un lointain port de mer en dehors de la juridiction de Sa Majesté pour y être équipé en vue de la lutte contre le commerce des Etats-Unis. Le ministre des Affaires Etrangères déclarait que de pareils procédés étaient injustifiables et manifestement blessants pour la Couronne britannique. A l'égard de la proclamation du Président des Etats confédérés invoquant certaines opérations de guerre, le Secrétaire aux Affaires Etrangères déclarait qu'elle dénotait « un grossier dédain du caractère de Sa Majesté en tant que souverain neutre et le désir d'entraîner Sa Majesté dans des hostilités contre une puissance limitrophe avec laquelle la Grande-Bretagne vivait en paix ² ».

En réponse à cette note les commissaires protestèrent contre son ton amer et injuste et promirent d'en référer au gouvernement des Etats

1. Mason à Benjamin, N° 5, Richardson, vol. II, 631-34.

2. Russell aux commissaires confédérés, 13 fév. 1865, Richardson, vol. II, p. 705-707.

confédérés qui pourrait fournir une explication satisfaisante ¹. Toutefois le sort voulut que le gouvernement confédéré tombât avant d'avoir pu donner une réponse.

En dehors des efforts résolus pour amener les gouvernements français et britannique à reconnaître les Etats confédérés, le gouvernement du Sud estima important d'être représenté à la Cour d'Espagne. En conséquence, les commissaires reçurent des lettres de créance pour ce dernier pays dont le régime social était semblable à celui de la Confédération. La proximité et le commerce des Indes Occidentales espagnoles rendaient la reconnaissance par le gouvernement espagnol particulièrement importante aux yeux de la Confédération ². On n'obtint cependant aucun résultat, car l'Espagne, comme les autres pays d'Europe, attendait de voir quelle serait l'attitude de la France et de l'Angleterre.

Le Président n'épargna aucun effort ; il tenta même de se concilier le Saint-Siège. M. A. Dudley Mann, représentant confédéré, fut reçu cordialement par le pape auquel il présenta la défense de la Confédération ³. Le pape répondit également à une lettre de Jefferson Davis, et bien, que le

1. Les commissaires à Russell, 28 fév. 1865, Richardson, vol. II, p. 708.

2. R. M. T. Hunter aux commissaires, 24 août 1864, Rich., vol. II, p. 72-76.

3. Mann au Secrétaire d'Etat, 24 août 1863, Rich., vol. II, p. 591-95.

résultat des démarches fût sans signification politique, on jugeait avantageux de pouvoir communiquer avec le Saint-Siège ¹.

Le gouvernement des Etats confédérés avait beaucoup compté sur le besoin de coton pour briser le blocus. Un si grand nombre de manufactures, tant en Angleterre qu'en France, dépendaient uniquement des fournitures du Sud que beaucoup de chefs confédérés pensaient que les gouvernements de ces deux pays feraient tout leur possible pour approvisionner leurs nationaux en matières premières. En dehors du coton, le Sud exportait de grandes quantités de sucre, de riz, de tabac et de fournitures navales, tous produits nécessaires à l'Angleterre ; aussi le Secrétaire d'Etat pensa-t-il que l'offre d'accords commerciaux faite à l'Angleterre et à la France produirait l'effet désiré ².

On espérait de plus que le commissaire sudiste pourrait négocier avec la France sur la base de certains avantages commerciaux qu'on accorderait à ce pays. En règle générale, on considérait comme désirable que les relations avec tous les peuples fussent placées sur le pied d'égalité. Toutefois les circonstances rendaient certaines exceptions impératives ; l'on proposa de concéder aux

1. Lettre du pape à Jefferson Davis, 3 déc. 1863, Richardson, vol. II, p. 603-4.

2. R. M. T. Hunter à Mason, N° 4, 8 fév. 1862, Richardson, vol. II, p. 171-5.

Français le droit d'introduire leurs produits en franchise dans le Sud pendant une durée de temps déterminée, et le Président offrit d'approuver un traité conclu sur une base semblable.

Les finances de la France passaient pour être momentanément gênées en 1862, et comme le Secrétaire d'Etat pensait que ceci pourrait empêcher une action militaire ou navale de la part du gouvernement français ; il proposa de prendre des mesures en vue d'assurer des subsides pour couvrir les frais d'une expédition navale si le besoin devait s'en faire sentir. Les Etats confédérés devaient s'engager par une stipulation à délivrer un certain nombre de balles de coton que des navires de commerce français recevraient dans des ports confédérés désignés d'avance. C'était alors un facteur important puisque le coton rapportait environ 25 cents par livre. On faisait remarquer que les bateaux destinés à recevoir le coton pourraient aussi apporter beaucoup de marchandises nécessaires à la Confédération et réaliser ainsi un vaste échange de produits ¹.

Quant aux relations commerciales d'après-guerre, le Secrétaire pensait qu'on pouvait estimer sans exagération que les importations aux Etats confédérés atteindraient 300.000.000 de dollars pour les six premiers mois suivant la guerre. Aussi

1. Mason à Slidell, N° 9, 31 oct. 1862, Richardson, vol. II, p. 353-58.

pour que le Sud ne fût pas envahi par les agents commerciaux du Nord, il désirait encourager les agents commerciaux des pays neutres à acheter à l'avance des produits dans le Sud et à les y laisser jusqu'à ce que les ports confédérés pussent être ouverts. Le Secrétaire pensait qu'il ne paraîtrait pas impraticable aux divers gouvernements européens de trouver, pendant les négociations qui devraient forcément précéder le règlement final des termes du traité, des moyens de communiquer d'avance à leurs négociants la ferme conviction d'une proche renaissance du commerce avec les Etats confédérés et d'encourager la constitution, dans leurs colonies des Indes orientales, de grands dépôts d'approvisionnements nécessaires aux Etats confédérés et prêts à y être immédiatement introduits. Le Secrétaire faisait remarquer que la Confédération possédait de nombreux ports qu'aucun navire ne bloquait, mais qu'aucun marin neutre n'y voulait débarquer de crainte d'être capturé en haute mer. Le gouvernement confédéré espérait toujours que les exigences du commerce européen amèneraient la levée du blocus ¹.

Le gouvernement confédéré était sans cesse entravé dans ses moyens de communication avec l'Europe, et le Secrétaire se heurta à de grandes difficultés même pour expédier le courrier à l'étranger. Il estimait que le droit d'une nation neutre

1. Benjamin à Mason, 11 déc. 1862, Richardson, vol. II, p. 369-77.

de correspondre par la voie diplomatique avec un belligérant et de communiquer en privé avec les autorités d'une nation non encore reconnue, était fondé sur la raison et ne pouvait être nié sans offenser les puissances neutres. La théorie, que les dépêches sont contrebande de guerre, avait été quelque peu envisagée dans l'affaire de Mason et de Slidell. Dans son analyse des principes impliqués dans la capture du « Trent ». Hautefeuille déclarait : « Nous devons être autorisés à protester contre la prétention des Américains de considérer comme contrebande de guerre le transport du courrier, et d'affirmer en conséquence que la capture du « Trent » était justifiée par le fait qu'il avait à son bord des messages du gouvernement confédéré. Cette prétention, qui a toujours été soutenue par l'Angleterre et qui est actuellement défendue par les journaux anglais, est absolument contraire aux principes du droit international. » Le commissaire confédéré reçut l'ordre de faire auprès de M. Thouvernel les démarches convenables pour obtenir l'autorisation de transmettre des papiers diplomatiques par les navires français ¹.

Le gouvernement et le peuple des Etats confédérés avaient cru au début de la guerre que la reconnaissance par l'étranger serait rapide et la considéraient presque comme un fait accompli ; mais

1. Benjamin à Slidell, N° 3, 12 avril 1862, Richardson, vol. II, p. 227-32.

avec le temps, la difficulté ne fit que croître. Le Président s'était abstenu de discuter la politique extérieure dans ses messages au Congrès, mais du moment qu'on avait espéré tant de choses dans ce domaine et qu'on en avait accompli si peu, il se sentit obligé de mettre le Congrès au courant et de faire un exposé détaillé de la question. Le principal grief était que la neutralité des nations européennes avait été plus nominale que réelle. Le Président ne pensait pas que des résultats immédiats quelconques seraient atteints, mais il jugeait bon que la vérité fût rappelée et enregistrée ¹.

Une répugnance marquée se manifesta au Sénat contre toute tentative nouvelle de communiquer avec les puissances. On chercha à faire voter une motion exprimant le vœu du Sénat que les commissaires sudistes fussent rappelés de toutes les cours européennes, mais en faisant exception pour la mission en France. L'irritation contre la Grande-Bretagne allait croissant, et le gouvernement eut de la peine à convaincre les sénateurs obstinés que les vrais intérêts du pays souffriraient de l'attitude qu'ils semblaient vouloir prendre. On risquait avant tout de voir tous les approvisionnements coupés et les cuirassés arrêtés ².

Le Président était très mécontent de l'esprit de

1. Message au Congrès, 12 janv. 1863, Richardson, vol. I, p. 278-89.

2. Benjamin à Slidell, 26 mars 1863, Richardson, vol. II, p. 463-466.

la correspondance entre Mason et Lord Russell, et il constatait l'existence de sentiments inamicaux de la part du gouvernement britannique à l'égard du gouvernement de la Confédération. Il se serait donc décidé à rappeler Mason s'il n'avait pas estimé que le cabinet était un représentant peu qualifié de l'opinion publique du pays. Pour les relations officielles il n'y avait toutefois pas d'autre organe que le cabinet britannique à qui l'on pût s'adresser. On pensait et on espérait que l'opinion anglaise provoquerait un changement de gouvernement ; c'est pourquoi le Président estimait important que le représentant du Sud restât à proximité de la Cour de Saint-James. Il donna ordre à Mason de se borner à présenter la protestation au sujet du blocus et de s'abstenir de communiquer avec le ministre des Affaires Etrangères jusqu'à ce que ce dernier engageât la correspondance ¹. Le Président pensait que la dignité du gouvernement, aussi bien que l'honneur de ses représentants accrédités à l'étranger n'autorisaient pas une attitude susceptible d'être interprétée comme une attitude de suppliant, mais le Secrétaire d'Etat était d'avis que bien des contingences pourraient se produire dans lesquelles la présence d'un représentant accrédité des Etats confédérés ne manquerait ni de valeur ni d'importance. « Votre présence pour corriger des opinions erronées, pour répandre des renseignements favo-

1. Benjamin à Slidell, N° 9, 31 oct. 1862, Richardson, vol. II, p. 353-358.

rables à notre gouvernement et à notre peuple, ainsi que pour constituer un centre commun ou un point de ralliement pour les délibérations des partis représentant les divers intérêts favorables à notre cause, ne peut qu'être importante. D'ailleurs il n'est pas contraire à l'usage établi que des commissaires accrédités dans le but d'assurer la reconnaissance d'une nouvelle puissance soient maintenus à leur poste, bien plus longtemps encore que vous ne l'avez été, avant que leurs justes revendications soient admises ¹ ».

Les relations avec la France devinrent aussi tendues qu'elles l'avaient été avec l'Angleterre. Le Secrétaire se plaignait que, « dès que les hommes d'Etat français avaient eu l'occasion d'agir en dehors de la surveillance de l'Empereur, ils avaient méconnu nos droits et nos intérêts au point de faire presque preuve de sentiments hostiles ² ». Dans une lettre au commissaire confédéré à Paris, datée du 23 juin 1864, le Secrétaire d'Etat disait : « J'ose à peine me hasarder à exprimer l'indignation ressentie par le Président en apprenant les subterfuges et l'injustice du gouvernement français dans l'affaire du « Rappahannock » (navire confédéré retenu par le gouvernement français)... nous ne pouvons nous empêcher de conclure qu'il est

1. Benjamin à Mason, N° 7, 26 sept. 1862, Richardson, vol. II, p. 347-25.

2. Benjamin à Slidell, N° 27, 8 janv. 1864, Richardson, vol. II, p. 647-19.

entré de la mauvaise foi et de la duplicité dans l'attitude adoptée par l'Empereur, qui n'a pas hésité à violer ses promesses pour échapper aux conséquences de sa politique impopulaire au Mexique ». Le Secrétaire estimait que l'existence d'une entente entre les cabinets de Washington et de Paris était absolument évidente et que le gouvernement confédéré serait obligé de n'accueillir qu'avec une défiance extrême toute assurance émanant de Napoléon III ¹.

Toute la politique extérieure du gouvernement confédéré avait dépendu de sa reconnaissance par l'Angleterre et par la France. Il y avait eu un véritable mouvement dans les deux pays en faveur de la cause sudiste, et chacun d'eux souffrait de ce que les approvisionnements les plus nécessaires à ses manufactures fussent coupés par le blocus fédéral. Deux facteurs s'opposèrent à ce que ces gouvernements fissent lever le blocus : l'un était la répugnance à soutenir la cause de l'esclavage, l'autre la crainte de la puissance de la marine nordiste.

Les représentants confédérés plaidèrent leur cause avec un dévouement inlassable, insistant en toute occasion sur la légitimité de leur indépendance politique. En fait même, cette préoccupation absorba leur attention plus qu'il n'était nécessaire, car les arguments concernant les droits légitimes

1. Benjamin à Slidell, N° 40, 23 juin 1864, Richardson, vol. II, p. 654-56.

et les précédents possédaient une moindre valeur qu'un appel direct aux intérêts qu'avaient les nations étrangères à l'établissement de l'indépendance de la Confédération.

CHAPITRE VII

Conclusion.

Le Sud se sépara de l'Union sur ce qu'il considérait comme une question de liberté politique et de défense économique. Dans le jugement historique qu'il portait sur la Constitution des Etats-Unis, il estimait que l'Union était une Confédération d'Etats souverains, qui disposaient tous du droit légal de s'en séparer à leur gré. Il considéra que ses droits économiques et politiques étaient à ce point menacés, s'il persistait à demeurer dans l'Union, qu'il sortit de celle-ci pour établir un gouvernement plus conforme à sa propre conception politique et à sa doctrine économique. Mais l'esprit de nationalité, qui avait pris un tel développement dans le Nord, avait fait peu de progrès dans le Sud. La Confédération qui fut formée immédiatement après la Sécession fut plutôt une union économique qu'une union politique. L'individualisme et les tendances particularistes, qui s'étaient si fortement développés dans le Sud,

créèrent un obstacle sérieux à la constitution d'un Gouvernement centralisé.

La direction militaire de la guerre fut, dans une large mesure, abandonnée aux mains du Président. Le manque d'hommes et de munitions, l'insuffisance des moyens de transport posèrent des problèmes d'une extrême difficulté au Département de la guerre, pendant toute la durée de la lutte. Le Président eut constamment à souffrir de ne pas rencontrer un appui politique dans ses efforts pour assurer la poursuite de la guerre ; mais il usa avec un tel succès de son autorité militaire qu'il réalisa en fait la centralisation du commandement des armées, en dépit des divergences d'ordre politique avec les chefs de partis et les gouverneurs des Etats particuliers. Si le Président, dans la politique générale qu'il appliqua à la conduite de la guerre, commit une faute, ce fut en se chargeant lui-même d'une tâche trop lourde. En vertu de la Constitution des Etats confédérés, le Président était, à la fois, le chef politique et le commandant en chef des armées. Les charges qu'imposait cette double fonction étaient trop pesantes pour les épaules d'un seul homme. Bien que le Président ait accordé une plus large part de son temps à la direction militaire de la guerre qu'aux questions politiques, on peut toutefois admettre que, si les armées du Sud avaient été placées sous le commandement d'un général secondé par un Etat-Major Général, la politique militaire aurait pu être con-

duite plus efficacement. La responsabilité d'un Général en Chef des Armées était si grande que Lee lui-même ne souhaitait pas de l'assumer et le Président avait une telle confiance dans ses propres qualités militaires qu'il n'aurait pas volontiers transmis à un autre le commandement suprême. Les armées confédérées furent cependant battues, non pas à cause d'une mauvaise direction des opérations militaires, mais par suite de la supériorité du Nord en hommes et en matériel.

L'organisation politique du Gouvernement Confédéré était très lâche. La Constitution de la Confédération permettait à chaque Etat d'agir en vertu de son caractère souverain. Les Gouverneurs des Etats particuliers se sentaient responsables vis-à-vis de leurs Etats considérés isolément plutôt que vis-à-vis des autorités centrales. Bien que tous les Etats aient donné en pratique à la cause Confédérale tous leurs hommes et une grande partie de leurs richesses, chacun d'eux cependant garda, au moins en théorie, son indépendance. Les difficultés entre les Etats particuliers et le gouvernement central datèrent du début de la guerre et donnèrent lieu à un grand nombre d'amères discussions politiques. On ne peut dire cependant qu'elles exercèrent une grande influence sur les efforts militaires, puisque chaque Etat fournit au Gouvernement central la totalité de ses forces. Mais le mal ainsi causé a pu avoir une répercussion morale et se traduire par un grand nombre de désertions.

La richesse du Sud au début de la guerre consistait en terres et en esclaves. Les Etats sécessionnaires n'étaient pas riches d'argent et étaient en fait débiteurs du Nord et de l'Europe. Le Département du Trésor fut promptement organisé et fut obligé de travailler sur la base d'un papier-monnaie. Le blocus et la destruction du commerce normal rendirent impraticable une telle politique. Pendant la première partie de la guerre, le papier-monnaie garda une réelle valeur, mais l'accroissement des dépenses du Gouvernement rendit nécessaires des émissions constantes, et finalement la valeur de la monnaie tomba à un point tel que l'administration fut forcée d'adopter le procédé de l'impôt en nature pour se procurer des fournitures. La taxation ne donna pas de résultats utiles pendant la première partie de la guerre. Le Gouvernement, constamment entravé par les tendances individualistes des Etats particuliers, se montra lent à agir dans le domaine de la taxation. A mesure que la guerre se prolongeait, la taxation fut cependant accrue et, pendant la dernière période, les lois les plus sévères furent votées dans ce sens. Le Département des Finances fut en butte à des critiques acharnées pendant toute la guerre, à mesure que la valeur de la monnaie baissait de plus en plus et que l'importation des vivres nécessaires se trouvait pratiquement suspendue. Si pourtant l'on examine aujourd'hui la politique financière de l'administration, il est difficile de conclure qu'elle

aurait pu être menée d'une manière différente et beaucoup plus efficace.

Le Gouvernement confédéré déploya des efforts acharnés pour se faire reconnaître par les puissances européennes. Le nouveau Gouvernement était intimement pénétré de la justice de la guerre qu'il soutenait pour son indépendance et il envoya à l'étranger des émissaires chargés d'exposer les raisons légales que le Sud invoquait en faveur de la Sécession et de demander sa reconnaissance. Jusqu'à la dernière période de la guerre, on ne se servit pas de l'offre de concessions et d'avantages commerciaux pour attirer les pays européens à la cause du Sud. Le seul espoir d'un secours efficace pour le Sud pouvait venir de l'Angleterre et de la France ; mais, si les Commissaires confédérés rencontrèrent quelque sympathie dans ces deux pays, il n'y eut cependant pas d'influence assez puissante pour décider l'Angleterre et la France à agir, soit en commun, soit séparément, dans le sens des intérêts du Sud.

Le Département exécutif était l'agent responsable du nouveau Gouvernement. Le Président était partisan de la doctrine politique des « Droits des Etats », mais, dans ses fonctions de chef du pouvoir exécutif de la Confédération, il donna à ses actes un caractère plutôt national. L'administration se heurta à des difficultés écrasantes dans la conduite de la guerre, à la ruine financière et à la désagrégation politique. Elle sut pourtant diriger

assez habilement les affaires pour sauvegarder la dignité du Gouvernement pendant quatre années, et cela en luttant contre la théorie des « Droits des Etats », dans une Confédération d'Etats dont les tendances étaient particularistes à l'extrême.

Quand on considère l'histoire de la guerre de Sécession, on est impressionné par le dévouement et par le patriotisme déployés par les chefs politiques et par le peuple dans leurs efforts héroïques pour réaliser leur indépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Pourtant ce patriotisme ne prit jamais la forme d'un sentiment national au sens propre du mot. Il existait, dans le Sud, un ferme désir de se libérer du Gouvernement des Etats-Unis, mais, en même temps, il y avait entre les chefs politiques de telles dissensions que le nouveau régime en devenait inapplicable.

Dans tous les départements de la Confédération, on pouvait trouver des hommes capables, animés, de l'esprit de sacrifice pour la cause. Il y a, dans l'histoire, peu de guerres où les hommes ont lutté avec autant d'obstination et de dévouement. Aussi, peut-on se demander pourquoi la Confédération a abouti à un échec. Plusieurs raisons peuvent être invoquées, parmi lesquelles la supériorité numérique et le développement industriel du Nord seraient à citer en première ligne. Le Nord bénéficiait déjà d'une grande supériorité d'effectifs à la déclaration de guerre ; et cette supériorité, du fait de l'immigration, s'accrut dans de telles proportions,

à mesure que la guerre se prolongeait, qu'on doit lui accorder une grande attention. Le Nord pouvait à la fois fabriquer et importer les produits qui lui étaient nécessaires en vue de la guerre ; au contraire, le Sud dut improviser des expédients de toutes sortes pour assurer la fabrication des munitions de guerre, et le blocus fut si efficace que les importations devinrent extrêmement difficiles. On peut dire encore que le Sud a perdu la guerre à cause de l'absence d'une centralisation parfaite du commandement militaire entre les mains d'un Général en chef secondé par un Etat-major général. Toutes ces explications ont leur poids : il est exact que les difficultés rencontrées par le Sud déterminèrent sa défaite. Il y a cependant une autre explication d'une puissante valeur, qui s'appuie sur le fait qu'il n'exista pas dans la Confédération du Sud un sentiment national profond. Les tendances particularistes des différents Etats prirent plus d'importance que le patriotisme national. Et ces tendances ne s'effacèrent pas en présence des plus graves dangers que rencontra la Confédération. Cette absence d'un véritable sentiment national dans le Sud trouve également sa confirmation dans le fait que le Sud accepta sa défaite militaire, et que l'écrasement du gros des armées du Sud ne fut pas suivi d'une guerre de guérillas prolongée et acharnée. Elle se révèle enfin dans le fait que les Etats rentrèrent dans l'Union avec beaucoup moins d'amertume que s'il avait existé, dans le Sud, un

Campbell, John Archibald, *Reminiscences and Documents, Civil War 1865*, Baltimore 1887.

Chestnut, Mary B. *A Diary from Dixie*, 1905.

Clark, M. H. *The Last Days of the Confederate Treasury and What Became of its Specie*. (Southern Historical Society Papers, IX, 1881).

Curry, J. L. M. *Civil History of the Government of the Confederate States with Some Personal Reminiscences*, Richmond, 1901.

Davis, Jefferson, *The Rise and Fall of the Confederate Government*, 2 tomes, New-York 1881.

Davis, Varina Jefferson, *Jefferson Davis ex-Président of the Confederate States of America, a Memoir by his Wife*, 2 tomes. New-York 1890.

De Leon, T. C. *Four Years in Rebel Camps*. Mobile 1890.

Du Bose, John Witherspoon, *The Life and Times of William Lowndes Yancey*, Birmingham 1892.

Grant, Ulysees S. *Personal Memoirs*, 2 tomes, 1895.

Hodgson, Joseph, *The Cradle of the Confederacy*, Mobile 1876.

Hood, J. B. *Advance and Retreat, Personal Experiences in the United States and Confederate States Armies*, New-Orleans 1880.

Johnston, General Joseph E. *Narrative of Military Operations during the Late War*, New-York 1874.

Jones, J. B. *A Rebel War Clerk's Diary at the Confederate States Capital*, 2 tomes, Philadelphia 1866.

Nicolay and Hay, *Abraham Lincoln, a History*, 10 tomes.

Russell, William H. *Pictures of Southern Life, Social, Political, and Military*, New-York 1861.

Russell, William H. *My Diary North and South*, Boston 1863.

Stevens, Alexander H. *A Constitutional View the of Late War between the States*, 2 tomes, Philadelphia 1870.

Sources Accessoires.

Alfriend, Frank H. *The Life of Jefferson Davis*, Cincinnati and Chicago 1868.

American Historical Review, Vol. XXVI.

Capers, Henry D. *The Life and Times of C. G. Memminger*, Richmond 1893.

Cleveland, H. *Alexander H. Stevens in Public and Private*, Philadelphia 1866.

Confederate Military History, 12 tomes, édités par C. A. Evans, Atlanta 1899.

Dodd, William E. *Expansion and Conflict*, Boston 1915.

Eckenrode, Hamilton James, *Jefferson Davis President of the South*, New-York 1923.

Estvan, Colonel B. *Les États Confédérés d'Amérique visités en 1863*, Mémoire adressé à S. M. Napoléon III, Paris 1864.

Fleming, Walter L. *The Civil War and Reconstruction in Alabama*.

Fiske, John, *The Mississippi Valley in the Civil War*, 1900.

Grasset E. C. *La Guerre de Secession*, 2 tomes, 1866.

Greeley, Horace, *The American Conflict*, 2 tomes, 1866.

Kendall, James, *The Appeal to Arms*.

La Gorce, Pierre F. G. de, *Histoire du second Empire*, 1899-1905.

Louis Philippe Albert d'Orléans, *Compte de Paris, Histoire de la Guerre Civile en Amérique*, 7 tomes, 1874-90.

McPherson, Edward, *The Political History of the United States of America during the Great Rebellion*, Washington 1882.

Moore, Frank, *History of North Carolina*, 2 tomes, Raleigh, 1880.

Moore, John Bassett, *The Principles of American Diplomacy*, New-York, London 1918.

Pennypacker, Isaac R. *The Lincoln Legend*, *American Mercury*, Jan 1924.

Peyton, John L. *The American Crisis or Pages from the Notebook of a State Agent during the Civil War*, London 1867.

Pollard, A. E. *The Lost Cause*, New-York 1867.

Rhodes, James Ford, *History of the Civil War 1861-1865*, New-York 1917.

Rhodes, James Ford, *History of the United States from the Compromise of 1850 to the Final Restoration of Home Rule at the South in 1877*, 7 tomes, New-York, London.

Roman, Alfred, *The Military Operations of General Beauregard in the War between the States 1861 to 1865*.

Schaff, Morriss, *Jefferson Davis his Life and Personality*, Boston 1922.

Scharf, J. T. *History of the Confederate States Navy*, New-York 1887.

Schwab, John Christopher, *The Confederate States of America 1861-1865, a Financial and Industrial History of the South during the Civil War*, New-York, London 1901.

Schouler, James, *History of the United States of America under the Constitution*, 7 tomes, 1899.

Stephenson, Nathaniel W. *The Day of the Confederacy, a Chronicle of the Embattled South*, 1919.

The South in the Building of the Nation, 8 tomes, Richmond 1909.

Taylor, Richard, *Destruction and Reconstruction*, Edinburg and London 1879.

Wilson, Woodrow, *Division and Reunion, 1829-1889*, New-York, London 1893.

Wyeth, J. A. N. B. *Forrest*, 1899.

Journaux.

Bankers Magazine, London.

Charleston Courier, Caroline du Sud.

Charleston Mercury, Caroline du Sud.

Constitutionnel, Paris.

De Bows Review, New-Orleans.

Economist, London.

Journal des Débats, Paris.

London Times, London.

Montgomery Mail, Montgomery Alabama.

North Carolina Standard, Caroline du Nord.

New-York Dailly Tribune, New-York.

Pays, Paris.

Petersburg Express, Petersburg Virginie.

Phare de la Loire, Nantes.

Presse, Paris.

Raleigh Progress, Caroline du Nord.
Revue des Deux Mondes.
Revue Germanique.
Revue Contemporaine.
Richmond Whig, Richmond Virginie.
Richmond Dispatch, Richmond Virginie.
Richmond Examiner, Richmond Virginie.
Le Siècle, Paris.

Vu, le 4 juillet 1924,

Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris :

Ferd. BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE I.	— Introduction.	1
CHAPITRE II.	— La formation du nouveau gouverne- ment.	11
CHAPITRE III.	— La politique militaire.	26
CHAPITRE IV.	— La politique intérieure.	109
CHAPITRE V.	— La politique financière.	177
CHAPITRE VI.	— La politique extérieure	251
CHAPITRE VII.	— Conclusion	327
BIBLIOGRAPHIE		335

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CHATILLON-SUR-SEINE. — EUVRARD-PICHAT.
